



# La voix de l'opposition de gauche

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*



## Causeries juin 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

[Haut de page ↗](#)

Le 3 juin 2017

### CAUSERIE

On ajoutera des articles plus tard.

- La causerie du mois de mai au format pdf (219 pages)
- Causerie du 3 juin, 11 pages.

Je viens de recevoir le verdict de la CNAV : je toucherai une retraite de 265 euros (moins la CSG) à partir du 11 septembre 2017, une misère ! En fait cette somme variera chaque mois en fonction du taux de change entre l'euro et la roupie. Par prudence, j'avais tablé sur une retraite entre 300 et 400 euros par mois, donc je ne suis pas vraiment surpris.

Ils m'ont proposé d'attendre 2022 pour toucher 353 euros, mais comme entre temps l'âge de départ à la retraite aura encore été repoussé, je préfère encore prendre ce qu'ils me proposent si généreusement en 2017, et puis je ne me vois pas imposer à ma compagne de travailler cinq ans de plus 6jours/7 comme servante chez une riche italienne tyrannique pour 88 malheureux euros de plus par mois. On compensera en partie ce manque à gagner avec les quelques dizaines d'euros de la complémentaire et notre élevage de chèvres !

On est pauvre, on a vécu pauvre et on finira pauvre parce que j'ai refusé de m'enrichir et je ne le regrette pas, j'ai toujours privilégié mes principes à un quelconque compromis pourri pour mieux vivre, à ce prix-là cela ne valait pas le coût et les faits m'ont donné raison puisque cela fait déjà 27 ans que je ne suis plus au service du capitalisme ou que je profite de ma retraite, sans vivre pour autant en dehors du capitalisme, j'en ai parfaitement conscience. Finalement j'aurai profité de la vie et connu de multiples et riches expériences qu'il ne m'aurait pas été permis de vivre autrement.

Paradoxalement, à cause de mes idées, j'étais voué à être rapidement exclus de la société et à connaître une fin misérable si j'étais resté en France, j'aurais sans doute fini clochard ou j'aurais mis fin prématurément à mes jours, au lieu de cela, j'ai su prendre les bonnes décisions au bon moment ou faire preuve de discernement ou de perspicacité en saisissant les différentes opportunités qui allaient se présenter à moi, de telle sorte que j'ai réussi à m'en sortir quand tout s'écroulait autour de moi ou chaque fois que le mauvais s'acharnait sur moi.

Quand je dis que mes idées m'ont joué de mauvais tours, c'est parce que les patrons et les chefs ne les supportaient pas, et comme de nombreuses occasions se présentaient de les exposer sur mes lieux de travail, systématiquement plus ou moins rapidement j'allais devenir la bête noire à sanctionner injustement ou à éliminer. Quand on est victime ou témoin d'une injustice ou d'une humiliation, on a le choix entre courber la tête, s'écraser ou la dénoncer à ses risques et périls, moi je ne pouvais la fermer, c'était plus fort que moi, c'était peut-être stupide parfois j'en conviens après coup, et je dois dire que cela ne s'est pas arrangé en vieillissant, je n'ai jamais été aussi intolérant qu'aujourd'hui envers les inquisiteurs ou ceux qui méprisent les plus faibles, car ils s'attaquent toujours aux plus faibles, je vous une haine farouche à ceux qui usent de leur statut, de leur autorité ou de leur pouvoir pour humilier ceux qui sont inférieurs à eux ou sans défense. En Inde, vous imaginez, il y a de quoi faire !

J'ai mis à profit les enseignements que j'avais tirés du marxisme pour m'en tirer sans jamais renier mes convictions, et surtout jamais au détriment des intérêts de mes semblables que j'ai toujours scrupuleusement respectés, ce qui me valut bien des contrariétés ou des déboires et bien des tristesses car ils n'étaient pas toujours animés des meilleures intentions qui soient envers moi, ce dont je ne leur tiens pas grief puisque je me refuse de les juger, ce que je n'ai peut-être pas toujours fait sur le coup, une faiblesse ou une erreur que j'ai eu largement le temps de corriger. Ce fut davantage mon entourage ou ma famille qui me causa le plus de problèmes au cours de ma vie en trahissant la confiance que j'avais en eux que la société elle-même, bien que leur comportement fut dicté inconsciemment par cette société si injuste ou cruelle.

Je suis absolument convaincu que si j'ai réussi à m'en sortir et à conserver ma dignité, c'est parce que je suis resté fidèle à mes principes ou parfaitement honnête, même lorsque c'était suicidaire ou j'allais au-devant de graves ennuis que j'avais provoqués ou qui m'étaient imposés, il arriva un moment où je pris conscience que finalement il était préférable d'assumer dignement les épreuves douloureuses qu'il nous était donné de vivre ou de faire face à la réalité dans l'adversité au lieu de la fuir, car chaque fois il allait se présenter une occasion pour s'en sortir, mieux, pour atteindre une situation meilleure ou pour en tirer satisfaction, honorablement ou sans renier mes principes cela va s'en dire, j'y tiens absolument. C'est pour cela que lorsqu'un sale type se permet de vouloir me salir en me prêtant de mauvaises intentions, au passage, procédé scélérat employé par les porte-parole des néolibéraux pour discréditer les opposants au régime, je l'écrase comme une merde, car ce qu'il se permet avec moi, il doit se le permettre avec bien des gens, ce que je ne peux pas supporter ; personnellement je n'en ai strictement rien à foutre de ce qu'il pense de moi, cela ne m'atteint pas, en revanche je me dois de combattre ce comportement qui cause des ravages dans nos rangs, vous avez saisi la distinction, l'individu ne m'intéresse pas, c'est son attitude que je condamne et combats.

Cet épisode aura été l'occasion une fois de plus d'évoquer mon parcours, atypique, qui n'a rien de glorieux, loin de là, il m'a été imposé comme à chacun d'entre nous, chacun fait au mieux dans la vie pour s'en sortir ou survivre, l'essentiel ne sera pas la somme des expériences qu'on aura vécues, la somme des plaisirs qu'elles nous auront procurés, encore moins la masse des biens matériels qu'on aura accumulés ou l'état florissant de notre compte en banque, quelle horreur ! mais plutôt la satisfaction qu'on en aura tirée honnêtement, dignement, sans empiéter sur les droits ou la liberté de nos semblables, si possible en s'étant élevé à un niveau supérieur à notre condition ou à condition que cette satisfaction intérieure ou intime coïncide avec l'élévation de notre niveau de conscience que l'on aura à cœur de partager pour changer la société, sinon à quoi bon !

J'ai envie de me marrer, car en relisant ces lignes je me demande si j'ai voulu partager avec vous la joie d'avoir reçu des nouvelles de ma retraite ou si j'ai rédigé un testament ! Peut-être parce que je suis sous le coup d'une impression ambivalente entre joie et amertume que je ne peux pas cacher ou réprimer.

Je suis assurément le militant ouvrier le plus pauvre de France, quel honneur !

L'actualisation du portail me coûte de l'argent. Les postes les plus lourds sont la connexion Internet à Vodafone, 2.300 roupies par mois, l'électricité parce qu'en plus de l'ordinateur je suis obligé de faire fonctionner un ventilateur pour le refroidir, et surtout les cigarettes et le café dont j'use abondamment, à hauteur de 2.600 roupies par mois, quand je ne suis pas devant l'ordinateur je fume trois fois moins et je ne bois un café qu'après les repas. Je passe le matériel informatique qui n'a pas une durée de vie éternelle !

Si vous voulez m'aider financièrement, il vous suffit de m'adresser un courriel.

### [Un scoop.](#)

Nécessaire reconstruction - Editorial de la Tribune des travailleurs du 31 mai 2017 par D. Gluckstein.

On aura noté le ton un brin désabusé...

Le "*champ de ruines politiques*" ne date pas d'hier et il est un peu tard pour s'en apercevoir, d'où la situation actuelle qui en est l'expression et le produit :

- "*Devant les travailleurs et les militants – en particulier ceux qui appartiennent ou ont appartenu au Parti socialiste, au Parti communiste français, au Parti de gauche, ou votent ou ont voté pour ces formations – se dessine, chaque jour davantage,*

*un véritable champ de ruines politiques."*

Si je souscris à la conclusion de cet éditorial, j'ai un doute sur la volonté des dirigeants du POID de corriger leurs erreurs du passé.

J'en veux pour preuve les nouvelles vidéos qu'ils ont mises en ligne intitulées Info hebdo où on voit des dirigeants sans charisme lire ou à nonner un texte appris par coeur sur un ton monotone qui ne donne vraiment pas envie d'entendre la suite, j'en ai téléchargées deux et j'ai coupé avant la fin parce que je n'en pouvais plus.

On aura noté le manque d'enthousiasme, c'est plutôt démoralisant. Et puis cet horrible indicatif sonore

Cela manque d'entrain, de vie, de dynamisme, de relief, de conviction, on a l'impression que le coeur n'y est pas, qu'il y a quelque chose de cassé chez eux ou qu'il leur manque quelque chose, j'allais dire d'humain mais cela va être

interprété de travers, il y a un truc qui cloche chez eux, ils ne sont pas naturels, c'est cela, on dirait des machines à débiter de la propagande qui n'ont aucune personnalité, contrairement à Mélenchon, qui par ailleurs affiche une bonhomie ou une fausse modestie trompeuse, mais c'est une autre histoire.

On se demande à qui ils s'adressent. Ils ne stimulent pas la réflexion de leur auditoire, donc on ne voit pas quel intérêt il pourrait en tirer. En gros, ils font exactement l'inverse de ce que je fais dans mes causeries. Qu'on apprécie ou non ma personnalité, peut importe, au moins les questions que j'aborde et surtout la manière dont je les aborde est destinée à questionner les lecteurs, ce qui ne peut que favoriser leur progression, sans se sentir obligé de partager mes analyses ou mes conclusions, je crois que c'est cela l'essentiel, qu'on progresse ensemble.

La question est de savoir pourquoi les travailleurs ne parviennent pas à s'intéresser davantage à leur condition, pourquoi toutes les sujets qui les concernent leur semblent si éloignés ou insaisissables au point de laisser à d'autres le soin de s'en charger, pourquoi subissent-ils sans broncher le sort qu'on leur a réservé, pourquoi abdiquent-ils leurs droits à vivre dans une société meilleure ou plus juste, pourquoi ne parvient-on pas à les associer au combat pour changer la société ?

Comment interprètent-ils leur condition, la société, le monde ? Qu'ont-ils véritablement dans la tête ? Quels sont les obstacles qui les empêchent de penser autrement ? Comment pensent-ils vraiment ? Pourquoi et comment sont-ils conditionnés ? Cela a-t-il une incidence sur leur capacité à réagir aux événements ou à la politique du gouvernement ? Comment cela se traduit-il ? Pourquoi manquent-ils tant de rigueur, de cohérence, de logique ? Pourquoi reproduisent-ils toujours les mêmes erreurs ? Pourquoi ne progressent-ils pas ?

A mon avis toutes ces questions sont liées. La psychologie des hommes et leur environnement ou leur condition, leur statut, etc. sont liés et entretiennent des rapports réciproques qui déterminent leur mode de pensée et leur comportement. Qu'avons-nous à gagner à l'ignorer ? Le jour où on aura compris que tout mène à la politique, mais tout ne part pas de la politique, l'humanité aura fait un grand bon en avant vers le socialisme.

On devrait s'inspirer de la manière dont les marxistes traitaient les rapports qui existent dans la société au-delà de ceux qui existent entre les classes. Quand par exemple Marx ou Engels affirmait que la première forme d'exploitation commença par celle des femmes et des enfants par les hommes, à côté les féministes font figurent de parents pauvres de la sociologie, non seulement ils n'ont rien découvert, mais ils n'ont apporté aucune réponse ou solution à la question de l'exploitation des femmes contrairement au socialisme. Si vous prenez la question de l'environnement que saccage le capitalisme, vous arriverez au même constat, à côté l'écocapitalisme apparaît comme une vulgaire imposture. On peut apprécier ou non Michel Collon, toujours est-il qu'il a publié dans son blog des articles où leurs auteurs montraient que Marx et Engels avaient déjà manifesté leur soucis de préserver la nature, là non plus les écologistes au XXe siècle n'ont eu aucun mérite ou n'ont rien découvert, pour finalement s'avérer impuissants à stopper les ravages commis par le capitalisme sur la nature et s'opposer à son abolition.

Lors de la causerie d'avant-hier j'ai oublié de vous communiquer le lien suivant :

Jean-Jacques Marie - Les 100 ans de la révolution russe - YouTube  
<https://www.youtube.com/watch?v=lzSzRLtF-98>

[Lutte des classes. L'internationale mafieuse et criminelles des puissants de ce monde se réunit à huis clos.](#)

L'élite française qui participaient à la réunion annuelle du groupe Bilderberg du 1er au 4 juin 2017 aux Etats-Unis :

Thomas Buberl, président d'AXA assurances

François Lenglet, chef du service économique de France 2

Benoît Puga, ancien chef d'état-major particulier des présidents de la République, grand chancelier des Ordres de la Légion d'honneur et du Mérite

Bruno Tertrais, Directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique

Wikipédia - La Fondation pour la recherche stratégique (FRS) est une institution française de type think tank fondée par Pierre Joxe en 1992-1993. Elle regroupa la Fondation pour les études de défense et le Centre de recherches et d'études sur les stratégies et les technologies.

En 2016, les ressources de la Fondation se montaient à 3,68 millions d'euros. Le financement de la recherche provenait de ministères (64%), de l'UE et d'organisations internationales (14%), d'agences publiques (10%), d'entreprises (9%), de sources diverses (3% : travaux avec d'autres think-tanks...) Wikipédia

frstrategie.org - Bruno Tertrais : Chargé de mission auprès du Directeur des affaires stratégiques, Ministère de la défense (1993-2001) ; Visiting Fellow, RAND Corporation (1995-1996) ; Directeur de la Commission des affaires civiles, Assemblée de l'OTAN (1990-1992) ; Assistant de recherches, Assemblée de l'OTAN (1989).

Autres activités permanentes.

Membre, International Institute for Strategic Studies (IISS) ; Membre du comité de rédaction, The Washington Quarterly ; Membre du comité de rédaction, Survival ; Membre du comité de rédaction, Strategic & Military Affairs ; Membre du Conseil d'orientation, Fondation Terra Nova. (Source : frstrategie.org)

Nicolas Baverez, éditorialiste au Figaro et au Point, partenaire de Gibson, Dunn & Crutcher, administrateur de l'Institut Montaigne.

Henri de Castries, président du groupe Bilderberg, ancien président d'AXA assurances, président de l'Institut Montaigne.

Le Groupe de Bilderberg est une institution créée en 1954 par la CIA et le MI6. Il se réunit chaque année, non pas sous la protection de la police du pays hôte, mais de l'Otan, dont il relaie habituellement les messages.

Le rendez-vous 2017 se tient du 1er au 4 juin, à Chantilly (Virginie, Etats-Unis). Comme à l'habitude, la CIA, le MI6 et l'Otan y sont représentés.

Compte-tenu de la guerre qui oppose actuellement la Maison-Blanche à l'Etat profond US et au Royaume-Uni, ce séminaire devrait, pour la première fois, être fort polémique. D'un côté des membres de l'administration Trump, de l'autre les facteurs du terrorisme islamique.

Ordre du jour

L'Administration Trump : un rapport d'étape  
Les relations transatlantiques : options et scénarios  
L'alliance de défense transatlantique : balles, octets et monnaies  
L'orientation de l'UE  
La mondialisation peut-elle être ralentie ?  
Les emplois, les revenus et les attentes non réalisées  
La guerre contre l'information  
Pourquoi le populisme se développe-t-il ?  
La Russie dans l'ordre international  
Le Proche-Orient  
La prolifération nucléaire  
La Chine  
Actualités

(Source : Réseau Voltaire 01.06)

Le groupe Bilderberg a plutôt été fondé par les oligarques qui trônaient au sommet du capitalisme anglo-saxon et occidental en 1954.

Après l'élection de leur créature, Macron, France 2, Le Figaro et le Point sont à l'honneur, c'était la moindre des choses. On aura noté également que par le biais de Bruno Tertrais le PS était également représenté à cette réunion.

Institut Maigne qui hébergeait En Marche ! simple coïncidence évidemment. Puisqu'ils sont parvenus à placer leur poulain aux commandes en France, ils n'ont pas estimé utile ou opportun d'envoyer un membre de son parti ou du gouvernement à cette réunion.

L'ordre du jour de leur réunion recoupe tous les facteurs qui jouent un rôle prépondérant dans l'évolution et l'orientation du capitalisme et de la situation mondiale ou les influence.

### Cela existe-t-il vraiment ?

Nous allons voir jusqu'où nous entraîne un postulat erroné et ce qu'il recouvre en remontant à son origine.

- "*les médias classés à gauche, ou dont l'auditoire se situe plutôt à gauche, ont été en première ligne dans le combat contre l'abstention, contre Jean-Luc Mélenchon, et pour le vote Macron.*" (acrimed.org)

Dialogue imaginé entre deux vieux paysans.

- Ah ben mon couillon en v'là une affaire !

- Pt'êtes ben qu'ils sont point de gauche !

- T'as déjà vu toi des milliardaires de gauche ?

- Vingt dieux, ça serait comme si ma Rosalie m'donnait du jus de raisin à la place de son lait, faut-y pas être cons !

- Encore des farceurs qu'ont rien dans la caboche et qui nous racontent des blagues.

- Y sont p'êtes croyants !

- Tu crois qu'ils veulent nous convertir au capitalisme de gauche ?

A ma connaissance "les médias classés à gauche" dont Libération sont tous la propriété d'oligarques milliardaires, donc on ne voit pas très bien comment ils pourraient être de gauche, tout comme le PS ou REM, le PG ou le PCF selon Acrimed et nous verrons plus loin pourquoi. Sinon ces médias survivent uniquement grâce aux prêts que leur accordent des banquiers qui sont également réputés de gauche comme chacun sait, ou ils sont subventionnés par l'Etat qui est ni de droite ni de gauche mais oeuvrant au bien commun ou pour l'intérêt général c'est bien connu, tout comme Macron, d'où l'appel à voter Macron par Médiapart par exemple, c'est logique, tout se tient, tout ce beau monde appartient bien au même milieu.

Maintenant il faut se demander ce que cherchent ces gens-là, quelles sont leurs véritables intentions, pour qui roulent-ils au juste ? La conclusion de cet article va nous aider à répondre à ces questions.

- "*Encore une belle illustration de pluralisme dans les médias...*" (Source: <http://www.acrimed.org/Les-bacchanales-de-la-vertu-retour-sur-l-entre>)

- "*Y eut-il jamais une ère de la vérité où politiciens, médias, communicants, officines et autres aient dit vrai et le peuple cru seulement en des faits avérés ?*" (Sur le front du faux par François-Bernard Huyghe - [www.huyghe.fr/actu\\_1466.htm](http://www.huyghe.fr/actu_1466.htm))

Autrement dit, Acrimed reproche aux médias inféodés au capitalisme par un bout ou un autre et qui n'ont de cesse de relayer son idéologie ou sa propagande de ne pas jouer le jeu, de ne pas être démocrates, de ne pas être "pluralistes", bref de ne pas céder une petite place à ceux qui le combattent. Pourquoi, parce que dans le passé cela aurait été le cas un jour, dans ce cas-là on serait en droit de se demander si ces opposants étaient réellement crédibles. Comment auraient-ils pu l'être puisqu'aucun n'était réellement de gauche, ce qui explique d'ailleurs pourquoi ces médias leur offraient une tribune, tout finit un jour par avoir une explication, ils ne présentaient aucun danger pour le régime et ils n'avaient nullement l'intention de l'affronter, encore moins de le renverser.

Mais alors pourquoi cette prétention déplacée ou exorbitante, pourquoi exiger que les médias fassent preuve de complaisance ou témoignent du respect envers ceux qui ne partagent pas (théoriquement ou sur le papier) la stratégie et la politique de l'oligarchie ? Pour pouvoir continuer comme par le passé à défendre leurs intérêts de boutiquiers ne comprenant pas qu'une page vient d'être tournée et qu'à l'heure où la crise du capitalisme exige de rogner les statuts et les privilèges de l'aristocratie ouvrière et des classes moyennes, ses représentants toutes tendances confondues doivent se soumettre sans broncher aux diktats du régime, en fonction de quoi le pouvoir sera se montrer reconnaissant envers eux, voyez comment il recase les ex-dirigeants syndicaux par exemple.

Ils ne comprennent pas que l'époque où les capitalistes avaient besoin de serviteurs pour faire croire au peuple ignorant qu'il vivait en démocratie est définitivement révolue depuis que l'oligarchie détient tous les pouvoirs. Hier les capitalistes avaient tout intérêt à s'entourer d'une multitude de larbins ou parasites qui colportaient des illusions dans le régime et ses représentants, allant jusqu'à prétendre qu'il serait compatible avec de nouvelles réformes sociales ou qu'il continuerait d'oeuvrer à l'amélioration de la société, alors que de nos jours il s'agit pour eux de les ignorer ou de les supprimer et d'entraîner brutalement la société dans une régression sans fin, les besoins du capitalisme en crise l'exigent.

Ce qui s'écroule sous leurs yeux, c'est le mirage que le capitalisme pourrait réaliser pas à pas le socialisme, ne leur laissant plus le choix qu'entre s'y soumettre ou abdiquer sans condition ou rompre avec lui et l'affronter, or ces gens-là en sont tout aussi incapables que par le passé, d'où leur nostalgie fébrile de cette époque bénie (Les "jours heureux") où ils pouvaient servir le régime en colportant des illusions dans le capitalisme et en tirer profit.

Il ne leur reste plus qu'à se raccrocher désespérément à l'espoir que cette époque revienne un jour, en vain.

Il existe ainsi une multitude d'acteurs qui font illusion en dénonçant les excès du capitalisme à seul fin de lui donner un visage humain, de manière à justifier leur adaptation au capitalisme, ce dont ils ne se vanteront pas évidemment, c'est pour eux naturel. Nous ne portons pas de jugement sur les personnes concernées qui peuvent être des militants ouvriers ou des intellectuels sincères, nous nous contentons de combattre les illusions qu'ils colportent qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs. Je ne le précise pas toujours parce que pour moi cela va de soi.

### [Quand les journalistes se transforment en porte-parole du gouvernement.](#)

- Hausse de la CSG : les arguments d'Emmanuel Macron - Franceinfo

Grille de lecture.

- La CSG est un "*impôt sain*" ou saint, pour un peu on en redemanderait !

- La CSG permet de "*réduire l'une des inégalités françaises les plus criantes : l'inégalité entre les générations*", donc c'est un impôt juste puisqu'il combat une injustice, quel bonheur !

- La CSG est humaniste puisqu'elle a pour objectif de "*rétablir un peu d'équité*".

Bref, vous aurez compris que la CSG est parfaitement légitime et que vous auriez tort de la contester, ingrats que vous êtes, c'est pour votre bien !

Derrière la décision d'Emmanuel Macron d'augmenter la CSG, il y a un raisonnement économique. "Il y a bien sûr une préoccupation budgétaire parce que la CSG est un impôt sain, facile à recouvrer et qui rapporte beaucoup. Mais il y a aussi et surtout une logique économique et sociale derrière cette décision. Il s'agit de réduire l'une des inégalités françaises les plus criantes : l'inégalité entre les générations", explique François Lenglet sur le plateau de France 2.

Ce sont les retraités et ceux qui détiennent le capital qui vont payer. "C'est-à-dire peu ou prou les mêmes, les gens de plus de 50 ans. À l'inverse, les bénéficiaires seront les actifs, c'est-à-dire les plus jeunes. Pour résumer, l'opération se solde par un transfert des retraités vers les générations plus jeunes. Le projet Macron permet donc de rétablir un peu d'équité", conclut le journaliste. Franceinfo 01.06

Quel misérable laquais !

Un autre exemple.

Dans le langage des éditocrates, gauchiste est un terme dépréciatif qui signifie aventurier, vaurien, extrémiste, indigne de confiance, infréquentable ou pire encore. Nous classerons Jeremy Corbyn à droite en ce qui nous concerne, mais là n'est le sujet.

- Au Royaume-Uni, le retour surprise du «gauchiste» Jeremy Corbyn - libération.fr

Et si l'incroyable se produisait ? Et si Jeremy Corbyn, le «perdant d'avance», le «sans-charisme», le «gauchiste pacifiste ancré dans un passé révolu», apportait une victoire inattendue au Parti travailliste (Labour) lors des élections générales du 8 juin ? Il se passe encore quelque chose au Royaume-Uni où tout semblait pourtant plié. En convoquant des élections anticipées, la Première ministre conservatrice, Theresa May, n'y voyait qu'une simple formalité. Crédité, mi-avril, d'une vingtaine de points d'avance sur le Labour, le Parti conservateur allait rafler la mise et lui offrir une confortable majorité, alors qu'elle ne dispose

pour l'instant que de 17 sièges d'avance. Certains politologues pariaient même sur une majorité de plus de 100 sièges et une défaite historique des travaillistes.

Mais voilà que rien ne se passe comme prévu. Les sondages, souvent contradictoires au Royaume-Uni, ne savent plus où donner de la tête. Une projection de sièges par l'institut YouGov, prévoyant que Theresa May pourrait rater la majorité, donne même de sérieuses sueurs froides aux tories : l'avance des conservateurs varie désormais, selon les instituts de sondages, de 3 petits points (YouGov) à 15 points (Panelbase).

Depuis le début de sa campagne, Theresa May accumule les maladresses : mesures annoncées puis abandonnées en cours de route, manque d'engagement avec le public, refus de participer à des débats télévisés... La Première ministre mène une très mauvaise campagne. Au point que son slogan principal, qui consiste à la présenter comme la seule candidate «forte et stable», notamment pour négocier le Brexit, a été détourné en «faible et branlant». Trouille

Le premier bénéficiaire de cette déroute est Jeremy Corbyn, 68 ans. Le nouvel engouement dont il bénéficie - les foules de plus en plus nombreuses à ses meetings l'attestent - n'est pas seulement la conséquence de la faiblesse de sa rivale. Jour après jour, le leader travailliste semble s'épanouir, comme si soudainement son «gauchisme» tant raillé au cours des deux dernières années s'effaçait au profit d'une nouvelle assurance.

Ce changement est apparu flagrant lundi soir, lors d'un premier «débat» télévisé. Lui et Theresa May ne se sont jamais trouvés en face à face, mais ont été interrogés par l'audience puis par un journaliste teigneux, Jeremy Paxman. Si Theresa May a semblé désarçonnée par l'exercice, Jeremy Corbyn s'en est tiré avec les honneurs, restant d'un calme olympien face aux attaques violentes de Paxman, et se payant même le luxe de faire de l'humour.

Il a ensuite créé la surprise en se rendant, à la dernière minute, à un autre débat mercredi soir, qui réunissait les chefs des sept principaux partis, candidats aux élections générales. Avec une absente notoire : Theresa May avait préféré dépêcher sa ministre de l'Intérieur, Amber Rudd. Là encore, Jeremy Corbyn a marqué des points, raillant la trouille de May, attaquant sa ministre sur les coupes brutales des conservateurs dans les aides sociales. «Êtes-vous allée dans une banque alimentaire ? Avez-vous vu le nombre de gens qui dorment dans la rue?» a-t-il lancé. Un récent rapport de la fondation The Trussell Trust a établi que la fréquentation des banques alimentaires au Royaume-Uni avait atteint un niveau historique, après une augmentation de 7 % l'an dernier.

Sa position sur le Brexit, souvent critiquée pour son manque de clarté, tourne même à son avantage. Il prône notamment un maintien du Royaume-Uni au sein du marché unique et de l'union douanière et des négociations inclusives avec les partenaires de l'UE. Loin du parti pris radical de Theresa May (sortie du marché unique, voire menace de sortir sans accord).

Il reste sept jours avant le scrutin et le résultat dépendra essentiellement de la participation, notamment parmi les jeunes, souvent fans de Corbyn. Seuls 43 % des jeunes de 18 à 24 ans ont voté aux élections de 2015. Et si, enthousiastes et nombreux lors des réunions électorales de Jeremy Corbyn, ces jeunes Britanniques se déplaçaient en masse aux urnes le 8 juin ? libération.fr 01.06

Il leur faut un pouvoir dur, fort, décomplexé à droite, qui assume sa politique ultra libérale, la crise du capitalisme l'exige, ils ne peuvent pas supporter qu'un parti supposé de gauche vienne interférer dans leurs affaires, car cela les forcerait à faire des compromis (à la marge) et ils n'y tiennent pas du tout, le rouleau compresseur du néolibéralisme doit écraser tous nos droits sur son passage.

Et si le même phénomène se produisait en France ? Mais on n'ose pas y croire, tout a été fait pour que ce soit impossible, reste à savoir quel sera l'attitude des travailleurs ?

### [Macromania.](#)

- Emmanuel Macron, des débuts en fanfare - Yahoo Actu
- Les Français jugent positivement les premiers pas d'Emmanuel Macron - Le Huffington Post
- Avant Emmanuel Macron, Nicolas Sarkozy était lui aussi apprécié à l'étranger - Franceinfo

L'escroquerie En Marche va se révéler catastrophique ou grand-guignolesque.

- Homophobie, soupçons d'escroquerie... Quand les candidats En Marche! trébuchent - Le Huffington Post
- Faux diplôme de droit : Houmria Berrada, candidate LREM de la 2e circonscription du Nord, dénonce une "machination" - Franceinfo

- Affaire Ferrand: 54% des Français jugent que Macron devrait virer son ministre - L'Express.fr

- Affaire Richard Ferrand : une enquête préliminaire ouverte - Franceinfo

- Comment le discours de Gérald Darmanin a glissé de la "démagogie" à la langue de bois - Le Huffington Post

De la "démagogie" à la langue de bois, Gérald Darmanin a franchi le pas à toute vitesse. Le nouveau ministre des Comptes publics, invité ce jeudi 1er juin des "4 vérités" sur France 2, a expliqué pourquoi pendant la campagne présidentielle (où il a successivement soutenu Nicolas Sarkozy et François Fillon avant de rejoindre Emmanuel Macron), il a eu la dent dure envers le fondateur d'En Marche!.

En janvier dernier sur BFMTV, le maire de Tourcoing estimait qu'Emmanuel Macron ne ferait que poursuivre la politique du président Hollande dont il était "le poisson pilote ou son enfant adultérin". Mais le ministre voit aujourd'hui en Emmanuel Macron l'incarnation de "l'alternance politique". Le Huffington Post 01.06

Forcenée et décomposée ou décomplexée.

- Les stations-services approvisionnées par la force si nécessaire - AFP

Face à la grève des conducteurs de camions de matières dangereuses, Elisabeth Borne, ministre chargée des transports, a indiqué mercredi 31 mai que l'approvisionnement des stations-services pourrait se faire "par la force" si nécessaire. AFP 01.06

- La lettre de soutien de la secrétaire d'Etat Marlène Schiappa aux Femen, en plein procès pour exhibition sexuelle - Le Huffington Post

### Sauve-qui-peut !

- Le délitement du PS s'accroît à la faveur des législatives - AFP

Déchiré sur l'attitude à adopter face au gouvernement d'Emmanuel Macron et à ses premières réformes, le PS poursuit sa lente désagrégation durant la campagne des législatives, avant une sans doute inévitable "clarification".

Tant sur la stratégie que sur le fond, l'heure est au grand écart.

Ancien candidat socialiste à la présidentielle, Benoît Hamon a profité de son passage sur RMC mercredi pour interpellier ses anciens collègues du gouvernement Valls sur la suspension du compte pénibilité, confirmée la veille par le Premier ministre Edouard Philippe.

"A Marisol Touraine, à Stéphane Le Foll, à tous ces gens de gauche qui veulent être "constructifs" avec le gouvernement, je leur dis: "Vous êtes d'accord avec le moratoire sur le compte pénibilité?", a-t-il demandé.

L'ancien ministre de l'Education rejette également le projet de M. Macron de réformer le code du travail par ordonnances, alors que ni Myriam El Khomri ni Stéphane Le Foll n'en font un casus belli.

"Le préalable est qu'il y ait, avant toute présentation au Parlement, une vraie négociation avec les partenaires sociaux, un vrai dialogue", a affirmé à Libération mardi l'ancien ministre de l'Agriculture. Dans sa propre plateforme programmatique, approuvée le 9 mai, le PS l'écrit pourtant noir sur blanc: "pas de recours aux ordonnances et pas de recul des droits des salariés sur le code du travail".

Même cacophonie sur l'appartenance ou non à la "majorité présidentielle" d'Emmanuel Macron.

Si une grosse vingtaine de députés PS sortants ont obtenu en bonne et due forme l'investiture de la République en marche, ils sont nombreux, parmi les candidats investis par le PS, à se réclamer de la "majorité présidentielle" sans en avoir le label, à l'instar des anciennes ministres Myriam El Khomri et Marisol Touraine.

Saisie du cas de cette dernière par les militants d'Indre-et-Loire, la commission des conflits du PS n'a pas encore statué, selon un responsable du PS.

M. Cambadélis désapprouve ce choix, alors que la ligne du parti est celle d'une "autonomie constructive", mais il estime que l'heure n'est pas à des sanctions. "On a déjà exclu énormément de monde, on a défini une politique vis-à-vis de ceux qui sont partis



à En Marche, maintenant place à la campagne!", plaide-t-il.

Les électeurs ne risquent-ils pas de s'y perdre? "Les élections législatives, ça a toujours un côté salade niçoise, mais globalement les ingrédients sont là", balaye-t-il.

Pas de sanction non plus à attendre vis-à-vis de Benoît Hamon, qui a annoncé la semaine dernière son soutien à une dizaine de candidats, dont certains se présentent face des candidats investis par le parti.

Invité mercredi de "Questions d'info" (AFP/LCP/Le Monde/franceinfo), M. Cambadélis lui a simplement adressé des remontrances. "Je pense qu'il a tort. Contre Manuel Valls il peut le faire parce qu'il n'y a pas de candidat socialiste et il a le droit de le faire (...) Vis-à-vis de (la militante féministe) Caroline De Haas (qui se présente contre Mme El Khomri, NDLR) c'est quelque chose qui n'est pas acceptable", a-t-il jugé.

Un autre responsable du parti se montre plus virulent, sous couvert d'anonymat. "Benoît Hamon n'est plus au Parti socialiste (...) On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre (...) Je vais lui dire "casse-toi"", s'énerve-t-il.

Combien de temps les socialistes tiendront-ils dans le même parti? "Nous verrons. Il y aura des discussions, une clarification avec tous les acteurs du parti", élude Stéphane Le Foll auprès de Libération.

Pour un proche de Manuel Valls, la clarification se fera au moment de la constitution des groupes à l'Assemblée, et du vote ou non de la confiance au chef du gouvernement. "Ma conviction, c'est que des gens comme Benoît Hamon ou Manuel Valls dans le même groupe c'est terminé. Même Benoît Hamon et Stéphane Le Foll", dit-il. AFP31.05

Offre de service.

- Législatives: Cazeneuve met en garde contre les projets du président Macron - AFP

L'ex-Premier ministre Bernard Cazeneuve a mis en garde jeudi contre certains projets de l'actuel gouvernement, notamment en matière sociale et fiscale, et ceux du FN, appelant les Français à voter pour le PS aux législatives pour avoir une "bonne majorité".

"Je ne veux pas laisser ce président (Emmanuel Macron, ndlr) seul dans un tête-à-tête avec la droite qui cherche à le cerner", a dit M. Cazeneuve, venu soutenir Michèle Delaunay, candidate PS dans la 2<sup>e</sup> circonscription de Gironde. (Il tient à en être ! - LVOG)

M. Cazeneuve qui visitait un chantier naval, a ironisé sur "l'inexpérience" des candidats de la République En Marche: "on ne prend pas la mer avec des barreaux de petit temps, il faut des bateaux éprouvés". (Genre pédalo ! Plus sérieusement, il est vrai qu'au PS en matière de sale boulot, ils ont acquis une solide expérience qui pourrait être utile à Macron. - LVOG)

On peut aussi faire évoluer le droit du travail, a-t-il poursuivi, "mais si on doit le faire en passant en force par ordonnances, alors c'est l'idée même de réforme que l'on abîme". AFP 02.06 (Ils osent vraiment tout, même le 49.3 ! - LVOG)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 31 mai 2017

## CAUSERIE

● Causerie du 31 mai, 24 pages.

Je bâcle la causerie parce que j'en ai plus que marre.

### Quelques réflexions en vrac

1- Poutine aurait pu moucher le roquet Macron en détaillant la propagande et les fake news, la désinformation quotidienne de l'AFP, mais il s'en est abstenu, préférant s'en tenir à une stratégie qui consiste à laisser chacun s'exprimer comme il l'entend, ce qui est interprété par ses ennemis comme une faiblesse, du coup ils sont tentés de se lâcher ou s'expriment ouvertement, pour plus tard subir une réponse cinglante qui les clouent sur place en dévoilant leur duplicité ou leurs grossiers mensonges.

C'est une stratégie que j'utilise aussi, et je dois dire que cela marche assez bien pour démasquer les personnes

particulièrement arrogantes ou méprisante qui sont animés de mauvaises intentions, et qui en profitent pour étaler leur crétinisme comme vous avez pu le constater récemment.

2- Macron est un roturier recruté par l'aristocratie, les travailleurs doivent le savoir, c'est un raté, un type insignifiant, superficiel, vide, creux et sans pouvoir que les médias surdimensionnent ou gonflent artificiellement pour faciliter l'exercice de son mandat et protéger ses parrains. Il n'a aucune personnalité, même sa façon de serrer la main ou marcher est composée et sonne faux, tout sonne faux chez lui, tout est faux, composé, fabriqué pour servir son ambition et assumer un rôle peu enviable au service de ses maîtres qui veillent sur lui jour et nuit. Et ne parlons pas de sa vieille nounou sur laquelle il vaut mieux éviter les gros plans, enlevez-lui sa lampe à bronzer et il ne restera plus qu'une vieille peau ridée, pendante et hideuse, imaginez un instant le tableau le matin au réveil ou en sortant de la douche...

3- Quand on prend connaissance d'une info ou d'une donnée, la première chose à faire est d'être très circonspect ou de n'en tirer aucune conclusion hâtive, sinon vous prenez le risque de vous ridiculiser auprès de votre auditoire, qui ne pourra pas ou plus vous prendre au sérieux. Autrement dit la retenue et la réflexion sont fortement conseillées. Cela s'impose particulièrement en présence d'infos semblant aller dans le sens de votre propre analyse, pour ne pas aller d'illusions en désillusions en permanence et étaler publiquement votre crédulité ou votre ignorance. Il y a ainsi des militants qui sans faire preuve du moindre discernement sautent sur la moindre info qui justifierait à leurs yeux leur ligne politique. Bref, qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour se prouver qu'on a toujours raison, comportement aussi infantile que futile qui témoigne un manque de maturité politique ou de maturité tout court, ce qui est déplorable à un âge déjà avancé ou lorsqu'on est persuadé d'avoir atteint un certain niveau de conscience... plutôt défaillant.

4- L'avant-garde : C'est toujours trop tard à la soupe ou la faute à une sorte de fatalité contre laquelle on ne pouvait pas lutter, un acharnement du mauvais sort qui s'abat soudain sur vous ! C'est quand l'assiette est vide ou que les carottes sont cuites, que la guerre est déclenchée qu'ils constatent que cela devait arriver un jour ou l'autre et que finalement on n'y peut rien. Avant, non !

Prenez le cas de Stéphane Lardy ex-dirigeant de FO qui vient d'être recruté pour le ministère du Travail du régime oligarchique. En 2016 en pleine discussion de la loi El Khomri, il avait déjà été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). En janvier 2013, quand François Chérèque (CFDT) fut nommé à l'IGAS, Mailly avait déclaré " Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale" (lire plus loin les détails), on doit donc en déduire que FO "ne donne pas (non plus) une image d'indépendance syndicale", c'est un euphémisme. Aucun syndicat en réalité n'est indépendant de l'Etat et du capitalisme. Pratiquement à la même époque ce fut au tour de Lepaon (CGT) d'être recyclé par le gouvernement à l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

Et après, certains osent (tout) nous dire qu'il faudrait défendre les syndicats indépendants, mais ils sont introuvables, ils n'existent pas, ils sont tous corrompus ! Ce nouvel épisode met en relief ce que nous savions, dénoncions, combattons féroce et qui nous a valu des insultes de la part de ceux qui couvrent ces agents du capital, qui se sont compromis avec eux. Gageons que cela va alimenter la crise à l'intérieur des différents partis ouvriers dont la collusion avec la direction de FO est avérée.

5- En 1978, l'OCI avait célébré le 40e anniversaire de la proclamation de la IVe Internationale en organisant une conférence à la Mutualité à Paris. En mai 2017, J-J. Marie du POID (Tendance communiste internationaliste) a célébré le centenaire de la révolution russe dans un local en Belgique devant une poignée de militants. On ne peut pas parler d'une conférence dans ces conditions-là, disons plutôt qu'il s'est livré à un exposé intéressant et bien structuré que j'ai téléchargé et visualisé lentement afin de réfléchir à plusieurs questions.

C'était un J-J. Marie bien vieux et bien fatigué, qui, s'il insista sur le rôle déterminant de Lénine lors de la révolution russe, fit pratiquement passer à la trappe Trotsky, ce qui pour un trotskyste était assez inattendu, mais peut-être justifié. Il ne faut pas oublier que si Lénine a réorienté la direction du parti bolchevik à son retour en Russie en avril 1917 en lui fixant pour objectif la préparation de l'insurrection, c'est Trotsky qui organisera l'Armée rouge sans laquelle il aurait été impossible de vaincre la contre-révolution lors de la guerre civile et donc sauver le tout nouvel Etat ouvrier. Pas une seule fois non plus J-J. Marie ne fera allusion à l'Histoire de la révolution russe de Trotsky. Malheureusement Lénine et Trotsky ne parvinrent jamais à avoir les rapports quasi fusionnels qu'entretenaient Marx et Engels, Trotsky n'a jamais atteint le niveau de conscience de Lénine, ce qui n'est pas un reproche de ma part mais un simple constat.

Je ne veux pas m'étendre sur l'exposé de J-J. Marie par manque de temps.

J'ai relevé plusieurs choses intéressantes concernant le rôle des différents acteurs ou belligérants de la révolution russe et de la guerre civile que les lecteurs pourront découvrir en écoutant cet exposé, mais c'est surtout l'attitude de J-J. Marie qui m'a interpellé. A un moment donné il a rappelé qu'en Russie au début du XXe siècle il existait des espaces publics, des jardins ou parcs où les chiens et les classes inférieures n'avaient pas accès, ce qui m'a rappelé qu'en Inde à la même époque des écriteaux stipulaient qu'ils étaient interdits aux chiens et aux Indiens.

Dans une ou deux causeries j'ai abordé ce sujet sous un angle critique, faisant remarquer que si dorénavant ce ne sont plus les Britanniques qui gouvernent l'Inde, les jardins ou les lieux touristiques sont accessibles aux Indiens, ils sont

particulièrement dégueulasses et ils puent la merde, du coup vaut mieux les éviter, à l'exception toutefois du Taj Mahal ! Je relate ici ma propre expérience lors de deux visites à Mahabalipuram dans les années 90. Vous avez sans doute déjà vu des images des rues des grandes villes en Inde pour savoir que la propreté n'est pas vraiment une préoccupation des Indiens, cela vaut pour de nombreux pays en Afrique et en Asie qui sont de véritables poubelles ou décharges. Qui plus est en Inde il n'existe pas de toilettes publiques et personne ne se rend dans un café pour aller aux toilettes, les Indiens se soulagent sur place ou dans un endroit discret qui ne soit pas trop éloigné de l'endroit où ils se trouvent, l'Inde étant surpeuplée, le spectacle est garanti. Il y a des toilettes dans le marché central de Pondichéry, mais je n'ai pas eu la curiosité d'aller voir dans quel état elles sont. Alors vous pouvez facilement imaginer ce qu'il en était un siècle plus tôt. Et il en était de même en Russie.

J'ai oublié de vous dire que le couple qui a emménagé il y a quelques mois seulement dans la maison située pratiquement en face de chez moi, n'a pas trouvé indispensable de construire des toilettes, donc ils continuent de se soulager dans le terrain vague légèrement boisé qui est mitoyen de leur petit terrain et d'en respirer les effluves pour ne pas avoir construit de mur autour de leur terrain. Le soir et le matin avec la rosée ou lorsqu'il pleut, c'est une véritable puanteur. Le mur qui clôture mon terrain m'en protège, sauf quand le vent vient de l'ouest. Tout est une question de moyen financier, par économie un pauvre ne construira pas de toilettes. Quand on sort, tout le long de la route on peut voir des dizaines d'Indiens en train d'uriner ou de déféquer, ils ne prennent même pas la précaution de se cacher, bref, c'est une fonction naturelle.

Alors évidemment confronté à une population plus évoluée et plus riche, le choc entre les deux ou l'incompréhension était inévitable. C'est la différence de développement économique entre la Grande-Bretagne et l'Inde ou les inégalités sociales à l'intérieur de la Russie, qui était à l'origine de cette discrimination envers certaines couches ou classes de la population ou de cette restriction qui a été interprétée à tort comme une preuve du racisme des Anglais envers les Indiens, c'est là que je voulais en venir, ou une preuve du mépris que les classes supérieures russes auraient témoigné envers les classes inférieures, mépris qu'elles leur témoignaient pas ailleurs de mille manières, mais pas dans le cas qui nous occupe ici, or J-J. Marie est passé à côté et apparemment personne ne lui a fait remarquer, ce qui n'a pas manqué d'attirer mon attention.

Au-delà du contexte de cet exposé qui s'est tenu devant quelques dizaines de personnes, vingt peut-être, je l'ignore, je me suis demandé comment on pouvait être parvenu à un âge si avancé et avoir vécu en Russie, avoir passé une grande partie de sa vie à étudier le mode de vie des Russes à différentes époques, on pouvait encore commettre cette erreur d'appréciation sans que personne ne vous reprenne, cela signifie qu'entre dirigeants il existait un certain type de rapports ou d'état d'esprit malsain où on s'interdisait de signaler les faiblesses d'une analyse ou d'une conclusion, de sorte que chacun pouvait s'enfermer dans ses propres erreurs sans qu'elles ne soient jamais corrigées, erreur ici insignifiante qu'on se comprend bien, mais qui témoigne de rapports malsains qui finalement n'aident pas à progresser. De là on peut facilement imaginer que ces mêmes rapports avaient cours quand il s'agissait d'aborder des questions politiques, ce qui expliquerait pourquoi pendant des décennies certaines questions ne furent jamais abordées, et lorsque l'évolution de la situation se chargea de les propulser au premier plan, elles devinrent explosives au point qu'il fut impossible de les aborder et de les traiter sereinement.

J'ai cru percevoir dans le ton ou l'état d'esprit de J-J. Marie une sorte de désillusion ou de désenchantement salutaire qui se serait imposé tardivement à lui et qu'il aurait finalement adopté en y reconnaissant des mérites, mais cela reste une impression personnelle. Il faut dire aussi que le lieu ou les conditions ne portaient pas à l'extase ! Merci à lui et bonne continuation. Au fait contrairement aux crétiens qui pratiquent le culte de la personnalité, J-J. Marie a eu bien fait de rappeler que Lénine avait dit plein de conneries, ce qui n'enlevait rien au fait que personne d'autre plus que lui n'avait servi notre cause avec autant de talent et de dévouement au XXe siècle, c'est que nous retiendrons.

J'ai retenu également de son exposé ce que je savais déjà mais qu'on peut rappeler, à savoir qu'en février 1917 dans toute la Russie il n'y avait pas plus de 5.000 militants au parti bolchevik et qu'il y en aura 200.000 huit mois plus tard, ce qui suffit à justifier la construction du parti.

On a tendance à prêter aux différentes couches des masses laborieuses un état d'esprit ou un niveau de conscience qui correspondent plus ou moins à la réalité, ils peuvent progresser ou refluer en fonction de leurs expériences ou du développement de la situation politique, de sorte qu'il est inutile d'en tirer des conclusions qui seront valables aujourd'hui et dépassées demain.

On devrait mieux s'en tenir au constat qu'un grand nombre d'acteurs ou de représentants des couches populaires possèdent un bout de la vérité, et qu'on ne parvient pas à les mettre bout à bout si je puis dire. Chacun se réfère à une partie de la réalité ou en a une vision limitée, la percevant sous un angle plus ou moins ouvert sans en avoir une perception totale ou universelle ou une vue à 360°. Il en va ainsi également de chaque travailleur, de chaque militant en fonction de sa condition ou de son expérience. Cependant le petit bout de la vérité que possède chacun recoupe souvent une portion de la vérité des autres, parce qu'ils partagent la même condition ou ont fait les mêmes expériences, mais les interprétations qu'ils en font divergent ou les s'opposent, parce qu'ils ne se réfèrent pas aux mêmes facteurs de la réalité, ils ne leur accordent pas la même importance ou en ignorent une grande partie tout simplement. Il faut donc partir de l'angle sous lequel ils perçoivent la réalité pour les aider à l'ouvrir toujours plus en intégrant les facteurs déterminants qui font défaut à leur analyse, de manière à alimenter leur réflexion et favoriser leur maturation politique.

C'est ce langage qu'il faut tenir aux travailleurs et aux militants pour qu'ils progressent. La question n'est pas de savoir qui a tort

ou raison, qui détiendrait la vérité, mais comment faire pour partager la même vision de la société sur l'essentiel pour parvenir à trouver les moyens pour la changer. Contrairement à la pensée unique qui consiste à imposer un mode de pensée, à substituer à la réalité une conception particulière de la réalité, nous devons partir de l'expérience de chacun, l'intégrer dans notre propre vision de la société afin de l'élargir sans cesse. Nous devons proposer aux travailleurs et aux militants de progresser ensemble, au lieu d'essayer de les convaincre de quoi que ce soit, notre démarche doit être librement consentie, consciente, et non autoritaire.

### [Le passage de l'idéologie allemande auquel J-J. Marie fit référence.](#)

K. Marx, F. Engels : l'idéologie allemande (Page 9 version numérique)

La division du travail ne devient effectivement division du travail qu'à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel 24. À partir de ce moment la conscience peut vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente réellement quelque chose sans représenter quelque chose de réel. À partir de ce moment, la conscience est en état de s'émanciper du monde et de passer à la formation de la théorie "pure", théologie, philosophie, morale, etc.

Mais même lorsque cette théorie, cette théologie, cette philosophie, cette morale, etc., entrent en contradiction avec les rapports existants, cela ne peut se produire que du fait que les rapports sociaux existants sont entrés en contradiction avec la force productive existante; d'ailleurs, dans une sphère nationale déterminée, cela peut arriver aussi parce que, dans ce cas, la contradiction se produit, non pas à l'intérieur de cette sphère nationale, mais entre cette conscience nationale et la pratique des autres nations, c'est-à-dire entre la conscience nationale d'une nation et sa conscience universelle 25.

Peu importe du reste ce que la conscience entreprend isolément; toute cette pourriture ne nous donne que ce résultat : ces trois moments, la force productive, l'état social et la conscience, peuvent et doivent entrer en conflit entre eux car, par la division du travail, il devient possible, bien mieux il arrive effectivement que l'activité intellectuelle et matérielle, — la jouissance et le travail, la production et la consommation échoient en partage à des individus différents; et alors la possibilité que ces éléments n'entrent pas en conflit réside uniquement dans le fait qu'on abolit à nouveau la division du travail. Il va de soi du reste que "fantômes", "liens", "être suprême", "concept", "scrupules" 26 ne sont que l'expression mentale idéaliste, la représentation apparente de l'individu isolé, la représentation de chaînes et de limites très empiriques à l'intérieur desquelles se meut le mode de production de la vie et le mode d'échanges qu'il implique.

Cette division du travail, qui implique toutes ces contradictions et repose à son tour sur la division naturelle du travail dans la famille et sur la séparation de la société en familles isolées et opposées les unes aux autres, — cette division du travail implique en même temps la répartition du travail et de ses produits, distribution inégale en vérité tant en quantité qu'en qualité; elle implique donc la propriété, dont la première forme, le germe, réside dans la famille où la femme et les enfants sont les esclaves de l'homme. L'esclavage, certes encore très rudimentaire et latent dans la famille, est la première propriété, qui d'ailleurs correspond déjà parfaitement ici à la définition des économistes modernes d'après laquelle elle est la libre disposition de la force de travail d'autrui. Du reste, division du travail et propriété privée sont des expressions identiques — on énonce, dans la première, par rapport à l'activité ce qu'on énonce, dans la seconde, par rapport au produit de cette activité.

De plus, la division du travail implique du même coup la contradiction entre l'intérêt de l'individu singulier ou de la famille singulière et l'intérêt collectif de tous les individus qui sont en relations entre eux; qui plus est, cet intérêt collectif n'existe pas seulement, mettons dans la représentation, en tant qu'"intérêt général", mais d'abord dans la réalité comme dépendance réciproque des individus entre lesquels se partage le travail. Enfin la division du travail nous offre immédiatement le premier exemple du fait suivant : aussi longtemps que les hommes se trouvent dans la société naturelle, donc aussi longtemps qu'il y a scission entre l'intérêt particulier et l'intérêt commun, aussi longtemps donc que l'activité n'est pas divisée volontairement, mais du fait de la nature, l'action propre de l'homme se transforme pour lui en puissance étrangère qui s'oppose à lui et l'asservit, au lieu qu'il ne la domine. En effet, dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui est imposée et dont il ne peut sortir; il est chasseur, pêcheur ou berger ou critique critique 27, et il doit le demeurer s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence; tandis que dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société régit la production générale ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique. Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine, échappant à notre contrôle, contrecarrant nos attentes, réduisant à néant nos calculs, est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours. C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre, en qualité d'État, une forme indépendante, séparée des intérêts réels de l'individu et de l'ensemble et à faire en même temps figure de communauté illusoire, mais toujours sur la base concrète des liens existants dans chaque conglomérat de famille et de tribu, tels que liens du sang, langage, division du travail à une vaste échelle et autres intérêts; et parmi ces intérêts nous trouvons en particulier, comme nous le développerons plus loin, les intérêts des classes déjà conditionnées par la division du travail, qui se différencient dans tout groupement de ce genre et dont l'une domine toutes les autres. Il s'ensuit que toutes les luttes à l'intérieur de l'État, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc., etc., ne sont que les formes illusoires sous lesquelles sont menées les luttes effectives des différentes classes entre elles (ce dont les théoriciens allemands ne soupçonnent pas un traître mot, bien qu'à ce sujet on leur ait assez montré la voie dans les Annales franco-allemandes et dans La Sainte Famille 28); et il s'ensuit également que toute classe qui aspire à la domination, même si

sa domination détermine l'abolition de toute l'ancienne forme sociale et de la domination en général, comme c'est le cas pour le prolétariat, il s'ensuit donc que cette classe doit conquérir d'abord le pouvoir politique pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dans les premiers temps. Précisément parce que les individus ne cherchent que leur intérêt particulier, — qui ne coïncide pas pour eux avec leur intérêt collectif, l'universalité n'étant somme toute qu'une forme illusoire de la collectivité, — cet intérêt est présenté comme un intérêt qui leur est "étranger", qui est "indépendant" d'eux et qui est lui-même à son tour un intérêt "général" spécial et particulier, ou bien ils doivent se mouvoir 29 eux-mêmes dans cette dualité comme c'est le cas dans la démocratie.

Par ailleurs le combat pratique de ces intérêts particuliers, qui constamment se heurtent réellement aux intérêts collectifs et illusoirement : collectifs, rend nécessaire l'intervention pratique et le refrènement par l'intérêt "général" illusoire sous forme d'État. La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive déçuplée qui naît de la coopération des divers individus conditionnée par la division du travail, n'apparaît pas à ces individus comme leur propre puissance conjuguee, parce que cette coopération elle-même n'est pas volontaire, mais naturelle; elle leur apparaît au contraire comme une puissance étrangère, située en dehors d'eux, dont ils ne savent ni d'où elle vient ni où elle va, qu'ils ne peuvent donc plus dominer et qui, à l'inverse, parcourt maintenant une série particulière de phases et de stades de développement, si indépendante de la volonté et de la marche de l'humanité qu'elle dirige en vérité cette volonté et cette marche de l'humanité.

Cette "aliénation", — pour que notre exposé reste intelligible aux philosophes —, ne peut naturellement être abolie qu'à deux conditions pratiques. Pour qu'elle devienne une puissance "insupportable", c'est-à-dire une puissance contre laquelle on fait la révolution, il est nécessaire qu'elle ait fait de la masse de l'humanité une masse totalement "privée de propriété", qui se trouve en même temps en contradiction avec un monde de richesse et de culture existant réellement, choses qui supposent toutes deux un grand accroissement de la force productive, c'est-à-dire un stade élevé de son développement. D'autre part, ce développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale), est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. Il est également une condition pratique sine qua non, parce que des relations universelles du genre humain peuvent être établies uniquement par ce développement universel des forces productives et que, d'une part, il engendre le phénomène de la masse "privée de propriété" simultanément dans tous les pays (concurrence universelle), qu'il rend ensuite chacun d'eux dépendant des bouleversements des autres et qu'il a mis enfin des hommes vivant empiriquement l'histoire mondiale, à la place des individus vivant sur un plan local. Sans cela : 1° le communisme ne pourrait exister que comme phénomène local; 2° les puissances des relations humaines elles-mêmes n'auraient pu se développer comme puissances universelles, et de ce fait insupportables, elles seraient restées des "circonstances" relevant de superstitions locales, et 3° toute extension des échanges abolirait le communisme local. Le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte "soudain" et simultané des peuples dominants, ce qui suppose à son tour le développement universel de la force productive et les échanges mondiaux étroitement liés au communisme. Autrement, comment la propriété, par exemple, aurait-elle pu somme toute avoir une histoire, prendre différentes formes ? Comment, disons, la propriété foncière aurait-elle pu, selon les conditions diverses qui se présentaient, passer en France, du morcellement à la centralisation dans les mains de quelques-uns, et en Angleterre de la centralisation entre les mains de quelques-uns au morcellement, comme c'est effectivement le cas aujourd'hui ? Ou bien comment se fait-il encore que le commerce, qui pourtant représente l'échange des produits d'individus et de nations différentes et rien d'autre, domine le monde entier par le rapport de l'offre et de la demande, — rapport qui, selon un économiste anglais, plane au-dessus de la terre comme la fatalité antique et distribue, d'une main invisible, le bonheur et le malheur parmi les hommes, fonde des empires, anéantit des empires, fait naître et disparaître des peuples, — tandis qu'une fois abolie la base, la propriété privée, et instaurée la réglementation communiste de la production, qui abolit chez l'homme le sentiment d'être devant son propre produit comme devant une chose étrangère, la puissance du rapport de l'offre et de la demande est réduite à néant, et les hommes reprennent en leur pouvoir l'échange, la production, leur mode de comportement réciproque.

Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes.

Du reste, la masse d'ouvriers qui ne sont qu'ouvriers — force de travail massive, coupée du capital ou de toute espèce de satisfaction même bornée — suppose le marché mondial; comme le suppose aussi du coup, du fait de la concurrence, la perte de ce travail en tant que source assurée d'existence, et non plus à titre temporaire.

Le prolétariat ne peut donc exister qu'à l'échelle de l'histoire universelle, de même que le communisme, qui en est l'action, ne peut absolument pas se rencontrer autrement qu'en tant qu'existence "historique universelle". Existence historique universelle des individus, autrement dit, existence des individus directement liée à l'histoire universelle.

## Notes

24 - À ce niveau, Marx a écrit dans la colonne de droite : Première forme des idéologues, prêtres, coïncide.

25 - A hauteur de cette phrase, Marx a écrit dans la colonne de droite : Religion. Les Allemands avec l'idéologie en tant que telle.

26 - Termes du vocabulaire des jeunes -hégéliens, et de Stirner en particulier.

27 - On sait que Bauer se voulait le champion d'une école philosophique «critique».

28 - Les Annales franco-allemandes étaient une revue éditée à Paris par Marx et A. Ruge. Seul parut le premier numéro, en février 1844.

Il contenait deux articles de Marx : «Sur la question Juive», «Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel » et un long article d'Engels : «Esquisse d'une critique de l'économie politique». Les divergences entre Marx et Ruge ne permirent pas de poursuivre cette parution.

En 1845, à Francfort-sur-Main, avait paru l'ouvrage de Marx et Engels : La Sainte Famille, ou Critique de la Critique critique, Contre Bruno Bauer et consorts . Titre allemand : Die heilige Familie, oder Kritik der kritischen Kritik. Gegen Bruno Bauer und Consorten.

29 - L'édition MEGA donne une version légèrement différente : sich begegnen [s'affronter], au lieu de sich bewegen [se mouvoir].

Si l'impérialisme correspond à l'ère des guerres et des révolutions, on est en droit de se demander si une véritable révolution prolétarienne et socialiste pourrait avoir lieu si elle n'était pas précédée d'une guerre, scénario qu'on ne souhait pas évidemment ou qu'en aucune manière on aurait l'idée de favoriser...

Du coup cela pose la question des conditions à remplir pour qu'une révolution soit déclenchée dans un pays en paix, à laquelle nous n'avons répondu jusqu'à présent que par des formules creuses ou inappropriées, sans qu'on réfléchisse apparemment aux moyens à substituer à la guerre s'ils existent pour qu'une révolution se réalise. Engels eu raison de signaler qu'en Angleterre, le pays où le capitalisme (l'impérialisme) était le plus développé à l'époque, le prolétariat et le mouvement ouvrier s'étaient embourgeoisés, ce qui explique peut-être pourquoi par la suite jusqu'à nos jours il ne connut aucune révolution prolétarienne, alors que depuis cette époque coloniale glorieuse l'impérialisme britannique fut supplanté par les Etats-Unis et l'Allemagne et le prolétariat perdit en grande partie ses privilèges, pas suffisamment apparemment pour renouer avec le socialisme.

Nos dirigeants décidèrent de faire l'impasse sur cet aspect crucial de la situation sociale après avoir enfourché à leur tour le réformisme qui fit illusion durant toute une période (Les Trente glorieuses), pour mieux à terme creuser la tombe de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, une fois la crise du capitalisme ayant atteint un stade où toute réforme sociale ou progressiste était devenue incompatible avec la survie du capitalisme, il apparut qu'ils n'avaient jamais été en mesure de s'implanter profondément parmi les masses et d'y diffuser le socialisme, de sorte que dorénavant il leur est totalement étranger et leur discours leur semble inaudible ou incohérent, coupé de la réalité ou purement utopique, bref, ils ont récolté ce qu'ils ont semé et ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes, alors qu'à chaque époque depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale des millions de travailleurs et jeunes connurent des conditions d'exploitation épouvantables ou des difficultés sans nombre pour tout juste survivre qui les détournaient du capitalisme et étaient susceptibles de les placer sur la voie du socialisme pour peu qu'on s'adresse à eux, or nos dirigeants s'en détournèrent au profit des masses privilégiées les plus corrompues par le capitalisme qui une fois ayant obtenu satisfaction sur leurs revendications sociales devaient se détourner de la lutte de classe et demeurer subordonnées au capitalisme, erreur fatale qui conduira à la marginalisation et à la dislocation de l'avant-garde ouvrière organisée. A aucun moment ils n'aidèrent la classe à élever son niveau de conscience politique, à mieux comprendre le fonctionnement de la société, et elle finit par se détourner du mouvement ouvrier, livrée à elle-même, aux bonimenteurs, aux charlatans en tous genres, ou pire vers l'extrême droite en proie au désespoir ou à une terrible confusion. On a déjà expliqué tout cela, en vain.

### Dans quel monde voudraient-ils nous faire vivre ?

La mise en concurrence des hommes entre eux est "l'état normal du règne animal".

- Dialectique de la nature - Friedrich Engels (1883)

Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect, - le climat de sa résidence, voire les animaux et les plantes, et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général de la terre. S'il est parvenu à ce résultat, c'est d'abord et essentiellement grâce à la main. Même la machine à vapeur, qui est jusqu'ici son outil le plus puissant pour transformer la nature, repose en dernière analyse, parce que c'est un outil, sur la main. Mais la tête a accompagné pas à pas l'évolution de la main; d'abord vint la conscience des conditions requises pour chaque résultat pratique utile et plus tard, comme conséquence, chez les peuples les plus favorisés, l'intelligence des lois naturelles qui conditionnent ces résultats utiles.

Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi; la main, à elle seule, n'aurait jamais réalisé la machine à vapeur si, corrélativement, le cerveau de l'homme ne s'était développé avec la main

et à côté d'elle, et en partie grâce à elle.

Avec l'homme, nous entrons dans l'histoire. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leur descendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire, ils ne la font pas, et dans la mesure où ils y participent, c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent. Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance. Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons qu'ici encore une disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus, que les effets inattendus prédominent, que les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en oeuvre suivant un plan. Il ne peut en être autrement tant que l'activité historique la plus essentielle des hommes, celle qui les a élevés de l'animalité à l'humanité, celle qui constitue le fondement matériel de tous leurs autres genres d'activité, - la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est-à-dire aujourd'hui la production sociale, - reste soumise au jeu des effets non intentionnels de forces non contrôlées et n'atteint que par exception le but voulu, mais aboutit le plus souvent au résultat contraire. Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes ; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence ? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle. Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées, peut élever les hommes au-dessus du monde animal au point de vue social de la même façon que la production elle-même les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, en particulier la science de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui aura précédé. Fin de l'extrait.

"Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle", il semblerait que ces facteurs ne soient plus valables à notre époque en occident, tout du moins pour la majorité : les masses disposent de temps libres, de deux jours de congés hebdomadaires, de cinq semaines de congés payés, bien souvent d'un 13e mois si ce n'est plus, parfois un intéressement, des avantages en nature par le biais du CE, les deux conjoints travaillent le plus souvent, etc. quant à la débâcle cela fait 72 ans qu'elle n'a pas eu lieu en France ou en Europe, 88 ans aux Etats-Unis, etc.

Cela devrait nous questionner, non ? Non, surtout c'est le genre de questions qu'il ne faut surtout pas se poser. C'est dommage, parce que temps qu'on refusera de se les poser et d'y répondre on n'avancera pas. C'est terrible d'être aussi borné !

[Décryptage. Propagande de l'OTAN de bas étage ou l'art nauséabond de l'intrigue digne de l'Ancien régime.](#)

- MacronLeaks, l'ombre du soupçon - Liberation.fr

Le piratage de l'équipe de campagne d'En marche a débouché sur la publication de milliers de documents internes. Si Moscou fait figure de principal suspect, toutes les hypothèses restent ouvertes. Liberation.fr 28.05

Ils portent une accusation contre Moscou sans apporter la moindre preuve. On ne défend pas Moscou contrairement à Mélenchon, on montre comment ils procèdent pour conditionner les masses.

Il suffit de désigner un seul suspect, et à défaut de trouver le véritable coupable ce suspect fera l'affaire, il en faut bien un tout de même ! Dit autrement, on aura observé que si "toutes les hypothèses restent ouvertes", une seule aura été retenue, celle correspondant à la culpabilité de Moscou. Ils utilisent le même procédé scélérat pour décrédibiliser quiconque ose remettre en cause leur propagande...

Pourquoi ? Parce que cela ne fonctionne pas à tous les coups.

- Vladimir Fédorovski : "L'opinion publique française est la plus russophile d'Europe" - lepoint.fr 28.05

[Qui a dit ?](#)

Qui a vanté le "talent d'animateur" de la plus crasse et infâme médiocrité de l'audiovisuel français, Cyril Hanouna ?

Réponse : Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, sur France Info vendredi matin.

[Quand même une bonne nouvelle.](#)

- Décès de Zbigniew Brzezinski, voix influente de la politique étrangère américaine - AFP

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter au tournant des années 80 et grande figure de la politique étrangère américaine, est décédé à l'âge de 89 ans.

Dans un communiqué, Jimmy Carter a salué le "rôle essentiel" joué par M. Brzezinski dans toutes les grandes décisions de politique étrangère de son mandat.

M. Carter cite notamment "la normalisation des relations avec la Chine", la signature du traité SALT II limitant la course aux armements nucléaires avec l'Union soviétique, la négociation des accords de paix israélo-égyptien de Camp David, ou le traité redonnant à Panama le contrôle de son canal stratégique.

Barack Obama a aussi salué la mémoire de M. Brzezinski, "grand serviteur de l'Etat", "puissante intelligence", et "avocat passionné du leadership américain".

"Son influence s'étend sur des décennies" et "j'ai été l'un des présidents américains qui ont bénéficié de sa sagesse et de ses conseils", a souligné l'ancien président dans un communiqué.

Originaire d'une famille aristocratique de Pologne, M. Brzezinski nourrissait une méfiance sans faille pour l'Union soviétique, qui le plaçait plus du côté des "faucons" de la politique étrangère américaine que des "colombes" malgré son affiliation démocrate.

"Pendant ses quatre ans auprès de M. Carter, à partir de 1977, bloquer l'expansionnisme soviétique à tout prix a été le leitmotiv de la politique étrangère américaine, pour le meilleur ou pour le pire", relevait samedi le New York Times.

M. Brzezinski a notamment soutenu l'aide américaine aux rebelles islamiques afghans contre les troupes soviétiques en Afghanistan, soutien qui a favorisé pour beaucoup l'émergence ultérieure dans le pays des talibans et d'Al-Qaïda.

M. Brzezinski a joué un rôle clé dans la définition de la politique américaine face au nouveau régime chiite iranien après la révolution de 1979 conduite par l'ayatollah Khomeiny, et la prise d'otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran.

Il défendra, contre l'avis du secrétaire d'Etat de l'époque Cyrus Vance, le projet d'une expédition armée pour délivrer les diplomates américains.

L'expédition se terminera en fiasco, et mènera à la démission de Cyrus Vance, lassé de ses guerres d'influence perpétuelles avec M. Brzezinski.

Après la fin de la présidence Carter, M. Brzezinski restera une voix influente à Washington, encore invité à témoigner en tant qu'expert par le Congrès jusqu'à très récemment.

En 2003, il avait été l'un des rares figures de la politique étrangère américaine à s'opposer à l'invasion de l'Irak décidée par le président George W. Bush.

Dans son dernier tweet, le 4 mai, M. Brzezinski taclait Donald Trump, à l'élection duquel il s'était opposé.

"Un leadership américain sophistiqué est la condition sine qua non pour un monde stable. Mais nous n'avons pas le premier, et le second va de pire en pire", écrivait-il.

Zbigniew Brzezinski était né le 28 mars 1928 à Varsovie d'un père diplomate.

Son père, en poste à Montréal pendant la Seconde Guerre mondiale ayant décidé de ne pas rentrer en Pologne devenue communiste, le jeune Zbigniew fait ses études de Sciences politiques et économiques à l'université McGill de Montréal puis à Harvard.

Après une thèse de doctorat sur "Le totalitarisme soviétique et les purges" en 1956, il fut professeur à Harvard puis à l'université Columbia de New York où il dirigera l'Institut des affaires communistes (1966-1968).

Spécialiste des questions communistes et des relations Est-Ouest, il sera "assistant spécial" du président Jimmy Carter chargé des problèmes de Défense (1977-1981) et directeur du Conseil national de Sécurité à la Maison Blanche.

Il est mort à Falls Church, en Virginie (est des Etats-Unis), a précisé sa famille.



"Il était connu par ses amis comme Zbig, par ses petits-enfants comme Chef et par sa femme comme l'amour de sa vie. Je le connaissais comme le plus inspirant, aimant et dévoué père qu'une fille puisse avoir", a déclaré sa fille Mika Brzezinski, journaliste sur NBC. AFP 29.05

La pire des ordures qui soit, bravo ! On y reviendra peut-être.

### Macron superman

- Vladimir Poutine reçu par Emmanuel Macron : "C'est le roi Soleil qui reçoit l'empereur de toutes les Russies" selon Yannick Jadot - Franceinfo

- Au G7, Macron aime l'attention - LeParisien.fr

Le G7 des figurants.

- Pour son grand oral international, Macron reçu avec encouragements - Liberation.fr

A l'Otan puis au G7, le nouveau président français s'est positionné en facilitateur et a maîtrisé sa communication.

- Le président français Emmanuel Macron en première ligne au sommet du G7 - AFP

- Visite de Poutine: Macron promet un dialogue "exigeant" et sans "concession" - AFP

- La "féroce" poignée de main de Macron et Trump a emballé les journalistes américains - huffingtonpost.fr

- Accord climat : le bras de fer peut commencer entre Macron et Trump - LeParisien.fr

- Au G7, Macron fait assaut d'amabilité envers Trump - AFP

- Après le G7, Macron veut positiver - LePoint.fr

Malgré le refus des États-Unis de confirmer leur maintien dans l'accord de Paris sur le climat, Emmanuel Macron se félicite des succès du G7. LePoint.fr 29.05

- Au G7, Macron refuse de répondre à une question sur Ferrand - AFP

Le président Emmanuel Macron s'est refusé samedi à répondre à une question sur Richard Ferrand, à l'issue du G7 en Italie, et confirmé qu'il refuserait désormais de parler de politique française lors de ses déplacements internationaux. AFP 29.05

- Macron fustige Russia Today et Sputnik, "des organes de propagande" - L'Express.fr

- Macron trace la voie d'une coopération avec Poutine - LeFigaro.fr

- Macron aux sommets - Franceinfo

Macron invisible.

- Rencontre avec Poutine : "Emmanuel Macron, on ne sait pas grand-chose de sa politique étrangère" - Franceinfo

Bertrand Badie, professeur en relations internationales à Sciences-Po Paris, a expliqué, dimanche sur franceinfo, le manque de visibilité autour de la politique étrangère d'Emmanuel Macron. Franceinfo 30.05

Les vapeurs enivrantes du pouvoir absolue...

- Arrivée d'une ex-lobbyiste du vin à l'Élysée : cette nomination "pose question", réagit un addictologue. - Franceinfo

Avant toute enquête ou investigation, toute preuve...

- Macron sur la Syrie: l'utilisation d'armes chimiques déclenchera "une riposte immédiate" - AFP 30.05

LGBT made in USA/CIA propulsé par l'oligarchie anglo-saxonne.

- La France accueille un premier réfugié tchéchène LGBT - L'Express.fr

Un Tchétchène, victime de persécutions en raison de son homosexualité, a été accueilli lundi en France. "Les arrivées vont continuer", assure le président de SOS Homophobie. L'Express.fr 30.05

Macronmania.

- Je vous apprend à caricaturer Emmanuel Macron en quelques coups de crayon - Le Huffington Post

Vous en avez marre d'attendre le portrait officiel d'Emmanuel Macron? Le Huffington Post 29.05

[En famille. Déjà vendu... et recyclé les déchets de la collaboration de classes.](#)

- Un ex-négociateur FO au cabinet de la ministre du Travail - AFP

L'ancien négociateur de Force ouvrière, Stéphane Lardy, est nommé directeur adjoint du cabinet de la ministre du Travail, où il travaillera au côté du directeur de cabinet Antoine Foucher, ancien cadre du Medef, selon le Journal officiel paru samedi.

Il exercera en tandem avec Claire Scotton, ancienne sous-directrice adjointe à la Direction du travail, également désignée directrice adjointe de cabinet de Muriel Pénicaud.

M. Lardy a été secrétaire confédéral de FO chargé de l'emploi et de la formation professionnelle de 2007 à mi-2016, date à laquelle il avait intégré l'Inspection générale des affaires sociales (Igas).

Cette nomination n'est "pas une demande de FO", "Stéphane Lardy n'a plus de mandat Force ouvrière depuis plus d'un an (...) Ils lui ont demandé de venir, c'est sa liberté individuelle", avait commenté mercredi Jean-Claude Mailly, le patron de FO, sur franceinfo. "C'est un bon connaisseur des dossiers, tout le monde le reconnaît", estime M. Mailly. AFP 29.05

Mailly a eu raison de préciser que ce n'était "pas une demande de FO", on aurait pu se méprendre ! Apparemment il se félicite de cette nomination de son petit camarade du PS qui milite dans le XIIIe arrondissement de Paris.

- Loi sur l'emploi : risque et sacrifice par Stéphane Lardy , Secrétaire confédéral de Force ouvrière en charge de l'emploi et de la formation professionnelle - liberation.fr 12.05.2013 ([http://www.liberation.fr/futurs/2013/05/12/loi-sur-l-emploi-risque-et-sacrifice\\_902312](http://www.liberation.fr/futurs/2013/05/12/loi-sur-l-emploi-risque-et-sacrifice_902312))

- Stéphane Lardy (ex-FO) entre au cabinet de la ministre du Travail - anti-k.org

L'Obs le 24/05/17 – Comme directeur de cabinet, la nouvelle ministre du Travail, a nommé un ancien du Medef, Antoine Foucher. Comme pour contrebalancer ce choix, Muriel Pénicaud vient de choisir Stéphane Lardy, comme conseiller chargé de la formation, de l'apprentissage et de la pénibilité.

Il a été pendant des années l'homme fort de Force ouvrière sur les questions d'emploi et de travail, pilier des négociations sociales. Il a un temps fait figure de successeur potentiel de Jean-Claude Mailly. Mais réformiste affiché, militant socialiste, il n'était pas du goût de la mouvant trotskiste du syndicat.

Il y a un peu plus d'un an, en pleine discussion de la loi El Khomri, il a été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). anti-k.org

Un ex-cadre de FO rentre au gouvernement pour mettre en place la loi Travail 2 - Anti-k.org

Les messages de bienvenue de Jean-Claude Mailly, président de la centrale syndicale de Force Ouvrière, au nouveau président Macron n'avaient rien présagé de bon. La stratégie est désormais totalement assumée avec l'entrée de Stéphane Lardy, ex-cadre de FO, au cabinet du ministère du Travail.

Jean-Claude Mailly avait déjà accueilli le président banquier et son gouvernement de droite avec une douceur inattendue de la part d'un dirigeant syndical. Il avait en effet félicité la ministre du Travail repêchée au CAC 40 pour « sa grande expérience »,

puis s'était réjoui de la nomination d'un membre du MEDEF (Antoine Foucher) à la direction du cabinet de la ministre (« c'est quelqu'un que je connais, qui aime la négociation collective »), pour enfin affirmer publiquement que légiférer par ordonnances n'était « pas un problème » si « on est d'accord sur le contenu » et qu'il y avait « des marges de manœuvre ». Tout cela constituait un bel appel du pied à l'exécutif (vous avez dit lèche-botte ?), qui vient d'être récompensé par le parachutage au gouvernement d'un ancien cadre important de la centrale syndicale, Stéphane Lardy, pressenti il y a un an pour être justement le successeur de Jean-Claude Mailly.

Celui-ci prendra donc place à la direction du cabinet ministériel avec Antoine Foucher. Membre du Parti Socialiste, Stéphane Lardy est considéré comme un « réformiste », c'est à dire prêt à accepter les réformes structurelles dont a besoin le patronat pour restaurer et augmenter ses profits sur le dos des travailleurs. Avec le MEDEF et le CAC 40 à ses côtés, il aura donc pour tâche d'élaborer et de mettre en œuvre la loi Travail 2 que nous prépare Macron, mais aussi la réforme de l'assurance chômage, de la formation professionnelle, ainsi que celle de la retraite que Macron souhaite lancer d'ici la fin de l'année. Bon programme pour un prétendu « syndicaliste »...

L'amabilité de Jean-Claude Mailly envers Macron et la nomination de Stéphane Lardy sont des signes d'un repositionnement de la centrale syndicale en faveur d'une collaboration plus forte avec le patronat. Après la mobilisation contre la loi Travail du printemps 2016 qui ne lui a pas bénéficié dans les urnes (FO a reculé, de 15,94% en 2013 à 15,59% en 2017), le syndicat s'oriente vers une politique plus ouverte de conciliation de classe. D'après Guy Groux, du centre de recherche de Sciences Po Paris, le Cevipof « On a le sentiment qu'il y a chez Mailly une envie de revenir dans un jeu contractuel plus classique et de faire concurrence à la CFDT ». Anti-k.org (courant du NPA) 25.05

- En janvier 2013, François Chérèque, qui venait de quitter ses fonctions de secrétaire général de la CFDT, avait été, lui aussi, nommé inspecteur général des affaires sociales, Jean-Marc Ayrault le chargeant ensuite de suivre la mise en œuvre du plan de lutte contre la pauvreté. « Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale », avait commenté sèchement Jean-Claude Mailly. Le secrétaire général de FO s'abstiendra sans doute de rééditer un semblable commentaire. lemonde.fr 06.04.2016

Martinez en remet une couche

- Réforme du code du travail: "il faut négocier", dit Martinez AFP 30.05

Le leader de la CGT a réaffirmé qu'il souhaite des précisions concernant "le calendrier" de la réforme.

"On a démarré le quinquennat, même la campagne électorale, avec une volonté ferme du candidat de régler cela très rapidement pendant l'été. Il y a besoin de discuter. Quand on veut négocier on s'écoute, on accepte les propositions des syndicats, la CGT en a fait plusieurs", a-t-il dit.

"Il y a des points de conflit majeurs", a-t-il insisté, citant notamment "les indemnités prud'homales".

"Faire croire que c'est le code du travail la raison majeure du chômage en France, c'est un mensonge pur et simple", a-t-il ajouté. AFP 30.05

Et faire croire que "les indemnités prud'homales" serait un "des points de conflit majeurs" est un mensonge... partagé avec la CFDT.

[Tous d'accord pour casser le code du travail.](#)

Qui a dit ?

"Je ne suis pas En Marche mais je veux que ça marche"

Réponse : Le député LR Thierry Solère a jugé mardi qu'"il n'y aucune raison qu'un Républicain s'oppose" aux futures ordonnances réformant le code du travail, estimant que le "sens de l'intérêt général" se diffuse dans tous les camps.

"Si je suis réélu député, je voterai toutes les mesures qui vont dans le bon sens pour abaisser les charges, fluidifier le marché du travail, mieux assurer la sécurité des Français, lutter contre le communautarisme", a déclaré sur LCP ce candidat à un second mandat dans la 9ème circonscription des Hauts-de-Seine, face auquel LREM n'a investi aucun candidat.

"Nous aurons à débattre de ça avec les députés qui seront élus", mais "il n'y aucune raison qu'un Républicain s'y oppose" à cette nouvelle réforme du code du travail promise par Emmanuel Macron, a-t-il dit.

M. Solère a par ailleurs approuvé la position de François Baroin, chef de file LR pour les législatives, qui a prôné lundi "le désistement" en cas de victoire possible du FN. "Le ni-ni pour les élections locales qui a eu sa place pendant quelques

années aujourd'hui n'a plus sa place, notamment pour l'élection nationale qu'est l'élection législative", a estimé ce député. AFP 30.05

### On gouvernera en famille.

C'est Mélenchon qui va être frustré !

- Le gouvernement d'accord pour un front républicain face au FN - Reuters

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a répondu mardi à l'appel de François Baroin, chef de file de la droite, en annonçant que les candidats de la République en marche (LREM) se désisteront aux législatives dans les circonscriptions où le Front national est en mesure de l'emporter.

"Partout où le candidat de la République en marche, en se maintenant, ferait prendre le risque d'une élection du Front national, partout nous retirerons notre candidat", a déclaré Christophe Castaner sur LCI.

"Et partout où le maintien du candidat nous permettra d'empêcher cette élection, nous nous maintiendrons", a ajouté ce fidèle d'Emmanuel Macron. Reuters 30.05

### Des infos qui pourraient être qualifiées de contrevérités par Macron.

- Quand les succès syriens mettent à mal le double jeu US - fr.sputniknews.com

L'armée syrienne et ses alliés, dont la Russie, enregistrent de nouveaux succès face aux terroristes de Daech. Certains d'entre eux sont révélateurs des complicités presque non voilées entre les djihadistes et ceux qui prétendent les « combattre ».

Aux dernières nouvelles sur le front syrien, un groupe militaire russe a coupé la voie aux terroristes de Daech qui quittaient Raqqa via un corridor offert par les soi-disant Forces démocratiques syriennes, une coalition principalement kurde, soutenue par les États-Unis, à condition qu'ils se dirigent vers Palmyre.

« Le 25 mai, un convoi de terroristes composé de 39 camionnettes avec des armes se dirigeant vers Palmyre a été repéré et anéanti par les avions des forces aérospatiales russes. 32 pick-up dotés de mitrailleuses lourdes ont été détruits et plus de 120 terroristes abattus », a communiqué à Sputnik une source du ministère russe de la Défense.

Mis à part l'efficacité des forces aériennes russes opérant en Syrie, un autre fait saute aux yeux: la complicité, elle aussi une fois de plus, entre la pseudo-coalition « anti-Daech » dirigée par les USA, les FDS soutenus par les USA et le groupe terroriste Daech, que les deux premiers sont censés « combattre ».

Parallèlement à cela, Le Parisien annonçait la reprise par l'armée syrienne de la route reliant Damas à Palmyre. Comme le note le quotidien français, « les troupes syriennes, appuyées par l'aviation russe, ont réussi à chasser les combattants de l'EI d'une zone désertique de plus de 1 000 km<sup>2</sup>. Les djihadistes se sont retirés face à l'intensité des frappes russes. »

L'offensive promise par le président syrien Assad en vue de reprendre les territoires en zone désertique à faible densité se confirme et suit donc son cours avec le soutien de ses alliés, dont évidemment la Russie. Et c'est vraisemblablement cela qui pose de nouveaux problèmes aux « braves partenaires » de la coalition US.

Bref rappel des péripéties de la guerre syrienne. Les terroristes, ayant obtenu un très large soutien extérieur, avançaient sur plusieurs fronts, l'armée gouvernementale se retrouvant acculée à la défensive. Les principaux médias et experts occidentaux donnaient « quelques semaines », voire « au maximum quelques mois » avant qu'Assad ne tombe. Les risques de voir la grande cité historique de Damas tomber dans les mains des barbares de Daech ou d'Al-Qaida étaient effectivement élevés. Puis intervient la Russie à la demande officielle du gouvernement légal syrien. Cela a permis une bascule militaire: l'armée gouvernementale retrouve l'initiative et passe à l'offensive en libérant plusieurs villes et localités. Évidemment, les plus grands succès seront les libérations d'Alep, la deuxième ville du pays et de la cité antique de Palmyre, patrimoine culturel aussi bien de la Syrie que de toute l'humanité.

Dans ce nouveau schéma que l'Occident et ses acolytes n'avaient guère prévu, le gouvernement syrien a retrouvé le contrôle sur pratiquement toute la Syrie dite « utile », à savoir les cinq plus grandes villes du pays et les territoires sur lesquels se trouvent 80 à 85 % de la population. Mais il ne compte pas en rester là et annonce poursuivre la libération de tout le territoire national et au vu des derniers événements, l'offensive en zone désertique se poursuit avec succès.

Des victoires qui provoquent une nouvelle hystérie de côté de ceux dont les objectifs n'ont jamais changé, à savoir faire tomber Assad, y compris si pour cela des villes millénaires ayant vu la civilisation naître devaient tomber aux mains des barbares coupeurs

de têtes.

Quoi qu'il en soit, la Russie et ses alliés surveillent de près la situation. Et ce malgré toutes les complicités, voilées ou non, entre les terroristes et ceux qui prétendent les combattre sur le théâtre de guerre syrien. Quant à la Syrie, elle semble plus que jamais déterminée à vaincre le terrorisme, malgré les pertes subies au cours de toutes ces dernières années. Pour cela, elle sait sur qui elle peut compter. fr.sputniknews.com 29.05

- Sylvie Goulard admet la présence de forces françaises en Syrie - Réseau Voltaire

Interrogée par Europe 1, la ministre des Armées françaises, Sylvie Goulard, a reconnu la présence de Forces françaises en Syrie.

C'est un secret de polichinelle : des commandos français opèrent illégalement en Syrie depuis 2011, avec une brève interruption entre mars et juillet 2012.

Les Forces spéciales françaises fournissent un encadrement à divers groupes jihadistes. Elles avaient notamment organisé l'Émirat islamique de Baba Amr (en 2012) et l'attaque de la plus ancienne communauté chrétienne du monde à Maaloula. Réseau Voltaire 27.05

« Syrie : Sylvie Goulard confirme la présence de forces spéciales françaises », Europe 1, 26 mai 2017.

- Le G7 exige une pression russe sur Damas: «le jeu des terroristes», selon un député russe - sputniknews.com Les pays du G7 ont appelé Moscou à influencer Damas pour que la République arabe respecte le cessez-le-feu, une situation qui jouerait en faveur des groupes terroristes, a affirmé samedi 27 mai à Sputnik le vice-président du comité des affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe), Alexei Chepa.

Lors du sommet du G7, les dirigeants des pays-membres ont fait une déclaration conformément à laquelle Moscou devrait exercer une influence sur le Président de la République arabe syrienne pour que les troupes gouvernementales cessent les combats. Selon un député russe, un tel discours ne fait que le jeu des terroristes.

« Ce sont des déclarations insensées: ne nous battons pas, mais détruisons-les. De telles déclarations font le jeu de Daech » a commenté M. Chepa.

Selon le parlementaire, il est impossible de lutter contre les terroristes de manière pacifique. Il a également ajouté que la plupart des accords concernant la libération d'un grand nombre de localités en Syrie étaient conclus aujourd'hui. Des négociations sont également menées avec les différentes forces de l'opposition en Syrie.

« Mais avec Daech et le Front al-Nosra [rebaptisé Front Fatah al-Cham, ndr], il n'y a pas de négociation, parce qu'ils ne veulent mener aucune négociation, entamer aucun processus de réconciliation, c'est pourquoi la seule façon de parler avec eux, c'est malheureusement par la force » a conclu le député. sputniknews.com 27.05

### [Des institutions corrompues à balayer !](#)

Assistants parlementaires : Marielle de Sarnez visée par une enquête - LeParisien.fr

La classe politique française aurait-elle pris de (très) mauvaises habitudes ? L'affaire Fillon, ironiquement appelée Penelope Gate, a semé le trouble sur le travail réel des attachés... LeParisien.fr 30.05

Législatives : une candidate LREM de Seine-Saint-Denis accusée d'avoir loué un logement insalubre - LeParisien.fr

Une candidate de La République en marche pour les élections législatives à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) est accusée d'avoir mis en location un appartement dans un immeuble insalubre, durant cinq ans. Le parti d'Emmanuel Macron a précisé lundi soir avoir saisi le «comité d'éthique» pour examiner l'affaire concernant Véronique Avril, candidate dans la 2e circonscription de Seine-Saint-Denis.

Selon Mediapart, qui publie l'enquête, Véronique Avril a acheté en 2011 un appartement de 23 m<sup>2</sup> dans le centre de Saint-Denis, «alors que l'immeuble insalubre était déjà classé depuis des années en état de péril imminent» à la suite d'arrêtés pris en 2004 et 2008.

Cette chargée de mission à la Ville de Paris, ancien membre du Conseil d'administration de Médecins sans frontières, a notamment loué son bien «à une famille de cinq personnes», pour «650 euros (charges comprises)» par mois, «très au-dessus

des tarifs pratiqués dans la ville», d'après le site d'information. LeParisien.fr 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien".

Richard Ferrand avait-il un intérêt personnel dans l'opération immobilière conclue entre la mutuelle qu'il dirigeait et sa compagne propriétaire du local ? Le ministre de la Cohésion des territoires le nie, mais un document pourrait mettre à mal sa version. Il s'agit d'un compromis de vente daté de décembre 2010 dans lequel Richard Ferrand apparaît comme étant le premier à avoir voulu acheter le local en question. Et à l'époque, il est déjà question d'une SCI qui le remplacerait comme acquéreur. Cette SCI va être créée par sa compagne dans la foulée.

Si rien n'est illégal, la méthode étonne l'avocat du vendeur de l'époque. "C'est tout à fait choquant sur le plan moral", s'offusque Me Alain Castel dans les colonnes du Parisien, pour qui "ce montage permettait un enrichissement personnel de monsieur Ferrand et de sa compagne au détriment de la mutuelle" de Bretagne. Franceinfo 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien". Franceinfo 30.05

- Ferrand déstabilisé par de nouvelles révélations - Reuters 30.05

Les affaires sont les affaires.

- Une députée, "désinvestie" pour son soutien à Macron, poursuit le PS - AFP 30.05

- Emploi d'assistants: Hortefeux et Alliot-Marie annoncent aussi une plainte contre une eurodéputée FN - AFP 30.05

- Sarnez visée par une enquête : le tweet de Bayrou qui choque les magistrats - LeParisien.fr 30.05

## Mélenchonneries

Quand Mélenchon félicite Macron...

En marge du meeting, M. Mélenchon s'est étonné que M. Poutine soit reçu au château de Versailles par le président français. "C'est quand même le maximum qu'on puisse faire pour une visite d'Etat", a-t-il estimé, tout en félicitant de pouvoir établir un dialogue avec le dirigeant russe comme il l'avait prôné ces derniers mois. AFP 30.05

Macron l'homme du Pentagone et de Daesh

- Macron rencontre le chef de l'opposition syrienne, dit son soutien - Reuters

Emmanuel Macron a réaffirmé mardi son soutien à l'opposition syrienne lors de sa rencontre à Paris avec le coordinateur général du Haut Comité de l'opposition syrienne, Riyad Hijab, indique l'Élysée.

Le chef de l'État français a rappelé lors de cet entretien "son engagement personnel sur le dossier syrien et son soutien à l'opposition syrienne en vue d'une transition politique en Syrie", précise la présidence française dans un communiqué.

La France, qui soutient l'opposition modérée en Syrie, a réclamé sans relâche ces dernières années le départ du président Bachar al Assad, qui bénéficie du soutien de ses alliés russe et iranien.

Lundi, lors d'une conférence de presse avec le président russe Vladimir Poutine, Emmanuel Macron a plaidé pour une transition démocratique en Syrie qui préserve "un État syrien", mettant en garde contre le risque d'un État failli. Reuters 30.05

- Polémique entre Mélenchon et Cazeneuve : l'ex-ministre a déposé plainte - Franceinfo

La polémique est partie d'une phrase lancée par Jean-Luc Mélenchon en déplacement à Montreuil (Seine-Saint-Denis)

mercredi dernier et diffusée hier, dimanche 28 mai, dans l'émission "C'est politique" sur France 5. "Cazeneuve, le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse, le gars qui a fait gazer, matraquer toutes les manifestations", s'est exclamé le leader de La France insoumise.

Jean-Luc Mélenchon fait référence à la mort de Rémi Fraisse en 2014, au cours d'affrontements près du chantier du barrage de Sivens. Ce jeune militant écologiste est tué par le jet d'une grenade, lancée par des gendarmes. Bernard Cazeneuve était alors le ministre de l'Intérieur.

Bernard Cazeneuve a annoncé dimanche soir sa décision de "porter plainte" contre Jean-Luc Mélenchon, après ses propos. "Coutumier de l'outrance et de l'abaissement du débat public, Jean-Luc Mélenchon a franchi la frontière de la diffamation. Par ses propos à mon sujet, il démontre que l'insulte est devenu son mode de pensée et d'expression", a réagi l'ancien ministre de l'Intérieur dimanche dans un communiqué.

Ce lundi, en déplacement près de Lyon (Rhône), il a confirmé avoir déposé plainte pour diffamation. Pour lui, le terme "assassinat" employé par Jean-Luc Mélenchon ne passe pas. Franceinfo 30.05

- Le PS dénonce des propos "diffamatoires" de Mélenchon envers Cazeneuve sur l'affaire Rémi Fraisse - Le Huffington Post

L'accusation ne passe pas du tout. Ce dimanche 28 mai, le Parti socialiste a dénoncé les propos "diffamatoires" et "provocateurs" de Jean-Luc Mélenchon envers Bernard Cazeneuve au sujet de l'affaire Rémi Fraisse. Lors d'un rassemblement de "La France insoumise" à Montreuil mercredi, l'ex-candidat à la présidentielle s'en était pris violemment à l'ancien Premier ministre, "le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse", comme vous pouvez le voir dans notre vidéo en tête d'article.

"Jean-Luc Mélenchon s'en prend à l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve avec des méthodes que ne réprouverait pas l'extrême droite sur internet", a dénoncé le Parti socialiste dans un communiqué publié ce dimanche soir. "Ces propos diffamatoires et volontairement provocateurs ne sauraient faire oublier que Jean-Luc Mélenchon n'a pas voulu prendre position contre Marine Le Pen au second tour de la présidentielle", ajoute le parti.

"Jean-Luc Mélenchon a sans doute gagné le premier prix de l'outrance à l'occasion du dernier dîner organisé par l'alliance bolivarienne, et s'en est trouvé grisé. On ne peut pas lui en vouloir, c'est tellement narcissisant", avait déjà regretté Bernard Cazeneuve vendredi dans une déclaration transmise à l'AFP.

Rémi Fraisse, un jeune militant écologiste, avait été tué en 2014 par le jet d'une grenade de gendarmes près du chantier controversé de retenue d'eau à Sivens dans le Tarn. Bernard Cazeneuve était alors ministre de l'Intérieur.

Pour n'avoir pas interdit l'emploi des grenades offensives, notamment, Cazeneuve qui était ministre de l'Intérieur à l'époque est responsable de la mort de ce manifestant, au même titre que Hollande et Valls.

En voilà un qui sait de quoi il parle.

- "C'est un tordu" : quand Patrick Mennucci parle de Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo

Patrick Mennucci est le candidat du PS qui affrontera Jean-Luc Mélenchon lors des législatives

[Ces officines aux intentions inavouables entre indicateurs, provocateurs ou procureurs au service de la réaction.](#)

Ils peuvent interdire toutes les ONG, on ne les défendra pas.

- Un pique-nique contre la loi anti-ONG du gouvernement hongrois - euronews.com

Hier une centaine de personnes a pris place devant le Parlement de Budapest pour dénoncer le projet qui obligerait ces organisations à publier les noms de leurs donateurs étrangers.

Impensable pour un manifestant interrogé par euronews : "je pense que la Hongrie est fasciste et il faut y mettre un terme. Je crois que c'est la façon la plus pacifiste d'y parvenir." "La stigmatisation de ces organisations, et pas seulement la stigmatisation mais le listing de ces organisations, donne une vision future de la profonde crise démocratique de ce pays", selon Dóra Papp, directrice de la Fondation Krétakör. La Hongrie s'est attiré les foudres de ses partenaires européens avec des projets de réformes telles que celle-ci, mais rien ne semble arrêter le gouvernement conservateur de Viktor Orbán selon notre correspondante, Andrea Hajagos : "le Conseil de l'Europe a appelé la Hongrie à suspendre le débat parlementaire sur l'amendement de cette loi, le

mois dernier. euronews.com 30.05

Le président égyptien Sissi promulgue la loi sur les ONG - Reuters

Le président égyptien Abdel Fattah al Sissi a promulgué la loi qui encadre l'activité des organisations non gouvernementales (ONG) et qui, selon les associations de défense des droits de l'homme et les groupes caritatifs, entrave leurs actions, montre un décret présidentiel paru lundi.

Le texte, adopté en novembre par le Parlement, limite les activités des ONG aux seuls secteurs du développement et des questions sociales avec une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement en cas d'infraction.

Les militants des droits civiques affirment que l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al Sissi, ancien général devenu président en 2014, s'est traduite par une remise en cause de toutes les libertés gagnées grâce à la chute d'Hosni Moubarak en 2011.

En vertu de la nouvelle loi, les ONG ne peuvent mener un travail de terrain ou d'enquête d'opinion sans autorisation préalable ou "coopérer de quelque manière que ce soit avec des instances internationales sans l'accord nécessaire". Les 46.000 ONG présentes en Egypte disposent d'une année pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions.

Les associations de défense des droits de l'homme précisent que cette restriction concerne également toute collaboration avec les Nations unies.

Les ONG étrangères doivent désormais être contrôlées par une instance composée de représentants de l'armée, du renseignement et du ministère de l'Intérieur.

Les députés ont expliqué que ces restrictions étaient justifiées par la protection de la sécurité nationale.

Pour Mohamed Zaree, directeur du programme Egypte à l'Institut pour les études des droits de l'homme du Caire, cette loi est "la pire de l'histoire" et va concrètement empêcher les ONG d'accomplir leurs missions.

"L'Etat agit sans stratégie, ni vision", a dit Mohamed Zaree qui s'est déjà vu signifier une interdiction de sortie du territoire et dont l'organisation fait l'objet de poursuites "pour avoir reçu des fonds d'entités étrangères nuisant à la sécurité nationale".

Les associations apolitiques affirment être, elles aussi, pénalisées au moment où les subventions publiques sont réduites et où la hausse des prélèvements obligatoires menace leur survie financière.

Ces associations jouent depuis longtemps un rôle social important en Egypte, fournissant nourriture, habillement, soins médicaux et éducation dans un pays où des millions de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour.

Selon la nouvelle loi, tout don supérieur à 10.000 livres égyptiennes (environ 550 dollars) doit faire l'objet d'une autorisation. Si cette autorisation n'est pas accordée dans un délai de 60 jours, le don est considéré comme automatiquement rejeté.

L'absence de déclaration de dons auprès de l'administration est passible d'une peine de prison de cinq ans et d'une amende d'un million de livres égyptiennes (550.000 dollars). Reuters 30.05

- Egypte 2,5 milliards d'aides sociales pour atténuer les effets de l'inflation - Liberation.fr

Le gouvernement égyptien a dévoilé lundi un programme d'aides sociales d'une valeur de 2,5 milliards de dollars qui entrera en vigueur dès le 1er juillet. Il prévoit des augmentations de salaires des fonctionnaires, une revalorisation de 15 % des retraites dont bénéficient 10 millions de personnes, ainsi qu'une hausse d'environ 30 % des subventions aux plus démunis (1,7 million de foyers). Mais aussi des réductions d'impôts pour 15 millions de familles. Depuis que les autorités ont libéré en novembre le taux de change de la livre égyptienne, dans le cadre d'un plan de réformes lié à l'obtention d'un prêt du FMI, le pays connaît une inflation de 33 % (44 % pour les denrées alimentaires). Liberation.fr 29.05

[Il a osé un "rapprochement" avec la Russie...](#)

- Aux Philippines, le «shérif» Duterte dépassé par les jihadistes de Maute - Liberation.fr

Le Président affronte à Marawi, dans le sud de l'archipel, un groupe virulent ayant fait allégeance à l'EI. Il pourrait en profiter pour étendre la loi martiale dans tout le pays. Liberation.fr 30.05



## En oligarchie, ils osent tout. La provocation promue au rang de gouvernance d'Etat.

Le «candidat des médias» . Pas l'Agence Française de Propagande (AFP) de l'OTAN subventionnée par l'Etat.

- Macron qualifie deux télévisions publiques russes d'"organes de propagande" - AFP

Emmanuel Macron a assumé lundi l'exclusion des journalistes de Russia Today et Sputnik de son quartier général de la campagne présidentielle, accusant ces deux médias russes proches du Kremlin d'être des "organes d'influence", lors d'une conférence de presse...

Rédactrice en chef de RT : les déclarations du président Macron menacent la liberté d'expression

Alors que le locataire de l'Elysée s'en est pris à RT lors d'une conférence de presse commune avec Vladimir Poutine, à Versailles, plusieurs hauts responsables du média russe ont souhaité réagir.

«Russia Today et Sputnik ont été des organes d'influence et de propagande.» On savait les proches d'Emmanuel Macron peu friands de RT. Cette fois, c'est le président français lui-même qui s'est exprimé sur le sujet... devant Vladimir Poutine. Alors que les deux chefs d'Etat tenaient une conférence de presse commune à Versailles, le 29 mai, Xenia Fedorova, présidente de RT France, a interpellé le locataire de l'Elysée sur le refus de ses équipes de laisser des journalistes de RT accéder à son QG de campagne, au soir des premier et second tours de l'élection présidentielle.

«La totalité des journalistes étrangers, y compris russes, ont eu accès à ma campagne», a rétorqué le président français, avant de préciser : «Et à cela je ne céderai rien. Russia Today et Sputnik ne se sont pas comportés comme des organes de presse et des journalistes, mais ils se sont comportés comme des organes d'influence, de propagande, et de propagande mensongère, ni plus ni moins.»

Face à cette nouvelle banderille anti-RT, Xenia Fedorova a tenu à donner son point de vue : «Nous sommes très déçus par cette réponse. Nous ne nous attendions pas à ce que le président Macron continue de préférer ces accusations. Nos journalistes ont souffert de certaines pressions de la part de son équipe de campagne et pas une seule fois on ne nous a donné ne serait-ce qu'un exemple de la manière dont RT et RT France en particulier auraient agi afin de saboter sciemment sa campagne. De plus, le site de RT France est facilement accessible à tous et n'importe qui peut vérifier qu'aucun des articles qui traitent d'Emmanuel Macron ne peut permettre de dire que nous faisons de la propagande.»

La journaliste s'est notamment montrée inquiète des conséquences d'une telle réponse de la part d'Emmanuel Macron : «J'espère qu'il nous confond avec d'autres médias et qu'il n'est pas bien informé à ce sujet mais une telle réponse de sa part soulève des inquiétudes car nous avons des journalistes qui travaillent en France. Et nous pensons que dans un pays comme celui-ci, le pays de la liberté d'expression, il est préoccupant que l'on puisse nous refuser l'accès à certaines informations, ce qui ne nous permettrait pas de couvrir les événements de la meilleure des manières.»

Quant à Margarita Simonyan, rédactrice en chef de RT, elle a également rappelé qu'aucune preuve n'avait été fournie afin d'étayer ces accusations de propagande : «Il est très décevant que ce qui avait commencé comme une rencontre productive entre deux chefs d'Etat se soit transformée en une nouvelle occasion pour le président Macron de préférer des accusations sans fondement contre RT. Il se trouve que, malgré les nombreuses invectives adressées durant la campagne présidentielle, jusqu'à aujourd'hui, pas un seul exemple, pas une seule preuve que RT ait diffusé des fausses informations à propos d'Emmanuel Macron n'a été présentée. Ni par son équipe, ni par les médias mainstream qui ont aveuglément diffusé les accusations de l'équipe d'Emmanuel Macron contre RT. Le tout sans questionnement aucun et sans prendre la peine de vérifier ces attaques. En qualifiant de fausse information toute information avec laquelle il ne se montre pas d'accord, le président Macron pose les bases d'un dangereux précédent qui menace à la fois la liberté d'expression et le journalisme dans son ensemble.» AFP 30.05

- Le Kremlin en désaccord avec les accusations d'Emmanuel Macron contre Sputnik et RT - fr.  
sputniknews.com

Les autorités russes ne sont pas d'accord avec les accusations portées par le Président français Emmanuel Macron contre Sputnik et RT.

Le Kremlin n'est pas d'accord avec les accusations du Président français Emmanuel Macron qui a reproché à l'agence Sputnik et à la chaîne de télévision RT de diffuser des contrevérités, a déclaré à Versailles le porte-parole du Président russe Dmitri Peskov.

« Nous ne sommes pas d'accord avec cette position », a indiqué M. Peskov.

Le Président Macron avait antérieurement déclaré que les journalistes de Sputnik et de RT n'avaient pas eu accès à son état-

major électoral pendant la récente présidentielle française parce qu'il considérait que ces médias diffusaient des contrevérités.

Sputnik et RT ont rejeté de telles accusations à maintes reprises, appelant l'équipe de campagne de M. Macron à présenter des preuves attestant ses accusations. Toutefois, l'équipe d'Emmanuel Macron, qui avait menacé de présenter des preuves au Kremlin, n'a jamais su fournir aucun exemple des « fausses nouvelles » diffusées par les médias russes. [fr.sputniknews.com](http://fr.sputniknews.com) 30.05

## Commentaires d'internautes

1- En écoutant Macron, on dirait que c'est Erdogan furieux contre "les médias qui parlent contre lui"... ça va mal finir genre répression hallucinante des journalistes en Turquie. La Liberté d'expression est à risque avec Macron.

2- Les "occidentaux n'ont pas besoin de preuves puisque ce sont eux qui créent la vérité par le seul fait de la dire !

3- Les médias de presse ont l'entière liberté que leur octroie la laisse tenue par leurs propriétaires. Lorsqu'ils sont d'accords entre eux, cela donne l'honteuse campagne électorale que nous avons vécue. Notre jeune président parade, suivi de sa cour.

4- Ce qui a fait élire Macron, c'est la propagande. Ce discours qui consiste à accuser les autres de ce qu'on fait soi-même est actuellement très répandu. c'est tout à fait scandaleux comment les médias français et européens ont communiqué pendant la campagne présidentielle française.

5- Plaisantin! Ce sont les médias occidentaux qui ont relayé sans le moindre esprit critique la propagande mensongère contre Saddam Hussein, Kadafi et dernièrement Assad (avec ces armes chimiques a été immédiatement attribuée au gouvernement syrien sans la moindre enquête accréditant les accusations de ses ennemis).

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Palestine occupée

- Après un accord avec Israël, les prisonniers palestiniens cessent leur grève de la faim - [LeFigaro.fr](http://LeFigaro.fr)

Leur mouvement de contestation aura duré plus d'un mois. Plus de 800 Palestiniens détenus dans des prisons israéliennes ont mis la fin à leur grève de la faim entamée le 17 avril, ont annoncé samedi des sources palestiniennes et israéliennes. Les prisonniers protestaient afin d'améliorer leurs conditions de vie.

La grève a été suspendue à la suite d'un accord conclu entre les représentants des prisonniers et les autorités israéliennes, a indiqué à l'AFP le président du Club des prisonniers Qaddura Farès, et intervient le jour du début du ramadan, le mois de jeûne des musulmans.

L'accord prévoit que les prisonniers auront droit à deux visites par mois contre une avant le début de la grève. Cette revendication était l'une des principales présentées par les grévistes. En revanche, ces derniers n'ont pas obtenu la mise à leur disposition de téléphones publics dans les prisons comme ils le réclamaient, a précisé la porte-parole israélienne.

Initiée par Marwan Barghouti, cette grève de la faim entendait donner l'alerte sur les conditions de détention des 6500 Palestiniens incarcérés par Israël, dont des dizaines de femmes et d'enfants, et dénoncer le système judiciaire israélien appliqué aux Palestiniens des Territoires occupés. [LeFigaro.fr](http://LeFigaro.fr) 27.05

#### UE - Turquie

Confirmation. L'UE ou l'OTAN économique.

- L'UE propose un cadre pour relancer les relations avec la Turquie - [Reuters](http://Reuters)

L'Union européenne a présenté à la Turquie un calendrier de 12 mois afin de relancer les relations mises à mal entre le bloc communautaire et les autorités turques, a annoncé le président Recep Tayyip Erdogan cité par le quotidien Hurriyet samedi.

Cette annonce a été faite par le chef de l'Etat turc dans l'avion le ramenant du sommet de l'Otan auquel il participait à Bruxelles.

L'UE et la Turquie ont convenu de donner un nouvel élan à leurs relations et les ministres turcs des Affaires étrangères et des Affaires européennes vont se pencher sur ce calendrier, a précisé Erdogan. Reuters 27.05

[Haut de page ↗](#)

Le 6 juin 2017

## CAUSERIE

J'ai écouté la causerie parce qu'il fait 46°C à l'ombre.

● Causerie du 6 juin, 21 pages.

### Que pensent nos ennemis ?

Cachez-moi cette réalité que je ne veux pas voir, résume assez bien ce que pensent ou le comportement de nos dirigeants et des militants en général.

Interpréter les mesures adoptées par les représentants de ceux qui détiennent le pouvoir s'avère insuffisant pour comprendre comment fonctionne la société ou sur quoi elle repose. Il en va ainsi par exemple quand on affirme que la crise du capitalisme en est responsable ou que le capitalisme est en faillite, cela ne nous avance guère. C'est seulement en remontant à son origine une fois déterminé sur quoi repose ces rapports sociaux, qu'on peut aborder la prétention exorbitante, injustifiable ou illégitime des tenants de la classe dominante s'y emploient d'une manière ou d'une autre à justifier leur pouvoir pour leur dénier ce droit, car c'est sur lui en dernière analyse que repose leur pouvoir, la possession des moyens de production et leur domination de classe qui est à la base de tous les rapports dans la société et de tous les maux qu'ils engendrent pour le peuple.

C'est à partir de ce droit que les capitalistes légitiment qui a le droit de se nourrir à sa faim et qui a le droit de crever de faim, et quand on accepte de vivre dans une telle société ou qu'on fait preuve de passivité vis-à-vis du capitalisme, on leur permet d'exercer ce droit ou pire on le cautionne, ce qui ne peut que les encourager à en user dans tous les domaines. Ils vont théoriser ce droit qui sera à la base de leur idéologie, qui se manifestera sous la forme de différentes représentations qui apparaîtront au fil de temps et qui l'incarneront. Et on mènera un combat stérile contre ces représentations qui apparaîtront désincarnées aussi longtemps qu'on ne remontera pas à leur origine.

Comment se présente l'idéologie de la classe dominante ? Comment s'y prend-elle pour présenter la société sous un angle avantageux ou justifier l'ordre établi ? Comment interprète-t-elle la lutte des classes ?

Elle a tout intérêt à faire croire que la lutte des classes aurait disparu, cela dit on doit se poser la question de savoir qu'est-ce qui lui permet d'avancer cet argument ou dans quelle condition, en ayant à l'esprit que son constat est en partie juste et en partie erronée en prenant parfois ses désirs pour la réalité, car si effectivement elle a renforcé son pouvoir, il n'en demeure pas moins que les bases de son régime sont plus instables ou fragiles que jamais.

On en veut pour preuve que ses représentants se présentent comme les champions de la liberté d'expression ou de la démocratie, alors qu'ils censurent, diabolisent ou font la chasse à ceux qui tiennent un discours qui met à mal sa propagande basée sur un déni ou une désinformation systématique de la réalité.

Gilles Lipovetsky - Philosophe et sociologue - Atlantico.fr 02.06)

- En l'état, aucune force politique n'apparaît capable de changer en profondeur le système qui caractérise nos sociétés occidentales, reposant sur l'économie de marché et le capitalisme.

- Ce qui caractérise l'hypermodernité, c'est un monde sans projection d'un autre monde, sans visée globale alternative. Ceci est un fait nouveau. Depuis la Révolution française, il y a une opposition interne majeure entre les conservateurs, les réactionnaires, la droite, la gauche, les anarchistes et les révolutionnaires. À partir des années 1960, un certain nombre de penseurs ont développé l'idée selon laquelle le capitalisme avait gagné, et avait généré ce qu'Herbert Marcuse a appelé "l'homme unidimensionnel" : hormis quelques protestations, les règles du jeu sont, dans l'ensemble, respectées, chacun recherchant le bien-être. Cette idée a été revitalisée avec l'analyse de Fukuyama sur la "fin de l'Histoire" : un monde sans modèle radicalement divergent, identique d'un jour à l'autre, sans remise en cause de ses principes de fond incarnés, dans les

sociétés occidentales, par le capitalisme et la démocratie.

Ce nouvel état de société, joint avec d'autres facteurs, a conduit à l'effondrement des partis incarnant l'alternative radicale : les partis d'extrême gauche, ceux à caractère nationaliste qui, même s'ils demeurent, n'engendrent pas de changement majeur à l'instar du fascisme ou du nazisme. Plusieurs facteurs convergent vers l'étouffement des mouvements radicaux comme la banqueroute des grandes idéologies messianiques ou eschatologiques. Comme il n'y a plus d'encadrement collectif par les idéologies, les partis politiques, les Églises et les familles, tout ceci participe à la déliaison. La majorité des gens ne souhaite pas des sauts dans l'inconnu ; toutefois, cela secrète des minorités qui recherchent le salut par une autre manière.

- Nous sommes entrés dans une période postrévolutionnaire, où les révolutions ne permettent plus de changer le monde.

- Tout ceci ne signifie pas la fin de l'Histoire, mais la fin d'une histoire, celle qui pensait que l'État avait un rôle majeur dans le changement du monde. Aujourd'hui, les ambitions de l'État sont à la baisse ; il montre partout sa faiblesse pour changer le monde, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de changement. Le politique n'est plus porteur de ce changement, incarné à l'heure actuelle par les entreprises, la technique et le marché. La vie change et il n'y a plus de projet de changement.

- Donald Trump incarne plus une rupture de ton que de fond. Il ne remet aucunement en question le système capitaliste, mais quelques aspects de la mondialisation. Jusqu'à présent, et par rapport aux propos tenus lors de la campagne, on ne voit pas la rupture radicale avec les fondements de notre système. Il ne faut pas oublier que les États-Unis sont un pays où la foi dans le capitalisme et les technologies est immense. Je ne vois pas en quoi Donald Trump pourrait faire rêver à un monde fondamentalement différent. (Gilles Lipovetsky - Philosophe et sociologue - Atlantico.fr 02.06)

J'ai indiqué à plusieurs reprises qu'on devrait mettre à l'ordre du jour la nécessité impérieuse d'un changement de régime, qu'on devrait adopter cet axe de combat politique car il permet de s'attaquer à la fois à l'oligarchie et aux fondements du capitalisme, à l'ensemble de l'édifice capitaliste incluant l'ensemble de ses institutions, l'Etat. En dehors de cette perspective politique, tout espoir est vain, pour ainsi dire tari à la base. Il faudrait populariser le mot d'ordre de la nécessité de faire table rase du passé qu'incarnent ceux qui sont au pouvoir.

Contrairement à ce qu'ils affirment péremptoirement, ce n'est pas la fin d'une histoire, la vie ne change pas et les capitalistes font toujours de la politique et l'Etat sert toujours leurs intérêts, ce n'est pas la fin de la lutte des classes. La division du travail étendue à l'échelle mondiale leur permet de jouer sur tous les tableaux et d'en tirer profit dans tous les domaines à la fois. Les travailleurs n'ayant pratiquement aucune emprise sur cette concurrence sauvage, ils deviennent des proies faciles pour ces prédateurs qui les surexploitent ou piétinent leurs droits les plus élémentaires. Pourquoi ? Parce que justement ils n'osent pas remettre en cause l'ordre établi, tout du moins dans l'état actuel des choses puisque le combat du mouvement ouvrier est nulle part orienté dans cette direction, il est réformiste ou corporatiste, il demeure soumis au capitalisme au lieu d'être révolutionnaire ou socialiste.

Les peuples des pays dits émergents ou en voie de développement qui voient leur condition s'améliorer sur fond d'exploitation forcenée, s'estiment globalement satisfaits pour avoir connu pire dans le passé. Leur condition matérielle s'est améliorée au prix d'énormes sacrifices et ils en sont grés à leurs maîtres ou à la société, ils les tiennent en laisse de cette manière-là.

Et les peuples qui profitent encore des acquis de la lutte de classes du passé et qui voient leur condition se dégrader, s'estiment globalement satisfaits de leur condition du fait qu'ils en tirent encore certaines satisfactions, ils disposent d'un certain confort matériel et de temps libres, de distractions, etc. et s'en contentent, même si par ailleurs ils croulent sous les difficultés... Ces modestes compensations à leur état d'esclave moderne suffit à s'assurer leur neutralité ou leur passivité, qui plus est au besoin on leur rappellera qu'ils ne sont pas les plus mal lotis dans le monde et qu'ils devraient avoir honte de se plaindre. A suivre.

En oligarchie. Macron ou le droit du travail niveau zéro.

- Le plan de Macron pour réformer le travail - leparisien.fr

C'est un test. Le premier du quinquennat qui intronisera Emmanuel Macron comme réformateur européen... ou pas. Bruxelles regarde de très près ce pays - la France - «impossible à réformer». Dans ses «recommandations pays par pays», publiées le 22 mai, la Commission européenne a confirmé qu'elle attendait avec impatience la future réforme du Code du travail.

Pour l'instant, tout se passe bien avec les partenaires sociaux, reçus depuis le 23 mai par le président de la République, puis le Premier ministre, Edouard Philippe, et la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. La trame des discussions était connue : l'élargissement du champ des accords d'entreprise, le plafonnement des indemnités prud'hommales et la fusion des instances représentatives du personnel. En tout et pour tout, trois réformes annoncées.

Des points jamais évoqués figurent dans un document de travail de 10 pages

Mais selon l'«avant-projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures pour l'emploi» que nous nous sommes procuré et que nous dévoilons dans les colonnes du Parisien/Aujourd'hui en France ce lundi 5 juin, tout n'a pas encore été mis officiellement sur la table. Loin s'en faut, car certains thèmes figurant dans ce document - une version de travail de 10 pages et datée du 12 mai 2017 - vont bien au-delà des éléments annoncés par Emmanuel Macron jusqu'à présent.

En effet, neuf ordonnances y sont listées, dont certaines portent sur des points jamais évoqués. Lesquels ? Par exemple, le contrat de travail, la durée du travail, la santé ou la sécurité des salariés... pourront être négociés au sein de l'entreprise. Des éléments qui d'ailleurs ne figureront pas forcément dans le document d'orientation que les syndicats et le patronat doivent recevoir dans le courant de cette semaine.

Mener une «révolution copernicienne»

L'essentiel de ce qui leur sera envoyé, puisé dans l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi, reprend sous trois priorités les discours d'Emmanuel Macron pendant la campagne et des textes du site En Marche ! Comment tordre le cou au chômage de masse qui frappe la France depuis trente ans et enclencher «une évolution radicale du modèle» ? Comment mener une «révolution copernicienne» des relations sociales pour créer une «République contractuelle» ?

L'objectif principal est de «faciliter la création d'emplois grâce à une meilleure fluidité du marché du travail.» Pour y parvenir, le gouvernement fait le «choix résolu du dialogue social de terrain, là où il produit des accords et des solutions économiquement et socialement efficaces».

Si «cet agenda de réforme ne peut être mené en cent jours», précise l'avant-projet de loi d'habilitation, «les premiers décrets de confiance doivent être donnés rapidement». A condition que les syndicats ne déclenchent immédiatement pas les hostilités... leparisien.fr 04.06

Réforme du travail : les 8 points clés du plan Macron - leparisien.fr

Nous dévoilons l'avant-projet de loi devant permettre au gouvernement de prendre par ordonnance des mesures pour l'emploi. A l'abri des regards, huit réformes d'envergure sont en préparation.

A ce stade de son écriture, au 12 mai 2017, l'«avant-projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures pour l'emploi» que nous nous sommes procuré, prévoit dans son article 1er neuf ordonnances. Les huit premières, que nous détaillons ci-dessous, concernent les réformes voulues par Emmanuel Macron. La neuvième ordonnance est purement technique, afin de transposer ces mesures dans certaines collectivités d'outre-mer.

Principale mise en garde, même si elle est notée en tout petit et en bas de page : le nombre des ordonnances est «à ajuster selon les options retenues». Car tous les thèmes énumérés dans le «premier brouillon de cet avant-projet [...] ne doivent pas forcément donner lieu à ordonnances». Il ne serait «ni possible ni souhaitable» d'adopter toutes ces réformes par ordonnances, précise même le document. Ainsi, certaines réformes y sont indiquées comme «prioritaires» tandis que d'autres, rédigées en italique, «apparaissent comme moins prioritaires».

Ordonnance n°1 : négociation à la carte dans les entreprises

Ce que dit le texte.

«Attribuer une place centrale [...] à la négociation collective d'entreprise en élargissant ses champs de compétence». Cette ordonnance est jugée prioritaire sur le contrat de travail, pas sur les autres points.

L'enjeu

Contrat de travail, durée de travail, santé et sécurité, salaires et emploi... seront désormais au menu des négociations en entreprises selon l'avant-projet de loi. La liste des sujets est très longue, et couvre des thèmes pour lesquels la loi prévoyait jusqu'ici qu'il était impossible de déroger par accord d'entreprise. La loi El Khomri avait ouvert une première brèche sur l'organisation du temps de travail, renvoyant à la négociation d'entreprise par exemple les heures supplémentaires : un accord d'entreprise ou de branche peut prévoir une majoration limitée à 10 %, la règle des 25 et 50 % n'étant que supplétive, c'est-à-dire qu'elle s'applique seulement quand il n'y a pas d'accord d'entreprise.

Ordonnance n° 2 : le barème des prud'hommes

Ce que dit le texte. «Instaurer un référentiel pour le montant de l'indemnité octroyée par le conseil des prud'hommes en cas de licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse.»

Cette ordonnance est jugée..... «prioritaire»

L'enjeu

Pour la troisième fois, Emmanuel Macron essaie de faire adopter cette disposition réclamée par les employeurs. Dans le collimateur : la durée des contentieux et surtout le montant, souvent très élevé, des condamnations qui, selon le Medef, les dissuade d'embaucher en CDI. Pour «sécuriser» les entreprises, le texte prévoit en cas de condamnation d'un employeur pour licenciement abusif, d'instaurer «un plafond et un plancher» pour graver dans le marbre le montant des dommages et intérêts versés au salarié. Initialement prévue dans la loi Macron de 2015, cette réforme a été retoquée par le Conseil constitutionnel. Avec quelques modifications de forme, elle a été glissée en 2016 dans la loi El Khomri, puis retirée face à la mobilisation. Elle refait son apparition, sans que l'essentiel soit précisé, à savoir les montants d'indemnisation. Selon une étude du ministère de la Justice, les indemnités atteignent dix mois de salaire en moyenne, soit 24 000 €. Les syndicats rejettent la barémisation obligatoire et dénoncent la mise sur la touche des juges prud'homaux. Rude bataille annoncée.

Ordonnance n° 3 : référendum à l'initiative de l'employeur

Ce que dit le texte. «Renforcer la capacité à adopter un accord d'entreprise .»

Cette ordonnance est jugée... «moins prioritaire»

L'enjeu

Pour généraliser les accords dérogatoires d'entreprise portant sur les nouveaux champs désormais ouverts, il faut faciliter leur adoption. La loi El Khomri avait mis en place le référendum, permettant, quand un accord est refusé par les syndicats majoritaires (représentant au moins 50 % des salariés), de le faire adopter par référendum auprès des salariés. Aujourd'hui, ce recours possible au référendum est réservé uniquement aux syndicats (à condition qu'ils représentent au moins 30 % des salariés). Le gouvernement veut ouvrir cette possibilité également aux employeurs, dans des conditions qui restent à préciser. Pourront-ils le déclencher s'il n'y a pas de syndicats, ou s'il y a seulement des élus sans étiquette ? Les syndicats y avaient mis leur veto en 2016, craignant que l'employeur ne soit tenté d'exercer des pressions sur les salariés.

Ordonnance n° 4 : redéfinir la place des branches

Ce que dit le texte. «Redéfinir le rôle de l'accord de branche et réduire le nombre de branches.» Cette mesure est spécifiée... «moins prioritaire»

L'enjeu

C'est le Graal de la réforme du Code du travail voulue par Macron : pour être au plus près des besoins des employeurs, de la PME à la multinationale, la «primauté sera donnée aux accords d'entreprise sur les accords de branche», lit-on dans l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi. Et de préciser : «C'est seulement à défaut d'accord d'entreprise que la branche interviendra.» Reste à savoir quel sera le rôle de la branche. Continuer à construire des normes sociales ou servir de voiture-balai ? Actuellement, il y a six thèmes de négociations obligatoires dans la branche sur lesquels les employeurs ne peuvent pas déroger dans un sens moins favorable aux salariés, par accord d'entreprise : égalité hommes-femmes, pénibilité, salaires, classifications, prévoyance et formation professionnelle.

Selon l'avant-projet de loi, la branche n'aurait plus dans sa mallette que deux thèmes obligatoires (salaires minimums et l'égalité professionnelle). Les quatre autres sujets ne sont pas mentionnés et plusieurs pourraient être transférés vers la négociation d'entreprise. Le fait que, sans accord d'entreprise, la loi (dite supplétive) s'appliquera dans de nombreux cas risque de rendre inutile toute négociation au niveau de la branche. Ce qui serait un camouflet pour FO, très attaché à cette instance de régulation.

Ordonnance n°5 : fusion des IRP

Ce que dit le texte. «Simplifier les institutions représentatives du personnel (IRP)».

Cette ordonnance est jugée... «prioritaire»

L'enjeu

Alors que la loi Rebsamen (2015) commence à peine à s'appliquer, le gouvernement remet sur la table l'épineux dossier des

instances de l'entreprise. L'objectif : fusionner le comité d'entreprise, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et le délégué du personnel (DP) dans une instance unique. «Sauf avis contraire des entreprises concernées», précise toutefois le texte, si bien que certaines entreprises pourraient continuer à fonctionner selon l'ancienne formule.

Plusieurs possibilités ont déjà été introduites en 2015 : pour les entreprises de moins de 300 salariés, l'employeur peut mettre en place une délégation unique du personnel regroupant le comité d'entreprise et la délégation du personnel ; et dans les entreprises de plus de 300 salariés via un accord d'entreprise. Plusieurs questions se posent : est-ce la remise en cause du rôle du CHSCT, qui, aujourd'hui, a une personnalité juridique lui permettant d'aller en justice, de faire des enquêtes ou de diligenter des expertises ? Les inquiétudes portent aussi sur la baisse du nombre d'élus induite par une telle réforme, qui pénaliserait surtout la CFDT, très implantée dans le secteur privé. Par ailleurs, le gouvernement pourrait autoriser cette instance unique à négocier les accords.

Une rupture avec notre modèle de démocratie sociale dans l'entreprise, qui repose aujourd'hui d'un côté sur des élus disposant de droits d'information, de consultation, d'expertise et d'alerte, et de l'autre sur des syndicats (représentatifs) qui seuls ont la capacité de négocier. Depuis de longues années, le Medef a demandé d'autoriser la négociation avec des élus sans étiquette. Ce qui serait un casus belli pour les syndicats.

#### Ordonnance n° 6 : un chèque syndical

Ce que dit le texte. «Renforcer la pratique et les moyens du dialogue social.»

Cette mesure est jugée... «prioritaire»

#### L'enjeu

En contrepartie de l'ordonnance n°5 prévoyant une fusion des instances du personnel, l'avant-projet de loi donne du grain à moudre aux syndicats. Ainsi, la formation des représentants de salariés sera «renforcée». Dans ce deal, il est aussi prévu de mettre en place le fameux chèque syndical promis par Emmanuel Macron dans son livre-programme «Révolution», une idée inspirée de l'expérience menée chez l'assureur Axa. Selon l'avant-projet de loi, il s'agit de «permettre à chaque salarié d'apporter des ressources financées par l'employeur au syndicat de son choix». Enfin, le gouvernement s'engage à récompenser l'engagement syndical par la «reconnaissance dans les carrières» et la lutte contre la discrimination syndicale.

#### Ordonnance n° 7 : Les administrateurs salariés

Ce que dit le texte. «Une meilleure représentation des salariés dans les conseils d'administration».

Ce point est jugé... «moins prioritaire»

#### L'enjeu

En la matière, la France a un temps de retard sur les pays de l'Europe du Nord. Là-bas, les administrateurs salariés siègent de droit dans les entreprises d'une certaine taille. C'est un point réclamé par la CFDT et la CGT depuis très longtemps. Mais, selon l'avant-projet de loi, le gouvernement compte y aller sur la pointe des pieds. Il s'agit de «mettre en place des incitations» pour que les entreprises augmentent le nombre d'administrateurs salariés par des accords de groupe ou d'entreprise. Parmi les options, il pourrait aussi baisser le seuil autorisant la présence d'administrateurs salariés dans les entreprises (aujourd'hui fixé à 1 000 salariés, il pourrait passer à 500). Mais il y a beaucoup d'obstacles, notamment le statut juridique des entreprises. S'il s'agit d'une SAS (société par actions simplifiée), la règle veut qu'elle n'est pas obligée d'avoir un conseil d'administration et donc pas d'administrateur salarié.

#### Ordonnance n° 8 : réforme de l'assurance chômage

Ce que dit le texte. «Réformer l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi.»

Cette ordonnance n'est... «pas prioritaire»

#### L'enjeu

C'est l'une des grosses surprises de cet avant-projet de loi : la réforme du système d'assurance chômage et surtout son étatisation sont inscrites au menu des ordonnances. «Il faut arrêter de prétendre que les partenaires sociaux pourraient être seuls en charge de la gestion des grands risques, à commencer par l'assurance chômage», lit-on dans l'exposé des motifs. Et d'ajouter : «L'Etat doit reprendre la main.» Une révolution annoncée que le gouvernement justifie par la création d'une

assurance chômage universelle «ouverte à tous les actifs — salariés, artisans, commerçants indépendants, entrepreneurs, professions libérales, agriculteurs», précise le texte, et qui sera «financée par l'impôt». L'extension de ces nouveaux droits — et notamment l'indemnisation chômage pour les démissionnaires — aura un coût très important, toujours pas chiffré. De quoi craindre une révision à la baisse des conditions d'indemnisation. Le dossier est explosif, ce qui pourrait obliger le gouvernement à prendre plus de temps. La CFDT et la CGT ont demandé à Macron que cela ne fasse pas partie des ordonnances.

## Le calendrier

Le président Macron l'a dit, il veut aller vite. Selon nos informations, et selon un document que s'est procuré Mediapart, le calendrier pourrait être le suivant :

14 juin. Transmission au Conseil d'Etat du projet de loi d'habilitation, première étape du processus parlementaire.

28 juin. Examen du projet de loi en Conseil des ministres, dix jours seulement après le deuxième tour des législatives.

Entre le 24 et le 28 juillet. Mise au vote du projet de loi d'habilitation devant le Parlement, réuni en session extraordinaire.

28 août. A cette date au plus tard, les ordonnances rédigées par le gouvernement doivent être envoyées au Conseil d'Etat.

20 septembre. Adoption des ordonnances en Conseil des ministres.

À l'automne au plus tard. Pour chacune des ordonnances, un projet de loi de ratification sera déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois (ou deux ou six mois) à compter de sa publication. leparisien.fr 05.06

## Comment est-ce possible ?

AFP - Dans les sondages, le mouvement d'Emmanuel Macron, la République en marche (LREM), fait la course en tête dans les intentions de vote et pourrait obtenir une large majorité au soir du second tour, le 18 juin. AFP

Ce pourrait être le résultat d'une abstention massive, du vote des vieux majoritairement de droite ou réactionnaires, idem pour les CSP+ et les patrons, leur partenaire et leurs rejetons dans la quasi totalité des cas.

La cause : la faillite du mouvement ouvrier et plus particulièrement de son avant-garde.

Aux Etats-Unis ils ne s'en sont jamais remis ou plus près de nous en Grèce.

La dislocation du PS et la marginalisation du PCF est le produit de leur droitisation qui conduisit les travailleurs à se détourner de ces partis, de tous les partis ouvriers, des élections en général, de la politique, du coup les travailleurs les mieux nantis et les classes moyennes virent à droite toute.

Il leur suffit de 25% environ pour constituer la majorité dans un système antidémocratique. Ne pouvant pas l'assumer, il ne leur reste plus que l'imposture, la mystification, la désinformation, la propagande en guise de gouvernance. Cela donne un régime liberticide, répressif, autoritaire, totalitaire destiné à accompagner ou imposer une régression sociale généralisée et à aboutir à une complète décomposition de la société ou à la liquidation des progrès réalisés par l'humanité pour sortir du règne animal ou de la sauvagerie.

Car ce qu'il faut bien voir, c'est que chaque mesure antisociale prise par un gouvernement et imposée à n'importe quel travailleur ne peut être justifiée que par la légitimité du recours à la force comme facteur en dernière analyse faisant office de loi suprême. Dans ce cas-là il n'est nullement question de conscience, ce qui signifie qu'on retourne à un état antérieur.

La plupart des gens vivent dans un tel état d'insouciance ou manifestent un tel manque de volonté et de discernement, de logique qu'il en faut peu pour qu'on puisse les conduire à l'abattoir la fleur au fusil ou sans qu'ils réagissent.

Mes causeries devaient servir à délivrer un enseignement et à partager des expériences pour pouvoir combattre ces faiblesses et ce comportement nocif tout en proposant une perspective politique.

J'ai échoué ou je n'avais pas le niveau ni les moyens pour que cela se traduise autrement qu'en paroles.

Je reprends cette causerie deux jours plus tard.



Ce qui devrait préoccuper ou angoisser les militants au plus haut point, les alarmer même, c'est qu'il ne se soit manifesté aucun dirigeant aux Etats-Unis possédant les qualités requises pour influencer sur l'avant-garde américaine au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours de manière à la remettre en ordre de bataille et peser sur l'orientation du mouvement ouvrier une ou deux décennies plus tard. Il faut peut-être en déduire que la capacité de corruption de la classe ouvrière et de la classe moyenne fut incomparablement plus puissante que tout autre facteur, ce facteur combiné à l'absence de dirigeants maîtrisant suffisamment le marxisme devait conduire à la situation actuelle.

Ce qu'il ne faut jamais oublier ou perdre de vue, c'est que tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours aux Etats-Unis comme en France ou ailleurs, il a existé des millions de travailleurs qui étaient confrontés à des conditions d'existence les conduisant à rompre ou à rejeter le capitalisme et ses institutions, et que parmi eux des centaines de milliers auraient pu être acquis au marxisme ou au socialisme, or tel ne fut pas le cas malheureusement.

Ces centaines de milliers de travailleurs appartenaient à la classe ouvrière mais pas seulement, aux classes moyennes également, parmi lesquels des dizaines de milliers s'interrogeaient ou remettaient en cause l'évolution ou l'orientation du capitalisme mondial, ce qui signifie que leur réflexion les prédisposait à adopter le marxisme ou qu'ils étaient susceptibles de progresser et de s'élever au niveau du socialisme pour peu qu'on les aide, on pourrait ajouter en leur montrant l'exemple, or c'est en cela précisément que nos dirigeants ont failli.

Où ont-ils failli ? A différents niveaux ou dans différents domaines, mais là où ils se sont avérés les plus médiocres fut dans leur incapacité à défendre le marxisme et le socialisme, l'absence du parti témoigne de leur échec à lutter efficacement contre l'opportunisme, la social-démocratie dégénérée et le stalinisme vers lesquels étaient attirés un grand nombre de ces travailleurs dont on a parlé plus haut, et qui auraient dû se tourner vers l'avant-garde socialiste révolutionnaire au cours ou à l'issue de cette expérience puisqu'elle était vouée à leur ouvrir les yeux sur la nature contre-révolutionnaire de la social-démocratie et du stalinisme. Laissons le passé de côté pour le moment et revenons à la situation actuelle.

Pour construire un parti de militants conscients sur la base du marxisme on bénéficie de trois viviers :

- Les éléments de la classe ouvrière qui par leur condition et l'interprétation qu'ils en font sont en rupture avec le régime sans que leur niveau de conscience aille au-delà, ils se comptent par millions ;

- Ensuite, il y a les éléments des classes moyennes qui ne peuvent pas soutenir plus longtemps l'orientation actuelle de la société et en perçoivent les dangers extrêmes, puisque comme chacun d'entre nous quotidiennement ils entendent parler de guerre qui pourrait devenir mondiale à un moment donné, ils doivent se compter en dizaines de milliers de membres ou plus encore car leur condition est peu enviable, pour assumer leur rôle ou tenir leur rang, en permanence ils doivent se faire violence et adopter un comportement humiliant, à tenir un langage dans lequel ils ne croient pas un mot, ils doivent se fabriquer une personnalité qui ne correspond pas à leurs idées ou leur conception de la société, cela doit être cauchemardesque ou leur poser un réel cas de conscience difficile à supporter à la longue.

- Et pour finir, il y a les éléments de ces différentes classes les plus conscients, qui éprouvent une profonde révolte pour le régime et qui ont entrepris de le combattre en s'engageant dans différentes formations politiques ou diverses associations, dont aucune n'est en mesure de leur proposer une stratégie politique pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, ils se comptent par dizaines de milliers ou plus.

On a laissé de côté volontairement ceux qui sont organisés dans les syndicats parce qu'ils sont généralement engagés dans une mauvaise direction, mais pas seulement. Tout d'abord il faut soustraire les simples adhérents qui ne participent à aucune réunion ou activité de leur syndicat ou rarement, exceptionnellement, ce sont les plus nombreux, ils doivent représenter entre 80 et 90% des syndiqués. Ensuite, il reste les militants à proprement parler dont certains appartiendront à la catégorie précédente, ils constituent une minorité de ces 10 ou 20% de syndiqués. Pour finir, la majorité des militants syndicaux sont pourris par le réformisme ou le corporatisme auquel ils doivent leur statut, ils n'ont donc aucune raison de vouloir progresser, tout du moins dans l'état actuel des choses, ce qui nous intéresse ici, dans le cas contraire ou s'ils finissaient par rompre avec le régime, ils pourraient se saisir de notre discours et rejoindre la catégorie des travailleurs les plus conscients dans la mesure où notre discours ne serait pas tourné contre eux, mais vers l'ensemble des travailleurs des différentes classes, ce qui ne fut jamais le cas dans le passé, encore faudrait-il qu'on élabore ce discours.

Elaborer ce discours implique de modifier nos rapports aux différentes classes en fonction d'une stratégie politique qui a pour seul objectif la prise du pouvoir.

Cette stratégie politique n'existe pas, il faut donc l'élaborer, chaque étape pour avancer vers notre objectif doit être minutieusement définie, les instruments ou moyens pour les atteindre doivent être répertoriés, ils doivent servir à accomplir les tâches qui doivent être tout aussi rigoureusement définies, il faut planifier un plan de bataille partant de la situation actuelle jusqu'à la prise du pouvoir, sinon ce n'est pas la peine de continuer le combat.

Nos principaux instruments sont le marxisme et le socialisme qui incluent les enseignements de la lutte des classes du passé. Il

faut les expliquer, les enseigner aux travailleurs, ils comprendront du coup que l'opportunisme, la social-démocratie dégénérée et le stalinisme y sont étrangers ou en sont des ennemis, c'est le meilleur moyen de les combattre, on doit avancer sur notre propre terrain, populariser le marxisme et le socialisme, car c'est le seul moyen de mener le combat politique classe contre classe, en procédant de la sorte on fournit aux travailleurs des arguments pour ne pas tomber sous l'influence du PS ou du PCF ou leurs satellites ou pour s'en détourner en pouvant pleinement l'assumer.

Nous ne lorgnerons pas vers ces partis, nous ne tenterons pas de leur faire jouer un autre rôle que le leur ou celui qu'ils ont adopté, nous n'essayerons pas de nous associer à ces partis, nous n'en attendons rien ni dans le présent ni dans le futur, nous les excluons du processus révolutionnaire menant à la prise du pouvoir, ce qui ne signifie évidemment pas qu'on ignorerait leur existence, leurs intentions et leurs méfaits, bien au contraire, mais sans que ce soit notre priorité.

Les travailleurs des différentes classes se sont détournés de ces partis sans qu'on soit en mesure de les récupérer au profit du socialisme, ce qui signifie que toutes les stratégies qui ont été définies dans le passé étaient erronées et ont lamentablement échouées, il faut donc impérativement en prendre acte et en changer, et c'est devenu plus qu'urgent, sinon notre combat est foutu d'avance, il faut bien que chaque militant en prenne conscience.

Notre priorité ou la tâche la plus urgente à réaliser, c'est de définir un discours, un comportement entièrement ou résolument tourné vers l'ensemble des travailleurs avec en ligne de mire la prise du pouvoir et un changement de régime, l'instauration d'une République sociale s'attaquant au fondement du capitalisme.

Pourquoi? Parce que c'est le seul moyen d'attirer l'attention des trois couches de travailleurs évoquées précédemment. Je ne pense pas que de nos jours on puisse gagner des travailleurs au socialisme sur la base de discussions. J'estime plutôt qu'ils doivent y venir eux-mêmes, qu'ils doivent se forger leurs propres convictions, que cela doit être l'aboutissement ou la conclusion d'une tranquille ou saine réflexion, qu'il est inutile de vouloir hâter ce processus de mûrissement, pire, de les harceler ou de vouloir les convaincre à tout prix, plus profonde sera la réflexion et plus solide sera leur engagement politique, leur détermination, y compris ou surtout à vouloir progresser pour acquérir un niveau de conscience toujours plus élevé afin d'être en mesure le moment venu d'être un élément déterminant de la révolution. Personne ne doit faire ce travail à leur place, on doit juste les aiguiller ou les conseillers.

Il faut évidemment en parler avec eux, leur soumettre notre stratégie dont ils sont les éléments clés, sans lesquels rien ne sera possible. Il faut tout leur dire, absolument toutes les étapes du développement et de la construction du parti jusqu'à la prise du pouvoir ou tout du moins le moment où la situation permettra de la mettre à l'ordre du jour.

Sachant qu'il existe en France plus de 50 millions d'adultes en âge de voter en comptant les quelque 9% de non-inscrits, en retirant 20 millions de patrons petits, moyens ou grands, de cadres supérieurs, de retraités particulièrement nantis, il reste 30 millions de travailleurs auxquels nous devons nous adresser. Parmi ces 30 millions de travailleurs, en prenant le scénario le moins optimiste, il doit bien en avoir 1% qui sont prêts à rompre avec le régime ou les institutions, cela représente 300.000 travailleurs susceptibles d'être gagnés au socialisme. Bien entendu, il ne s'agit pas de prétendre qu'ils pourraient être gagnés d'un coup ou en un rien de temps, soyons sérieux, disons dans un délai situé entre 5 et 10 ans cela serait raisonnable en partant d'un effectif de 2 à 3000 militants mal formés ou déformés qu'il est urgent de former au marxisme et au socialisme et à condition qu'ils adoptent cette stratégie.

Durant toute cette période nous continuerions d'intervenir dans la lutte de classes en étant uniquement comptables que de cet objectif. On nous dira qu'il paraît inatteignable compte tenu de la faiblesse et des carences de nos forces, assurément si on ne modifie pas notre conception de la lutte de classes ou si on ne tient pas compte de ce qui vient d'être formulé, mais si maintenant on adopte un tout autre discours et de tous autres rapports envers les travailleurs, on ne voit pas ce qui pourrait les rebuter dans ce que nous leur proposons, laissons-les en décider librement, faisons-leur confiance, c'est le b.a-ba du socialisme ! On ne recrutera que les travailleurs qui sont disponibles pour être recrutés, qui s'interrogent, cherchent sincèrement à comprendre la situation, cherche une voie, etc. les autres ne nous intéressent pas en la matière ou à ce stade, je parle pour le parti.

Si nous nous adressons à l'ensemble des travailleurs, c'est parce qu'ils constituent l'élément déterminant pour renverser le régime en place ou pour pouvoir prendre le pouvoir. Un parti qui ne prendrait pas en compte ce facteur, qui ne partirait pas de ce facteur raconterait des blagues aux travailleurs, il ne serait pas plus crédible qu'un autre parti. Les travailleurs des différentes classes que nous devons recruter seront sensibles à cet aspect-là de notre stratégie, c'est un des éléments ou un facteur du processus révolutionnaire sans lequel rien n'est possible, ils en déduiront que nous sommes sérieux et que notre démarche est cohérente, elle leur inspirera confiance, ils en déduiront également que nous sommes absolument déterminés à aller jusqu'au bout, à prendre le pouvoir. Répétons-le, chaque élément de notre stratégie doit être élaboré minutieusement, qu'un seul fasse défaut et c'est l'ensemble du processus qui se grippe ou qui déraille, et par conséquent on se détourne de notre objectif qui perd toute crédibilité parce qu'il devient irréalisable.

En émettant l'hypothèse qu'on parvienne à mettre cette stratégie sur ses rails, elle déclencherait un dynamisme qui accélérerait le processus et réduirait d'autant le temps nécessaire pour atteindre chaque étape ou objectif intermédiaire. Une fois recrutés des dizaines de milliers de travailleurs, passé le cap des 100.000 ou même avant il deviendrait possible de peser sur le cours de la situation politique, les autres partis ne pourraient plus nous ignorer, on pourrait prendre l'initiative d'actions ou de

campagnes nationales qui nous feraient mieux connaître auprès des travailleurs, cela influencerait sur l'état d'esprit de nombreux d'entre eux qui nous connaissent mais préféreraient attendre de voir de quoi nous étions capables pour se rapprocher de nous ou même pour décider de nous rejoindre.

A ce stade se poserait alors la nécessité de leur proposer une structure politique dans laquelle ils pourraient s'organiser sans rejoindre le parti, puisqu'il n'aurait pas pour vocation de devenir un parti de masse, mais de prendre le pouvoir pour le compte de l'ensemble des travailleurs en s'appuyant sur les structures ou organismes qu'ils auraient créés au cours du processus révolutionnaire.

Le parti et cette structure politique indépendante dans laquelle s'organiserait les travailleurs favorables à un changement de régime pourrait en fonction de leur développement commencer à constituer les bases d'un double pouvoir posant directement la question du pouvoir ou de l'Etat dans la perspective du renversement du régime en place.

Ils élaboreraient ensemble un projet de Constitution et appelleraient les travailleurs et leurs organisations à participer aux assemblées populaires qu'ils organiseraient à travers tout le pays, pour qu'ils s'expriment sur un ensemble de mesures que prendrait un gouvernement ouvrier révolutionnaire, et proposent les revendications sociales ou politiques qu'ils voudraient voir satisfaites en priorité. A l'issue de ces assemblées populaires seraient élus des représentants qui auraient notamment pour tâche de porter à la connaissance des travailleurs leurs travaux, le contenu de leurs délibérations, les mesures qu'elles auraient retenues, de manière à associer l'ensemble des travailleurs au processus révolutionnaire.

La même expérience étant menée à l'échelle du pays, elle serait fédérée au niveau nationale et constituerait l'embryon d'un contre-pouvoir face au régime.

On s'arrêtera là pour aujourd'hui.

On vient de montrer qu'il était possible d'élaborer une stratégie politique qui parte de la situation telle qu'elle existe en ayant pour objectif la prise du pouvoir. J'ai rédigé cela rapidement, il faudrait étayer, préciser un grand nombre de points, corriger certaines approximations, mais la trame existe et elle ne semble pas irréalisable. Elle présente l'avantage de prendre en compte les profondes transformations qu'a subi la société au cours de la seconde moitié et plus particulièrement la fin du XXe siècle jusqu'à nos jours, et d'intégrer les enseignements de la révolution russe de 1917 dont le parti incarne le niveau de conscience le plus élevé et le facteur décisif permettant de renverser l'ordre établi et d'avancer vers le socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Y aura-t-il un parti ouvrier pour se saisir de cette stratégie ou la partager, je l'ignore. Si ce n'était pas le cas, je mettrais un terme à ce portail qui n'aurait servi à rien.

[1% est-ce surréaliste ou décalé par rapport à la réalité ? La preuve que non.](#)

Mélenchon parle de ses troupes : "dans la quasi-totalité des cas (94% !), c'est la première bataille politique publique de leur vie. Moyenne d'âge : 41 ans ; 64% sans étiquette de parti."

Soit, Mélenchon et son mouvement ne sont pas les meilleurs exemples qui soient, on aurait pu prendre les centaines de milliers de voix qui se sont portées sur Poutou ou Arthaud, disons que cela prouve qu'il existe une masse considérable de travailleurs qui cherchent une voie, une issue politique...

[La contre-révolution En Marche !](#)

Quand Macron ose tout.

- A l'issue du sommet du G7 de Taormina : « Le président américain est pragmatique, et j'ai bon espoir qu'il confirmera son engagement [à l'accord de Paris], à son rythme ».

- Lors de la visite de Vladimir Poutine à Versailles, il a déclaré que « la Russie avait envahi l'Ukraine »

- Au cours de la même déclaration à propos de la Syrie: « Toute utilisation d'armes chimiques, par qui que ce soit, fera l'objet de représailles et d'une riposte immédiate de la part des Français », alors qu'à ce jour personne, aucun rapport, aucune institution n'est parvenue à apporter la moindre preuve d'un quelconque usage d'armes chimiques par l'armée syrienne depuis 2011.

- Les accusations portées envers les médias russes "Russia Today" et "Sputnik" sans apporter là non plus la moindre preuve.

- Le kwassa-kwassa «amène du comorien» : la blague douteuse d'Emmanuel Macron - LeParisien.fr

## En régime totalitaire. Macronmania

- La France saisie par la macronmania - L'Express.fr

Quelques semaines après son élection, le chef de l'Etat aborde les législatives plus populaire que jamais... Etat de grâce ou lévitation?

Il y eut la poignée de main très mâle-alpha (avec Donald Trump), où il fut déclaré vainqueur aux poings. Les poses façon "Kennedy" d'un chef d'Etat moderne, aimantant les coeurs et les sourires au G7 -celles avec le Canadien Justin Trudeau, devant l'azur méditerranéen valent, sans doute, une nomination aux Séguéla d'or. Les balades dans les jardins français de Versailles avec Vladimir, l'Ours russe, comme apprivoisé...

Et puis, bien sûr, la réaction ferme face aux renoncements écologistes du bad président américain. Cela faisait beaucoup. Et même assez pour qu'une macronmania déferle sur les réseaux sociaux, et dans quelques colonnes de journaux.

Comme Le Cid, de Corneille, le Kid président s'était fixé de démontrer qu'"aux âmes bien nées, la valeur n'attend pas le nombre des années". Il en a fait beaucoup. Mais l'affaire a fonctionné: voilà les grands de ce monde qui tournent des yeux de Chimène vers ce Don Rodrigue des accords bilatéraux, et des électeurs à Belleville qui embrassent à pleine bouche les tracts à l'effigie du président.

Comme l'avait théorisé Marcel Gauchet dans nos pages: "Emmanuel Macron est le tenant d'un optimisme majoritaire auquel le pessimisme minoritaire a décidé sinon de croire, au moins de donner sa chance." Ces dernières semaines, cette dynamique s'est intensifiée. Mais la responsabilité politique immense du nouveau président demeure de refaire société de deux France -celle qui va mal (et qui n'a pas voté pour lui), et celle qui va bien (qui a voté pour lui)- en sécession. Et seuls les faits nous diront si ce à quoi nous assistons est une nouvelle donne. Ou juste une nouvelle com'. L'Express.fr 05.06

## Commentaires d'internautes

1- C'est quand même la première fois qu'un candidat bénéficie de telles débauches de flatterie de la part des médias. Et lorsque c'est poussé à l'extrême comme dans cet article, c'en devient ridicule.

2- Une macron mania monté de toute pièce par les médias. Ce mec va brisé les travailleurs a coup d'ordonnance et violé la démocratie avec c'est même ordonnances.

3- E. Macron a le champ libre devant lui pour toutes lois qu'il souhaite entreprendre : Pas d'opposition crédible, des syndicats qui ont appelé à voter pour lui, des foules hypnotisées par une bienveillance totalement fabriquée, des affaires nauséabondes qui n'ont aucune influence sur l'opinion supposée des citoyens(nes), et des sondages qui prédisent un raz-de-marée en sa faveur à l'Assemblée Nationale. Il pourrait diviser par deux le SMIC que ça n'aurait aucun effet. Il aurait donc bien tord de s'en priver.

4- Les Français ont voté pour un mec dont on ne connaissait même pas le programme. Alors les veaux n'auront plus qu'à subir maintenant qu'ils l'ont élu. Quand on pense que le vote est un droit et quand on voit ce que le peuple en fait, si c'est pour mettre des Hollande ou des Macron, les gens feraient mieux de rester chez eux.

## Au tour de la France avec Macron et En Marche !

- Le modèle de la révolution de couleur: le cœur du mécanisme par Andrew Korybko — 30 mai 2017

L'idéologie est l'axe central de tout changement dans le monde, et c'est l'idée directrice qui motive tous les autres facteurs affectant une Révolution de couleur. Sans idéologie, tout ce qui suit est vide et dépourvu de sens et de but. L'idéologie traditionnelle qui motive toutes les révolutions de couleur est la démocratie libérale, et elle cherche à « libérer » les États ciblés de leurs gouvernements perçus comme des démocrates anti-libéraux (non occidentaux).

La démocratie libérale, dans sa manifestation post-moderne actuelle, est expansionniste et agressive. Elle ne se contente pas de systèmes idéologiques et de valeurs alternatives. Elle doit se propager dans la poursuite de la domination mondiale. En plus de la guerre directe contre les sociétés qui résistent à son avancement (Serbie, Libye), les États libéraux démocrates (l'Occident) ont appris à rechercher d'autres méthodes pour vaincre les États ciblés. Ces méthodes sont moins directes que la guerre pure, mais n'en sont pas moins efficaces. La pénétration idéologique d'une société s'intensifie finalement dans une explosion physique à l'intérieur de l'État lui-même, guidée par un segment des propres citoyens de l'État. L'État (et la société dans son ensemble) doit combattre une partie d'elle-même qui « se dresse » contre le statu quo, entraînant un conflit d'intérêts et une guerre civile sociale. Selon le niveau de provocation lancé par les manifestants pro-libéraux démocrates, ainsi qu'en cas de mauvaise gestion de l'État face à cette révolte sociale, la guerre civile sociale peut éventuellement devenir violente et ressembler brièvement à une véritable guerre civile. C'est particulièrement le cas si les manifestants ont été armés par des forces en dehors du pays et s'ils décident d'attaquer les services de sécurité chargés de disperser les manifestations physiques de la révolution de couleur.

L'idéologie est donc l'initiatrice de toutes les révolutions de couleur. Elle propose une forme de développement opposé à celle en place, et motive des groupes de sympathisants dans la population à lancer des manifestations concrètes pour exiger des changements. On verra plus tard que la grande majorité de ces manifestants actifs ne savent même pas que leurs activités sont orchestrées par un pouvoir supérieur (ONG, gouvernement étranger). Au contraire, la plupart d'entre eux, à la suite d'une campagne d'information lourde visant à promouvoir l'idéologie déstabilisante, ont vraiment été amenés à croire que leurs actions sont spontanées et « naturelles » et qu'elles représentent le « progrès » inévitable que tous les pays du monde seront tenus de vivre tôt ou tard. L'idéologie de l'individu au-dessus du collectif (l'aspect social de la démocratie libérale) permet à chaque manifestant de constater qu'il a une influence unique et significative dans la réalisation de ce changement. Fin de l'extrait.

Excellent article à pour ainsi dire apprendre par coeur.

On observera que le processus qui fut employé pour porter Macron à la présidence présente de nombreuses similitudes avec celui employé pour réaliser ces "révolutions de couleur" à ceci près que ce n'était pas un Etat qui était visé mais tous les partis politiques de manière à réaliser un hold-up sur les institutions ou à s'emparer du pouvoir sans partage pour le compte exclusif de l'oligarchie.

Partant de là, on comprend pourquoi le vote Macron au second tour de la présidentielle devenait une obligation, tout se tient. On est bien en présence d'un processus devant aboutir à l'instauration d'un régime totalitaire.

Schizophrénie aggravée

- Législatives : Vers une déferlante En Marche ? - Franceinfo

À en croire un dernier sondage, la République en marche va faire une razzia aux élections législatives à venir. Selon l'étude menée par l'institut Ipsos sur un panel de 15 000 personnes, le parti du président de la République,

La République en marche serait le grand vainqueur du prochain scrutin en sortant nettement en tête avec 31% des intentions de vote. Il devancerait l'alliance LR/UDI (22%) et le FN (18%). En quatrième position on retrouve dans La France Insoumise (11,5%), devant le Parti socialiste (8,5%). Deux facteurs de réussite

En nombre de sièges, la projection de l'institut Ipsos souligne l'étendue de cette dynamique. Dans ces projections, LREM emporterait entre 395 et 425 sièges à l'Assemblée nationale : une écrasante majorité. De tels résultats s'expliquent par l'écart de voix important au niveau national entre le parti du président de la République et le deuxième groupe (LR/UDI). L'homogénéité des scores de la République en marche sur l'ensemble du territoire joue aussi. Deux facteurs qui assureraient au président de la République une large victoire à l'assemblée. Franceinfo

En complément.

- La machine à gagner - Liberation.fr

- En marche au pas de charge - Liberation.fr

- Français de l'étranger : REM en passe de rafler toutes les circonscriptions - LePoint.fr

Le taux de participation global est de 18,77 %, en baisse de 1,96 % par rapport à 2012 (20,73 %).

Un internaute :

- "Aucun respect des électeurs

N'est il pas interdit de publier des résultats tant que tous les bureaux de vote n'ont pas fermé. cela peut être une clause de nullité de l'élection législative du premier tour si des milliers de français portent plainte. Et l'on nous parle de vouloir moraliser la vie politique, quelle mystification. "

- Climat: Macron mobilise la société civile, mardi à l'Elysée - AFP

[Le PCF en fidèle rempart du régime](#)

Relevé dans les commentaires du blog Le Grand Soir.

- Quelques exemples qui montrent que le rassemblement est possible ...

- En Bretagne, à Fougères, le PCF, EELV, Bretagne Ecologie et des partisans de Benoit Hamon se rassemblent autour d'un même candidat ( voir l'article : <http://www.lachroniquerepublicaine.fr/2017/05/13/legislatives-benoit-m...> ).

- Dans les trois circonscriptions du Jura, le PCF, le PS et EELV présentent des candidatures communes ( voir l'article : <http://www.communcommune.com/2017/05/legislatives-dans-le-jura-le-pcf-...> ; ;utm\_medium=\_ob\_facebook&utm\_campaign=\_ob\_share\_auto ).-

- Dans le Béarn, alliance entre le PCF, République & Socialisme et EELV ( voir l'article : <http://www.larepubliquedespyrenees.fr/2017/04/20/bearn-front-de-gauche...,2116620.php> ).

Bien sur que le rassemblement est "possible". D'autant plus "possible" quand on se rassemble avec n'importe qui dans le but de gratter quelques places de plus.

Comme je l'ai nettement déclaré par ailleurs, j'ai l'impression que certains n'ont pas compris que le simple fait d'énoncer les notions : "Union P.S, EELV, Hammon", et encore plus en précisant "Union" avec un PCF qui est "Communiste" autant que le "Canada Dry" est alcoolisé, ça ne peut que donner des boutons à tous ceux qui se sont fait baiser par ces larbins stipendiés es trois dernières décennies.

Les plus conscients d'entre nous sommes déjà assez dubitatifs sur Mélenchon en connaissant son cursus soc'dem et en nous demandant s'il a réellement changé ou si c'est simplement une façade de plus du P.S., je ne vois pas comment on pourrait en plus choisir de voter pour des gens qui nous ont baisés bien clairement et en plus qui s'en vantent et tentent de nous culpabiliser.

### Parole d'internaute en vrac.

Relevé dans le blog Les-cris.es.fr

1- Un erreur de perspective sur cette réunion à Versailles vient du fait que l'on feint de croire que c'est Emmanuel Macron qui a décidé de recevoir Vladimir Poutine à cet endroit.

Or l'ambassadeur Alexandre Orlov, interviewé par Jean-Pierre Elkabbach <https://youtu.be/MYTx2-Jy5X0> a bien précisé que c'est à la suite d'un entretien entre lui-même et Catherine Pégard, présidente de l'établissement public de Versailles, il y a six mois, qu'il a été décidé que le futur président de la République Française (donc à cette date : Fillon, Macron, Le Pen ou Mélenchon dans l'ordre d'arrivée dans les sondages) et Vladimir Poutine inaugurerait ensemble l'exposition sur Pierre le Grand.

Emmanuel Macron a bien utilisé médiatiquement cette opportunité mais il n'en est absolument pas l'initiateur.

2- Dans un billet d'analyse très intéressant à propos de la rencontre Poutine-Macron, la juriste française vivant en Russie, Karine Béchet-Golovko dit ceci "on a vraiment l'impression que les deux Présidents font deux conférences de presse distinctes." en remarquant l'absence de réaction à l'attaque frontale de Macron contre RT et Sputnik elle en dit : "L'Occident maîtrise la parole médiatique et laisse RT et Sputnik se faire attaquer dans ce monde devenu largement virtuel n'est plus une faute de goût, c'est une erreur très grave. La Russie aussi doit affirmer ses lignes rouges dans ce nouveau monde, qu'il s'agisse de ses diplomates ou de ses journalistes."

Il ne s'agit donc pas d'une "remise des compteurs à zéro" (pour parler français) mais d'une clarification: " Cette France-là ne cherche pas à coopérer avec la Russie, elle veut la faire rentrer dans le rang."

Le fait que l'AFP n'ait pas été invitée au Sommet des agences de presses à St-Petersbourg est la réponse, différée, de Poutine à Macron. Poutine n'a pas fait de scandale, il n'a pas non plus manié l'ironie comme souvent, à Versailles, mais il a montré que pour la Russie, toute action entraîne réaction et que les choses ne sont justement pas figées en un "reset", mais en marche (c'est le cas de le dire).

3- "Contrat militaire USA / Arabie saoudite, quand les banques US financent austérité et armement..." disons le clairement, les banques us financent le terrorisme sur toute la planète !

4- L'Espagne a appliqué les réformes demandées par l'UE après la Grèce. il semble que l'Italie l'a fait également. c'est donc à notre tour...

5- En parlant de revue de presse.

Hier, le patron de la cybersécurité officielle française (IAFP - LVOG) vient de déclarer qu'après enquête, il n'y a pas la moindre trace de hacker Russe dans la campagne de Macron.....

Enorme.

Et bien après une revue de presse perso hier et aujourd'hui

La presse Russe en parle, la presse US en parle.

Mais pas un mot dans la presse française.

6- Les médias cherchent-ils à faire croire ou à faire savoir?

La croyance est une impression, susceptible d'être manipulée, alors que le savoir suppose l'acquisition raisonnée d'une connaissance. Chaque science a sa pseudo science (astrologie-astronomie), chaque art a sa contrefaçon (journalisme-propagande).

Se poser la question de "que cherche-t-on à me faire croire et/ou à me faire savoir" permet d'aborder sagement une information, et de séparer les faits des opinions. Essayez, c'est rigolo.

Je n'ai pas inventé l'eau chaude, ça sort tout droit du Gorgias de Platon dont je vous conseille la lecture car toute cette problématique s'y trouve.

7- "Les médias cherchent-ils à faire croire ou à faire savoir?"

J'abonde dans votre sens, la question est clairement posée. On ne devrait jamais aborder des informations sans se poser cette question.

On peut également s'interroger sur le but recherché, avoué ou non, par tel ou tel groupe politique ou groupe d'intérêt, dont les actions entreprises sont révélatrices d'une finalité, pour deviner la possible transformation des faits, et des mensonges, comme une logique prévisible en regard de cette finalité.

Exemple: la supposée utilisation de l'arme chimique par l'armée syrienne, dans une zone, qui n'apporte rien sur le plan militaire, et encore moins sur le plan politique, permet de mettre en doute la véracité de l'information lorsqu'elle émane de ceux qui veulent se débarrasser du président syrien.

LVOG - La finalité ne nous avance guère. Connaître la cause de quelque chose est un fait, savoir sur quoi repose cette cause ou ce qui a permis son existence en est une autre.

8- C'est tellement une évidence, les médias, journaux, presse, télévision sont "la voix du Maître", donc du "pouvoir" : <http://bibliotheques-specialisees.paris.fr/ark:/73873/pf0000841213/v0001.simple.selectedTab=record> Honoré de Balzac écrivait ceci : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1065498g/f103.item> en 1840 bien que de nos jours tous les médias sont achetés par ce "pouvoir" et peut donc exercer la "Justice médiatique" à son profit .: <http://arretsurinfo.ch/le-role-des-medias-guerre-de-manipulation-par-la-desinformation/> Il n'y a plus rien de censé dans la presse quand on lit autant d'inepties, comme les mensonges, procès d'intention contre une personne "haïe par l'Etat" ou dont on veut réduire la "liberté d'expression". Et quand on déclenche des agressions militaires, les milliardaires qui l'ont "achetée" (la presse) ne se gênent pas pour lancer des bombardements à travers ces mensonges encore répétés alors que l'on sait en haut lieu qu'on a perdu sur le terrain : <https://www.mediapart.fr/journal/international/010617/comment-bachar-al-assad-gaze-son-peuple-les-plans-secrets-et-les-preuves?onglet=full>

Le droit d'informer est devenu le droit de tuer ou assassiner !

Ce droit, on leur octroie et on en supporte toutes les conséquences ou on leur dénie ici comme dans tous les domaines, telle est la question qu'il faut que les travailleurs se posent.

9- On ne peut que renvoyer vers de sains réflexes d'auto défense intellectuelle, telle que la lecture de l'article de Viktor Dedaj "médias et information, il est temps de tourner la page".

Le problème est multiple dans cette affaire :

– l'abandon de l'enseignement de la rhétorique par exemple, abandon théorisé par Ingrid Riocreux (dont je conseille les ouvrages),

qui a laissé toute une frange de la population complètement démunie face aux manipulations. Cet abandon n'est pas nouveau, et il n'est pas le seul en cause : mais combien de gens connaissent réellement les figures de rhétorique, ainsi que les mécanismes psychologiques en œuvre dans la propagande, qu'elle soit médiatique ou commerciale (oui, je parle de la pub !)

Il y a une évidence majeure : des gens sont formés, et rompus à l'art de la "com.", c'est à dire de la propagande. Et en face la majeure partie de la population n'a plus qu'un enseignement de consommateur...

10- autre télescopage : la fin d'un cycle civilisationnel, ce que pointe bien ce billet. La tempête parfaite de la crise, qui n'est pas, qui n'est plus qu'une simple crise, mais le point de conjonction de multiples problématiques carrément insolubles à court/moyen terme, pour une civilisation aussi spécialisée et aussi fragile, car dépendante de l'énergie pétrole, que la nôtre. Ça n'est pas pour rien que "plus personne n'écoute plus personne". Le degré de décadence d'une civilisation se mesure à la décadence de ses mœurs, et au recul moral que cela engendre. Je ne parle pas de morale au sens chrétien, mais de morale au sens "Conscientisation" du terme.

Quand le vivre ensemble n'est plus perçu que comme une contrainte indépassable, quand l'argent, l'égoïsme et la flatterie du moi (Twitter, Facebook et compagnie) deviennent les seuls horizons d'une humanité en perte de son vrai et authentique soi (l'altruisme, la bonté, la compassion, l'empathie, l'ouverture aux autres, la générosité...), quand tout ceci est occulté par le gonflement démesuré de la peur et de l'ego, alors l'anomie survient.

Les médias ne sont que l'expression de ce problème bien plus vaste, car il touche une grande majorité de la population.

L'anomie, c'est le dernier stade avant la décomposition sociale et la guerre du tous contre tous.

LVOG - Anomie : Absence de norme sociale, d'organisation, de loi. (Le Grand Robert de la langue française)

11- Mais la presse française fait son boulot mon cher, elle fait même du "très bon boulot"

Seulement ce boulot n'est pas celui que vous croyez : parler de "la liberté de la presse" et c'est comme parler de "la liberté de licencié", ça n'a aucun sens.

Le jour où on me parlera de "liberté d'informer", là je serai OK. D'ici là, la presse (qui n'est qu'une industrie), fait ce pourquoi elle existe : elle manipule, elle oriente, elle travaille l'opinion publique dans le bon sens, celui qui est utile au pouvoir.

[Ils osent tout.](#)

- «Si l'opposition n'existe pas hors de la majorité, elle existera dedans» - Liberation.fr

Pour le politologue Roland Cayrol, plusieurs sensibilités s'exprimeront à l'Assemblée au sein même d'une majorité «et de droite et de gauche». Liberation.fr

- Macron de retour à Oradour-sur-Glane à la veille du premier tour des législatives - LeFigaro.fr

- Des lycéens sèchent un cours pour voir Emmanuel Macron, il signe leur mot d'excuse - Franceinfo

- Tours La mairie interdit la mendicité au nom de l'état d'urgence - Liberation.fr

L'état d'urgence sert décidément à tout. Instauré le soir des attentats du 13 Novembre pour éviter toute récurrence, et régulièrement renouvelé depuis, ce régime d'exception a été invoqué pour notamment : perquisitionner des maraîchers bio en Dordogne ; assigner à résidence des militants pendant la COP 21 ; les empêcher de défiler pendant le mouvement contre la loi travail et au soir du second tour de la présidentielle ; interdire de déplacement des supporters pour ne pas troubler la vie commerciale pendant les soldes ; éloigner un salarié gênant...

La mairie de Tours innove en l'invoquant dans un arrêté antimendicité. Daté du 15 mai et révélé par le site militant d'information locale la Rotative, il cite la dernière loi de prolongation en préambule et justifie dans le corps du texte : «Il est nécessaire de garantir l'accessibilité aux secours en cas d'attentats et la fluidité de la circulation piétonne laquelle doit rester libre et non entravée par des occupations abusives et prolongées des espaces.» Liberation.fr



## POLITIQUE

### Russie

- Le piratage russe repose sur de faux documents américains, selon Poutine - Reuters

Les documents accusant la Russie de piratage contre le Parti démocrate lors de la campagne présidentielle américaine auraient facilement pu être fabriqués par des services du renseignement américains, a estimé vendredi Vladimir Poutine.

Selon le président russe, ces accusations de piratage ne sont rien d'autres que des "ragots dommageables" qui ont pénalisé les relations internationales et l'économie mondiale.

"J'ai lu ces rapports", a commenté Vladimir Poutine lors du forum économique de Saint-Pétersbourg. "Même dans ces rapports, il n'y a rien de précis mais seulement des suppositions et des conclusions fondées sur des suppositions", a poursuivi le chef de Kremlin.

"Où sont les empreintes digitales ? Des adresses IP peuvent être falsifiées. Savez-vous combien il existe de spécialistes qui sont capables de faire croire que vos enfants utilisent votre ordinateur à partir de votre adresse IP ? On peut falsifier n'importe quoi et ensuite accuser n'importe qui. Il n'y a pas de preuve", a-t-il affirmé. Reuters 02.06

### Monténégro

- Le Monténégro devient le 29ème membre de l'Otan - AFP

Le Monténégro est officiellement devenu lundi le 29e membre de l'Otan.

Le ministre des Affaires étrangères Srdjan Darmanovic a remis lundi l'instrument d'accession de son petit pays de 620.000 habitants à l'Alliance, dans une cérémonie en milieu de journée au département d'Etat américain en présence du Premier ministre Dusko Markovic.

"Nous célébrons aujourd'hui le fait que plus jamais quelqu'un décidera dans notre dos à notre place et à la place de notre Etat, comme cela a été le cas dans le passé", a déclaré M. Markovic pendant la cérémonie.

L'entrée dans l'Otan "est un événement historique" pour un pays qui a dû "endurer d'énormes sacrifices au 19ème et au 20ème siècle pour (...) être reconnu par le monde sous son propre nom et ses propres symboles", a-t-il également indiqué.

L'entrée du Monténégro favorisera "la stabilité dans l'ouest des Balkans", et "la paix et la sécurité internationale", a souligné de son côté le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg.

L'intégration dans l'Otan de ce pays qui faisait partie de l'ex-Yougoslavie communiste est vue par Moscou comme une "provocation".

L'Otan contrôle désormais avec cette intégration tout le littoral nord de la Méditerranée, depuis le détroit de Gibraltar jusqu'à la Syrie. AFP 05.06

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

### Espagne

- En Espagne, la flexisécurité n'évite pas la précarité - boursedirect.fr

"Des patrons qui embauchent plus facilement, mais des salaires qui fondent et des contrats temporaires à la pelle: en Espagne, la "flexisécurité" a contribué en cinq ans au reflux du chômage, au prix d'une grande précarisation. Sans la réforme du travail de 2012, "nous n'aurions pas osé nous agrandir si rapidement", reconnaît Juan Martinez, gérant d'un magasin concessionnaire automobile Kia dans le nord de Madrid. La loi, impulsée par le gouvernement conservateur après la destruction de 2,6 millions d'emplois en quatre ans de crise, a réduit drastiquement les indemnités de licenciement. Elle a aussi autorisé les licenciements collectifs sans motif économique." boursedirect.fr

## L'UE des multinationales

- Pesticides : la guerre s'intensifie entre «pro» et «anti» sur fond de pressions de Monsanto - Libération.fr

La bataille fait plus que jamais rage autour du glyphosate, le pesticide le plus utilisé au monde, qui entre dans la composition de plusieurs centaines de produits, dont le célèbre herbicide Roundup de Monsanto. Alors même qu'il est suspecté d'être cancérigène et un perturbateur endocrinien, les industriels font tout pour le maintenir sur le marché.

Monsanto, en particulier, emploie des méthodes extrêmement brutales, révélées dans une enquête glaçante du Monde, publiée jeudi : experts critiqués et dénigrés, harcelés et intimidés par voie d'avocats, financements fragilisés, lobbying intense auprès des décideurs politiques et du grand public...

Le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) est la cible principale de la firme de Saint-Louis (Missouri) comme du lobby de l'industrie chimique en général. Le «tort» de cette agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ? Avoir classé le glyphosate «cancérigène probable pour l'homme» le 20 mars 2015, plusieurs études suggérant notamment un risque accru de lymphome non hodgkinien (un cancer du sang) chez les agriculteurs et jardiniers exposés.

Quelques mois plus tard, le 12 novembre 2015, coup de théâtre : l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) juge de son côté «improbable» le risque cancérigène du glyphosate. Et ne propose donc pas qu'il soit classé comme cancérigène dans la réglementation de l'UE sur les substances chimiques. Tout sauf anodin, puisqu'ainsi cela ouvrirait la voie à la réautorisation sur le marché européen du pesticide, dont la licence expirait fin juin 2016.

Mais la bataille entre industriels et ONG est devenue si vive et le glyphosate un enjeu si sensible que la Commission européenne n'est pas parvenue l'an dernier à convaincre les Etats membres de renouveler la licence. Elle a alors décidé de la prolonger de dix-huit mois, dans l'attente d'un rapport de l'agence européenne des produits chimiques, l'Echa. Mi-mars 2017, celle-ci a à son tour estimé que le glyphosate ne devait pas être classé comme cancérigène. Bruxelles n'a alors pas tardé pour relancer le 16 mai la procédure visant à le réautoriser dans l'UE, a priori pour dix ans. Mais les «anti» ne baissent pas les bras pour autant. Jeudi, quatre eurodéputés verts ont annoncé avoir saisi le 24 mai la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pour forcer l'Efsa à publier toutes les études qu'elle a utilisées dans son évaluation. Libération.fr 01.06

[Haut de page ↗](#)

---

Le 7 juin 2017

### CAUSERIE

On rajoutera peut-être quelques articles plus tard.

● Causerie du 7 juin, 8 pages.

Si la « réforme » du code du travail présentée le 6 juin par le gouvernement était adoptée, les travailleurs redeviendraient taillables et corvéables à merci comme au XIXe siècle, face à des patrons de droits divins. Ce serait la plus formidable régression sociale mise en œuvre par un gouvernement depuis près d'un siècle.

En guise de rénovation du « modèle social », il s'agit purement et simplement de le détruire, non pas qu'on y serait attaché, loin s'en faut tant en réalité il est déjà favorable aux patrons, mais il conservait encore certaines dispositions protégeant les travailleurs de l'exploitation forcenée qui disparaîtraient.

En individualisant le contrat de travail, il cesse d'exister au profit de critères arbitraires définis par les patrons. Ils pourraient décider ou modifier à leur grès la durée de travail, le niveau et les composantes de la rémunération de chaque salarié, leurs conditions de travail, de licenciement, etc. entreprise par entreprise, poste de travail par poste de travail.

Contre ce coup d'Etat anti-social, je propose d'adopter le dispositif suivant :

1- Appel à la mobilisation générale de l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations pour exiger le retrait du projet de contre-réforme du Code du travail par ordonnances.

2- Réunion le plus tôt possible des représentants de l'ensemble des formations politiques se réclamant du mouvement ouvrier (partis, organisations, mouvements, syndicats, associations, groupes, comités, clubs, etc.)

3- Constitution d'un bureau de coordination afin d'organiser la répartition des tâches et de maintenir en contact l'ensemble des participants, préparer les réunions suivantes, etc.

4- Communication. Communiqué de presse. Diffusion via tous les canaux de communication.

5- Réalisation du matériel destiné à faire connaître cet appel dans toute la France (Affiche, appel, tract) et partage de son financement... Un seul appel et un seul tract national.

6- Actions - Diffusions communes, mise en place de comités de préparation de la manifestation parisienne, meetings locaux unitaires... J'insiste bien sur le fait que les militants du POI, POID, NPA, LO, PCF, PG, FI, GMI, PRCF, ParDem, FA, CNT, FSC, Front Social, etc. diffuseraient le même matériel ensemble, fraternellement unis pour la même cause.

7- Manifestation nationale et unitaire à Paris devant l'Assemblée nationale le samedi 16 septembre.

8- Appel de l'ensemble des participants à la grève générale illimitée avec occupation à partir du 21 septembre jusqu'au retrait du projet de contre-réforme du Code du travail, et à une nouvelle manifestation nationale à Paris le samedi 23 septembre.

Quelques précisions.

En principe, le projet de loi d'habilitation devrait être mis au vote à l'Assemblée nationale réuni en session extraordinaire entre le 24 et le 28 juillet. Or cela tombe pendant les vacances d'été, donc il serait impossible d'organiser une manifestation nationale et unitaire de masse pendant cette période.

Ensuite le gouvernement se donne un mois pour transmettre ses ordonnances au Conseil d'Etat, le 28 août au plus tard.

Et c'est le 20 septembre qu'il a programmé leur adoption en Conseil des ministres, d'où la date du 16 septembre que j'ai retenue pour la manifestation à Paris, donc avant qu'elles ne soient adoptées.

J'ignore si un parti va se saisir de cette proposition. Ce n'est qu'une esquisse de proposition, elle doit être enrichie et peut être modifiée évidemment, on retiendra la trame et l'orientation.

● Cette proposition au format pdf (1 page)

Je vais l'adresser le plus tôt possible à toutes les formations politiques et toutes les organisations syndicales, à tous les courants ou tendances du mouvement ouvrier dont je possède les coordonnées électroniques, je vais rechercher celles qui me manquent.

Pas un militant, pas un travailleur ne comprendrait qu'une organisation qui prétend parler en leurs noms refuserait de se mobiliser dans l'unité contre ce projet d'ordonnances. Nous refusons d'emblée tout appel à des journées d'action, à toute action de division. Il va de soi que je ne vais pas adresser cette proposition au PS et à ses satellites. Quant au PCF, je vais effectuer cette démarche en direction de différents courants, hormis celui de sa direction.

Si aucun parti ne voulait prendre l'initiative d'un tel appel, parce qu'il craindrait que cela soit mal reçu ou interprété par ses concurrents, je veux bien leur servir d'intermédiaire ou prendre sur moi cette responsabilité, personne ne pourrait invoquer le profit que pourrait en tirer un ouvrier ou un militant vivant isolé à l'autre bout du monde, qui plus est inorganisé ou lié à aucune formation politique.

J'ai laissé de côté volontairement un grand nombre d'aspects liés à ces ordonnances. Par exemple l'atomisation des travailleurs ou l'individualisation de leurs droits qui tend à nier leur appartenance à une classe sociale distincte de celle des capitalistes, de sorte qu'ils ne puissent plus défendre des droits collectifs puisqu'ils n'existeraient plus ; la concurrence accrue qui en découlerait entre les travailleurs ; leur objectif corporatiste, totalitaire...

Je vous tiendrai informé de mes démarches et des réponses que j'ai reçues, si j'en reçois, non pas que je serais pessimiste, disons qu'il faut s'attendre à tout ou ne se faire aucune illusion ! Mais ne polémiquons pas inutilement, laissons de côté nos désaccords, les oligarques tentent de frapper un grand coup notre classe, eux ils sont unis, alors essayons d'être à la hauteur de ce formidable défi, sachons faire preuve d'intelligence, d'unité et de fraternité pour une fois et nous pourrions les vaincre.

N'oublions pas que dans tous les cas de figure, 1er et 2ème tour de la présidentielle, 1er des législatives des Français établis à l'étranger, Macron et son parti n'ont obtenu le soutien que de 10 à 15% de la population, ils auront peut-être demain la

majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais dans le pays ils seront ultra minoritaire et illégitime pour appliquer leur programme ultra réactionnaire, c'est cela qu'on doit conserver à l'esprit et qui doit nous motiver, car dans ces conditions on peut gagner cette bataille, reste à savoir si ceux qui prétendent nous représenter répondront ou non à cet appel, que je appelle évidemment à relayer le plus largement possible.

### Quelques réflexions politiques

1- Ma causerie d'avant-hier pourrait être une modeste contribution au IIe congrès du POID...

2- La Tribune des Travailleurs 05.06 (Facebook) : "Nous ne vous disons pas votez pour nous et tout ira mieux. Nous disons construisons le parti ouvrier qui nous manque".

C'est un raccourci un peu sommaire, mais l'orientation est correcte. Je rajouterai : le parti ouvrier qui lutte pour prendre le pouvoir, car on ne peut susciter l'intérêt ou la curiosité des travailleurs, si on n'affiche pas notre détermination pleine et entière à aller jusqu'au bout de notre combat, à ne rien lâcher...

3- Franceinfo - "Les ressortissants français vivant à l'étranger ont déjà voté pour le premier tour. C'est un raz-de-marée pour La République en Marche." Franceinfo 05.06

Normal, les expatriés sont des nantis dans l'immense majorité des cas. Soit ce sont des hommes d'affaires ou des gens qui font du business, soit ce sont des salariés du privé ou du public motivés avant tout par l'appât du gain et dont la rémunération sera doublée ou triplée (fonctionnaires). Tous sont déconnectés des difficultés quotidiennement que subissent les travailleurs en France. Cette expérience ou leur situation de privilégiés flatte plutôt leur individualisme au lieu de concourir à l'élévation de leur niveau de conscience.

Je rappelle que j'ai quitté la France et que je suis installé en Inde du Sud depuis le 16 août 1996. Mon dernier séjour en France remonte à mai 2002, pendant un mois. Je n'ai aucun contact avec des Français établis en Inde.

4- Avec un taux d'abstention et de votes blancs ou nuls de 83% en moyenne, il faut relativiser ce "raz-de-marée" qui en réalité n'a pas eu lieu, c'est une pure mystification. Les résultats du premier tour des législatives des ressortissants français vivant à l'étranger témoignent au contraire un rejet massif de tous les partis qui présentaient des candidats ou à une désertion des institutions.

5- Les croyants sont des ignorants.

Remplacez Amérique par France : Croyance irrationnelle dans le destin "exceptionnel" de l'Amérique.

5- Effet d'annonce trompeur.

Bandwagon signifie suivre le mouvement ou prendre le train en marche. Ils appellent ainsi l'effet "d'attraction du triomphe promis" au parti de Macron aux législatives qu'ils ont entièrement fabriqué à coup de propagande hystérique digne du ministère de l'Information du IIIe Reich.

6- En oligarchie. Coup d'Etat contre le droit du travail.

Ils affirment qu'il faut "libéraliser le marché du travail pour faciliter l'embauche et donc réduire le chômage", autrement dit, le droit du travail en vigueur serait responsable du chômage et non la crise du capitalisme, ce serait les travailleurs qui en seraient responsables et non les capitalistes.

Nous disons, si les droits légitimes des travailleurs, si le progrès social, si le droit du travail, un salaire (minimum 2.000 euros net par mois) et des conditions de travail décentes (35 h maximum hebdomadaire, voire 30 ou 32 h) sont incompatibles avec l'existence du capitalisme, il doit disparaître, car rien ne peut justifier que les travailleurs soient réduits en esclavage.

7- Cazeneuve multiplie les offres de service à Macron.

Grille de lecture.

Bernard Cazeneuve souhaite que Macron « réussisse » à liquider ce qui reste du droit du travail, et comme la politique de Macron s'inscrit dans la continuité de celle de Hollande, il serait logique que le PS mette la main à la pâte en participant à une « coalition » avec LEM.

Quant à la crainte qu'il a formulé que cet appel d'offre soit rejeté au profit d'un « parti unique », on ignore à ce stade si cette perspective pourrait se réaliser car elle coïnciderait avec l'instauration d'un régime ouvertement totalitaire.

Que la tentation soit grande chez les oligarques d'avancer dans cette voie ne fait aucun doute pour l'avoir formulée à de multiples reprises de longue date. De plus, l'évolution de la situation politique marquée par le refus grandissant de pans entiers de la société de participer aux processus électoraux ou institutionnels, sans qu'émerge un nouveau parti ouvrier digne de ce nom, témoigne de la passivité ou de la soumission de dizaines de millions de travailleurs face au sort qu'on leur réserve et à la dérive totalitaire des institutions, de sorte que l'oligarchie peut estimer le moment venu maintenant qu'elle détient le pouvoir politique, tous les pouvoirs en réalité, de le confisquer de manière autoritaire en instaurant une sorte de monarchie constitutionnelle héréditaire dont personne ne pourrait contester la légitimité. Dans ce cas de figure, tous les autres partis ou acteurs politiques ne joueraient plus qu'un rôle de figurants accessoires dans cette dictature absolue.

Si ce scénario peut paraître invraisemblable à première vue, il n'en demeure pas moins qu'il correspond à la stratégie politique formulée par les idéologues du néolibéralisme qui exclut toute forme de contestation.

J'ai abordé cette question à de nombreuses reprises dans des causeries au risque de passer pour un farfrelu ou un dégénéré s'étant écarté de la lutte des classes ou du socialisme subissant l'influence de je ne sais quelle théorie du complot, sauf que maintenant nous y sommes ou les choses se précisent. Comme quoi mes détracteurs feraient bien de réfléchir aux questions que je soulève, au lieu de perdre leur temps à me contredire systématiquement sans avancer le moindre argument sérieux ou d'essayer de me salir...

Bernard Cazeneuve : "Je pense par exemple que nous avons besoin sur la justice sociale, sur l'école, sur les services publics, de parlementaires de la gauche de gouvernement à l'Assemblée nationale si nous voulons que ce quinquennat réussisse et ne s'engage pas dans une mauvaise direction", a-t-il déclaré.

Prenant l'exemple de la hausse de la CSG prévue par le gouvernement pour financer la suppression des cotisations salariales, l'ancien Premier ministre a estimé que "cette mesure de pouvoir d'achat, qui n'est pas nécessairement mauvaise, implique pour être appliquée dans de bonnes conditions, qu'il y ait des parlementaires de gauche à l'Assemblée nationale".

"Je ne dis pas que Emmanuel Macron n'atteindra pas son objectif avec les candidats d'En Marche, mais je pense que s'il veut réussir l'ambition de modernisation qu'il porte, il est préférable que nous ayons une coalition dans laquelle chacun est respecté", a-t-il ajouté.

"On le sait et les sondages sont tous là pour en attester: le président Emmanuel Macron aura une majorité absolue à l'Assemblée", a-t-il ajouté.

"Et donc la question de cette élection (...) est de savoir si on aura un parti unique ou si on aura aussi d'autres expressions qui permettront de concourir à la démocratie et de faire en sorte que y compris l'opinion publique puisse être alertée quand il y a des sujets qui le méritent", a-t-il poursuivi, jugeant par ailleurs qu'il faudrait "complètement refonder" le Parti socialiste mais qu'un changement de nom relevait du "gadget". AFP 06.06

### Régime totalitaire. Matraquage gouvernemental et médiatique macromaniaque.

- Législatives : raz-de-marée en vue pour la République en marche - Franceinfo
- Carton plein aux législatives pour Emmanuel Macron ? - LePoint.fr
- Législatives: Macron prédit "plus de 400 députés" pour son parti - L'Express.fr
- Législatives : razzia en vue pour La République en Marche - Franceinfo
- Législatives : Alain Juppé soutient Aurore Bergé (REM) face au candidat LR - LePoint.fr

### Numéro d'équilibrisme.

- Réforme du code du travail: "Un coup d'Etat social", selon Mélenchon - AFP

Jean-Luc Mélenchon s'est inquiété mardi que "beaucoup de gens" soutiennent "de manière aveugle" Emmanuel Macron "alors qu'il est en train de procéder à un coup d'Etat social" avec la réforme du code du travail.

"Il est incontestable que beaucoup de gens se vouent d'une manière un peu aveuglée au chef de l'Etat alors même qu'il est en train

de procéder à un coup d'Etat social", a affirmé sur TF1 le chef de la France insoumise, présentant sa formation comme "la seule dans une opposition humaniste et républicaine" à M. Macron.

"Mon rôle est d'alerter: ne vous laissez pas endormir. Depuis trois semaines, il y a un concert de louanges pour le chef de l'Etat, c'est pas bon! Ne lui donnez pas le pouvoir absolu, ne lui donnez pas les pleins pouvoirs!", a demandé celui qui est candidat aux législatives dans les Bouches-du-Rhône.

"Equilibrez l'Assemblée, faites en sorte qu'on entende la voix du camp du travail, de l'humanisme et de l'écologie (...) et qu'elle soit forte", a-t-il encore plaidé.

Alors que le gouvernement a dévoilé mardi son programme et son calendrier pour réformer le code du travail, M. Mélenchon a qualifié de "factuelle" l'idée que cela équivalait à un "retour au XIXe siècle".

"Rendez-vous compte d'une chose: 18 millions de personnes qui constituent la population active du secteur privé vont voir leur situation juridique quotidienne complètement changer sans que le Parlement ne puisse changer une ligne, un mot de ce qui a été décidé par le gouvernement", s'est-il inquiété. (Il a oublié de compter les quelque 5 ou 6 millions de chômeurs qui viennent du secteur privé et y resteront. – LVOG)

Pour lui, avec la réforme proposée par le gouvernement, c'est un "code de la route par rue": "le salaire, la durée du travail, le délai de prévenance, le CDI qui va disparaître dans l'opération, le droit d'alerte, le droit de retraite, le traitement des jeunes qui ont moins de 16 ans au travail... Tout ça va se discuter entreprise par entreprise..." (Et que propose-t-il ? Rien ! – LVOG)

Alors que les enquêtes d'opinion prédisent une large majorité pour La République en Marche, le mouvement du chef de l'Etat, M. Mélenchon a dit "espérer toujours gagner" les législatives. (Il parlait pour lui uniquement ! – LVOG) PS et "Républicains" ont d'après lui "fait leur temps, voilà tout. La partie se joue maintenant entre M. Macron, Mme Le Pen et la France insoumise", a-t-il estimé. AFP 06.06

M. Macron, Mme Le Pen et M. Mélenchon, trois créations du régime en somme...

### Ils osent tout

Pas l'Arabie saoudite qui a produit et financé les talibans, Al-Qaïda, Daesh...

- Qatar: "peut-être le début de la fin de l'horreur du terrorisme", selon Trump – AFP

Pendant que l'Arabie saoudite et Israël massacrent le peuple yéménite...

- En Israël, une satisfaction relative - Liberation.fr

Les pressions sur le Qatar renforcent l'axe sunnite. L'Etat hébreu espère ainsi un affaiblissement de l'Iran, chiite, malgré le risque de perdre la médiation de Doha avec le Hamas. AFP 06.06

- Les USA critiquent le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU - AFP

La représentante des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, a défendu mardi 6 juin la vision américaine du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, estimant que les pays violant ces droits ne pouvaient plus y avoir leur place. Elle a notamment accusé le Venezuela...

Fake news... « secrète », sans rire !

- Piratage de la campagne présidentielle américaine : un document secret de la NSA accable la Russie - Franceinfo

Ce document a été révélé par un média américain, "The Intercept". Mais le Kremlin dément "fermement" ces informations. Franceinfo 06.06

---

### INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Syrie.

- Syrie : la coalition frappe à nouveau des forces pro-régime près d'Al-Tanaf - Franceinfo

La coalition internationale contre le groupe Etat islamique a de nouveau frappé en Syrie des forces pro-régime près d'Al-Tanaf, mardi 6 juin, non loin des frontières irakienne et jordanienne. Menée par les Etats-Unis, la coalition a bombardé un groupe "de plus de 60 soldats" avec notamment "un char" et "de l'artillerie" qui représentaient "une menace" pour les forces de la coalition présentes à Al-Tanaf, précise un communiqué (en anglais).

"Plusieurs avertissements" ont été donnés avant le bombardement via la ligne téléphonique spéciale mis en place par la coalition avec la Russie, alliée de Damas, explique la coalition. Le bombardement a détruit "deux pièces d'artillerie et des armes anti-aériennes", toujours selon le communiqué.

Ces nouvelles frappes ont lieu dans un contexte de tension de rivalités grandissantes. Le président syrien Bachar al-Assad essaie d'éviter que les Etats-Unis ne soient le pays qui dirige le combat contre le groupe Etat islamique dans l'est de la Syrie. Ses forces progressent désormais dans cette direction, après avoir remporté une série de victoires sur les rebelles à l'ouest.

Al-Tanaf est le lieu choisi par la coalition pour entraîner des forces syriennes locales destinées à se battre contre le groupe Etat islamique. Des forces spéciales américaines et britanniques sont présentes sur place depuis plusieurs mois. La coalition a établi dans un rayon de 55 kilomètres autour de la ville une zone de sécurité, dite "zone de déconfliction", où toute intrusion est considérée comme menaçante.

Mardi, les forces pro-régimes étaient déjà "bien avancées" à l'intérieur de la zone lorsque la coalition a déclenché son bombardement, selon le communiqué. "La coalition ne cherche pas à combattre le régime syrien ou les forces pro-régime mais est prête à se défendre si des forces pro-régime refusent de quitter la zone de déconfliction." Franceinfo 07.06

Afrique du Sud.

- Afrique du Sud: l'économie entre en récession, une première depuis 2009 – AFP

La menace qui planait sur l'économie sud-africaine s'est concrétisée: le pays est officiellement entré mardi en récession, une première depuis 2009, qui pourrait accentuer la pression sur les épaules de son controversé président Jacob Zuma.

Le produit intérieur brut (PIB) de l'économie la plus industrialisée du continent a reculé de 0,7% au premier trimestre 2017, après s'être contracté de 0,3% au quatrième trimestre 2016. "L'économie sud-africaine est entrée en récession", a confirmé l'Office national des statistiques sud-africain (Stats SA).

Lors des trois premiers mois de l'année, la croissance a été minée par les faibles performances de la production électrique (-4,8%) et manufacturière (-3,7%) et le recul du secteur tertiaire (-2%). Seuls les secteurs miniers ("12,8%) et agricoles ("22,2%) sont dans le vert, en forte reprise après une difficile année 2016.

L'annonce de cette récession a immédiatement fait chuter le rand (-1,5% face au dollar), la très volatile devise nationale.

Avec cette annonce, bien peu de signaux sont au vert pour l'économie sud-africaine.

Son taux de chômage a même atteint au début du mois son plus haut niveau depuis treize ans, avec 27,7% de la population active officiellement sans emploi.

Les fermetures d'entreprises se succèdent également dans ce pays qui fut la locomotive de l'industrie africaine. Le constructeur automobile américain General Motors a récemment annoncé son intention de quitter le pays, où il possède plusieurs usines, tandis que le géant minier Anglo American compte supprimer 2.000 emplois dans deux sites du pays.

"La réalité, c'est que l'économie sud-africaine affiche depuis longtemps des performances bien en-deçà de ce qui est nécessaire pour donner des emplois à sa main d'oeuvre croissante", a noté Dawie Roodt, un économiste indépendant.

Ces mauvaises nouvelles surviennent deux mois seulement après le limogeage controversé du respecté ministre des Finances, Pravin Gordhan. Le président Jacob Zuma l'a brutalement remplacé fin mars par Malusi Gigaba, un de ses proches.

Deux agences de notation financière avaient immédiatement sanctionné cette décision en dégradant la note du pays en catégorie spéculative. "Il y a beaucoup d'incertitude politique en Afrique du Sud, ce qui empêche les investissements", a résumé

Alan Hirsch.

Le chef de l'Etat est la cible de nombreuses critiques en Afrique du Sud pour son implication supposée dans diverses affaires de corruption qui affectent l'économie du pays.

"Notre économie est maintenant en lambeaux et c'est directement à cause du gouvernement de l'ANC (Congrès national africain), corrompu jusqu'à l'os et sans aucun plan pour notre économie", a immédiatement regretté mardi Mmusi Maimane, le chef de l'Alliance démocratique (DA), le premier parti d'opposition.

Conspué par ses opposants, le président Zuma affronte également une fronde au sein de son parti, l'ANC, qui s'inquiète de l'érosion du soutien populaire au parti de feu Nelson Mandela. Jusqu'à présent, il a cependant réussi à conserver son poste.

L'ANC élira son successeur à la tête du parti à la fin de l'année et devra trancher entre Nkosazana Dlamini-Zuma, l'ex-patronne de l'Union Africaine soutenue par Jacob Zuma et Cyril Ramaphosa, vice-président du pays au profil plus rassurant pour les investisseurs. AFP 06.06

[Haut de page ↗](#)

---

Le 8 juin 2017

## CAUSERIE

- Causerie du 8 juin, 12 pages.

Quelques infos sur le portail.

Même si je ne reçois pas de courriels ou si les lecteurs me boudent, l'image qui montre les connexions au portail dans le monde qui m'a été fournie par la société qui l'héberge, témoigne que je ne raconte pas de blagues en affirmant que chaque mois dans plus de 50 pays des travailleurs ou des militants s'y connectent.

La présentation de la page d'accueil a été légèrement modifiée, simplifiée, bref, améliorée.

J'ai ajouté le texte de la Direction générale du travail daté du 31 mai 2017 publié hier par Libération.

- Téléchargement ici

J'ai également modifié la proposition que j'ai rédigée et mise en ligne hier *pour mettre en échec les ordonnances du gouvernement contre le code du travail*. J'ai ajouté notamment l'abrogation de la loi Macron-EI Khomri.

La causerie plus tard si je parviens à la terminer avant 17h.

Pondichéry, 14h23

## Rectificatifs.

Ils n'ont pas supprimé le carnet de rationnement en Inde.

Ce qui nous a induit en erreur, c'est qu'ils avaient arrêté la distribution depuis plus de deux mois. Début juin au Tamil Nadu on a eu le droit à du riz seulement, toutes les autres denrées n'étaient pas disponibles. On le paie 10 roupies au lieu de 30. A Pondichéry ils ont distribué du riz de tellement mauvaise qualité que les Indiens l'ont donné aux chiens ou aux chèvres !

Ce fut sans doute une erreur de soutenir FI aux législatives.

En étant à 10.000 kilomètres de la France je ne pouvais apprécier avec suffisamment de finesse l'état d'esprit des travailleurs et mesurer précisément le dynamisme enclenché par Mélenchon que j'ai surestimé apparemment. Il aurait sans doute fallu appeler au boycott. On en reparlera le 12 juin.



## La question qui les taraude, qui les angoisse. Dans la rue !

- "La politique reprendra ses droits. La question est: d'où va venir l'opposition? Ce sera soit une opposition démocratique, à l'Assemblée, soit dans la rue." (Philippe Moreau-Chevrolet, expert en communication politique - AFP 07.07)

- " La fronde peut être à l'intérieur de cette majorité, ou alors, et ce serait pire, dans la rue". (Laurent Neumann - bfmtv.com 06.06)

- Est-on sûr qu'une assemblée composée de bleus, le doigt sur la couture du pantalon, profiterait à la vie démocratique du pays ? (leparisien.fr 07.06)

Elle témoignerait que la démocratie est ailleurs que dans les institutions de la Ve République. Quand une classe sociale représentant une infime minorité de la population détient le pouvoir, tout le pouvoir, tous les pouvoirs, il va de soi que la démocratie ne peut pas exister, sauf à se faire de graves illusions ou tout confondre.

Seul un véritable parti ouvrier peut l'incarner, un parti qui incarne les besoins et les aspirations légitimes de la majorité du peuple et au-delà de l'humanité, un parti qui soit tourné vers le futur, qui serait forcément débarrassé du capitalisme...

## Parole d'internaute.

1- "Le gouvernement Macron va tuer le droit du travail , tous les acquis sociaux pour lesquels nos parents et grands- parents se sont battus, c'est affligeant , si c'est ça la France d'aujourd'hui c'est qu'elle n'a plus aucun principe ni aucune valeur..."

Ne soyez pas nostalgique du passé, car de tout temps des millions de travailleurs ont dû subir injustement ce que vous ne supportez plus aujourd'hui et bien pire encore...

2- "Le peu de Français qui se déplaceront dimanche vont élire des godillots qui aideront le bras armé du patronat à supprimer tous les acquis sociaux des ouvriers."

3- "Les gens votent pour la baisse de leur pouvoir d'achat, parce que le but de Macron est de faire baisser les coûts de production, afin que les entreprises françaises soient davantage compétitives et gagnent encore plus d'argent!"

4- "On est mal barrés... Espérons que les Macron-béats vont avoir un éclair de lucidité avant d'aller voter dimanche..."

Car quand ils seront devenus corvéables et jetables à merci, et qu'en plus ils verront baisser leur feuille de paye ou leur retraite, il sera trop tard."

Pas forcément, il sera peut-être temps de faire table rase du passé, non ? La question est déjà à l'ordre du jour, elle le sera avec plus d'acuité demain...

5- "Vous en voulez du Macron, vous allez en avoir ! Salariés réfléchissez bien dimanche dans l'isolement ! La casse des acquis sociaux, la flexibilité, la pénibilité, etc ... tout ce que nos anciens ont tant eus de mal à gagner sera démantelé en quelques mois grâce à ce président soutenu par le MEDEF et les patrons du CAC 40 !"

## 3,44%. Fake news ou fausse nouvelle, les médiocrates sont les champions toutes catégories.

- Législatives: raz-de-marée pour En Marche chez les Français de l'étranger - Le Huffington Post

Quatre exemples pour illustrer ce "raz-de-marée pour En Marche" :

Dans la sixième circonscription, le candidat de REM recueille 63,55 % des suffrages exprimés soit 12,76 % des inscrits avec un taux de participation de 15,94 %.

Dans la dixième circonscription, le candidat de REM recueille 60,08 % des suffrages exprimés soit 11,73% des inscrits avec un taux de participation de 19,54%.

Dans la cinquième circonscription, le candidat de REM recueille 50,36 % des suffrages exprimés soit 7,96 % des inscrits.

Dans la huitième circonscription le candidat de REM recueille 36,67 % des suffrages exprimés soit 3,44% des inscrits avec un taux de participation de 9,4 %. (Source: Français de l'étranger : REM en passe de rafler toutes les circonscriptions - Le Point 06.06)

En complément. Confirmation de ce que j'expliquais hier à propos des Français de l'étranger.

- ...les Français de l'étranger ne ressemblent pas à tous les Français: pour le dire clairement, il y a peu de prolétaires, de France périphérique, de France insoumise, parmi ces Français qui partent tenter leur chance et parfois gagner beaucoup d'argent à l'étranger.

La droite est en très grande difficultés car chez cette France active, qui a tenté l'aventure de l'expatriation, Emmanuel Macron se substitue à la droite libérale, qui avait d'usage les faveurs de cette sociologie. (...) C'est dire si ces Français-là croient dans le coup de pouce, le coup de booster libéral qu'Emmanuel Macron peut incarner pour tous ceux qui veulent réussir. bfmv.com 06.06

Constitution. Un système électoral inique ou quand 30% des voix = 65 à 75% des élus.

- Législatives : une abstention historique pour nuancer la victoire de REM - LePoint.fr

S'il y a bien une inconnue à J - 4 du premier tour des législatives, c'est l'abstention. Dans un scrutin où le mouvement du président Emmanuel Macron devrait remporter une large majorité de sièges à l'Assemblée nationale, la participation risque bien d'être en berne. Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Point\*, elle s'élèverait à 52 %, soit cinq points en dessous de celle de 2012. « C'est près de 20 points sous le niveau de participation moyen au premier tour des élections législatives (71,75 %) », précise l'enquête. Bref, un record historique d'abstention qui pourrait ternir la victoire de La République en marche (REM). « Avec un tiers des suffrages, REM-MoDem est en passe de récupérer entre 350 et 390 sièges », analyse Gaël Sliman, président d'Odoxa. En termes de projection de sièges à l'Assemblée nationale, 64 % devraient revenir à REM et au MoDem LePoint. fr 07.06

- Aux législatives, gauche et droite vont être victimes d'un système électoral pervers qu'elles ont favorisé - Le Huffington Post

Personne ne s'en était jusqu'ici avisé, mais notre mode de scrutin, majoritaire à deux tours, unique en Europe, qui a permis alternativement au RPR devenu UMP puis au Parti Socialiste d'obtenir, avec 34% des suffrages environ au premier tour, des majorités absolues à l'Assemblée nationale dans la foulée des élections présidentielles, aura un effet encore plus amplificateur dès lors que le parti arrivé en tête est centriste ou central.

La raison en est simple: quand un candidat de la "République en marche" sera en tête au premier tour, dans une circonscription, il aura toutes les chances de l'emporter au second puisque ses adversaires de droite, de gauche, d'extrême droite et d'extrême gauche ne pourront évidemment pas s'unir pour lui faire barrage.

Lorsque, en revanche, il arrivera en seconde position, contre un candidat de droite il pourra recevoir des renforts de gauche et contre un candidat de gauche il pourra recevoir des renforts de droite. CQFD!

Conséquence: même avec 27–28% des suffrages, la "République en marche" pourra emporter une majorité absolue et, avec 31%, on assisterait à un raz-de-marée.

Mais ce système électoral, qui se retourne aujourd'hui contre elles (la droite LR et la gauche socialiste - ndlr), c'est la droite qui l'a défendu à cor et à cri. Pas question de le démocratiser! Tandis que le PS, contrairement à ses promesses d'y instiller une dose de proportionnelle, il n'y a pas touché. Le Huffington Post 07.06

Commentaire d'un internaute.

- "J'aimerais que l'on comprenne que Le Macron des médias ne fait pas l'unanimité ! Il est loin d'avoir fait l'unanimité aux présidentielles ! Et puis tout cet hyper battage médiatique envers Macron et son gouvernement sont loin de plaire aux Français comme on veut bien le laisser entendre 7/7 jours 24h sur 24 ! C'est devenu un matraquage médiatique inouï ! Cela devient contre productif et les urnes le diront dimanche ! L'abstention sera reine."

Reste à savoir si à la dernière minute les intentions affichées de Macron de liquider le code du travail ne vont pas décider de nombreux abstentionnistes à aller voter, et dissuader ceux qui avaient prévu de voter REM de le faire en se reportant sur un autre parti. Nul ne le peut l'affirmer avec certitude, certes cela serait logique, mais le peuple travailleur en manque singulièrement, peut-être pas tant qu'on le croit.

L'annonce que les élections législatives seraient plié n'est pas anodin, elle peut au contraire en persuader plus d'un qu'il est dorénavant inutile d'aller voter, favorisant ainsi l'abstention qui profiterait à Macron. Il n'y a rien de pire que d'estimer qu'on a perdu d'avance un combat et se résigner.

## Des institutions corrompues et antidémocratiques. Pourquoi ils en sont ou comment ils en croquent.

Le financement des partis politiques est régi par la loi du 11 mars 1988, complétée par une ordonnance de 2003. Celles-ci prévoient qu'un parti perçoit 1,68 euros par an (1,42 euros en 2017 - ndlr) et par voix sur cinq ans à condition de dépasser le seuil de 1% des suffrages exprimés dans 50 circonscriptions aux législatives.

D'après nos calculs, sur la base de circonscriptions regroupant 100.000 habitants et d'une abstention de 30%, il suffit d'obtenir 700 voix dans 50 des 577 circonscriptions pour toucher la première fraction des subventions de l'Etat, et ce chaque année jusqu'au prochain scrutin législatif.

En 2011, quatorze partis ont eu accès à la première fraction, pour un total de 32,68 millions d'euros mais avec des écarts souvent considérables.

Si le nombre de femmes candidates n'égale pas celui des hommes dans une marge de 2%, une part des aides sont retenues à la source. Source: JO du du 29 janvier 2011.

Le tout jeu Parti pirate a fait le même calcul. "Si on avait 50 candidats qui font 1% des voix, ça nous ferait 50 à 100.000 euros par an, sans tenir compte de la règle de parité"... huffingtonpost.fr 04/10/2016

Un élu équivaut à 37.280 euros", indique Le Monde. En 2016, le montant de l'aide publique a atteint 63,1 millions d'euros (28,8 millions pour la première partie et 34,3 millions pour la deuxième partie). Le Parti socialiste a récolté 24,9 millions d'euros, Les Républicains 18,6 millions d'euros, le Front national 5,1 millions d'euros, le PCF 2,9 millions d'euros et EELV 2,8 millions d'euros. rtl.fr 18.05.2017

Un élu vaut 37.280 euros et notre voix 1,42 euro : Putain de profit en vérité !

## Bêlement en famille. S'ils le disent eux-mêmes.

- "Aujourd'hui, une chèvre avec une étiquette Macron a de bonnes chances d'être élue" - bfmtv.com 06.06

Cela vaut pour Macron en premier lieu ! C'est pour dire que derrière le torrent de louanges ou flatteries qu'ils lui adressent, ils ont jugé le bonhomme, un pantin, un crétin, c'est un pion, une marionnette sans pouvoir, un pauvre type, un cave.

Macron de par sa formation est un intellectuel, ce qui ne signifie pas grand chose quand on voit où en sont réduits les intellectuels ou la société dans laquelle ils jouent un rôle majeur. Le plus souvent une chèvre n'a rien à leur envier. Au moins elle nous épargne le tas de conneries qu'un intellectuel peut débiter...

Sauf que mes chèvres n'accepteront jamais de porter une telle étiquette, un peu de respect s'il vous plaît !

- "Macron, c'est moi en mieux!": Sarkozy blague sur Macron - L'Express.fr

L'ancien président de la République ne tarit pas d'éloges sur son lointain successeur, comme le rapporte Le canard enchaîné de ce mercredi.

"Avec l'âge, je suis devenu modeste: Macron, c'est moi en mieux!", aurait confié en privé Nicolas Sarkozy. "Ce type est incroyable! Il fait un sans-faute. S'il ne commet pas les erreurs que j'ai faites, il va aller très loin, on ne pourra pas l'arrêter", aurait même ajouté Nicolas Sarkozy, selon nos confrères.

Par ailleurs, comme le relève Le Lab, Nicolas Sarkozy avait déjà fait quelques compliments, indirects, à Emmanuel Macron, rapportés dans le JDD de dimanche dernier: "Ça ne peut pas marcher... Mais si ça marche, c'est un génie et il faudra s'incliner." L'Express.fr 07.06

De sa hauteur, modeste, sans mal !

## La bête "à penser" du roturier.

- Le libéral Institut Montaigne, maître à penser de Macron - Liberation.fr

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer est un fidèle de ce think tank proche du CAC 40 et très influent pendant la campagne du nouveau président.

Au jeu des pronostics politiques, Laurent Bigorgne était bien coté pour devenir ministre. Cet agrégé d'histoire de 42 ans, spécialiste de l'éducation, est à la tête de l'Institut Montaigne, un think tank proche du patronat. Pendant la campagne, il a discrètement modelé une partie du programme de son «ami» Emmanuel Macron en jonglant pendant plusieurs mois entre un rôle de conseiller officieux et son poste à «Montaigne». Et une fois élu, le nouveau président de la République a choisi pour le ministère de l'Education Jean-Michel Blanquer, un vieux compagnon de route de l'Institut Montaigne. C'est une nomination au goût de victoire pour lui et une boutique qui a toujours défendu un courant libéral de l'enseignement.

Cela fait déjà plusieurs années que Laurent Bigorgne souffle des idées à l'oreille d'Emmanuel Macron. Il avait pris l'habitude de lui rendre visite à l'Élysée, quand ce dernier était encore le secrétaire général adjoint du président Hollande. Les deux hommes s'étaient rencontrés par l'entremise de Richard Descoings, illustré et décrié directeur de Sciences-Po, mort en 2012. Quand une petite équipe s'active autour de Macron début 2016, Bigorgne participe aux réunions. «Avant le lancement officiel du mouvement, quelques personnes avaient pris l'habitude de se rencontrer assez fréquemment. On devait être une dizaine, on discutait, de fil en aiguille ce petit groupe s'est consolidé», détaille le directeur de l'Institut Montaigne.

Ce think tank fondé en 2000 par Claude Bébéar, longtemps PDG d'Axa et figure tutélaire du patronat français, a la vocation «d'élaborer des propositions concrètes dans les domaines de l'action publique, de la cohésion sociale, de la compétitivité et des finances publiques». L'Institut Montaigne et sa quinzaine de salariés sont financés quasi intégralement grâce aux adhésions d'une centaine d'entreprises, dont plusieurs sont membres du CAC 40. Avec une limite : une société ne peut pas apporter plus de 2 % du budget total. Pourtant réputé comme proche de la droite, l'organisme se réclame «indépendant» des partis. C'est Bébéar qui recrutera Laurent Bigorgne et le placera directeur des études en 2009. L'année suivante, il deviendra directeur général. Liberation.fr 07.06

Ils ont oublié de préciser que l'Institut Montaigne est un des relais du club Bilderberg.

Un petit coup de matraque au passage.

- Macron soutenu par les Français et victorieux aux législatives, selon Ipsos - Franceinfo

[Le parrain promu.](#)

- Jean-Pierre Jouyet nommé ambassadeur de France à Londres - Le Huffington Post

De Paris à Londres. Secrétaire général de l'Élysée sous François Hollande, Jean-Pierre Jouyet va connaître une belle promotion sous Emmanuel Macron. Le nouveau président de la République a décidé de le nommer ambassadeur de France en Grande-Bretagne.

Jean-Pierre Jouyet connaît Emmanuel Macron depuis plusieurs années. C'est lui qui, en 2011, l'avait présenté à François Hollande dans le cadre de la campagne présidentielle. C'est encore lui qui, en août 2014, avait proposé au président de la République de le nommer ministre de l'Économie en remplacement d'Arnaud Montebourg.

Membre de la fameuse promotion Voltaire de l'Ena, Jean-Pierre Jouyet est surtout un intime de François Hollande. Le Huffington Post 07.06

Extrait de : 2017, le coup d'Etat

Hollande et Jouyet sont amis depuis 35 ans, des bancs de l'ENA jusqu'à l'Élysée. Les deux hommes se rencontrent à 23 ans. Ils viennent de réussir le concours de l'École Nationale d'Administration et doivent effectuer leur service militaire ensemble, à Coëtquidan, où ils partagent leur chambre avec Michel Sapin. Les trois jeunes hommes se lient d'une forte amitié qu'ils entretiennent sur les bancs de l'ENA (la promotion Voltaire). Hollande déborde d'initiatives, et souvent, Jouyet accepte de le seconder dans ses projets. À la sortie de l'ENA, lors des affectations, François Hollande, classé 8e, laisse le dernier poste accessible à l'Inspection générale des Finances à Jean-Pierre Jouyet.

Leur amitié n'a jamais été mise à mal. Quand en 2014, Jouyet prend les fonctions de secrétaire général de l'Élysée, il déclare : « c'est l'aboutissement de ma vie publique et d'une vie avec lui ». Et de préciser : « Pendant les réunions, je suis secrétaire général, après je redeviens le copain, on sépare ce qui est public et privé de façon plus simple que ce que je croyais » Il promettait alors pour conclure: «Je suis là pour le servir, pas pour le gêner. Je l'ai gêné une fois, cela n'arrivera plus ».

La gêne dont parle Jouyet, c'est quand il a accepté d'entrer dans le gouvernement de François Fillon, au poste de secrétaire d'État chargé des Affaires européennes. François Hollande l'aurait très mal pris. « Mal pris » étant sans doute un peu fort...

Hollande et Jouyet sont loin d'être des tendres, il faut que ce soit bien clair pour tous les lecteurs. Ce sont de fins observateurs –

et acteurs – de la vie politique. Ils en connaissent les rouages, les stratégies, les us et coutumes, les trahisons et les fidélités. (...)

Pour Hollande et Jouyet (et d'autres qui leurs sont proches) ce n'est pas l'économie qui est en crise, mais le système politique. (...)

La solution, c'est Jouyet qui l'a dans sa manche depuis un certain temps: c'est Emmanuel Macron! Hollande n'est pas chaud. Il doute de la fiabilité du jeune banquier.

Jeune et avenant, une tête bien faite, cursus parfait, bien conditionné sous la férule de Jouyet et d'Attali, faisant consensus chez les patrons des multinationales et de la finance mondiale, adoube par les américains, les anglais et les allemands, inculte politiquement et donc facilement contrôlable, un tantinet imbu de sa personne, il est le candidat idéal pour ce coup de force. Sa feuille de route est rédigée : appliquer une politique européenne libérale et atlantiste en matérialisant une alliance gauche/droite, poursuivre la politique économique engagée et l'inscrire durablement dans l'avenir du pays en créant un grand parti démocrate et « progressiste », à l'issue des élections. Gageons qu'il n' a pas fallu longtemps pour convaincre Macron.

Ce fut un peu plus difficile pour Hollande. Mais après l'avoir rassuré, Jouyet met Macron sur les rails très vite afin d'éviter qu'il ne soit contraint de se présenter à la primaire de la gauche. Il lui conseille de créer un mouvement plutôt qu'un parti car « compte tenu de l'ambiance, c'est préférable »... (...)

Mais Macron va aussi être présenté au « Tout Paris » par Jean-Pierre Jouyet, son parrain, qui dispose d'un carnet d'adresse aussi gros qu'un Larousse. Jouyet a épousé en seconde noce Brigitte Taittinger (le champagne), ex- PDG des parfums Annick Goutal et actuellement directrice de la stratégie de Sciences Po. Les témoins du mariage furent François Hollande et feu Christophe de Margerie, le PDG de Total. 12ème patron du CAC 40. Quand on saura que Jouyet a été nommé en 2008, par Sarkozy, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et que tous les patrons du CAC 40 sont venus le voir dans son bureau, on aura tout dit... (...)

Macron a été amené à devenir secrétaire général adjoint de l'Élysée, l'un des plus proches conseillers du Chef de l'État. Puis Ministre de l'Économie. Son recruteur et mentor politique, Jean-Pierre Jouyet est aujourd'hui Secrétaire Général de l'Élysée, autant dire le coeur de l'appareil d'État. Fin de l'extrait.

Sans l'ombre d'un doute, c'est Jouyet qui fut à l'origine des ennuis qu'a connu Fillon...

### Terminator ou le casse du siècle.

Corvéable à merci.

- Concertation "approfondie" ou "plan caché" ? Trois questions sur le projet de réforme du Code du travail du gouvernement - francetvinfo.fr

Que dévoile "Libération" ?

Libération affirme s'être procuré des documents de la Direction générale du Travail datés du 31 mai, qui contiennent des pistes de "réformes demandées par le cabinet" de la ministre. "Rien n'indique que le gouvernement, à l'issue de la période de concertation avec les partenaires sociaux, retiendra l'ensemble de ces orientations, note le journal. Reste que ces textes en disent long sur les intentions de la nouvelle majorité. (...) Si elles sont réellement mises en œuvre, [elles] conduiraient à une vraie révolution – libérale – de notre droit du travail."

La loi Travail donnait déjà la possibilité de licencier les salariés dès qu'il y avait une baisse mesurable des commandes ou du chiffre d'affaires. Le gouvernement pourrait aller plus loin, affirme Libération, en "concrétisant un vieux rêve du patronat : pouvoir négocier, en amont, et à l'échelle de l'entreprise, le motif du licenciement". Chaque entreprise pourrait ainsi fixer ses propres critères "en définissant, par exemple, un niveau de ventes pour les commerciaux ou de production pour les ouvriers" : "En cas de non-respect de ces objectifs, le licenciement deviendrait alors automatique et sans possibilité de recours".

Autre piste évoquée dans ces documents : négocier à l'échelle de l'entreprise, et non plus au niveau de la branche, sur des questions aussi variées que les indemnités légales de licenciement, la durée de la période d'essai ou celle du préavis. Un patron pourrait également soumettre au vote des salariés un accord refusé par les syndicats. Des accords d'entreprise qui pourraient prévaloir sur les contrats de travail des salariés, alors qu'aujourd'hui, sauf exceptions, ces derniers doivent signer un avenant pour les valider. francetvinfo.fr 07.06

- Réforme du travail: les syndicats haussent le ton, le gouvernement réclame "tout plan caché" - AFP

Jusqu'à présent, les syndicats lancent un avertissement à l'exécutif: un article du quotidien Libération, qui évoque des

"pistes" explosives de réforme du code du travail, a mis mercredi le feu aux poudres, même si le gouvernement se défend de tout "plan caché".

Laurent Berger. "Mais je le dis tout de suite: si le gouvernement veut travailler sur un certain nombre de pistes qui sont amenées dans certains journaux ces jours-ci, il faut qu'il arrête tout de suite, ça ne sert à rien de mener la réflexion car pour la CFDT, c'est non !"

"C'est non sur le référendum à usage exclusif de l'employeur, c'est non pour négocier le contrat de travail dans l'entreprise, c'est non pour assouplir les conditions du CDD", a détaillé le numéro un de la CFDT.

"Apparemment, on ne nous dit pas tout", a tempêté Philippe Martinez, numéro un de la CGT jeudi dans Le Parisien où il accuse le gouvernement d'avancer "masqué".

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, a lui aussi qualifié les pistes évoquées de "pas acceptables". "Il va falloir que le gouvernement s'explique", a-t-il demandé. AFP 08.06

C'est ce qu'ils disent tous avant, ensuite ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour permettre au gouvernement en place d'appliquer sa politique. Ce nouvel épisode va alimenter la crise au sein du mouvement ouvrier, c'est la seule bonne nouvelle du jour.

La casse.

- Les conseils de casse du gouvernement - Liberation.fr

En s'attaquant d'emblée, ce jeudi, aux réformes des rythmes scolaires et du collège, l'exécutif confirme son intention d'autonomiser les établissements. Un choix que nulle évaluation des dispositifs précédents n'est venu étayer et qui anéantit toute idée de stabilité. Liberation.fr

L'Etat policier.

- «A Calais, il n'y a plus rien à part la répression et le tout sécuritaire.» - Liberation.fr

Trois unités supplémentaires de forces mobiles. Voici la première décision du nouveau ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, sur le dossier des migrants dans le nord de la France. Quelque 150 policiers et gendarmes seront déployés dans le Calais, où le nombre d'exilés, comme tous les ans à cette période, augmente de nouveau.

- État d'urgence: "les autorités sont dans une forme d'accoutumance" - L'Express.fr

Une loi prévoit de faire entrer l'état d'urgence dans le droit commun.

Selon Le Monde, qui a consulté le texte, "ce sont quasiment toutes les mesures de l'état d'urgence qui vont se retrouver dans le droit commun, avec quelques modifications marginales": assignations à résidence, perquisitions administratives, fermeture de lieux de culte et zones de protection et de sécurité. Autant de mesures qui seront décidées sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et des préfets, sans l'intervention d'un juge judiciaire.

Des ONG, des professeurs de droit, et certains politiques dénoncent une atteinte aux libertés individuelles. Explication avec Serge Slama, maître de conférences en droit public à l'université Paris-Nanterre.

Que pensez-vous de ce projet de loi?

Serge Slama: Malheureusement, c'est une prophétie auto-réalisatrice. Depuis la mise en place de l'état d'urgence, nous sommes plusieurs à dénoncer un risque d'accoutumance. Nous avons répété qu'il ne fallait pas que l'état d'urgence perdure, car la classe politique pourrait banaliser l'exception. D'ailleurs, Macron dit vouloir "sortir de l'état d'urgence". Sauf que, pour cela, il prend les principales mesures de l'état d'urgence et les inscrit dans la loi. Or il n'a jamais été démontré qu'elles étaient efficaces contre le terrorisme.

C'est donc problématique: on introduit dans la durée des mesures qui portent atteinte aux libertés, qui ne sont pas efficaces dans la lutte contre le terrorisme et qui produisent des effets collatéraux importants, car elles stigmatisent et marginalisent une partie de la population.

Et puis, à l'origine, l'état d'urgence n'a pas pour fonction de lutter contre le terrorisme, mais de neutraliser les agitateurs, d'enfermer les opposants. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il avait été créé en 1955, pendant la guerre d'Algérie.

## Pourquoi le gouvernement persiste-t-il?

Les autorités publiques sont tombées dans le piège de la communication, mais aussi dans une forme d'accoutumance, car c'est toujours plus pratique et rapide, pour les policiers, de passer outre le juge judiciaire.

Dans le droit commun, les forces de l'ordre doivent attendre l'aval d'un juge judiciaire, qui garantit et protège les libertés individuelles, avant de mener des perquisitions. Pas avec l'état d'urgence. Inscrire ce genre de mesures d'exception dans le droit commun n'est pas très rassurant du point de vue des libertés.

Pensez-vous que le Parlement votera majoritairement pour? Il est fort probable que la majorité soit en faveur de ce texte. Après, peut-être qu'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) sera posée et que le Conseil constitutionnel pourra trancher. L'Express.fr 07.06

- Le Centre national de contre-terrorisme : nouvelle task force au sein de l'Élysée - Franceinfo

Le gouvernement a présenté ce mercredi 7 juin au matin en Conseil des ministres son projet de Task force. Franceinfo 07.06

### Ils osent tout.

- EELV "n'a pas eu le même culot" que Macron, déplore Cohn-Bendit - AFP

- Avec la réforme du code du travail, les droits des salariés vont-ils être respectés? - Le Huffington Post

- Des feux piétons LGBT pour promouvoir la tolérance - Franceinfo

La ville de Madrid a installé de nouveaux feux piétons à l'occasion de la Gay pride. On y voit des couples homosexuels se tenir par la main. Franceinfo 07.06

- FMI. Protéger les dépenses d'éducation et de santé dans les pays à faible revenu - Le Huffington Post

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

1- Etats-Unis. Fake news. Flop !

1.1- - Le témoignage accablant de l'ex-directeur du FBI contre Trump - lefigaro.fr

Cependant, les républicains ont été réconfortés par les assurances, plus tôt dans la journée, de deux hauts responsables du renseignement américain lors d'une audition devant la même commission. Dan Coats, directeur du Renseignement national, a déclaré qu'ils n'avait jamais subi de pression pour orienter «une enquête en cours». Et Mike Rogers, directeur de l'agence d'espionnage NSA, a assuré qu'on ne lui avait jamais «ordonné» de «faire quoi que ce soit d'illégal, d'immoral, de contraire à l'éthique ou d'inapproprié». lefigaro.fr 07.06

1.2- Etats-Unis Christopher Wray nommé chef du FBI - Liberation.fr

Donald Trump a annoncé mercredi qu'il allait nommer Christopher Wray à la tête du Bureau fédéral d'investigation (FBI), en remplacement de James Comey, limogé brutalement début mai alors qu'il enquêtait sur des soupçons d'ingérence russe dans l'élection présidentielle.

Wray est un avocat au cabinet King and Spalding. Vétéran de la justice américaine, il a été en charge de 2003 à 2005 de la Division criminelle, l'une des plus importantes du ministère sous la présidence de George W. Bush.

Ce poste ministériel lui aura aussi permis de travailler étroitement avec le FBI. Wray a été diplômé de la faculté de droit de Yale en 1992, où il a été le rédacteur en chef du Yale Law Journal, un poste prestigieux réservé à l'élite des juristes.

Sa nomination à la tête du FBI, que le Sénat doit encore approuver, intervient à la veille de l'audition par une commission parlementaire de Comey. «Il faut qu'il dise tout. [...] Les Américains méritent d'entendre toute la vérité, rien que la vérité», a affirmé le chef des démocrates du Sénat, Chuck Schumer. Liberation.fr 07.06

- Deux chefs du renseignement disent n'avoir jamais subi de pression de la Maison Blanche. Le Huffington Post 07.06

## 2- Iran

- L'EI s'attaque à l'Iran - Liberation.fr

L'Etat islamique a revendiqué un double attentat à Téhéran, mercredi, faisant au moins 13 morts et 46 blessés. Une première dans le plus grand pays chiite. Cet assaut spectaculaire risque d'envenimer les relations entre la République islamique et son rival, l'Arabie Saoudite. Liberation.fr 07.06

## 3- Corée du Sud

- Le président sud-coréen bloque le bouclier antimissile américain - LeFigaro.fr

Tout juste élu, le président Moon Jae-in a annoncé mercredi le gel du déploiement du système de défense antimissile américain, Thaad (Terminal High Altitude Area Défense) sur le sol de la Corée du sud. Il repositionne ainsi son pays dans le conflit qui oppose les États-Unis à son voisin nord-coréen. Ce conflit pèse sur les événements diplomatiques et militaires en Asie du Nord-Est depuis des années et a pris une nouvelle ampleur depuis l'arrivée de Donald Trump aux affaires.

Leader démocrate, Moon Jae-in a été élu en mai dernier lors des élections présidentielles anticipées après la destitution de la présidente Park Guen-hye pour corruption. Après des déclarations de campagne très critiques vis-à-vis de l'installation des premiers lance-missiles américains dans la région de Seongju, le nouveau président a expliqué vouloir geler l'installation de ce bouclier antimissile, en attendant le résultat d'une enquête sur son impact environnemental.

Quatre nouveaux lanceurs antimissiles du système Thaad se retrouvent donc bloqués sur une base militaire américaine de Corée du sud. Ils sont l'objet de vives tensions entre la nouvelle présidence et l'armée sud-coréenne qui s'était entendue tacitement avec les forces américaines pour faire rentrer les lanceurs dans le pays sans en informer le nouveau président. Cet incident a mené à la démission d'un haut responsable du ministère de la Défense. Il souligne aussi les limites du traité de sécurité entre les deux pays datant de la guerre de Corée, mais surtout marque le tournant diplomatique engagé par le nouveau président démocrate sud-coréen.

Officiellement due à des préoccupations écologiques, la décision de Moon rompt avec la direction prise par l'ex-présidente qui avait engagé le déploiement du bouclier sur le sol coréen en 2016. Avec cette décision, le nouveau président cherche surtout la levée des sanctions économiques imposées par la Chine. Pékin considère que le déploiement de ces deux premiers lanceurs du Thaad représente une menace pour ses propres systèmes de missiles et un risque d'espionnage de la part des Américains que la Chine ne veut pas voir s'approcher si près de ses frontières. Le président sud-coréen, lui, cherche à renouer le dialogue avec le voisin chinois, et envisage aussi une discussion future avec Pyongyang, comme il l'avait annoncé tout au long de sa campagne.

Cette volonté d'apaisement pourra-t-elle redessiner les relations entre les principaux protagonistes de la région? LeFigaro.fr 07.06

## 4- Irak

- Kurdistan irakien: référendum sur l'indépendance le 25 septembre - AFP

Le Kurdistan, région autonome du nord de l'Irak riche en pétrole, a annoncé mercredi la tenue d'un référendum sur son indépendance le 25 septembre, malgré l'opposition de Bagdad et des réticences attendues internationalement. AFP 07.06

## 5- Syrie

5.1- Syrie: l'alliance anti-EI gagne du terrain à Raqa - AFP

Les combattants kurdes et arabes soutenus par les Etats-Unis gagnaient du terrain mercredi à Raqa au lendemain du lancement de l'assaut final... AFP 07.06

5.2- Frappes sur la Syrie: le Hezbollah et l'Iran menacent Washington d'une riposte - sputniknews.com



Les frappes de la coalition dirigée par les États-Unis sur la Syrie ne resteront pas impunies, préviennent le Hezbollah et Téhéran, deux alliés de Damas qui promettent de riposter si nécessaire en frappant les positions de l'armée américaine.

L'état-major opérationnel des alliés de la Syrie, qui regroupe le mouvement chiite libanais Hezbollah et la République islamique d'Iran, a annoncé sa volonté de riposter si nécessaire aux bombardements sur la Syrie de la coalition internationale en frappant les positions des militaires américains.

« Le sang des fils de la Syrie, de l'Armée arabe syrienne et de ses alliés n'est pas bon marché et l'éventualité de frapper leurs positions [celles des États-Unis, ndlr] en Syrie et dans ses alentours est possible à toute heure si nécessaire, compte tenu de l'existence de lance-missiles et d'autres installations militaires », a annoncé l'état-major dans une déclaration.

Et de qualifier les actions de la coalition d'« agression lâche » et de preuve d'« hypocrisie des États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme ».

Les alliés de Damas ont expliqué l'absence de toute riposte jusqu'à présent par leur « maîtrise de soi », tout en soulignant qu'ils ne tarderaient pas à agir si Washington « brûlait les lignes rouges ». sputniknews.com 07.06

[Haut de page ↗](#)

---

Le 9 juin 2017

## CAUSERIE

Pondichéry, le 8 juin à 22h36.

Je vous soumetts la lettre que je vais adresser aux formations politiques du mouvement ouvrier et aux syndicats à partir de lundi prochain, elle accompagnera ma proposition d'action pour mettre en échec la contre-réforme du code du travail de Macron et son gouvernement.

Je vais peut-être être taxé de mégalomane ou je ne sais quoi, peu importe, on ne peut pas rester à attendre que quelqu'un prenne une initiative. Je vous avoue que ma démarche est si singulière, que j'ai eu bien du mal à rédiger cette lettre par crainte de commettre une maladresse. J'ai éliminé tout ce qui pouvait porter à polémique ou diviser.

Cette démarche peut laisser sceptique, j'en conviens le premier, mais peut-être que des militants vont s'en saisir, au point où nous en sommes nous n'avons plus rien à perdre, et puis il n'y a que les imbéciles ou les lâches qui ne se trompent jamais. Au pire, elle aura été une contribution à la discussion. Personnellement je n'en tirerai aucun profit, et ce serait bien que tous les participants potentiels soient animés du même état d'esprit, ce dont je doute fortement, mais laissons venir, on jugera ensuite sur pièces.

Madame, monsieur, camarade,

Face à l'agression sans précédent qu'entend mener Macron contre le code du travail et le contrat de travail notamment, aucun travailleur, aucun militant ne peut demeurer indifférent.

Personne ne comprendrait pourquoi le mouvement ouvrier dans l'unité n'organiserait pas immédiatement une riposte à la hauteur de cette déclaration de guerre à l'ensemble des travailleurs de la part d'un président et d'un gouvernement ultra minoritaire et illégitime.

La proposition que je vous soumetts n'est que l'ébauche d'un projet d'action qui doit être décidée sans tarder. Nous disposons de quatre mois pour préparer la mobilisation générale de l'ensemble des travailleurs qui peut stopper nette la tentative de Macron et son gouvernement de réduire le droit du travail à néant dans ce pays.

Le projet de contre-réforme du code du travail s'inscrit dans le prolongement de la loi Macron-El Khomri adoptée par le précédent gouvernement, elle ne doit pas passer, il faut exiger son retrait.

Veuillez me faire savoir quelle suite vous entendez donner à cette proposition d'action unitaire. Si la trame vous convient, contactez les autres organisations afin de définir ensemble la marche à suivre et de rédiger l'appel à l'adresse des travailleurs.

Mes salutations fraternelles.

Tardieu Jean-Claude, un militant ouvrier.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 10 juin 2017

## CAUSERIE

- Causerie du 10 juin, 14 pages.

### Gouvernement gauche-droite-société civile, le pouvoir absolu ou l'extrême droite au pouvoir.

Selon un sondage Ipsos Sopra Steria Game Changers publié mardi, La République en marche et le MoDem obtiendraient ensemble 385 à 415 députés (sur 577). Le parti du président pourrait avoir la majorité absolue tout seul.

Une situation loin d'être inédite sous la Ve République: c'était déjà le cas de l'UDR pour le général de Gaulle en 1968, du Parti socialiste pour François Mitterrand en 1981, de l'UMP pour Jacques Chirac en 2002 et pour Nicolas Sarkozy en 2007, et du PS pour François Hollande en 2012.

Mais la grande différence est la déliquescence des opposants: à droite, LR et l'UDI obtiendraient 105 à 125 sièges, à gauche l'ensemble PS/PRG/EELV/Divers gauche seulement 25 à 35 sièges, La France insoumise et le PCF 12 à 22 et le Front national 5 à 15.

En outre, Emmanuel Macron renforce depuis son arrivée l'autorité de l'Élysée sur son inédit gouvernement gauche-droite-société civile. AFP 07.06

Eh oui, rappel cruel !

D. Gluckstein (POID) - "*Qui peut croire que c'est en faisant des propositions au gouvernement et en amendant ses projets qu'on va le combattre et le faire reculer ? Qui peut croire que c'est à l'Assemblée nationale que cela va se jouer ?*"

Il aurait fallu y penser dès 1958 et préparer les travailleurs à ce qui les attendaient s'ils ne renversaient pas le régime en place...

Rappelez-vous l'enseignement que j'avais tiré de l'expérience grecque, ils baissent les retraites jusqu'à 40% et ça passe. Idem au Portugal. J'avais affirmé que le combat politique devait être axé contre les institutions nationales et le capitalisme et non sur l'UE ou je ne sais quoi.

Effectivement, la situation dans laquelle nous risquons de nous retrouver avec un parti disposant de la majorité absolue à l'Assemblée nationale n'est pas nouvelle, pour autant, nous n'en avons jamais tiré les leçons. Je crois avoir trouvé la leçon essentielle à côté de laquelle nous sommes passés pour ne pas avoir retenu celles des marxismes ou ne pas les avoir comprises.

Souvenez-vous de la "*faute*" que Marx et Engels avait commise et évoquée par Engels dans une lettre de 1893 adressée à Mehring :

- C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum.

- ...nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations... Fin de l'extrait.

Nous avons confondu les instruments de la démocratie avec la démocratie elle-même. Comment cela ? En attribuant une vertu démocratique au régime en place ou à ses institutions, ce qui signifie que nous avons perdu de vue que c'était le capital qui avait fondé ces institutions, et qu'à partir de là non seulement elles ne pouvaient être démocratiques, mais surtout leur fonctionnement ne permettrait jamais à la démocratie d'exister réellement, tout au plus elle incarnerait le rapport de force entre les classes établi au cours de la lutte de classes sans jamais que la domination de classe du capital ne soit menacée, autrement

dit fondamentalement les institutions devaient conserver le caractère antidémocratique qui avait prévalu lors de leur fondation.

Ce qu'il fallait retenir ou ce sur quoi il fallait mettre l'accent n'était pas le vernis démocratique des institutions que chacun pouvait dénoncer sans que cela ne lui coûte rien, mais leurs fondements antidémocratiques dans la mesure où ils incarnaient non pas un rapport de force, mais la domination de classe de la minorité sur la majorité, et si nous avons abordé la question des institutions sous cet angle-là nous aurions pu faire immédiatement le lien avec les fondements du capitalisme puisque c'était les mêmes.

Pendant plus d'un demi-siècle on nous a abreuvé de la démocratie à toutes les sauces, alors qu'en réalité elle n'existait pas, et elle ne pouvait pas exister puisque la classe ouvrière ne détenait pas le pouvoir politique, nulle part dans le monde d'ailleurs, ce qui permettait au passage de faire comprendre aux travailleurs et aux militants que le socialisme non plus n'existait pas, pas plus en URSS, en Chine, à Cuba où je ne sais où encore, et que tous les discours sur la démocratie était une imposture destinée à les tromper pour qu'ils se soumettent à l'ordre établi et les détourner du socialisme.

Comme le rappelait l'AFP, effectivement cela fait plus d'un demi-siècle, depuis l'avènement de la Ve République pour ne pas remonter plus loin, qu'il existe en France des institutions dont la nature est antidémocratique et il ne peut pas être autrement, et c'est seulement aujourd'hui qu'on nous dit qu'il ne faut pas discuter avec le Président de la République, avec le gouvernement et qu'il n'y a rien à attendre de l'Assemblée nationale, ce qui signifie qu'il s'est écoulé 59 ans pour s'apercevoir que toute collusion avec les institutions ou ses représentants constitueraient une trahison de la cause des travailleurs ou du socialisme.

Mais je ne suis pas du tout certain que ceux qui nous tiennent aujourd'hui ce discours aient véritablement l'intention de rompre avec la mauvaise habitude qu'ils ont prises ou les erreurs qu'ils n'ont cessées de reproduire pendant des décennies, en participant à ces institutions ou en vantant leurs vertus démocratiques, qui depuis ayant été largement écornées, a pris la forme d'un discours en faveur du retour à la démocratie... qui n'a jamais existé, ce qui prouve qu'ils n'ont pas encore tiré la leçon que nous venons d'évoquer.

### Quelques réflexions politiques

1- La "*révolution citoyenne*" ou "*par les urnes*" a fait long feu comme nous l'avions annoncé, sans prendre de risque il faut bien l'avouer.

La méthode de Mélenchon consiste à tenir un discours provocateur histoire de se faire passer pour un opposant radical au régime, pendant qu'il droitise sa politique, vous l'avez remarqué aussi, bravo ! C'est un charlatan qu'instrumentalise le régime, ce dont il a parfaitement conscience, on confirme. Il vient de traiter Hollande de "pauvre type", ils sont au moins deux comme cela.

A l'issue de la défaite cinglante que FI va subir lors des législatives, tout du moins telle qu'elle est annoncée à l'heure où j'écris ces lignes, ce mouvement va se disloquer, et s'il devait aspirer une grande partie des courants du mouvement ouvrier ce serait pour mieux creuser leurs tombes ou servir Macron, Mélenchon a au moins raison sur ce point, il remplacerait ainsi le rôle que le PS ne peut plus jouer, il le remplacerait pour faire le sale boulot à sa place.

Pourquoi ce sera une défaite cinglante pour FI ? Tout simplement parce que ce mouvement a été construit sur la base de l'électorisme, du réformisme ou du légalisme envers les institutions et le régime, or sur ces plans-là il n'y a plus rien à gratter, la situation n'offre plus aucune perspective à ce genre d'opportunisme, et tous ceux qui y ont participé vont cruellement en faire l'expérience, ils vont être profondément démoralisés à l'issue de cette expérience, et bien qu'ils en tirent les leçons politiques et qu'ils se tournent par exemple vers le POID qui propose de rompre avec les institutions de la Ve République.

2- On peut raconter n'importe quoi à mon sujet, mais personne ne pourra nier qu'on avait prévu ce qui est en train de se mettre en place lors de multiples causeries.

Par exemple, on n'a pas attendu le 8 juin 2017 pour écrire : *Aucune discussion, aucun accord avec Macron*, on était déjà sur la même position sous Sarkozy et Hollande... pendant que d'autres leur adressaient des pétitions qui ont toutes finies à la poubelle, ou leur envoyaient des délégations qui n'ont jamais débouché sur la moindre mesure positive pour les travailleurs.

Souvenez-vous de ce qu'on a écrit sur le PS. Vous avez en mémoire le contenu du bandeau défilant qui a figuré pendant plus d'un an en haut de l'écran de notre portail, prémonitoire n'est-ce pas, je vous le rappelle : Le PS, un parti de droite, anti-ouvrier, lié au FN, sioniste d'extrême droite, capitaliste, colonialiste, impérialiste, réactionnaire, un siècle de mystification, de mensonges, d'impostures, de guerres, de combat contre le socialisme. A bas le PS ! Rupture avec les appareils corrompus des syndicats !..... Etait-il justifié ? Les faits ont parlé et on s'en tiendra là.

On a décrit le régime dictatorial qu'ils voulaient mettre en place et qui s'inscrivait dans la stratégie politique qui consistait à instaurer un nouvel ordre mondial. Il devrait prendre la forme d'une monarchie absolue calquée sur l'Ancien Régime, lorsque le peuple ne disposait d'absolument aucun moyen pour s'opposer à la politique du monarque en place ou même l'infléchir.

Le pouvoir serait détenu par l'oligarchie, il serait pour ainsi dire insaisissable, de sorte qu'il serait extrêmement difficile de le combattre. L'oligarchie et l'élite qui la sert constitueraient un gouvernement fantôme (comme aux Etats-Unis) qui gouverneraient en réalité, dans l'ombre. Le chef de l'Etat ne serait qu'un fantoche, une marionnette qu'ils commanderaient à distance, c'est elle qui prendrait tous les coups à leur place et ils la jetteraient quand elle serait complètement discréditée pour la remplacer par un autre pantin qu'ils auraient repéré et formé entre temps pour remplir la même fonction et ainsi de suite.

On y est. J'avais aussi indiqué que la Chine avec son parti unique, leur servirait de modèle pour établir leur dictature absolue. A l'heure où tout le monde parle plus ou moins hypocritement de la menace que constituerait l'instauration d'un régime dirigé par un parti unique en France, vous avouerez que j'avais eu de l'inspiration, il suffisait d'observer la situation, ni plus ni moins.

J'avais aussi fait remarquer que ce qu'ils appelaient le centre était en fait le courant le plus droitier de la droite officielle et le plus dangereux, contrairement à la caractérisation communément admise du centre qui était présenté comme modéré.

Macron qui est déjà le produit d'un coup d'Etat réalisé par l'oligarchie, est en train de réaliser un coup d'Etat anti-sociale et institutionnel, l'air de rien il est en train de réaliser les objectifs du programme de l'extrême droite fasciste qui se confond avec celui des néolibéraux ou néoconservateurs.

Du coup, on observant que le NPA entend discuter ou négocier avec un tel pouvoir, on en vient à se dire que ses dirigeants auraient estimé possible et normal d'avoir la même attitude avec Milton Friedman qui fut un des idéologues de choc du néolibéralisme dans les années 70, et qui fut à l'origine du programme que les dictatures militaires de Pinochet au Chili et de Vidéla en Argentine appliquèrent.

Pour être cohérent ou tenir compte des fait, d'extrême gauche, il va falloir relayer ce parti à droite. Il ne reste plus que trois partis à gauche à ce jour : le POI, le POID et LO.

### Que faire ?

Si j'ai bien compris, après en avoir pris connaissance seulement cet après-midi, la déclaration commune intitulée « Nous refuserons une loi Travail bis par ordonnances » datée du 5 juin et signée par le PCF, le PG, le NPA, EELV et quelques rogatons du PS, constitue la réponse négative à ma proposition de manifestation nationale unitaire à Paris le 16 septembre pour exiger le retrait du projet de contre-réforme du Code du travail du gouvernement Macron-Philippe. Sans surprise évidemment.

Mais les dirigeants signataires de cette déclaration sont une chose, les militants en sont une autre.

Peu importe, je vais tout de même leur envoyer ma proposition. J'appelle les militants à la faire circuler le plus largement possible.

En attendant je vous propose l'éditorial de Daniel Gluckstein du 8 juin 2017 (La Tribune des travailleurs (POID)). Je souscris à son contenu, hormis que je ne considère pas de gauche le PCF, le PG, EELV et les rogatons du PS, j'ai envie de dire qu'ils le démontrent une fois de plus, quant au NPA, c'est une organisation dégénérée qui n'a rien à voir avec l'extrême gauche, laissons cela de côté, et il y manque une proposition d'action.

La provocation de Macron n'appelle qu'une réponse par Daniel Gluckstein.

En évoquant une « bombe » à propos de l'ordonnance en préparation sur le contrat de travail, Le Parisien confirme que ce gouvernement illégitime\* est en guerre contre la classe ouvrière et qu'il veut passer en force.

Les dirigeants des organisations qui avaient cru possible l'ouverture de négociations (lire page 4) devront se rendre à l'évidence : le gouvernement Macron-Philippe est déterminé à réduire en miettes le contrat de travail. C'est pourquoi il restera sourd aux « propositions » des organisations ouvrières si elles visent à préserver les droits ouvriers collectifs.

La provocation du gouvernement n'appelle qu'une réponse : le front unique des travailleurs et de leurs organisations, unis pour imposer le retrait des projets Macron-Philippe (avec ou sans ordonnances) et l'abrogation de la loi El Khomri sur laquelle ils reposent.

Curieusement, au moment même où Macron veut passer en force, fleurissent « à gauche » des initiatives accréditant l'illusion d'une possible discussion démocratique avec le gouvernement.

Dans une déclaration commune intitulée « Nous refuserons une loi Travail bis par ordonnances » (lire page 6), des dirigeants du Parti communiste, du Parti de gauche, de la gauche du Parti socialiste, du NPA, d'Europe-Écologie-Les Verts appellent à ne pas donner une « majorité absolue à l'Assemblée » à Macron et formulent leurs « propositions alternatives ». Qui peut croire que le blocage des plans du gouvernement passe par le résultat de l'élection à une Assemblée nationale-croupion,

chambre d'enregistrement des décisions d'un président de la Ve République tout-puissant ? Quant aux « propositions »... L'exigence de retrait du plan Macron-Philippe et d'abrogation de la loi El Khomri est absente du texte commun des dirigeants de gauche !

Quelques jours plus tôt, Mélenchon avait lancé son propre appel à constituer un « Front populaire de résistance sociale et de proposition » intégrant « les forces syndicales, associatives, politiques et culturelles » (lire page 6). Pour Mélenchon aussi, « cette résistance commence d'abord à l'Assemblée nationale ». Ce qui l'amène lui aussi à soumettre ses « propositions » en tout genre et même à amender (et envisager de voter) la mini-réforme de la Constitution préparée par le gouvernement !

Qui peut croire que c'est en faisant des propositions au gouvernement et en amendant ses projets qu'on va le combattre et le faire reculer ? Qui peut croire que c'est à l'Assemblée nationale que cela va se jouer ?

Ne peut combattre Macron et encore moins défaire sa politique celui qui refuse de rompre avec lui.

C'est sur le terrain de la lutte de classe que la classe ouvrière fera reculer ce gouvernement de guerre.

Dehors ce pouvoir illégitime ! À bas les ordonnances ! Retrait des projets Macron ! Abrogation de la loi El Khomri ! Telles sont les bases de l'unité ouvrière pour laquelle combattent les militants du Parti ouvrier indépendant démocratique.

\* Les sondages annoncent 45 % d'abstentions le 11 juin et prévoient un résultat correspondant à 15 % des inscrits pour La République en marche.

### Macron le kamikaze fanatique de l'oligarchie.

Ils l'ont enfin trouvé !

- Législatives - Morin (UDI) : "Macron est en train d'hypnotiser les Français" - Franceinfo

- L'imposture est le masque de la vérité; la fausseté, une imposture naturelle; la dissimulation, une imposture réfléchie : la fourberie, une imposture qui veut nuire; la duplicité, une imposture à deux fins. (Vauvenargues, De l'esprit humain)

- Vous les verrez bientôt, féconds en impostures, Amasser contre vous des volumes d'injures (...) (Boileau, Satires)

- (...) pour certaines âmes, il y a le bonheur de l'imposture. Il y a une effroyable, mais enivrante félicité dans l'idée qu'on ment et qu'on trompe; dans la pensée qu'on se sait seul soi-même, et qu'on joue à la Société une comédie dont elle est la dupe, et dont on se rembourse les frais de mise en scène par toutes les voluptés du mépris (...) Les natures au cœur sur la main ne se font pas l'idée des puissances solitaires de l'hypocrisie, de ceux qui vivent et peuvent respirer, la tête lacée dans un masque. (Barbey d'Aurevilly, les Diaboliques, « Le dessous de cartes... ».)

### Parole d'internaute

1- *"D'une certaine manière, lorsqu'on constate la montée rapide de "l'abêtissement" généralisé provoquée par la présence de plus en plus incontournable de la "technologie" et autres "aides digitales" à toutes les taches de base de la vie courante, on se demande si la nécessité de faire appel à des technologies de remontée du QI de l'Espèce ne seront, après tout, pas nécessaires..."*

C'est la corruption des intellectuels et des classes moyennes qui est responsable en grande partie de la situation actuelle, notamment ceux et celles des pays occidentaux ou des pays les plus industrialisés.

Parmi eux, dès le milieu ou la fin du XIXe siècle certains de leurs membres avaient commencé à prendre conscience de l'orientation impérialiste du capitalisme et des dangers qu'elle faisait peser sur le devenir de la civilisation humaine.

Cependant ils ne firent jamais l'effort d'étudier sérieusement l'interprétation qu'en avaient donnée les marxistes ou plus précisément, ils s'en remirent aux conclusions de leurs travaux sans véritablement comprendre le processus dialectique matérialiste qui avait été à l'origine du développement du capitalisme, du coup lorsque ces conclusions furent contrariées temporairement par justement leur impréparation à la révolution socialiste qui permis au stalinisme de se développer et d'obstruer toute perspective au-delà du capitalisme, ils en profitèrent pour abdiquer ou se soumettre à l'ordre établi.

Dès lors, ils tournèrent délibérément le dos au marxisme et adoptèrent le réformisme bourgeois, qui présentait au moins l'avantage d'être en adéquation avec leur mode de vie relativement confortable ou supérieur au reste de la population. Partant de là, leur priorité ou leur intention plus ou moins inavouable allait être de servir le régime auquel ils étaient redevables de leur statut privilégié et qu'ils refuseraient dorénavant d'affronter. Ils se borneraient à en dénoncer les excès les plus criants histoire de

se donner bonne conscience ou de camoufler plus ou moins maladroitement leur servilité en arborant une fausse modestie, proclamant qu'ils étaient bien peu de choses ou qu'il n'était pas en leur pouvoir de changer le monde, ce que personne ne leur demandera au passage, pour justifier le fait qu'ils avaient fini par s'en accommoder, ce que personne ne leur reprocherait puisque la plupart des gens devaient adopter le même état d'esprit ou comportement.

Ce qu'ils n'avaient pas prévu manifestement, c'est que la crise du capitalisme poussée à son paroxysme allait mettre en évidence leur imposture, celle qui avait consisté à continuer d'utiliser la rhétorique du marxisme, tout du moins ses aspects les moins compromettant, pour se faire passer pour des progressistes ou des démocrates ou encore de gauche, posture qui allait s'avérer insoutenable lorsque les tenants du régime allaient s'engager dans la voie du néolibéralisme et broyer le réformisme bourgeois, et donc ses représentants et l'élite qui se prétendaient de gauche.

On notera au passage que ce n'est pas le marxisme ou le socialisme qui auraient été vaincus, mais une idéologie issue du capitalisme et qui devait servir ses intérêts. Or, c'est encore de nos jours cette confusion qui empeste le cerveau des intellectuels et des classes moyennes, ce qui témoigne de leur "abêtissement". Ne sont-ils pas les premiers à profiter de "la technologie" et autres "aides digitales" à toutes les taches de base de la vie courante ?

2- *"Des grands penseur d'autrefois, il y a 2000 ou 3000 ans, et penseurs contemporain, où est l'évolution ? L'homme tourne en rond, du divertissement, on le fabrique, il nous occupe, mais on stagne, voir régresse."*

Ce n'est pas à voir, c'est absolument certain, lire plus loin un témoignage.

L'ultime évolution de l'humanité ou le degré de conscience qu'elle a atteint a consisté à découvrir le processus dialectique matérialiste qui était à l'oeuvre dans la matière et chacune de ses représentations, dont la nature, les hommes, la société, le monde, l'univers.

Cela vous aurait-il échappé ? Ce serait regrettable, car lorsqu'on passe à côté on ne peut pas interpréter correctement l'évolution ou la transformation de la matière et ses représentations, on est réduit à se livrer à des spéculations métaphysiques ou à raconter n'importe quoi, à sombrer dans l'idéalisme ou le nihilisme qui est sa version putréfiée.

Dans le meilleur des cas on sera condamné à dresser un constat qui sera plus ou moins fidèle ou éloigné de la réalité sans pouvoir en tirer la moindre perspective. De plus, cette impasse ou cette faillite intellectuelle (et morale) ne peut conduire qu'à l'impuissance à modifier le cours ou l'orientation de la société. Au-delà, cette orientation de la société les condamne à connaître une régression sans fin entraînés inexorablement dans sa course vers l'abîme, à entrer eux-mêmes en putréfaction en justifiant ce qu'autrefois ils estimaient injustifiables, bref, jusqu'à devenir méconnaissables.

Ce processus de dégénérescence guette tous les intellectuels et les membres des classe moyennes que le néolibéralisme incarné par Macron entend soumettre sans condition ou broyer, sauf à devenir ses zélés serviteurs, et encore, ils les jetteront quand ils estimeront qu'ils ont fait leur temps ou qu'ils n'en ont plus besoin.

En guise d'épilogue.

Il va de soi que le niveau de conscience et l'engagement, la détermination et les exigences ne sont pas les mêmes, selon qu'on se destine à obtenir une amélioration de sa condition ou à changer la société.

Cela n'engage à rien ou ne coûte rien ou presque de revendiquer l'amélioration de sa condition ou de la société, c'est compatible avec l'amateurisme, le dilettantisme, l'éclectisme, on n'a pas besoin de modifier notre mode de pensée, bref, c'est économique mais cela ne rapporte rien à l'arrivée, je parle sur le plan historique.

En revanche, lorsqu'on se destine à changer la société ou le monde, c'est une toute autre affaire, cela ne s'improvise pas, on part de rien et on a tout à conquérir, à apprendre, cela demande de posséder ou plutôt de cultiver de nombreuses qualités, la volonté, le courage, la persévérance, la détermination, la discipline, la rigueur, la modestie, etc. Qui plus est, c'est au départ que c'est le plus difficile car on va devoir fournir des efforts colossaux ou des sacrifices sans en tirer le moindre profit, ce qui nous vaudra les railleries ou l'incompréhension de notre entourage.

On va affronter une multitude d'obstacles sans que personne ne puisse nous aider, puisque c'est une question qui ne concerne que nous-même et notre conscience, ce qu'on veut vraiment dans la vie. C'est d'autant plus compliqué qu'on n'a pas réellement conscience du processus dans lequel on s'en engagé, qui plus est, qu'on n'a pas le droit d'interrompre sous peine de perdre le bénéfice du travail déjà accompli, ce qui explique pourquoi ceux qui un jour ce sont engagés dans cette voie et qui ont interrompu ce processus étaient voués par la suite à régresser, y compris à un stade antérieur au précédent.

Ce processus se déroulant selon les lois de la dialectique qu'on ignore encore, va nous réserver bien des surprises désagréables avant d'en tirer satisfaction, car on ignore par quels étapes et états de conscience on va passer successivement, ce

qui constitue la plus grande menace puisqu'on va s'illusionner plus d'une fois sur ce qu'on croit avoir compris, ce qui aura le don de nous démoraliser, le seul moyen d'y remédier consistera à étudier à nouveau les mêmes passages, surtout il faudra s'abstenir de vouloir sauter des étapes car ce serait fatal pour le coup ou notre entreprise serait vouée à l'échec.

Quand j'avais 18-19 ans j'en étais arrivé à lire la presse féminine destinée aux "ménagères", genre Intimité ou Nous deux que ma mère achetait, si cela ne vous dit rien, disons un niveau en dessous de Paris Match ou Ici Paris, pour dire que j'étais un crétin fini. Et du jour au lendemain je suis passé à Aristote et Platon ! Deux ans plus tard j'allais arrivé à Marx et Engels en m'étant farci les philosophes les plus érudits, Descartes, Spinoza, Kant et Hegel pour n'en citer que quelques-uns. Il y a de cela 43 ans.

Je suis donc parti du niveau zéro sans que jamais personne ne m'apporte le moindre soutien. Ah j'étais résolu, et cela ne m'a jamais quitté ! C'est pour dire que chacun peut progresser quelle que soit sa condition, qui plus est pour un intellectuel ou un membre des classes moyennes. Chez eux, c'est la volonté qui fait défaut, le manque de motivation... Vous comprenez peut-être mieux pourquoi je me moque d'eux, pas méchamment, mais parce qu'on ne peut pas se résigner à vivre dans un monde pareil, aussi pourri. Je me demande comment font ces gens-là pour vivre sans idéal, ils doivent être très malheureux, je les plains. J'ai connu cela aussi pendant les 20 années où j'ai arrêté de militer, et je dois dire que cela ne m'a pas vraiment porté bonheur non plus, au contraire, j'ai perdu la seule femme que j'ai vraiment aimée au cours de mon existence et ma fille, ce que j'avais de plus chères.

Placer son idéal dans une personne ou quelque chose ne mène pas loin, hormis des désillusions. Troquer l'idéal humaniste du socialisme, de la liberté pour un idéal à la petite semaine (Un resto, une bouffe, un ciné, les vacances, etc.) qu'il faut renouveler sans cesse sous peine de plonger dans une dépression ou de se retrouver face au grand vide de son existence, c'est très superficiel et pour tout dire mesquin, médiocre si on s'en contente. Ces gens-là ne peuvent pas se projeter au-delà puisque pour eux la société n'a pas d'avenir ou il sera épouvantable, elle est condamnée à l'avance, alors qu'avec le socialisme l'avenir nous appartient, même s'il ne se réalisera pas de notre vivant, peu importe, il nous transporte bien au-delà de notre petite existence qui n'était destinée qu'à durer qu'un temps, en avoir conscience nous unit à jamais à tous les hommes et toutes les femmes des générations passées, présentes et futurs qui aspirent à mettre fin au règne de la nécessité pour accéder à celui de la liberté, la mort constitue le trait d'union entre elles.

### Témoignage d'un travailleur américain.

Dans toute ma vie de baby boomer, je n'ai jamais vu un état d'esprit aussi militariste affecter autant de gens qu'aujourd'hui. Il y a vraiment trop de plaques d'immatriculation de voitures qui arborent des logos militaristes. Trop de parents qui affichent ce signe sur la lunette arrière de leur véhicule : « Fiers parents (ou grand-parents) d'un marine (ou d'un soldat) ».

Aujourd'hui, le moindre événement sportif doit avoir sa garde d'honneur et son salut au drapeau avec hymne national avant le match. Les stades de foot ont tous leur drapeau géant qui les recouvre en entier. Et leurs fans debout, main sur le coeur et tête baissée en signe de respect.

On dirait que l'art de la guerre à l'Américaine est devenu la norme de notre vie. Cet empire militaire industriel a gagné le coeur et l'esprit de trop de braves gens !

Si cela ne s'arrête pas, notre nation n'aura pas fait faillite que financièrement, elle l'aura fait aussi spirituellement et moralement.

Philipp Farruggio fils et petit-fils de dockers de Brooklyn – 29 mai 2017

### En oligarchie. Coup d'Etat institutionnel. En marche vers un régime policier ou le totalitarisme.

- Etat d'urgence : «Une inscription dans le droit commun qui annule toute contestation» - Libération.fr

Militante, juriste, politique, universitaire ... Six personnalités réagissent à la parution dans la presse d'un texte présenté comme un avant-projet de loi intégrant les mesures mises en place après les attentats de 2015.

Arié Alimi avocat:

«Les actes terroristes, une notion malléable»

Arié Alimi DR «Jusqu'à présent, l'état d'urgence n'a pas concerné seulement le terrorisme. Le ministère de l'Intérieur et les préfetures ont démontré leur volonté de l'appliquer à d'autres faits qu'ils considèrent comme des troubles graves à l'ordre public. C'est par exemple ce qui s'est produit peu de temps après les attentats du 13 Novembre, avec les interdictions des manifestations à l'occasion de la COP 21 à Paris. Ce fut aussi le cas avec le bannissement de certaines personnes des cortèges anti-loi travail, ou encore des interdictions de déplacement de supporters de football. Le texte de transposition fixe la limite d'une application aux actes terroristes mais c'est une notion malléable. Et lors du contrôle de l'action du ministère, les

juridictions administratives, y compris le Conseil d'Etat, n'ont pas du tout fait le travail du juge judiciaire. Lorsqu'elles étaient saisies d'un arrêté préfectoral d'assignation à résidence ou de perquisition, les juges administratifs n'ont pas vérifié la réalité des faits allégués dans les notes des services de renseignement. D'ailleurs, les premiers qui devraient être dans la rue aujourd'hui pour contester ce projet de loi, ce sont les juges de l'ordre judiciaire. De fait, Emmanuel Macron veut rétablir le pouvoir absolu de contraindre sans jugement. La seule limite désormais, c'est que l'on ne pourra pas incarcérer quelqu'un sans l'action du juge judiciaire.» (photo DR)

Sébastien Pietrasanta député PS spécialiste sécurité:

«Le judiciaire contourné»

Sébastien Pietrasanta - «Je trouve plutôt inquiétant qu'un système dérogatoire et exceptionnel puisse entrer dans le droit commun. On ne peut pas dire qu'on sort de l'état d'urgence pendant une campagne présidentielle et finalement mettre cet état d'urgence dans la loi de tous les jours. On perpétue un système dérogatoire, on laisse la plénitude d'action aux préfets, on contourne l'autorité judiciaire : tout cela m'interroge. «D'autant plus que j'ai aussi des réserves sur l'efficacité de ces mesures, quel que soit l'endroit où vous choisissez de les ranger, état d'urgence ou droit commun. Elles sont sûrement utiles pour le maintien de l'ordre mais, pour le reste, j'ai des doutes. Ainsi, le contrôle parlementaire a montré que les perquisitions administratives et les assignations à résidence avaient eu, grâce à l'effet de surprise, une utilité réelle dans les premiers jours. Mais ensuite, le ménage était fait avant les perquisitions. Ces dernières sont peut-être utiles pour certains services de police, mais pas forcément pour ceux du renseignement dans la lutte contre le terrorisme. Leur but est de surveiller, pas d'aller taper aux portes des personnes à surveiller. Enfin, je ne peux pas, comme homme de gauche, critiquer la droite qui souhaite interner les fichés S et, dans le même temps, accepter des assignés à résidence permanents qui ne sont pas judiciairisés.»

Adrienne Charmet de la Quadrature du Net:

«Atteinte lourde à la vie privée»

«Cet avant-projet de loi, c'est l'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun, avec tous les problèmes que cela soulève : qui décide des mesures coercitives ? Quels sont les recours possibles ? La définition des personnes qui peuvent être assignées à résidence est très large et très subjective. L'obligation de «déclarer ses identifiants de tout moyen de communication électronique» reprend une disposition qui avait déjà été proposée pour la loi sur la procédure pénale adoptée en juin, mais que la commission des lois du Sénat avait supprimée. Nous le disions déjà à l'époque : c'est une atteinte au droit de se taire, à la présomption d'innocence et au droit de ne pas s'auto-incriminer, cela va à l'encontre de plusieurs articles de la charte européenne des droits fondamentaux, et la France a déjà été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme à ce sujet... Dans le cas des perquisitions informatiques, il y a une atteinte lourde à la vie privée sur décision préfectorale, sans droit de se défendre. Le gouvernement prétend avoir une position de sagesse en disant qu'il faut sortir de l'état d'urgence... mais on y rentrerait définitivement ! Nous sommes en train de discuter et de nous coordonner avec les associations qui s'étaient déjà opposées à l'état d'urgence. On peut espérer que le Conseil d'Etat va jouer son rôle de garde-fou. Et, si le gouvernement ne revient pas sur sa copie, que les parlementaires seront assez sages pour s'y opposer.»

Serge Slama maître de conférence en droit public:

«Le franchissement d'un cap» Slama Serge - «La fin de l'état d'urgence s'imposait. Le gouvernement a compris qu'il ne pouvait pas le renouveler indéfiniment, sachant que cet état d'exception a vocation à être temporaire, ce que le Conseil d'Etat lui rappelle depuis des mois. Le texte d'avant-projet de loi dont on parle est un curieux mélange entre la reprise des mesures déjà présentes dans la loi sur l'état d'urgence et un certain nombre de solutions qui s'inspirent du droit des étrangers, comme le régime d'assignation à résidence ou la surveillance électronique. Par ailleurs, ce que propose le texte sur les perquisitions est très étonnant : ce serait la première fois en dehors de l'état d'urgence qu'elles seraient ordonnées sur décision du préfet après autorisation du procureur de la République de Paris. Alors certes, le procureur a une autorité judiciaire au sens de la Constitution, mais il n'est pas indépendant dans la mesure où il relève de l'exécutif. La seule solution satisfaisante serait que le juge civil autorise la perquisition. En ce qui concerne les assignations à résidence, elles seraient adaptées plus spécifiquement aux personnes qui sont supposées entretenir des liens avec des milieux radicalisés, afin de les inciter à rompre avec leur milieu d'origine. Inscrire toutes ces mesures dans le droit commun est un franchissement de cap que Bernard Cazeneuve et Manuel Valls n'ont pas osé faire et qu'Emmanuel Macron est en passe de réaliser.»

Michaël Foessel philosophe:

«Vers un état libéral autoritaire»

Michaël Foessel - «L'inscription des mesures de l'état d'urgence dans le droit commun est une preuve de plus, s'il en faut, de la "banalité sécuritaire", où l'Etat légitime ses politiques publiques par la sécurité. Alors que la récurrence de la question de la prolongation de l'état d'urgence permettait au moins de discuter de la condition de nos libertés publiques, son inscription dans le droit commun annule toute contestation : l'exception devient la norme, c'est l'évidence sécuritaire. Ce qui est tout à fait



paradoxal dans une démocratie libérale : d'un côté, on valorise la liberté d'entreprendre et, de l'autre, on remet en cause nos droits les plus fondamentaux, dont les libertés publiques et individuelles. Avec la permanence de l'état d'urgence, on tendrait ainsi vers un "Etat libéral autoritaire". L'effacement de la figure du juge, traditionnellement libérale, sous le prétexte de l'accélération des processus de médiation démocratique, en est un symptôme. En sacrifiant le pouvoir judiciaire au profit du pouvoir exécutif, on remplace des jugements humains par des procédures administratives, sinon informatiques. Les sociétés qui ne savent plus juger n'ont d'autre solution que de réprimer. En définitive, chez Emmanuel Macron, tout comme chez Manuel Valls, ce sont les libertés économiques qui priment sur celles d'aller et venir, etc., et ce alors même que les effets réels sur le terrorisme sont très limités.»

Michaël Foessel est l'auteur d'Etat vigilance (Points, 2010).

Emmanuel Daoud avocat:

«Il s'agit d'un coup d'état institutionnel»

«Ce nouveau projet de loi constitue une régression sans précédent des libertés publiques et individuelles. On décide de banaliser des mesures d'exception en les inscrivant dans le droit commun au mépris des équilibres institutionnels et constitutionnels, mais aussi de l'autorité judiciaire. Le paradoxe de la situation, c'est qu'il a été démontré amplement que ces mesures n'avaient pas été efficaces durant l'état d'urgence, et l'on veut pourtant les inscrire de façon définitive dans notre droit. En réalité pour des raisons démagogiques. «A titre personnel, je considère qu'il s'agit d'un coup d'Etat institutionnel. C'est d'autant plus grave que ces derniers mois, on a constaté un dévoiement de ces dispositions d'exception, détournées de leur finalité première - la lutte antiterroriste - pour mieux criminaliser les mouvements sociaux. Le dernier rapport d'Amnesty International a clairement mis en évidence le recours abusif à l'état d'urgence pour interpellier ou contrôler des militants syndicaux ou écologistes. Si on pousse une telle logique, cette mise sous contrôle relève d'une inspiration autoritaire face à un tel projet, tous les démocrates, qu'ils soient juristes ou non, devraient se mobiliser ensemble pour rappeler au gouvernement les principes fondamentaux de notre Etat de droit et de notre République.» Libération.fr 09.06

Commentaire d'un internaute

- "Autant rétablir les lettres de cachet et le fait du prince. Cette Loi vise à transférer à l'exécutif un pouvoir qui en droit commun est dévolu au judiciaire. C'est extrêmement grave et très dangereux ! L'idéal pour museler une opposition politique ou syndicale. Macron est un autocrate en puissance. Il faut que les Français ouvrent les yeux !"

[Tous les partis institutionnels sont corrompus jusqu'à la moelle.](#)

- Affaire Ferrand: le ministre plombé par de nouvelles révélations - L'Express.fr

- Assistants européens du MoDem: les témoignages d'ex-collaborateurs s'accumulent - L'Express.fr

[Le vieux monde vacille et menace les fondements de la civilisation humaine](#)

- La présidence Trump ébranlée par la charge de Comey - AFP

- Législatives: Theresa May perd sa majorité absolue - AFP

- Empêtré dans un scandale, le maire de Bruxelles contraint à la démission - LeFigaro.fr

- Sous pression, le Qatar reste ferme face à ses adversaires - LeFigaro.fr

- Une ville des Philippines aux mains de djihadistes - LePoint.fr

- Choléra au Yémen: plus de 100.000 cas suspects et 789 morts - AFP

- Soudan du Sud : un an et demi et 5 kilos, un enfant meurt de faim - Franceinfo

[Bienvenue chez les décérébrés qui sont inspirés par les mêmes idéologues qui ont porté Macron au pouvoir.](#)

Madrid interdit le «manspreading» dans les bus - Slate.fr

Une nouvelle vignette apparaîtra mi-juin dans tous les autobus madrilènes: un homme, les jambes écartés et une grosse croix

rouge pour signifier l'interdiction. Le parti Podemos souhaiterait étendre cette campagne à toute la région et à tous les types de transports... et il n'est pas le seul!

Le 6 juin, son parti a déposé une proposition de loi devant le parlement de la région de Madrid pour que la campagne lancée par la mairie de la ville et l'entreprise des transports municipaux contre le manspreading soit étendue à l'ensemble de la région.

Quelques semaines plus tôt, le parti d'extrême gauche de la CUP avait proposé une campagne similaire en Catalogne, en qualifiant le manspreading de «micro-agressions qui incommodent celles et ceux qui les subissent».

À partir de mi-juin, de nouveaux symboles s'ajouteront aux interdictions de fumer et aux obligations de laisser sa place dans le bus aux femmes enceintes et aux personnes handicapées: interdiction d'écouter de la musique sans écouteurs, de parler trop fort au téléphone ET interdiction du manspreading.

Le symbole utilisé s'inspire notamment d'une campagne de sensibilisation lancée dans le métro new-yorkais en 2014, comme l'a fait remarquer la conseillère municipale et politologue Rita Maestre.

Madrid n'est pas la seule ville à avoir entamé une telle campagne de sensibilisation. Comme le rappelle le Guardian avec une série de visuels utilisés pour dénoncer le manspreading, New York était précurseur, mais le Japon et la Pennsylvanie aussi. Mais c'est une série de Tumblr qui avait dénoncé en premier le phénomène. En France, le collectif Osez le féminisme avait lancé le hashtag #Takebackthemetrom en 2014 et publié un visuel qui utilisait les mêmes codes que la société des transports franciliens. Un visuel toujours d'actualité... mais pas pour la RATP. Slate.fr 08.06

Ici en Inde, il fait une chaleur écrasante une grande partie de l'année, il faut donc s'y adapter. Les femmes ne portent pas de culotte sous leur sari, elle porte un jupon. Seules les vieilles femmes ne portent pas de soutien-gorge. Les femmes n'en portent que pour sortir généralement. Les hommes portent généralement un slip mais pas toujours, moi je n'en porte plus, j'ai eu trop de problèmes quand j'en portais. Et quand on s'assied, la pause communément admise consiste à écarter les jambes pour que les parties génitales puissent respirer ou s'aérer un peu, évacuer la transpiration qui sinon donne lieu à des irritations ou à l'apparition de boutons qui rapidement s'infectent ou deviennent purulents, il arrive même que des champignons apparaissent en haut des cuisses, j'en parle en connaissance de cause pour y avoir eu le droit à plusieurs reprises.

Le pire, c'est le scooter (ou la moto) où on transpire abondamment entre les cuisses, du coup je roule les jambes écartées pour me soulager, malgré tout cela finit toujours par vous démanger assez rapidement, je me soulève légèrement de la selle quelques instants et discrètement je m'essuie les parties, ce sont des gestes que les Indiens font quotidiennement sans que personne n'y voit à redire.

Tenez, pendant que j'écris ces lignes, ma chaise est légèrement décalée de la table où se trouve le clavier pour pouvoir garder les jambes écartées, j'ai une jambe sous la table et l'autre à l'extérieur, mon short est humide entre les jambes et j'ai des boutons qui sont devenus des plaies aux fesses, j'ai mis du tact de Selvi pour me soulager et les sécher, comme quoi je ne vous cache rien, vous savez tout ! Si demain j'étais en France, je prendrais naturellement cette pause et je me ferais taxer d'obsédé sexuel. C'est complètement dingue, ils ne savent plus quoi inventer pour terroriser la population ces ordures !

Et que dire de l'extrême gauche qui va soutenir ce genre de campagne ? Qu'elle est plus que décomposée, débile, pourrie, on va la cataloguer à droite avec les autres partis de la pseudo-gauche (PS, PCF, PG, etc.).

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Syrie

- La coalition dirigée par les USA porte une 3e frappe contre les forces pro-Assad - sputniknews.com

Les forces de la coalition dirigée par Washington ont abattu un drone syrien et attaqué des camions appartenant à l'armée syrienne lors de la troisième frappe effectuée à Al-Tanf en moins d'un mois.

La coalition dirigée par les États-Unis a porté jeudi sa troisième frappe depuis le 18 mai contre les forces pro-gouvernementales syriennes à l'est de la zone de désescalade près d'Al-Tanf, a annoncé le colonel Ryan Dillon, porte-parole de la coalition.

Cette fois, la coalition a attaqué des camions transportant des armes et a abattu un drone. Selon la coalition, cet engin sans pilote aurait attaqué les forces de la coalition.

« Le drone a largué des munitions qui n'ont pas touché les militaires de la coalition. L'engin sans pilote avait d'autres munitions à bord et nous l'avons abattu », a indiqué le colonel. sputniknews.com 08.06

## États-Unis

- Fondation Soros: spéculations de plusieurs milliards et vente libre de stupéfiants - sputniknews.com

Selon le journaliste italien Mario Sommosa, dans une interview retransmise en direct par la chaîne de télévision CNN, Soros a pratiquement admis qu'il aurait pu financer la « révolution » de Maïdan pour « mettre au pouvoir une junte amie des États-Unis ».

« Dans la même interview, il a reconnu avoir organisé des opérations similaires en Géorgie, au Kirghizstan, au Myanmar et en Iran », a rappelé en conclusion le journaliste italien. sputniknews.com 08.06

## Serbie

- Bombardements de la Yougoslavie: la Serbie poursuivra l'Otan en justice sputniknews.com

À l'initiative de l'Académie serbe des sciences et des arts et avec la bénédiction du patriarche Irénée de Serbie, une équipe de juristes se forme pour préparer un recours en justice contre l'Otan pour le détrimment matériel et moral infligé par les bombardements de 1999, a annoncé à Sputnik le Serbe Srdjan Aleksic qui dirigera ce groupe.

Les meilleurs avocats serbes, ainsi que leurs confrères de l'Union européenne, de la Russie, de la Chine et de l'Inde feront partie de cette équipe spéciale, a déclaré Srdjan Aleksic à Sputnik.

« Nous entendons attaquer en justice les pays de l'Otan qui ont participé à l'agression contre la Yougoslavie, soit 20 États qui y ont été impliqué directement ou indirectement. Les recours en justice seront préparés contre chacun de ces pays », a précisé l'interlocuteur de l'agence.

Et d'ajouter que les juristes ne s'adresseraient pas à la Cour internationale de Justice (CIJ), mais aux organes judiciaires de chacun des 20 pays.

« Nous estimons que cela relève de la compétence des tribunaux nationaux. Ces États ont violé les principes contenus dans le chapitre 7 de la Charte de l'Onu qui interdit l'agression contre n'importe quel pays. Qui plus est, l'Otan a violé les chapitres 5 et 6 de ses propres statuts, l'Alliance n'étant pas une structure offensive, mais défensive », a souligné l'homme de droit.

Et de résumer que, somme toute, le droit international avait été violé, notamment les conventions interdisant toute agression et tout usage de la force contre les États souverains.

En 1999, pendant 11 semaines, l'Alliance a bombardé la Yougoslavie. Cette opération de l'Otan a fait 2 500 morts. Mais il ne s'agit là que d'un préjudice direct. Les avions de l'Otan ont largué près de 15 tonnes d'uranium appauvri sur le territoire serbe. Comme résultat, avec 5 500 cas de cancer enregistrés pour un million d'habitants, la Serbie arrive de nos jours en première position en Europe pour le nombre de décès dus au cancer. sputniknews.com 08.06

[Haut de page ↗](#)

---

Le 11 juin 2017

## CAUSERIE

● Causerie du 11 juin, 7 pages.

J'ai réalisé rapidement cette causerie sans tenir compte des infos d'hier.

[On a oublié un aspect des législatives.](#)

S'il ne reste que des candidats de REM et de LR au second tour, accessoirement accompagné d'un candidat du FN, il risque d'y avoir 60 à 80% d'abstention. Demain à Pondichéry je n'irai pas voter pour le second tour, puisqu'il ne reste que les candidats de REM et LR.

Il faut appeler au boycott du second tour de façon à ce que les candidats qui seront élus soient ultra minoritaires, ils le seront de toutes manières, mais plus ce phénomène sera accentué, et moins il ne sera possible par la suite de nier que Macron est illégitime.

Macron et ses élus fantoches sont ultra minoritaires et donc illégitimes pour décider notre sort à notre place, ils sont le produit d'une machination : Chassons-les du pouvoir !

Il faudra sans cesse mettre l'accent sur cet aspect de la situation, le répéter quotidiennement autour de soi, partout, le faire figurer dans tous les tracts, appels, communiqués, déclarations, etc. Plus Macron sera isolé, plus les travailleurs seront susceptibles de prendre confiance en eux, et plus ils estimeront légitimes de faire valoir leurs droits ou ils seront déterminés à engager le combat contre le régime.

Des "fuites qui pourraient être fortuites.

Le gouvernement porte plainte contre X (lire plus loin) après la divulgation par Le Parisien d'un document consacré à la contre-réforme du Code du travail, dont la teneur sera confirmée par la suite par la ministre du Travail et le Premier ministre. A peine 48 heures plus tard, Le Monde révélait un avant-projet de loi liberticide «visant à renforcer et stabiliser l'arsenal législatif de lutte contre le terrorisme» qui sera lui aussi confirmé le lendemain en Conseil des ministres.

Autrement dit, deux médias nationaux appartenant à des oligarques, donc au clan Macron, précèdent l'annonce par le gouvernement de mesures qui vont modifier profondément les rapports à l'intérieur de la société ou entre les classes. Il se peut aussi que dans l'entourage de Macron ou au sein du gouvernement, certains auraient préféré que ces annonces interviennent après les législatives étant donné la nature ultra réactionnaire de ces mesures qui pourraient dissuader de nombreux électeurs de voter pour les candidats de REM ou soutenus par le parti de Macron. Alors pourquoi les avoir divulgués et confirmés avant les législatives, et qui a pris cette décision ?

Certainement pas Macron, seuls les idéologues ou l'élite qui sert les oligarques ont pu prendre cette décision après avoir pesé le pour et le contre, ils ont dû estimer qu'ils pourraient tirer profit à lancer ces bombes la veille des législatives histoire de montrer que Macron était tout puissant et qu'il était déterminé à appliquer l'intégralité de son programme ultra libéral, cela à l'adresse de ses électeurs potentiels pour qu'ils aillent voter, ce qui lui permettrait par la suite d'expliquer que les électeurs ne lui avaient pas seulement donné une majorité absolue à l'Assemblée nationale pour gouverner le pays, mais qu'ils avaient plébiscité au passage son programme et donc ses mesures divulguées la veille du scrutin, ce qui constituerait un argument à opposer à ceux qui s'appuyant sur la forte abstention martèlent qu'il est illégitime et ultra minoritaire.

En conclusion, en guise de "fuites", il pourrait plutôt s'agir d'une stratégie s'appuyant sur une batterie de sondages donnant une majorité absolue à REM sur fond d'abstention record. Ils peuvent avoir commis l'erreur de considérer comme acquise leur victoire ainsi que la résignation des travailleurs. Reste à savoir comment ils vont réagir à l'annonce de ces mesures ultra libérales. A suivre demain.

### [Le rejet massif de tous les partis institutionnels \(dont REM\) témoigne de l'illégitimité du régime](#)

- Législatives : l'enjeu de l'abstention - Franceinfo

Ils essaient de les inciter à voter, mais beaucoup de Français s'apprêtent à ne pas se rendre aux urnes ce dimanche 11 juin pour le premier tour des législatives. "Je pense que c'est joué d'avance et que le président aura la majorité", confie une jeune femme. "Mon vote n'a plus rien à faire dans la balance, il va passer ses lois", ajoute une femme. Peu de motivation pour certains, désillusion pour d'autres. "Ils font des promesses qu'ils ne tiennent jamais donc ça sert strictement à rien", se désole un jeune homme.

De 40 à 48% d'abstention

Résultat, une abstention qui s'annonce forte au premier tour : de 40 à 48% selon les instituts de sondage. 48%, ce serait le record depuis 1958. Une tendance qui n'est pas nouvelle. Depuis un quart de siècle, l'abstention ne cesse de progresser. Franceinfo 10.06

### [Mélenchon l'histriion ou l'idiot utile du régime.](#)

Mélenchon a célébré le Parisien et les médias en général qui appartiennent à des oligarques et ont mis Macron en place. Bravo le clown ! Misérable. J'ai téléchargé deux vidéos que j'ai visionnées en partie seulement, et ce que j'ai entendu n'a fait que

confirmer que l'illusionniste enfilait le personnage élimé de Mitterrand qu'il admire toujours, c'est lui qui s'en vante, je n'invente rien. Il s'agit de deux interviews à TF1 et à BFMTV, deux chaînes détenues par des oligarques, dont l'échange fut très policé, Mélenchon y tenait !

Il voudrait encore faire croire aux travailleurs que l'Assemblée nationale pourrait tenir compte de leurs besoins, alors qu'elle s'apprête à piétiner leurs droits les plus élémentaires, un siècle plus tard, il nous refait le coup du parlementarisme, le populiste ose tout, c'est bien connu, en voici la preuve.

Plus le talon de fer de l'oligarchie se fait entendre, plus Mélenchon se droitise ou fait preuve d'amabilité envers les institutions, on voit sur le plateau à l'écran qu'il est tiré à quatre épingles et sort du salon de coiffure et de maquillage fardé et poudré à la manière des courtisans. On est en présence d'un bien triste bouffon. Il s'incline devant le régime et n'envisage pas de le combattre. On n'en attendait guère plus de sa part.

En guise d'argument, il s'est plaint que l'Assemblée nationale ne puisse bouger ne serait qu'une virgule dans les ordonnances que Macron s'apprête à promulguer, car voyez-vous, dans le cas contraire cela pourrait en changer l'orientation générale entièrement tournée contre les travailleurs au point de pouvoir les adopter, ce qui est demeuré sous-entendu, mais ce que cela signifiait. Voilà qui va faire trembler le château.

Morbleu, pas question d'une révolution, quelle horreur, lui il en tremble le vilain !

Quelques passages de ces interviews.

TF1

- "*Le Parlement représente toute la société*", ah bon ! Pour cautionner l'existence de la Ve République, de l'Etat des capitalistes le faussaire ne pouvait trouver meilleur argument.

- En France "*les élections sont libres*", quand des partis sont subventionnés à coup de dizaines de millions d'euros par l'Etat, qu'ils ont le soutien de la totalité des médias qui leur accordent gratuitement des tribunes, peut-on parler d'élections libres ?

- Face au rouleau compresseur Macron : "*les gens sont plutôt d'humeur calme et préfère que les choses se passent bien*", il prend son cas pour une généralité. D'un côté il dénonce la violence inouïe de la politique de Macron, et d'un autre côté il appelle le peuple à la subir sans recourir à la violence, donc à se soumettre.

- A l'adresse des électeurs du FN : "*vous avez raison d'être très fâchés, mais pas au point de devenir facho*", c'est ainsi qu'il traite les travailleurs qui à leur insu sont manipulés par tous ceux qui refusent d'affronter les capitalistes et qui servent de marchepieds à l'extrême droite, dont Mélenchon.

BFMTV

- Louanges à May, la Première ministre britannique qui serait un exemple de démocratie, à deux reprises : "*Si c'était la démocratie comme en Angleterre*", à propos de la France pour plus tard enchaîner "*ce pays reste une démocratie*", les travailleurs britanniques qui sont soumis au contrat de travail "zéro" apprécieront.

- Discours dithyrambique destiné à Jeremy Corbyn qui n'a cessé de renier le peu de convictions qui l'habitaient et qui est à la tête de la section britannique de l'Internationale socialiste dont le PS est la branche française, autrement dit, c'est comme s'il chantait les louanges du PS !

- Comment, moi, tout étonné "*j'ai parlé de révolution*", quelle horreur, avant de préciser : "*je parle de révolution citoyenne (...) je veux sortir de l'imagerie que les gens ont à propos de la révolution*" du type de la Commune ou russe, pour ce charlatan la révolution doit se dérouler dans les salons feutrés des Palais du pouvoir en place sans que cela débouche sur un changement de régime, évidemment.

- La culture des illusions dans les institutions, c'est sa marque de fabrique, son gagne-pain : "*La société ce sont les députés*" et "*le Parlement doit pouvoir négocier*", sauf l'orientation générale de la politique définie par le gouvernement qui est destinée à satisfaire les besoins des capitalistes. Négocier ici signifie collaborer avec la réaction à la rédaction des mesures antisociales qui seront ensuite imposées aux travailleurs et rien d'autres.

- Rendez-vous compte, demain, "*le seul pouvoir du Parlement sera de dire oui ou non*" aux ordonnances promulguées par Macron, pourquoi, parce que la majorité des députés, REM-LR-PS pourraient dire non ?

Vous aurez noté qu'à aucun moment il n'a évoqué la supercherie qui avait consisté à faire croire que le parti de Macron aurait bénéficié d'un "raz de marée" lors du 1er tour des législatives des Français de l'étranger, alors qu'il y a eu plus de 83% d'abstention et de votes blancs et nuls. A aucun moment il ne soulignera qu'il est ultra minoritaire et illégitime, ce qui revient à se priver du principal argument pour combattre Macron et le gouvernement. Voilà comment Mélenchon les protège.

### Désinformation, machination, appel à la résignation, matraquage, ils ont sorti le grand jeu. La dictature en marche annoncée.

- La "raclée" à venir aux législatives sonne le glas d'une époque et le début d'une période trouble - Le Huffington Post

Il faut certes rester prudent tant que les Français n'ont pas voté. Mais tout indique – sondages, enquêtes, et votes des Français de l'étranger – que l'on s'oriente vers une large victoire, voire un raz de marée de la République en marche... Le Huffington Post 09.06

- Législatives: la République en marche vers le grand renouvellement de l'Assemblée - AFP

Déferlante pro-Macron annoncée... Les Français voteront dimanche pour le premier tour des élections législatives en passe de donner une large majorité au chef de l'Etat dans une Assemblée profondément renouvelée.

- Législatives : vers une Assemblée nationale "En Marche !" ? - Franceinfo

Ils ne servent que les intérêts du complexe militaro-industriel-financier qui détient le pouvoir

- Législatives : le rôle du député expliqué aux enfants - Franceinfo

Pourquoi a-t-on besoin des députés ? A quoi sert l'Assemblée nationale ? Franceinfo l'explique aux enfants, avec l'aide de francetv éducation. Franceinfo 09.06

Bélement.

- «Ça fait bizarre de voter pour des inconnus» - Liberation.fr

### La définition d'un régime fasciste.

- Macron revendique la "distance", la "verticalité" et une présidence "respectée" - AFP

Interrogé par un journaliste sur la présence de François Bayrou au gouvernement alors que son parti, le MoDem, fait l'objet depuis vendredi d'une enquête préliminaire de la justice sur ses assistants parlementaires européens, il s'est refusé à répondre.

"Quand je viens sur un sujet que j'ai choisi, je parle du sujet que j'ai choisi. Je ne fais pas des commentaires d'actualité", a éludé Emmanuel Macron. AFP 09.06

Il aura trouvé le moyen de prononcer quatre fois "je" en 26 mots, je les ai comptés. Il se croit tout puissant, parce qu'on lui a soufflé qu'il l'était. Il peut compter sur la complaisance des médias pour ne pas le contredire.

La "distance" = Normal puisqu'il est incapable d'assumer la fonction d'un chef d'Etat, c'est juste un bon acteur, quoique... Il peut revendiquer la "distance" avec le pouvoir, ayant conscience qu'il n'en a aucun ! C'est un aveu, mais les éditocrates ne le relèveront pas.

La "verticalité" = Au sommet de la pyramide (du Louvre) les donneurs d'ordres, et de haut en bas aux différents échelons, les exécutants ou figurants : Le président, les ministres, puis viennent les députés, tous ont été recrutés pour tenir un rôle de larbin. Mais rien ne dit qu'ils ont conscience que pour remplir la plus vile des fonctions il faut un certain talent.

Quant à la présidence "respectée", coincé entre ses parrains et sa barbie défraîchie qui ne le quittent pas d'une semelle, elle n'a rien de naturel chez un roturier. Le bougre, il doit se forcer en permanence pour l'assumer, d'où ses mimiques grimaçantes, son pincement de lèvres, son air emprunté, sa démarche raide... Il n'est jamais aussi bon que lorsqu'il arbore son sourire niais et méprisant, ce qui ne peut inspirer du respect qu'à ceux qui lui ressemblent et le flattent.

### Le locataire du Palais fait le tour de ses sujets.

- Macron joue les standardistes à l'Élysée - lepoint.fr

## Commentaires d'internautes

1- "Plus confortable que chez MG&S où il a été copieusement sifflé. Mais ça ne fait pas la Une."

Ils ne l'ont pas séquestré, c'est l'essentiel. Les délégués syndicaux ont été minables. Ecoutez celui de la CGT, Vincent Labrousse, qui a pris la parole devant les salariés après un entretien d'une heure avec Macron, tout ce qu'il leur a dit c'est que "les représentants du personnel seront associés" à la liquidation de MG&S ou au plan social (de licenciements en fait) de son repreneur éventuel pour que tout se passe bien, voilà Macron rassuré :

- "On a été reçu pendant plus d'une heure par le président de la République. L'engagement qui a été pris par le président de la République c'est la mise en place, dans un temps très court, d'une cellule de crise. La cellule de crise a déjà commencé à travailler. Les représentants du personnel seront associés à cette cellule de crise. Cette cellule de crise va travailler à la mise en œuvre d'une reprise. Pour l'instant, ce qui paraît le plus atteignable c'est que la reprise soit faite par le groupe GMD. Néanmoins, le président de la République a pris l'engagement de contacter aussi d'autres acteurs du secteur puisqu'il va aussi contacter PSA et Renault pour augmenter le chiffre d'affaires." bfmvtv.com 09.06

2- "L'image, toujours l'image

On va vite se lasser de ce président qui est encore plus obsédé que les deux précédents par son image. Macron, c'est l'incarnation du narcissisme." Narcissisme, dérangé, effréné, épileptique, cynique, cruel, monstrueux, destructeur, prédateur.

3- "Jupiter et la plèbe

De temps en temps le divin s'abaisse à regarder la plèbe. De préférence pas trop longtemps."

4- "A la hauteur de la fonction ?

Tous ces petits "coups de com" qui s'enchaînent les uns après les autres et sont repris en boucle par des médias complaisants ne sont pas à la hauteur de la fonction et encore moins des problèmes que rencontre le pays. S'il s'agissait de recruter une standardiste, fut-elle aimable et disponible, ce n'était pas la peine de s'infliger des mois et des mois de campagne électorale. "

### [Un régime qui craque de partout et la tentation du fascisme.](#)

- Le gouvernement porte plainte après les révélations de «Libération» sur le code du travail - Liberation.fr

- La ministre du Travail Muriel Pénicaud a annoncé, vendredi, avoir déposé une plainte contre X - Liberation.fr

- Révélations de «Libé» sur le code du travail : l'obligation d'informer n'est pas un délit - Liberation.fr

En portant plainte après la publication d'un document sur ses projets de réforme, la ministre du Travail fait le choix de la répression judiciaire. Liberation.fr 09.06

- Assistants parlementaires MoDem: l'étrange coup de fil de Bayrou à Radio France - l'express.fr

Selon les informations de Mediapart, le ministre de la Justice a contacté un journaliste d'investigation pour exiger que son équipe cesse de "harcéler" les permanents du MoDem.

C'est un geste particulièrement inconséquent de la part d'un garde des Sceaux en poste. D'après une information de Mediapart, en grande partie confirmée par l'intéressé, François Bayrou a téléphoné directement, mercredi, au patron de la cellule investigation de Radio France. L'objet de l'appel? Reprocher à sa rédaction de "harcéler de manière inquisitrice" des permanents du MoDem, soupçonnés d'avoir bénéficié d'emplois fictifs rémunérés par le Parlement européen.

Interrogé par Mediapart, le journaliste en question, Jacques Monin, relate les termes utilisés, en substance, par le ministre de la Justice: "Des gens de chez vous sont en train de téléphoner à des salariés du MoDem, (...) de jeter le soupçon sur leur probité. C'est inacceptable. Avec mes avocats, nous sommes en train d'étudier d'éventuelles plaintes pour harcèlement." Selon le site d'investigation, le maire de Pau avait déjà téléphoné la veille à un journaliste du service politique de France Info, pour lui demander qui, à Radio France, chapeautait les enquêtes sur le parti centriste. "C'est le citoyen" qui appelle

Le coup de fil de mercredi aurait duré une dizaine de minutes. Son contenu peut potentiellement être interprété comme une forme

de pression. Il serait peut-être passé inaperçu si François Bayrou n'était pas un membre éminent du nouveau gouvernement, qui plus est en charge d'une grande loi sur la moralisation de la vie publique.

D'autant que le président du MoDem ne nie pas l'essence des faits, à savoir l'objet de l'appel. "C'est simple, j'ai appelé le responsable de la cellule investigation de Radio France parce que des journalistes appelaient sur leur téléphone personnel des salariés de notre mouvement qui n'avaient aucun lien avec nos députés européens", raconte François Bayrou à Mediapart, avant de déclarer qu'une "des salariées est venue dans [son] bureau en pleurant". Réitérant le fait que ces permanents vivaient cela comme du "harcèlement", le garde des Sceaux nie en revanche toute "menace" ou "intimidation".

Et le leader centriste d'ajouter ce curieux argument: "Ce n'est pas le ministre de la Justice ni le président du MoDem qui a appelé, c'est le citoyen, simplement pour protéger ces jeunes femmes." "I'm the boss"

Alors que la principale formation politique alliée à La République en marche fait désormais l'objet d'une enquête préliminaire, ouverte à la suite du signalement d'un ancien salarié du parti qui a été assistant parlementaire européen de Jean-Luc Bennahmias, cette initiative est pour le moins malvenue, voire saugrenue.

Contacté par L'Express, un ancien membre du MoDem, qui connaît bien François Bayrou, se dit "sidéré". "Quand on cherche à savoir pourquoi untel a écrit tel papier, on ne parle pas directement au chef d'une rédaction, c'est tout simplement ahurissant", déplore-t-il. D'après cet ex-élu centriste, le garde des Sceaux a un défaut, qui explique peut-être le coup de fil à Radio France: "Il se sent surpuissant. Surtout après un coup politique comme celui qu'il a réussi en s'alliant à Emmanuel Macron. Donc maintenant c'est un peu 'I'm the boss', et le boss, il fait un peu ce qu'il veut."

Quoi qu'il en soit, après Richard Ferrand, également visé par une enquête préliminaire lié à un montage immobilier en Bretagne, c'est au tour des ministres MoDem du gouvernement -François Bayrou, Marielle de Sarnez et Sylvie Goulard- de lester un peu plus l'image de probité voulue par Emmanuel Macron pour démarrer son mandat. À en croire les sondages, l'essentiel est sauf, LREM étant promis à une majorité écrasante à l'Assemblée nationale. Et ce à 48 heures du premier tour des élections législatives. [lexpress.fr](http://lexpress.fr) 09.06

- MoDem : ouverture d'une enquête préliminaire pour soupçons d'emplois fictifs d'assistants parlementaires  
- Franceinfo

Une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Paris ce vendredi 9 juin. Une enquête pour abus de confiance afin de faire la lumière sur les soupçons d'emplois fictifs d'assistants parlementaires alors qu'ils auraient été employés par le MoDem. Franceinfo 09.06

[Avec les félicitation de Daesh et de la Commission Trilatérale présidée par Rockefeller dont elle est membre.](#)

- Une photo d'Élisabeth Guigou en hijab dans une mosquée de Pantin interrogé - L'Express.fr

L'intéressée s'est défendue sur son compte Twitter: "Le port de la kippa par les hommes en France est aussi une brèche à la laïcité? J'ai représenté la France à la béatification d'une Française par le Pape", écrit-elle, avant de rappeler le "protocole du Vatican: châle noir sur la tête, gants, robe longue". "Je respecte les usages dans les lieux de culte. TOUS les lieux de culte", a-t-elle indiqué. L'Express.fr 09.06

[Haut de page ↗](#)

---

Le 12 juin 2017

## [CAUSERIE](#)

Pondichéry, 15h.

Résultats des législatives au niveau national (définitifs, ministère de l'Intérieur) :

La République en Marche : 28,21% ;  
Les Républicains : 15,77% ;  
Front national : 13,20% ;  
La France insoumise : 11,02% ;



Parti socialiste : 7,44% ;  
MoDem : 4,11% ;  
EELV : 4,30% ;  
UDI : 3,03% ;  
PCF : 2,72% ;  
DLF : 1,17% ;  
Extr Gauche : 0,77%.  
Abstention : 51,29%.

(Source : linternaute.com 12.06)

Je rajoute quelques mots à la suite de la causerie de ce matin qu'on intégrera dans celle de demain.

Macon et les députés sont déjà le président les élus les plus impopulaires de la Ve République.

L'abstention plus les voix de FI, du PCF et des partis d'extrême gauche, soit environ 65% expriment le rejet de la politique ultra libérale ou des ordonnances annoncées de Macron.

Macron ou son parti ont perdu 13 millions d'électeurs en un mois !

Que cela ne tienne, ils osent tout :

Franceinfo évoque : "*le triomphe de La République en marche au premier tour des élections législatives dimanche.*"

- Collomb : le score de REM, signe d'une "adhésion aux réformes" - AFP

Le score du parti du président Emmanuel Macron, arrivé largement en tête dimanche 11 juin du premier tour des législatives, est "le signe d'une réelle adhésion aux réformes que nous avons commencé à mettre en œuvre", a déclaré le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. AFP 12.06

- De la présidentielle aux législatives, En Marche ! continue sa progression - Franceinfo12.06

Macon mis en "échec".

- Castaner: l'abstention est "un échec de cette élection" - AFP

L'abstention massive (51,29%) qui a marqué le premier tour des législatives est "un échec de cette élection", a estimé lundi Christophe Castaner, porte-parole du gouvernement et secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement. AFP 12.06

Commentaire d'abonnés du Figaro

1- Si on considère l'abstention et le nombre d'électeurs inscrits, on se rend compte que 22.050.000 ont voté. LRM ayant obtenu 32.3% des électeurs, Macron aura la majorité absolue avec seulement 7.122.000 électeurs sur 45 millions d'inscrits.

2- Un système qui permet d'obtenir 400 députés avec 15% des électeurs inscrits n'est pas un système démocratique ! C'est pourquoi une majorité de citoyens s'en détournent.

A suivre...

● Causerie du 12 juin, 8 pages.

J'ai réalisé cette causerie à chaud après l'annonce des résultats du 1er tour des élections législatives en France.

Je ne m'attarde pas, mon abonnement mensuel à Internet se termine dans 11h et je n'ai utilisé que 11GO sur les 20 que je vais payer, donc je vais télécharger des films, documentaires et concerts.

Bonne semaine à tous, ne soyez pas abattus ou démoralisés, tout ce qui arrive était prévisible, nous n'avons cessé de l'évoquer dans nos causeries. Si maintenant on n'est pas capable de corriger nos erreurs, là pour le coup on a de quoi s'inquiéter. Je n'ai pas le temps de m'adresser aujourd'hui aux différentes formations du mouvement ouvrier comme prévu, il n'y a rien qui urge, on verra cela demain.

## A propos du 1er tour des législatives en France.

Comment interpréter le taux d'abstention record (51,2%) ?

- Législatives : qui sont les Français qui se sont abstenus au premier tour ? - Franceinfo

Plus d'un Français sur deux n'est pas allé voter. L'abstention atteint son plus haut niveau de la Ve République, avec 51,2%, au premier tour des élections législatives, dimanche 11 juin.

Les 25-34 ans, champions de l'abstention

En résumé, plus on est âgé, plus on vote. Ou presque. Les électeurs de plus de 60 ans ont été les plus nombreux (plus de 63%) à vouloir se rendre aux urnes, dimanche, bien loin devant les plus jeunes. Pour ce premier tour des législatives, ce sont les 25-34 ans, qui sont les champions de l'abstention, juste devant les 18-24 ans (37%).

Deux ouvriers sur trois se sont abstenus

Un Français sur deux n'est pas allé voter, mais cette moyenne cache de grandes disparités en fonction de la profession des sondés. Selon l'enquête Ipsos/Sopra Steria, deux ouvriers sur trois se préparaient à s'abstenir, dimanche, pour les élections législatives, tandis que près de la moitié des cadres (45%) comptaient se rendre aux urnes.

Logiquement, puisque les électeurs les plus âgés sont les plus mobilisés, les retraités comptent nettement moins d'abstentionnistes (36%) que les autres catégories.

Les plus modestes votent moins que les riches

L'abstention recule aussi à mesure que les revenus augmentent. Ainsi, dans les foyers aux revenus inférieurs à 1 250 euros mensuels, l'abstention atteint 59%. A l'inverse, 58% des électeurs dont les revenus sont supérieurs à 3 000 euros se sont rendus aux urnes.

Plus de la moitié des électeurs de Le Pen et Mélenchon se sont abstenus. francetvinfo.fr 12.06

Quelques éléments à retenir :

- Les 25-34 ans, champions de l'abstention juste devant les 18-24 ans (37%) ;
- Deux ouvriers sur trois se sont abstenus ;
- Les électeurs de plus de 60 ans ont été les plus nombreux (plus de 63%) à vouloir se rendre aux urnes ;
- L'abstention recule aussi à mesure que les revenus augmentent.

D'une part les nantis se sont mobilisés, ils ont voté Macron pour défendre leurs intérêts. D'autre part, les travailleurs se sont abstenus dans leur immense majorité.

Que les travailleurs se soient abstenus est normal, quelque part ils ont compris qu'en gouvernant par ordonnance l'Assemblée nationale n'aurait aucun pouvoir, alors pourquoi aller voter, ils ont intégré le fait que les institutions étaient antidémocratiques et qu'ils n'avaient aucune raison de participer à cette mascarade dont ils devaient être les principales victimes. C'est un désaveu pour Mélenchon qui tenait absolument à ce que les députés "négocient" les termes des ordonnances et donc les cautionnent.

On en tirera l'enseignement politique qu'il sera inutile de porter notre attention vers l'Assemblée nationale puisque chacun sait à quoi s'en tenir en ce qui la concerne, il faudra donc axer notre combat politique à la fois contre le sommet de l'Etat, le Président de la République, et l'oligarchie dont il est la marionnette.

Comment ? En martelant, en répétant sans cesse ou en expliquant aux travailleurs que Macron est ultra minoritaire et donc illégitime pour appliquer sa politique ultra libérale et qu'il faut s'organiser pour non seulement l'empêcher de d'appliquer son programme mais aussi pour le chasser du pouvoir et abattre les institutions de la Ve République, abolir la Constitution qui a permis son élection ainsi que celle des députés de son parti avec entre 10 et 15% des voix des électeurs.

Ce sont les institutions de la Ve République qui sont illégitimes, il faut les renverser !

Le raz de marée de la désinformation médiatique ou la conspiration des oligarques.

Avec 32,32% des électeurs inscrits La République en marche obtient 15,77%.

Ce chiffre sera nettement minorité après le second tour puisque l'abstention va encore s'accroître. Il faudra aussi soustraire les votes blancs et nuls, sans oublier les 9% d'électeurs non-inscrits, bref, Macron va disposer pour gouverner d'une majorité écrasante en siège à l'Assemblée nationale, supérieure à 70% avec moins ou à peine 10% en voix.

Tous les partis institutionnels qui existaient jusqu'alors ressortent laminés à l'issue du 1er tour des législatives, hormis LR qui plafonne autour de 20% des électeurs inscrits, soit moins de 10% en tenant compte de l'abstention. Il ne reste plus en France que deux partis politiques de droite susceptible d'alterner au pouvoir, ce qui correspond à ce que Le Huffington Post a appelé hier "l'américanisation de la vie publique française", perspective ou objectif qui coïncidait avec la mise sur orbite de Macron et En Marche, ce que nous avons mentionné dans de précédentes causeries, donc nos lecteurs ne devraient pas être surpris par ce qui arrive puisque nous les avons avertis, d'où notre sérénité pour aborder la situation.

J'appelle au boycott du second tour des législatives, ce que j'aurais dû faire dès le premier tour si j'avais pu jauger précisément l'état d'esprit des travailleurs. Je pressentais un fort taux d'abstention, disons aux environs de 40%, mais en même temps j'avais en tête la mobilisation qu'avait suscitée Mélenchon autour de sa candidature, j'ignorais si elle se maintiendrait jusqu'au 1er tour des législatives, je ne pouvais pas savoir que Macron dévoilerait le contenu des ordonnances qu'il entend promulguer à la veille du 1er tour, de sorte que cela dissuaderait les travailleurs d'aller voter, c'est seulement après cette annonce que j'ai compris qu'ils risquaient de s'abstenir en masse, ce que j'ai indiqué dans une causerie.

Maintenant ce n'est pas parce que les travailleurs se sont abstenus majoritairement qu'ils cautionneraient les ordonnances de Macron ou qu'ils entendraient demeurer passifs ou les laisser passer sans réagir, "ils trépigment en coulisse" selon Le Huffington Post, encore faudrait-il qu'il y ait un appel à la mobilisation générale pour exiger leur retrait, ce qui n'est pas le cas et ne risque pas d'arriver sans doute.

Quoi qu'il en soit, cela signifie que la situation est particulièrement propice à la résistance, donc à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Un parti ouvrier qui n'ira pas flirter avec les institutions antidémocratiques de la Ve République, ainsi que les débris nocifs du mouvement ouvrier dont les partis portent la responsabilité de la situation actuelle, ni avec les appareils corrompus des syndicats qui se sont prosternés devant Macron.

Faisons mentir Libération qui a écrit : Abstention partout, opposition nulle part.

Invertissons les termes, contre Macron et l'oligarchie : Abstention nulle part et opposition partout !

Que des travailleurs soient désintéressés de leur condition ou du destin qu'on leur réserve, j'en connais, il en existe qui sont résignés depuis leur naissance, mais il en existe aussi qui refusent de se soumettre, reste à savoir si nous saurons nous adresser à eux, on n'y est jamais parvenu dans le passé, mais rien ne dit qu'on n'y parviendra pas.

Si ma modeste contribution peut aider à atteindre cet objectif, je n'aurais pas perdu mon temps.

Idolâtrie envers l'étoile naine de Jupiter.

- Emmanuel Macron embrasse un sympathisant chauve, façon Laurent Blanc - L'Express.fr Tel un champion du monde de foot, le président a embrassé un sympathisant sur le crâne, samedi, en sortant de sa villa du Touquet pour aller voter aux législatives.

- A Oradour-sur-Glane, le président s'efface devant le survivant - LeParisien.fr

- Commémoration d'Oradour-sur-Glane : Emmanuel Macron face aux enfants - Franceinfo

- «Si le Parti animalier avait utilisé l'étiquette "Macron", ils auraient eu des chances» - Liberation.fr

Une "révolution"... nationale.

- 50% d'abstention, environ 400 députés LREM... Une révolte? Non Sire, une révolution - Le Huffington Post

50% d'abstention, cette américanisation de la vie publique française est une disruption sans commune mesure depuis 1958.

Du jamais vu depuis plus de soixante-dix ans, lorsqu'en octobre 1945 les Français élirent à l'Assemblée 159 communistes, 152 MRP et 142 socialistes -qui réunissaient à eux trois 73% des voix et 80% des sièges- et sanctionnèrent au lendemain de la Libération les anciens politiciens radicaux de la IIIème République responsables à leurs yeux de l'esprit de défaite, mais aussi l'extrême droite et la droite conservatrice qui disparaissaient pour cause de collusion avec la Révolution Nationale, nonobstant de nombreux engagements individuels pourtant héroïques.

Parmi ces "intrus" qui prendront dans quelques jours d'assaut l'Assemblée nationale, dans une mécanique de grand remplacement implacable, seront-ils un peu plus ou un peu moins de 400 Marcheurs à balayer les codes de l'alternance balisée depuis l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République?

L'essentiel est ailleurs: chacun de ces 390 à 430 nouveaux députés La République En Marche sera aussi porteur de cette défiance de 50% de nos compatriotes. Il est minuit moins une: la prochaine fois, le même échec serait sans nul doute sanctionné plus lourdement encore, plus douloureusement, par la fuite en avant vers un pouvoir populiste, populiste de gauche ou populiste de droite.

Les élections législatives des 11 et 18 juin 2017 ressemblent furieusement à celles des 23 et 30 novembre 1958, dans le contexte de la refondation de la Vème République à la main du général de Gaulle et de Michel Debré. Les gaullistes de l'UNR remportèrent alors 198 sièges, les modérés 133, tandis que socialistes, communistes et poujadistes de l'UDCA furent rayés de la carte avec respectivement 44, 10 et 0 rescapés. Sur 475 sortants, 344 députés perdaient leur siège, y compris des personnalités de premier plan au nombre desquelles Pierre Mendès France, Edgar Faure, Pierre Poujade ou encore Gaston Defferre. Déjà, les Français prenaient la décision de faire appel à une nouvelle génération politique, en envoyant à l'assemblée des hommes jeunes, à leurs yeux non impliqués dans les responsabilités politiques récentes.

Encore une minute monsieur le bourreau: dos au mur, LR et PS auront ces derniers mois reculé d'éléments de langage en slogans successifs mais partagés pour nier l'évidence, à défaut de pouvoir l'enrayer, du phénomène d'En Marche, cet ovni politique sorti de nulle part le 6 avril 2016, il y a à peine treize mois, une paille à l'échelle de l'histoire des mastodontes qui ont incarné l'histoire des gauches, des centres et des droites.

Le décor du quinquennat est planté: les électeurs qui se sont déplacés ne pardonneront aucune démission dans l'action. Ceux qui se sont abstenus sont aussi dans les starting blocks. Ils n'ont pas déserté la scène démocratique, ils trépigent en coulisse. Le Huffington Post 11.06

Un oubli ou une omission.

Wikipédia - Les élections législatives françaises de 1968 ont eu lieu les 23 et 30 juin 1968, après la dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République Charles de Gaulle pour répondre à la crise de mai 68 (IVe législature). Les partis de gauche, alors considérés comme partiellement responsables de ladite crise, ont subi une cuisante défaite au profit de la majorité sortante, qui avait pourtant éprouvé de sérieuses difficultés à l'emporter lors des précédentes élections, un an auparavant.

La majorité présidentielle remporte très largement ces élections. Elle recueille 46 % des suffrages et dispose de 144 élus dès le 1er tour. Au second tour, elle obtient 354 sièges, dont 293 pour la seule UDR. C'est la première fois dans l'histoire de la République qu'un parti conquiert la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Wikipédia.org

Un coup d'Etat conforme à l'esprit de la Ve République

Razzia, OPA, tsunami, etc. les médiacrasses se font jupitériens.

- Législatives: la conquête du pouvoir confirmée avec éclat pour Macron - AFP

Une razzia organisée avec méthode et amplifiée par le souffle de l'élection présidentielle: Emmanuel Macron est sur le point de mettre la main sur l'Assemblée nationale, un an après avoir lancé son mouvement En Marche! AFP

- Législatives: Macron vers une majorité pléthorique - AFP

Les résultats du premier tour des élections législatives, dimanche 11 juin, sont sans appel. La République en marche obtient 32,32% des voix, devant le bloc LR-UDI (21,56%) et le Front national (13,2%). Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon n'a recueilli que 11,02% des voix au premier tour des législatives.

Pourtant, il est possible de regarder les résultats sous un autre angle. En prenant en compte l'abstention (51,29% des inscrits),

ainsi que les Français qui ne sont pas sur les listes électorales (soit 29%, entre les non inscrits et ceux qui n'ont pas le droit de vote), les résultats sont moins flatteurs pour les candidats d'Emmanuel Macron.

Si la France était un village de 100 électeurs, 33 Français seulement (33,77%) auraient exprimé un choix pour un candidat et plus de 36 se seraient abstenus. Moins de 11 Français auraient voté pour les candidats du président de la République, moins de 8 auraient voté pour un candidat de droite et moins de 5 auraient voté pour un candidat Front national.

Lors de cette élection législative, si 44.442.823 Français sont inscrits, ils n'ont été que 21.577.033 à s'exprimer dans l'urne. 48,71% des inscrits ont voté.

Ainsi, LREM d'Emmanuel Macron ne décroche seulement 13,43% des voix chez les inscrits, contre 28,21% en suffrages exprimés (32,32% avec ses alliés du MoDem). De la même manière que les Républicains, arrivés second du 1er tour avec 15,77% des voix des suffrages exprimés (21,56% avec ses alliés UDI/DVD) qui n'ont été plébiscités que par 7,51% des inscrits.

La République en marche et son allié MoDem obtiendraient en effet entre 415 et 455 sièges après le second tour, un chiffre largement supérieur à la majorité absolue (289 sièges), selon notre estimation Ipsos/Sopra Steria\*.

Les autres grands partis se partagent les miettes : entre 70 et 110 députés pour Les Républicains/UDI, 20 à 30 pour le Parti socialiste et ses alliés PRG/Divers Gauche/EELV, 8 à 18 pour La France insoumise et le PCF, 1 à 5 pour le Front national, et 7 à 12 pour les autres formations.

Un président élu a toujours obtenu une majorité dans les législatives suivant son élection. Mais le nouveau chef de l'Etat ferait bien mieux que ses prédécesseurs François Hollande (331 députés en 2012) et Nicolas Sarkozy (345 sièges en 2007). Même en 2002, Jacques Chirac n'avait obtenu "que" 398 députés de droite. On s'achemine donc vers une majorité écrasante. AFP et huffingtonpost.fr 12.06

Les raclures déchues

- Législatives: nouvelle défaite cinglante pour la droite - AFP
- PS: après la déroute de la présidentielle, la débâcle des législatives - AFP
- Au FN, le marinisme en plein marasme -Liberation.fr
- Résultats législatives 2017: ces personnalités qui ont pris une claque - huffingtonpost.fr

Ils sont éliminés dès le premier tour ou en situation très défavorable avant le second.

Ils sont les deux symboles de la débâcle du Parti socialiste. Candidat à la présidentielle et premier secrétaire, Benoît Hamon (Yvelines) et Jean-Christophe Cambadélis (Paris) ont été éliminés dès le premier tour de ces élections législatives.

Comme eux, de très nombreuses personnalités socialistes ont reçu une véritable claque à l'occasion de ce scrutin et n'accèdent pas au second tour. C'est le cas de Patrick Mennucci (Bouches-du-Rhône), d'Elisabeth Guigou (Seine-Saint-Denis) ou du frondeur Laurent Baumel (Indre-et-Loire) mais aussi de nombreux anciens ministres comme Aurélie Filippetti (Moselle), Matthias Fekl (Lot-et-Garonne), Christian Eckert (Meurthe-et-Moselle), Juliette Méadel (Seine-et-Marne), Ségolène Neuville (Pyrénées-Orientales) ou Clotilde Valter (Calvados). Alexis Bachelay éliminé dans les Hauts-de-Seine. Razy Hammadi sorti en Seine-Saint-Denis.

Cécile Duflot est également victime de cette vague à Paris, comme Emmanuelle Cosse en Seine-Saint-Denis.

Pour d'autres, la qualification n'est qu'une maigre consolation au regard du retard emmagasiné. C'est le cas de Najat Vallaud-Belkacem qui est donnée une vingtaine de points derrière le candidat En Marche dans le Rhône.

Cette configuration d'une qualification en mauvaise posture est fréquente aussi à droite. A Paris, Nathalie Kosciusko-Morizet a près de 25 points de retard sur le candidat En Marche. Idem dans les Hauts-de-Seine pour le juppéiste Gilles Boyer très largement en retrait. L'ancien ministre Hervé Novelli est lui aussi une vingtaine de points derrière en Indre-et-Loire. Dans les Yvelines, Jean-Frédéric Poisson a 27 points de retard sur Aurore Bergé qui rate la victoire à quelques centaines de voix. Dans l'Oise, Eric Woerth s'effondre par rapport à 2012. En Seine-et-Marne, Christian Jacob est mis en ballottage. Dans les Alpes-Maritimes, Eric Ciotti dans l'incertitude.

On note tout de même quelques éliminés comme Henri Guaino à Paris ou Rama Yade dans le Loir-et-Cher.

Au Front national, c'est Nicolas Bay, le secrétaire général du parti qui encaisse la plus lourde défaite. Alors qu'il s'était présenté dans la circonscription de Seine-Maritime où Marine Le Pen avait réalisé le meilleur score à la présidentielle, il n'est même pas qualifié pour le second tour. Élimination aussi pour le comédien Franck De Lapersonne dans la Somme. Pour Florian Philippot, Gilbert Collard ou Louis Aliot, la situation au second tour est très compliquée dans la mesure où ils auront des duels et non des triangulaires qui leur auraient été plus favorables. [huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr) 12.06

Les raclures qui s'en sortent

Législatives : à Paris, Myriam El Khomri arrive deuxième et élimine les adversaires de la loi Travail - [francetvinfo.fr](http://francetvinfo.fr)

Autoproclamée candidate de la majorité présidentielle, elle arrive deuxième de ce premier tour avec 20,23% des voix, derrière son concurrent LR-UDI Pierre-Yves Bournazel (31,76%), qui revendique aussi ce titre. Tous les deux s'affronteront au second tour dans une semaine. La France insoumise est éliminée avec 16,6% des voix, devant Caroline de Haas et ses 13,57%. [francetvinfo.fr](http://francetvinfo.fr)

- Richard Ferrand en tête dans sa circonscription - AFP

Le ministre de la Cohésion des territoires Richard Ferrand est arrivé en tête dans sa circonscription du Finistère sous l'étiquette REM avec 33,93% des voix, les électeurs ne lui tenant visiblement pas rigueur de son implication dans l'affaire immobilière... AFP

- Législatives : Manuel Valls annonce être "nettement en tête" au premier tour- [Franceinfo](http://Franceinfo)

L'ancien Premier ministre recueille 25,45% des suffrages. Manuel Valls affrontera Farida Amrani, candidate de La France insoumise, arrivée en deuxième position avec 17,61% des voix. [Franceinfo](http://Franceinfo)

### [Les étoiles meurent aussi](#)

- Débâcle du mouvement Cinq étoiles au premier tour des municipales italiennes - [euronews](http://euronews)

Le parti anti-système n'arrive même pas à se qualifier pour le second tour, prévu le 25 juin. Il arrive en troisième, voire en quatrième position après le scrutin qui s'est déroulé hier dans un millier de villes dont Parme, Vérone, Palerme, L'Aquila dans les Abruzzes, mais aussi Catanzaro en Calabre, Tarente, dans les Pouilles, et Gênes, ville du fondateur du mouvement, Beppe Grillo.

Les coalitions classiques de centre-droit et de centre-gauche reviennent en force pour se disputer ces villes. En cause, sans doute, les difficultés rencontrées par Virginia Raggi, maire de Rome. Membre du Parti 5 étoiles elle est aujourd'hui cernée par les affaires. On est loin de l'engouement provoqué par le mouvement dans la capitale italienne et à Turin.

Reste à savoir si le parti de Beppe Grillo arrivera à inverser la tendance avant les législatives prévues en 2018.

### [A propos du Qatar](#)

Michel Audiard, célèbre dialoguiste de cinéma du siècle dernier au langage châtié, qualifiait jadis ce genre de «combinazione» de «conjuración de cloportes» ourdie par des prédateurs machiavéliques. Autrement dit une association de malfaiteurs. Au vu d'une telle mystification, il aurait sans doute tonné haut et fort contre qu'«il ne faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages», encore moins les vessies pour les lanternes, intimant de cesser au plus vite ce «foutage de gueule», si préjudiciable à ses auteurs.

La chute vertigineuse de l'audience d'Al Jazira en porte témoignage. De «43 millions de téléspectateurs quotidiens à 6 millions», selon Riadh Sidaoui, directeur du Centre Arabe de Recherches et d'Analyses Politiques et Sociales (CARAPS), basé à Genève, qui explique cette dégringolade par le traitement partial de la chaîne qatarote du «printemps arabe» au point de soutenir la guerre coloniale de l'OTAN en Libye.

Le roitelet d'un minuscule pays qui génère un milliard de dollars de recettes par jour dans un monde où l'argent est roi est ipso facto le Roi du Monde dans une période où l'économie occidentale est en crise systémique.

Mais le souverain d'une principauté dont le quart de la superficie du pays est occupé par une importante base militaire américaine est au choix un prince captif ou un souverain sous tutelle. Un gouverneur d'opérette? Une marionnette?

Dans tous les cas de figure, un oxymore. (Arabie saoudite - Qatar La guerre des Frères ennemis du wahhabisme, une guerre

de défausse. - madaniya.info - René Naba 08.06)

### Paroles d'une journaliste indépendante et d'un historien

Vanessa Beeley - « Ce que nous subissons depuis longtemps est une forme de harcèlement moral, de fait, par des gouvernements et des officiels très narcissiques, hégémoniques. C'est une forme de 'gaslighting' dans laquelle notre foi dans nos capacités à juger d'une situation, et dans une certaine mesure dans notre identité, a été érodée et minée au point de nous faire accepter leur version de « la réalité ».

« Notre point de départ devrait être – ils vont nous mentir. Et nous devrions exiger des preuves formelles, irréfutables, de tout ce qu'ils avancent. » (Vanessa Beeley, journaliste indépendante.)

Milos Kovic - Quel monde orwellien malade avons-nous créé par notre apathie et par notre silence ! Il est temps d'élever la voix. Je demande instamment à tous les Européens particulièrement d'élever la voix (et même de hurler). Assez, c'est assez ! Mazin Qumsiyeh, Palestinien, il enseigne au sein de l'université de Bethléem et de Bir Zeit et dirige le Musée Palestine d'Histoire Naturelle et l'Institut palestinien de biodiversité et durabilité.

- Regardons dans le miroir et répondons à la question de savoir où nous étions et ce que nous avons fait dans les années quatre-vingt-dix, lorsque la Yougoslavie a été démantelée et ce que nous faisons aujourd'hui lorsqu'ils essaient de détruire notre Serbie. ... nous ne devons pas perdre de temps en nous accusant nous-mêmes, nous ne devons pas perdre confiance en notre propre force et nous ne devons pas oublier que l'avenir appartient à ceux qui ne capitulent pas. Milos Kovic, historien, professeur adjoint au Département d'histoire, Faculté de philosophie à Belgrade, en Serbie

### Leur vieux monde infâme se meurt

- Royaume-Uni : Theresa May, la «morte-vivante» - Liberation.fr

- Le Kosovo se cherche une nouvelle Assemblée - euronews

- Philippines : les forces spéciales américaines sont à Marawi - euronews

- Les Etats-Unis ont mené une frappe contre les shebab en Somalie - Franceinfo

- Netanyahu appelle l'ONU à fermer l'agence d'aide aux réfugiés palestiniens - AFP

- A Raqqa, des obus au phosphore blanc - Liberation.fr

Des activistes syriens dénoncent l'usage par la coalition, lors de la reprise de la ville, de ces munitions interdites dans les zones où vivent des civils.

Les vidéos ne laissent guère de doute : la coalition internationale a utilisé des munitions au phosphore blanc à Raqqa, fief syrien de l'Etat islamique (EI). Les images, enregistrées jeudi soir et diffusées par les activistes de Raqqa Is Being Slaughtered Silently (RBSS, «Raqqa se fait massacrer en silence»), montrent les flammèches typiques, orangées puis blanches, qui s'abattent telles des tentacules sur la ville. L'utilisation de telles munitions, qui provoquent des brûlures atroces, dans des zones où vivent des civils est interdite par les conventions internationales. Liberation.fr 11.06

[Haut de page ↗](#)

---

Le 14 juin 2017

### CAUSERIE

● Causerie du 14 juin, 16 pages.

● Causerie du 12 juin actualisée, 10 pages.

Qu'aucun parti ne soit en mesure d'appeler seul à une action, on le comprend parfaitement, mais qu'aucun n'en propose

aujourd'hui pour exiger le retrait du projet de contre-réforme du Code du travail (notamment) du gouvernement est inquiétant et révélateur.

J'ai envoyé à toutes les formations politiques que j'ai pu contacter par Internet ma proposition de manifestation nationale et unitaire à Paris le 16 septembre, je n'ai reçu qu'une seule réponse de la Fédération Anarchiste qui m'a dit être intéressée. On va attendre la fin de la semaine pour voir si nous aurons d'autres réponses, sans illusion évidemment. Entre la défense du régime et leurs misérables calculs d'appareil, il semble qu'ils n'ont pas d'autres intérêts en réalité. A suivre donc.

De plus en plus de travailleurs ont intégré le fonctionnement des institutions antidémocratiques de la Ve République.

Le président élu va nommer un Premier ministre et former un gouvernement qui sont issus de la formation politique ou de la coalition de partis qui ont soutenu sa candidature. Ce sont eux qui vont gouverner le pays, édicter des lois, etc., partant de là à quoi cela servirait-il d'aller voter aux législatives, autant laisser voter ceux qui ont élu le président élire leurs députés, nous nous ne sommes plus concernés après la présidentielle, pourquoi irions-nous élire des députés d'autres partis qui demain n'auront aucun pouvoir ?

Mais pourquoi n'ont-ils pas élu un président qui représenterait leurs intérêts ? Il y a plusieurs explications, on en retiendra deux qui n'en font qu'une. Parce qu'ils ont estimé qu'aucun ne les représentait vraiment, ils se sont abstenus ou ils ont dispersé leur voix sur l'ensemble des candidats en présence, y compris ceux représentant ouvertement les intérêts des capitalistes parce qu'ils n'ont pas un début de conscience de classe, cela tient à la fois à l'hétérogénéité de leur condition ou statut et au degré d'influence sur eux de l'idéologie de la classe dominante.

En résumé à ce stade, ce qui leur manque le plus c'est une conscience de classe, tandis que leur compréhension de la société présente de graves lacunes dont ils ne parviennent pas à se dépêtrer, parce que la société les a corrompu en leur accordant des conditions d'existence relativement confortables ou satisfaisantes, et c'est à travers ce facteur qui inconsciemment remplira le rôle d'écran déformant qu'ils interpréteront la situation et détermineront vers quel candidat ou parti se portera leur voix, dès lors qu'il leur tiendra le discours qu'ils voulaient entendre et la boucle est bouclée. Sans issue.

Quand on néglige ou nie tout ou partie ces facteurs qui sont à l'origine du niveau de conscience des travailleurs, ensuite il ne faut pas s'étonner de la situation ou de ce qui peut arriver. Refuser d'en discuter, c'est s'interdire d'aller de l'avant, dès lors on est conduit à régresser sans cesse et condamner l'humanité à la barbarie. C'est l'attitude adoptée délibérément par tous les partis dits ouvriers, malheureusement.

Ils vont vous tenir le discours que les travailleurs américains ont entendu il y a près d'un siècle et qui a produit les effets que vous savez. Ainsi la décomposition de la société (du monde) va se poursuivre et s'accélérer sans que la moindre perspective de la stopper n'apparaisse. La réaction va gouverner sans plus tenir compte du reste de la société, l'opposition étant disloquée, neutralisée, elle-même corrompue, se déchirera pour n'avoir aucune base théorique, aucune stratégie à opposer à celle de l'oligarchie qui régnera en maître absolu.

Il est à craindre que nous assistions aux derniers soubresauts du crépuscule de la civilisation humaine, dès lors que ce qui divise le mouvement ouvrier et les militants l'emporte sur ce qui permettrait de les rassembler.

[Stop ou encore. Règne de la tyrannie made in USA ou la France telle qu'elle deviendra sous Macron.](#)

Journaliste et écrivain, Chris Hedges, 60 ans, a longtemps été correspondant de guerre en Amérique latine, au Proche-Orient et dans les Balkans.

Il critique le traitement des Palestiniens par les Israéliens. Il a critiqué également la guerre en Irak.

Le 24 mai, un éditorial de The Wall Street Journal dénonce Hedges pour sa position contre la guerre. The New York Times le réprimande publiquement pour « remarque publique qui pourrait miner la confiance du public dans l'impartialité de la publication ».

Le 29 décembre 2008, il s'identifie comme étant un socialiste comparé à ce qu'il voit comme étant le « capitalisme totalitaire sans pitié ». Wikipédia.org

Chris Hedges - Oubliez le limogeage de James Comey. Oubliez la paralysie du Congrès. Oubliez l'idiotie d'une presse qui relate notre chute dans la tyrannie comme s'il s'agissait d'un concours sportif entre les Républicains et les Démocrates, tous deux liés au monde des affaires, ou un reality-show mettant en vedette notre président délirant et les crétins qui l'entourent. Oubliez le bruit. Les politiciens qui dirigent notre gouvernement dysfonctionnel n'incarnent en rien la crise que nous traversons. Elle est le résultat d'un coup d'État institutionnel qui s'est produit au ralenti pendant quatre décennies, qui a rendu le citoyen impuissant, qui nous a laissés sans aucune institution démocratique authentique et qui a donné un pouvoir total aux entreprises et aux militaires. Cette



crise a engendré un système électoral où la corruption est légale, et elle a donné le pouvoir aux personnalités en vue qui maîtrisent les arts du divertissement et de l'artifice. Si nous ne renversons pas les forces néolibérales du monde des affaires qui ont détruit notre démocratie, nous continuerons à régurgiter toujours plus de monstruosité aussi dangereuses que Donald Trump. Trump est le symptôme, pas la maladie.

Notre chute dans le despotisme a commencé avec le pardon de Richard Nixon, dont les crimes, susceptibles de mener à la destitution, sont maintenant légaux, ainsi qu'avec les attaques extra-judiciaires, comme les assassinats ciblés et l'emprisonnement, menées contre des dissidents et des extrémistes, particulièrement les extrémistes noirs. Cela a commencé avec les fondations et les organisations financées par les grandes entreprises qui ont pris le contrôle de la presse, de la justice, des universités, de la recherche scientifique et des deux principaux partis. Cela a commencé avec le pouvoir donné à une police militarisée de tuer des citoyens désarmés, et l'inflation de notre horrible système d'incarcération de masse et de peine de mort. Cela a commencé avec le détricotage de nos droits constitutionnels les plus basiques – l'intimité, les procédures judiciaires légales, l'habeas corpus, des élections sans fraude et une opposition respectée. Cela a commencé quand d'importantes ressources financières ont été employées par des acteurs politiques tel que Roger Stone, un proche conseiller de Donald Trump, pour créer des publicités politiques non constructives et des histoires fausses destinées à tromper le public, métamorphosant les débats politiques en une parodie. Nous avons perdu sur tous ces fronts. Nous sommes pris au piège comme des rats dans une cage. Un imbécile narcissique peut envoyer ou couper des décharges électriques, mais le problème réside dans le lien de l'État avec les grandes entreprises, et tant que nous ne l'aurons pas démantelé, nous serons condamnés. (...)

Les forces racistes, violentes et despotiques ont toujours fait partie du paysage américain et ont souvent été tolérées et renforcées par l'État pour persécuter les noirs pauvres et les dissidents. Le pouvoir absolu est refusé à ces forces tant qu'une majorité de citoyens a la parole au sujet de leur propre gouvernance. Les élites du monde des affaires, cependant, effrayées par ce que le politologue Samuel Huntington a appelé un « excès de démocratie », concept dont l'origine remonte aux années 60, ont méthodiquement détruit l'édifice démocratique. Elles ont empêché les citoyens de participer au gouvernement. Et ainsi, elles se sont assurées que le pouvoir basculerait entre les mains des ennemis de la société ouverte. Quand les institutions démocratiques cessent de fonctionner, quand le consentement des gouvernés devient une farce, les despotes, les manipulateurs, les excentriques, les théoriciens de la conspiration, les escrocs, les généraux, les milliardaires et les proto-fascistes occupent le vide politique. Ils laissent libre cours à la frustration et à la colère populaires tout en donnant à l'État les armes pour faire à la majorité ce qu'il a longtemps fait à la minorité. Cette histoire est aussi vieille que la civilisation. Elle s'est déroulée dans la Grèce et la Rome antiques, l'Union soviétique, l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et l'ex-Yougoslavie.

Trump, grave embarras pour l'État corporatiste et les organes de sécurité intérieure, peut être destitué de la présidence, mais une telle révolution de palais ne ferait que consolider encore davantage le pouvoir de l'État profond, et intensifierait les mesures internes de répression. Des millions de personnes, les sans-papiers, les condamnés pour crime, les prisonniers dans des cages, les personnes de couleur qui vivent dans la pauvreté, ont déjà été dépouillés de leurs droits et certains ont même été assassinés systématiquement par la police. La réalité d'une terreur quotidienne de l'État à l'encontre de ces minorités, à moins que ce processus de pillage institutionnel ne s'interrompe, s'étendra et deviendra normal avec ou sans Trump. (...)

Pendant les années 1960 et 1970, il y a eu une guerre contre les extrémistes noirs, avec l'assassinat par le FBI de dirigeants tels que Fred Hampton. Cette guerre contre les extrémistes, la prétendue bataille pour « la Loi et l'Ordre » du président Nixon, a placé la police, le FBI et les autres organes de sécurité intérieure en dehors du périmètre de la loi. Leur pouvoir n'a fait que se développer depuis. Nous sommes tous sous la surveillance de l'État. Et nous pouvons tous devenir des victimes si l'État nous considère comme une menace. La perte du contrôle citoyen, ainsi que le manque de transparence, sont inquiétants.

Abu-Jamal a été reconnu coupable en 1981 du meurtre de Daniel Faulkner, un policier blanc de Philadelphie. Son procès a été un simulacre. Il y a eu des fausses preuves, des témoins de la défense refoulés, des témoins à charge qui contredisaient leur témoignage antérieur, un avocat commis d'office, comme souvent dans ce système, à qui on avait attribué peu de fonds et qui avait peu envie de défendre son client, une série de décisions juridiques inconstitutionnelles prises par un juge pour condamner le prévenu. (...)

Notre incapacité à défendre ceux qui sont diabolisés et persécutés nous laisse tous diabolisés et persécutés. Notre incapacité à exiger justice pour tout le monde nous laisse tous sans justice. Notre incapacité à stopper l'écrasement des mouvements populaires qui se mettent explicitement du côté des opprimés nous laisse tous opprimés. Notre incapacité à protéger notre démocratie nous laisse sans démocratie. La persécution de Mumia Abu-Jamal, des membres de MOVE et tous les extrémistes durant quatre décennies ne sont pas une histoire ancienne. C'est la genèse du présent. Elle a engendré le coup d'État et le mécanisme de la terreur d'État. Nous allons payer pour notre complaisance. (Chris Hedges 14.05 - Article en entier sur le blog Les-crisis.fr)

[Macron est illégitime pour gouverner, chassons-le du pouvoir !](#)

Législatives 2017 : va-t-on vers un excès de pouvoir ? L'Assemblée sera-t-elle légitime ? - Franceinfo

Réponse :

- Abstention : 24 009 182  
- Blancs : 349086  
- Nuls : 160557

Total : 52,48%

2012 (2e tour des législatives)

11 497 651 de voix (PS et alliés)

11 497 651:43 233 648 100 = 26,59% des voix exprimées = 57,37% en sièges.

- Abstention : 19 281 162  
- Blancs et nuls : 923 178

Total = 48,45%

A plusieurs reprises depuis l'avènement de la Ve République le parti qui avait obtenu la majorité en nombre de députés était minoritaire en voix. Qui s'en était ému ? Personne ou presque... pour l'oublier aussi vite.

On entend des "révolutionnaires" s'émouvoir que REM pourrait rafler la mise à l'Assemblée nationale en étant minoritaire en voix, mais ils se passent bien de préciser qu'il en a souvent été ainsi, peut-être parce qu'ils ne tiennent pas vraiment à ce qu'on retourne le passé.

Leur passé, peu glorieux, quand ils cautionnaient le président et le parlement en place qui en réalité étaient minoritaires donc illégitimes, qu'il s'agisse de Sarkozy et de l'UMP ou de Hollande et du PS, en leur adressant des pétitions ou des délégations pour leur faire prendre conscience du triste sort qu'ils réservaient aux travailleurs comme s'ils ne le savaient pas et ne s'en fichaient pas éperdument. J'ai toujours été opposé à ce type d'actions.

Tout se paie un jour, y compris l'opportunisme.

[L'idiot utile du régime prêt à tout pour garantir son statut d'affairiste et sa propre survie financière.](#)

Politiquement il lui reste les cendres du réformisme ou le cadavre puant du PS.

Jean-Luc Mélenchon affichait un large sourire, dimanche 11 juin au soir, nous dit-on.

En nombre de voix, la France insoumise passe à plus de 7 millions à la présidentielle, à moins de 2,5 millions aux législatives. Après avoir visé l'Élysée, l'objectif de Jean-Luc Mélenchon est désormais d'obtenir quelques députés insoumis à l'Assemblée nationale. Francetv info

FI percevra chaque années en subvention de l'Etat : 2,5 millions de voix x 1,42 euros = 3 550 000 euros, soit 17,75 millions d'euros, à ce prix-là cela ne donne pas vraiment envie de renverser le régime !

- Jean-Luc Mélenchon, un geste pour les frondeurs liberation.fr

Il soutient quelques candidats socialistes : ceux qui ont signé la motion de censure contre le gouvernement de Manuel Valls, à l'époque de la mobilisation contre la loi Travail. Face à la vague de La République en marche, ils ne sont pas nombreux à être qualifiés pour le second tour des législatives. Ils sont cinq : Régis Juanico (Loire), Barbara Romagnan (Doubs), Yann Galut (Cher), Christian Paul (Nièvre), et Jérôme Lambert (Charente).

Le leader de La France insoumise, qui est bien parti pour devenir député à Marseille, ne fait pas ce geste par hasard. Il se plonge aussi dans le futur. Il se cherche des alliés pour constituer un groupe parlementaire au Palais-Bourbon et jouer un rôle central dans l'opposition. liberation.fr 13.06

[Le règne du totalitarisme.](#)

Le déni permanent de la réalité, transformer un échec, moins de 15% des suffrages pour REM, en un "raz de marée", un "triomphe", à ce niveau c'est un cas clinique qui relève de la psychiatrie. Inutile de le dire, on va encore trouver mon discours excessif.

C'était joué aux apprentis sorciers ou être irresponsables de confier son sort à des escrocs patentés, tout ce qui se revendiquait de gauche et qui en réalité était de droite. Cette insouciance devait se payer très cher un jour. C'était inévitable, donc laissons les regrets aux nostalgiques des heures de gloire du social-impérialisme et du stalinisme.

Autre enseignements des législatives, les travailleurs boycottent les élections, tous les partis dits ouvriers appellent à y participer, la rupture est totale, aucun parti n'est légitime pour s'exprimer au nom des travailleurs.

### Macronmania amère.

- Législatives 2017 : face à une abstention record, Emmanuel Macron ne cède pas au triomphalisme  
- Francetv info

Emmanuel Macron est resté discret au lendemain de la victoire. "Il n'est pas question qu'il fasse de commentaire selon son entourage", Anne Bourse en direct depuis le Palais de l'Élysée. Francetv info 12.06

Tandis que l'Élysée a refusé de commenter les résultats du 1er tour des législatives, certains notant que Macron n'avait pas cédé au "triomphalisme", ce n'est pas le cas des médias propriétés des oligarques, ses parrains, ou de l'AFP que l'Etat subventionne :

- Législatives: pour Macron, canaliser la force de la vague - AFP

- Législatives: Macron vers une majorité sans partage - AFP

N'abusez pas, LR et le PS soutiendront la politique de Macron puisqu'ils avaient la même, et les imposteurs de la pseudo-gauche ou les clones du PS feront tout pour empêcher que les travailleurs se mobilisent par millions, la racaille à la direction des syndicats en seront aussi.

Nathalie Saint-Cricq, journaliste de France 2 dont le Chef du service économique vient de participer à la réunion annuelle du groupe de Bilderberg, François Lenglet, joue le marteau-pilon de l'oligarchie et relaie ses conseils :

L'Assemblée nationale : "Elle est légitime, même si elle laisse beaucoup de Français sur le bord du chemin en raison un, de l'abstention, deux, des effets du scrutin majoritaire", selon la journaliste de France 2.

Et d'ajouter : "Il reviendra à l'exécutif de redoubler de vigilance pour ne pas donner l'impression d'humilier les oppositions de droite, du Front national ou de La France insoumise. Parce qu'il vaut mieux que l'opposition s'exerce dans l'hémicycle que dans la rue." "Il n'y a pas de péril démocratique", estime-t-elle. Francetv info 12.06

- Législatives : "Une caricature des mauvais travers de la Ve République" - LePoint.fr

L'abstention, grande gagnante du premier tour des législatives, fragilise la légitimité du scrutin.

Plus d'un électeur sur deux n'est pas allé voter dimanche dernier : le premier tour des législatives a été marqué par une abstention record (51,29 %). (...) Lassitude après une très longue séquence politique, débutée en 2016 avec les primaires ? Défiance vis-à-vis de la classe politique ? Désintérêt en raison de la victoire annoncée de La République en marche ? Déception après les résultats de l'élection présidentielle ? Le taux élevé d'abstention, qui nourrit les procès en légitimité, pourrait fragiliser cette victoire annoncée. Elle interroge au moins sur le fonctionnement de notre démocratie. Bruno Cautrès, dont les travaux portent sur l'analyse des comportements et des attitudes politiques, est chercheur CNRS au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Interview.

Le Point. : Comment peut-on expliquer cette abstention record ?

Bruno Cautrès : La forte baisse de la participation entre l'élection présidentielle et les élections législatives n'est pas une nouveauté de ce scrutin ; on avait déjà constaté une baisse de forte ampleur en 2002, 2007 et 2012, depuis que les législatives sont presque « couplées » à la présidentielle. En 2017 sont venus s'ajouter à ce scénario classique d'autres facteurs : les deux primaires ont rallongé la campagne et rajouté des tours d'élection. De plus, les électeurs du Front national, de Jean-Luc Mélenchon ou encore de Benoît Hamon se sont plus abstenus que les autres, à cause des résultats de la présidentielle. Et le résultat des législatives semblait clairement annoncé à l'avance. Il n'y a pas eu de campagne électorale législative opposant des projets politiques. Le seul enjeu de la campagne était de savoir si Emmanuel Macron aurait une majorité absolue ou relative. Pour le moment, les électeurs font preuve d'une forme de « bienveillance conditionnelle » vis-à-vis du nouveau pouvoir

LePoint - Peut-on parler d'une Assemblée nationale illégitime ou peu représentative des Français ?

Bruno Cautrès - Juridiquement non bien sûr. Mais politiquement, il y a un souci. Les électeurs qui vont catapulte à l'Assemblée nationale de nombreux députés de La République en marche (REM) ne sont pas représentatifs de toute la sociologie de la France, du fait de l'abstention différentielle par milieux sociaux. Par ailleurs, la composition finale de l'Assemblée sera totalement distortue par rapport au premier tour de la présidentielle qui est ainsi (presque) rayé d'un trait de plume. La combinaison de ces deux observations pose la question sur la signification de « représenter les Français » par rapport à « représenter la France » ou « la volonté générale ». REM et Emmanuel Macron n'y sont pour rien ; c'est l'effet du scrutin majoritaire et de la non-participation des électeurs aux courants de pensée différents. Tout ceci pose une sérieuse question sur la légitimité au sens politique par rapport au sens formel du terme.

LePoint - Est-ce un danger pour notre démocratie ?

Bruno Cautrès - C'est potentiellement un souci, car le résultat final des législatives va ressembler à une caricature des mauvais travers de la Ve République au scrutin majoritaire. Il n'est pas bon pour la qualité du fonctionnement de la démocratie que des forces politiques qui comptent et qui obtiennent les votes de parties significatives du corps électoral ne soient pas ou pas bien représentées en sièges dans l'Assemblée qui fait la loi.

LePoint - Est-ce le signe que les forces d'opposition changent de nature ? Par exemple, si les abstentionnistes ne sont pas en accord avec des mesures prises par le gouvernement, ne préféreront-ils pas manifester plutôt que voter ?

Bruno Cautrès - principal risque de la situation que nous vivons est bien là. Ce risque provient de l'écart entre l'hétérogénéité politique et sociologique dans les résultats du premier tour de la présidentielle, et l'homogénéité politique et sociologique qui va apparaître à l'Assemblée nationale. Si les forces d'opposition ne sont pas bien représentées au Parlement, ne risquent-elles pas de vouloir s'exprimer à travers d'autres canaux ? LePoint.fr 13.06

Couacs, affaires, mutisme

- Législatives - Nouveaux couacs en Bretagne chez La République en marche - LePoint.fr

La fondatrice du comité local En marche ! en Ille-et-Vilaine soutient la député LR sortante Isabelle Le Callennec plutôt que la candidate investie par REM. LePoint.fr

- Richard Ferrand est-il au coeur d'une nouvelle affaire immobilière ? - Franceinfo

Selon Mediapart, le ministre de la Cohésion des territoires se serait enrichi en revendant une partie de sa permanence parlementaire, qu'il aurait achetée avec des fonds publics. Franceinfo

- François Bayrou, l'embarrassant champion de la moralisation d'Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Visiblement, Bayrou se moque des remontrances d'Edouard Philippe - Liberation.fr

Le Premier ministre a rappelé à l'ordre François Bayrou, qui a répondu en signifiant... qu'il s'en moquait. Liberation.fr

- Les candidats d'En marche accusés de fuir le débat - liberation.fr

Plusieurs dizaines de candidats de la majorité présidentielle refusent de débattre entre les deux tours. Un « déni de démocratie » pour leurs adversaires, qui dénoncent une tactique pour ne pas prendre de risque alors qu'ils partent largement favoris.

La polémique survient alors que le mouvement d'Emmanuel Macron semble assuré d'une vague sans précédent sur l'Assemblée nationale. Les candidats n'auraient guère intérêt à se mettre en danger lors d'un débat d'entre deux tours, préférant surfer tranquillement sur la vague pour se faire déposer à l'Assemblée nationale... L'inexpérience politique d'une bonne partie des candidats du tout nouveau parti est aussi avancé comme raison par leurs adversaires. Peu rodés aux débats – a fortiori médiatisés – ils se défileraient. L'exemple de Fabienne Colboc, candidate dans la 1<sup>re</sup> circonscription d'Indre-et-Loire, a pu en refroidir plus d'un. Un montage ressorti hier met en avant sa piètre prestation lors d'un débat organisé par France 3 Val de Loire. On y voit Fabienne Colboc tenir des propos confus, voire incohérents. C'est d'ailleurs à cause de cette performance qu'elle-même aurait refusé un nouveau débat avant le deuxième tour contre son adversaire Hervé Novelli, selon la Nouvelle République. liberation.fr 13.06

L'essentiel est ailleurs, coup de force ou arnaque réussi.

Le parti d'Emmanuel Macron présentait 468 candidats (sur 577 circonscriptions) selon l'étiquetage du ministère de l'Intérieur : 400

sont arrivés en tête de leur scrutin, 58 à la deuxième place. Mais seuls 10 ont échoué et ne verront pas le second tour (aucun n'a fait pire que quatrième), notamment à la Réunion, dans le Nord et en Corse. Franceinfo

### [A mort !](#)

- Législatives : le Parti socialiste est-il condamné à mourir ? - Franceinfo
- Législatives 2017 : l'avenir du parti Les Républicains en question - Franceinfo
- Législatives 2017 : la débâcle au Front national - Franceinfo

### [En régime oligarchique, c'est le nerf de la guerre qui commande.](#)

- Législatives : la bonne fortune de REM, la crise pour LR et le PS - lepoint.fr

En politique, l'argent est le nerf de la guerre. La République en marche (REM) vient à peine de devenir un parti politique mais est déjà assuré d'un confortable financement public, quand les deux grandes formations traditionnelles, Les Républicains (LR) et le Parti socialiste (PS), vont devoir, dans le meilleur des cas, revoir leur train de vie à la baisse de manière drastique.

Le financement public se divise en deux tranches. D'une part, tout parti qui a présenté des candidats ayant obtenu plus de 1 % des voix dans au moins 50 circonscriptions au premier tour se voit attribuer chaque année 1,42 euro par suffrage pendant la durée de la législature. L'abstention record, conjuguée aux résultats médiocres pour LR, catastrophiques pour le PS, va diminuer sensiblement cette manne. LR a perdu plus de trois millions de voix entre 2012 et 2017, le PS plus de six millions. Soit une baisse des recettes annuelles d'environ 4,5 et 9 millions d'euros respectivement. REM, avec plus de sept millions d'électeurs, est d'ores et déjà assuré de récolter à ce titre plus de 10 millions d'euros par an.

La seconde tranche est débloquée en fonction du nombre de parlementaires qui, chaque année au mois de novembre, déclarent leur affiliation à un parti. Chaque élu « rapporte » un peu plus de 37 000 euros par an. Passant de 280 sièges à moins de 40, selon les projections, le PS connaîtra l'an prochain un manque à gagner de 9 millions d'euros sur cette seconde tranche. Les Républicains devront compter sur une centaine de députés de moins, soit une perte de plus de 3 millions d'euros. Avec plus de 400 élus selon les pronostics, le parti du président empochera quant à lui une quinzaine de millions d'euros chaque année de la législature.

Les deux partis sortants, en outre, ne recevront plus autant de contributions de leurs élus au Parlement (5 % de leur indemnité, soit 275 euros par mois, chez LR, et 500 euros mensuels au PS).

Sur 284 députés élus en 2012, seuls 65 candidats PS passent la barre du premier tour. Il ne devrait pas en rester plus de 30 au final. Francetv info

Pour le Parti socialiste, le risque de banqueroute est donc évident. Mais Les Républicains sont eux aussi menacés, à cause de leur endettement très lourd. Selon le rapport publié par la Commission nationale des comptes de campagne en février 2017, la dette de cette formation s'élevait encore à 67,7 millions d'euros fin 2015 (p. 392 et suivantes). Or, quand il a renégocié un rééchelonnement avec les banques, le parti de droite a calculé ses échéances à compter de début 2018, en prenant pour hypothèses une victoire de son candidat à la présidentielle, et la majorité absolue aux législatives. Il est aujourd'hui très loin du compte. Dans ce contexte, les 3 millions d'euros de la campagne présidentielle qui restent sur les comptes de Force républicaine, le microparti de François Fillon qui se refuse obstinément à rendre l'argent, vont se révéler plus désirables que jamais. lepoint.fr 13.06

### [En oligarchie, seule l'entreprise, le marché compte.](#)

- Droit du travail : le Medef veut lui aussi privilégier l'entreprise - latribune.fr

Pierre Gattaz, président du Medef, veut, à l'instar du gouvernement, faire de l'entreprise le lieu privilégié pour élaborer les normes sociales. Il demande à ce que l'accord de branche devienne l'exception...

« Le Medef ne sera ni un opposant systématique ni un soutien aveugle ». Pierre Gattaz, le président de l'organisation patronale, a tenu à mettre immédiatement les points sur les « i », avant même les résultats du second tour des élections législatives. Il ne veut surtout pas montrer l'impression de jubiler alors que le nouveau pouvoir a choisi comme chantier prioritaire du quinquennat la réforme du Code du travail. Une vieille antienne patronale.

S'autorisant un rôle « d'aiguillon », Pierre Gattaz se dit même fermement opposé à deux décisions prises par le

gouvernement d'Edouard Philippe. Sur le compte pénibilité, d'abord, il ne veut pas d'une énième expertise pour parvenir à une simplification du dispositif, comme l'a promis le 30 mai le Premier ministre. Le Medef prône une méthode nettement plus drastique : un « arrêt des compteurs ». Pierre Gattaz veut revoir le dispositif de fond en comble pour « tout simplifier » et se dit d'accord avec Emmanuel Macron pour l'inclure dans la prochaine réflexion sur les retraites qui aura lieu en 2018.

Désaccord sur le prélèvement à la source...

Le deuxième objet de son courroux concerne le prélèvement à la source. Pour le Medef, c'est toujours « non » et le fait que le gouvernement ait retardé la réforme de 2018 à 2019 ne change absolument rien pour lui : « les entreprises ne sont pas des percepteurs », a lancé Pierre Gattaz qui demande au gouvernement de trouver d'autres solutions.

... mais accord complet pour faire de l'entreprise le lieu privilégié de la négociation

Mais, pour le reste, le Medef est actuellement en phase avec la future nouvelle majorité. Il brûle même d'impatience sur la réforme du Code du travail, jugé « trop complexe, trop lourd, trop anxiogène » pour les chefs d'entreprise et les potentiels investisseurs en France. Pierre Gattaz a même été jusqu'à lancer que « le premier épouvantail de la France, c'est son droit du travail »... Alors, ce que souhaite avant tout Pierre Gattaz « c'est un dialogue réel dans les entreprises. Cela doit être le sens de la réforme ». Autrement dit, pour lui, un maximum de choses doivent être négociées au niveau des entreprises. Vielle revendication du Medef. Mieux, s'il n'y pas de syndicats, le chef d'entreprise doit pouvoir « négocier avec ses salariés directement »... Les syndicats apprécieront.

Enfonçant le clou, le patron de l'organisation syndicale estime aussi que la branche doit se limiter à guider « les petites entreprises qui n'ont pas le personnel pour discuter de l'organisation » et ne primer que « par exception, pour éviter le dumping social et l'anarchie » : « Typiquement, dans le nettoyage, lorsqu'une entreprise perd un contrat avec une société, elle a l'obligation de transférer ses salariés à l'entreprise qui a gagné l'appel d'offre. Dans ce cas, c'est la branche qui régule et c'est très bien. » Mais dès que cela est possible, les entreprises doivent pouvoir déroger à un accord de branche...

Les motifs du licenciement économique négociés dans les entreprises?

Une philosophie assez proche de celle de l'actuel gouvernement donc qui voudrait faire aussi de l'entreprise le lieu privilégié de la négociation. D'ailleurs, Edouard Philippe est allé un peu plus loin dans cette voie ce mardi 13 juin en intervenant sur France Info. Interrogé sur le fait de savoir si les causes d'un licenciement économique pourraient être à l'avenir négociées au niveau de l'entreprise - actuellement les critères justifiant un tel licenciement sont définis par la loi et la jurisprudence - le Premier ministre s'est montré ouvert... mais prudent : « On verra. On va discuter. Je ne dis pas que ce sera le cas, je dis qu'on va discuter. »

Réponse sibylline certes, mais qui ouvre déjà plus de perspectives que la semaine dernière quand Édouard Philippe avait rendu public un document de travail sur les réformes sociales qu'il entendait mener et qui ne comportait que des propos très généraux. Cette fois-ci, même s'il reste très prudent, Édouard Philippe laisse tout de même entendre qu'il ne serait pas contre le fait que ce sujet soit abordé dans la concertation en cours avec les organisations patronales et syndicales dans le cadre de la préparation des ordonnances. Le Medef ne peut qu'être ravi.

Le quotidien Libération avait à cet égard déclenché un beau tollé en révélant un document de la Direction générale du Travail, « en réponse à une demande du cabinet » - de la ministre du Travail - où cette idée de pouvoir négocier les motifs du licenciement économique au niveau de l'entreprise était clairement indiquée. La ministre du Travail avait rétorqué qu'il ne s'agissait que d'un document de travail sans valeur officielle...

Pas de négociation sur le contrat de travail

En revanche, comme si il avait besoin d'offrir à l'avance une compensation aux syndicats, Edouard Philippe a également précisé qu'il n'était pas question d'ouvrir les accords d'entreprise à une réforme possible du contrat de travail :

« J'ai déjà exprimé le fait que toute une série de règles relatives au contrat de travail n'avaient pas vocation à être discutées dans l'entreprise (...) le nombre de CDD, la durée du CDD, le fait que le CDI est le contrat de droit commun, que c'est la norme. »

Si c'est vraiment le cas, le Medef va être un peu déçu, lui qui défend « un droit à l'expérimentation » et qui demande que « des CDI de mission, de projets soient tentés... ». Oubliant d'ailleurs au passage que ce type de contrat est déjà possible pour les ingénieurs et les cadres, dès lors qu'il est prévu par un accord de branche... ou d'entreprise.

Pour l'instant donc, le Medef apporte son soutien au Président de la République et à sa future majorité. Mais il prévient que le « gouvernement à une énorme responsabilité » pour réussir à réformer dans une période où il y a un « bon alignement des planètes » avec une conjoncture qui redevient favorable et la création de plus de 80.000 emplois au premier trimestre.. certes, pour autant Pierre Gattaz n'a pas été jusqu'à remercier François Hollande pour cet héritage... latribune.fr 13.06

## Commentaire d'un internaute

- "Faire de l'entreprise le lieu privilégié pour élaborer les normes sociales"...Et pourquoi pas donner aux délinquants la faculté de rédiger le Code Pénal.

Le Medef est une organisation terroriste qui fait sur une année plus de morts que toutes les organisations terroristes connues réunies. C'est moins spectaculaire parce que les gens meurent anonymement, suicides, burn-out, maladies professionnelles...

Gattaz et son organisation terroriste se sentent pousser des ailes. Il va falloir les rogner leurs ailes de vautour. Ils ne comprennent que le rapport de force, eh bien on va le leur imposer, dans la rue. Fini le politiquement correct: retour à la baston.

[Même après la soupe est encore bonne.](#)

Une allocation chômage qui peut devenir particulièrement avantageuse.

- Législatives 2017 : les avantageuses allocations chômage des députés battus - latribune.fr

Sans autre revenu, si un député issu du privé « au chômage » bénéficie de l'aide pendant les trois ans, il pourra ainsi toucher 102.574,86 euros au total, selon le think tank iFRAP. Et si cette somme est élevée, elle s'explique par le montant important de base d'indemnisation des députés : elle s'élève en effet à 5.514,68 euros, ce à quoi il faut ajouter l'indemnité de résidence (165,44 euros), l'indemnité de fonction (1.420,03 euros) ce qui équivaut à un salaire brut mensuel de 7.100,15 euros.

D'autre part, contrairement à la procédure traditionnelle menée par Pole emploi dans le cadre de cette allocation, aucun contrôle n'est mené pour s'assurer que le député poursuit bel et bien sa recherche d'emploi puisque ce n'est pas cet organisme qui y est en charge. latribune.fr 13.06

Cela représente 34 ans de ma retraite (250 euros par mois) !

[En bref](#)

Il est des vôtres!

- Second tour des législatives 2017: Serge Dassault appelle à voter Manuel Valls "contre les Insoumis" - Le Huffington Post

En oligarchie ou le monde leur appartient.

- A fin 2016, la zone Europe de l'Ouest comptait 3,8 millions de foyers millionnaires, autant qu'en Asie-Pacifique.

Le marché américain reste le plus important au monde : la zone Amérique du Nord compte 7,6 millions de foyers millionnaires, et totalise (tous niveaux de richesse confondus) 55.700 milliards de dollars de patrimoine financier. Les Echos 14.06

[Les élites qui vous pourrissent la vie.](#)

- Protection sociale : deux femmes nommées à des postes stratégiques de l'administration - lesechos.fr

Mathilde Lignot-Leloup deviendrait directrice de la Sécurité sociale, et Cécile Courrèges directrice de l'offre de soins.

Elles ont été reçues par le Président de la République, et selon nos informations, leur nomination va être proposée ce mercredi en conseil des ministres. Mathilde Lignot-Leloup et Cécile Courrèges devraient décrocher deux directions stratégiques au sein de l'administration : la première prendrait la tête de la DSS (direction de la Sécurité sociale), qui se penche entre autres sur les comptes sociaux, et la deuxième dirigerait la DGOS (direction générale de l'offre de soins), qui a la haute main sur les hôpitaux. Avec la DGS (direction générale de la santé), dirigée par Benoît Vallet, ces trois directions jouent un rôle central dans la protection sociale en France.

Ces deux femmes remplaceraient Thomas Fatome, qui a quitté la DSS pour devenir directeur de cabinet adjoint à Matignon, et Anne-Marie Armenteras de Saxcé, qui a rejoint le collège de la Haute Autorité de Santé.

Deux expériences en cabinet ministériel

Mathilde Lignot-Leloup est depuis 2011 directrice déléguée à la Caisse nationale d'assurance-maladie, en charge de la gestion et de l'organisation des soins. Elle était conseillère comptes sociaux dans le cabinet Woerth en 2007, puis conseillère technique en 2009 auprès de François Fillon à Matignon, et elle a fait partie de l'équipe de projet de ce dernier lorsqu'il s'est porté candidat à la présidentielle. Enarque, diplômée de Sciences-po Paris, cette IGAS (Inspection générale des Affaires sociales) a également été directrice de l'audit à l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), de 2005 à 2007.

Cécile Courrèges est directrice de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire depuis 2014. Au cours des deux années précédentes, elle était conseillère technique de Jean-Marc Ayrault à Matignon, en charge de l'autonomie et de la santé. Enarque, diplômée de sciences politique et de l'Ecole nationale de santé publique, elle a également dirigé l'Agence régionale de santé de Bourgogne. lesechos.fr 13.06

### Ils osent tout

- Emmanuel Macron tout puissant face à Theresa May, et c'est la presse britannique qui le dit - Le Huffington Post

- Et si on fondait le Code de la fonction publique dans le Code du travail ! - LePoint.fr

Concrètement, tout nouveau recruté dans les institutions publiques, par concours ou non, serait salarié et non plus agent titulaire. LePoint.fr

- Israël va réduire la fourniture d'électricité à Gaza - AFP

- En Arabie saoudite, porter le maillot du Barça est désormais passible de 15 ans de prison - Le Huffington Post

L'Arabie saoudite veut véritablement occulter tout lien avec le Qatar. Le Huffington Post

- Au Pakistan, un homme accusé de blasphème sur Facebook a été condamné à mort - Slate.fr

- Un mariage à trois reconnu officiellement en Colombie - BFMTV

On avait déjà signalé dans des causeries antérieures que certains pays en Europe plébiscitaient la pédophilie (Pays-Bas), l'inceste (Suisse), la zoophilie (Allemagne), demain ce sera au tour de la polygamie qu'ils reprochent à certains Africains notamment, tout comme ils réprimaient l'usage du cannabis qu'ils finissent par légaliser, etc. J'allais oublier la pornographie, le divorce, l'homosexualité, etc. qu'ils condamnaient encore il n'y a pas si longtemps...

### Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats.

- Manifestations en Russie: Navalny condamné à 30 jours de prison - AFP

Rappel : Navalny ou monsieur 1% (% aux élections), l'agent de la NED/CIA...

- À Moscou, des barricades antichars contre l'opposition... selon des reporters occidentaux - sputniknews.com

En ce jour de fête nationale, une multitude d'actions se tiennent à Moscou, allant des festivals de reconstitution historique aux manifestations sauvages d'opposition. Se focalisant apparemment exclusivement sur la protestation, des journalistes occidentaux ont pris des installations historiques pour un outil destiné à réprimer l'opposition.

Outre des manifestations festives organisées à l'occasion de la Journée de la Russie, célébrée ce lundi 12 juin, la capitale russe a accueilli aujourd'hui des meetings, dont la manifestation autorisée par la mairie de Moscou sur l'avenue Sakharov. La veille des rassemblements, Alexeï Navalny, figure de l'opposition russe, a soudain appelé les participants à tenir une manifestation sauvage sur l'artère principale de la ville, rue Tverskaïa, qui accueille en ce moment le festival de reconstitution historique « Temps et époques » avec entre autres ses artistes vêtus d'uniformes de l'époque de la Seconde Guerre mondiale et des obstacles antichars...

Or, des journalistes du New York Times et du Financial Times venus couvrir les protestations ont pris ces installations historiques pour un nouveau moyen de répression de l'opposition mis en place par le Kremlin.

« Le barrage est installé sur le boulevard principal de Moscou pour empêcher les protestataires anti-Kremlin d'atteindre le Kremlin et la place Rouge », a écrit sur son compte Twitter le journaliste du NYT Neil MacFarquhar.



Ce Tweet a par la suite été supprimé.

« Officiellement, ces sacs de sable et autres obstacles antichars font partie de la reconstitution historique qui se tient sur la place, mais en réalité ils bloquent les protestataires », a-t-il indiqué dans un autre Tweet.

Neil Buckley, journaliste au FT, a commis la même erreur. « De nombreux pays utilisent des pièges antichars contre les envahisseurs. Moscou les emploient contre son propre peuple », a-t-il écrit dans un Tweet avant de le supprimer. sputniknews.com 12.06

- Venezuela: la procureure Ortega tient tête à Maduro - AFP

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Porto Rico

Noeud coulant pour un suicide annoncé.

- Porto Rico Les citoyens votent pour le rattachement aux Etats-Unis - Liberation.fr

Les électeurs portoricains ont choisi, dimanche, de voir leur île caribéenne devenir le 51e Etat américain lors d'un référendum consultatif toutefois marqué par une énorme abstention et boycotté par l'opposition.

Croulant sous 70 milliards de dollars (62 milliards d'euros) de dettes et un mois seulement après avoir déclenché le plus gros processus de faillite jamais déclaré par un territoire américain, l'île risque de ne pas réussir à convaincre Washington d'ajouter une étoile à son drapeau. Liberation.fr 12.06

#### Iran

- Khamenei accuse Washington d'avoir créé Daech - sputniknews.com

Suite aux attentats qui ont frappé Téhéran le 7 juin dernier, l'Iran hausse le ton contre le soutien à l'organisation terroriste Daech qu'il impute à Washington. Cette fois-ci, c'est le guide suprême de la Révolution iranienne qui a formulé ses accusations.

L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la Révolution iranienne, a accusé les États-Unis d'être à l'origine de la création de Daech et par extension de l'instabilité dans la région, lit-on lundi sur son site Web officiel.

« Vous et vos agents vous êtes la source de l'instabilité au Proche-Orient. Qui a créé l'État islamique ? L'Amérique. [...] Les affirmations de l'Amérique selon lesquelles elle lutterait contre Daech sont un mensonge », a déclaré l'ayatollah lors d'une réunion avec des responsables iraniens.

Rappelons que des déclarations de personnalités iraniennes au sujet de liens entre Washington et Daech se sont succédé aux cours des jours qui ont suivi le double-attentat de Téhéran.

Des accusations ont notamment été formulées par le Président du parlement iranien Ali Larijani. Quant au chef d'état-major adjoint des Forces armées iraniennes Mostafa Izadi, il a déclaré que son pays disposait de preuves tangibles attestant du soutien direct livré par Washington aux terroristes de Daech. sputniknews.com

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

#### France

- Les salariés de GM&S bloquent de nouveau leur usine - bfmtv.com

Au lendemain d'une réunion à Bercy, et pour protester contre les "décisions dévastatrices qui se profilent", les salariés de l'équipementier automobile ont de nouveau bloqué le site de La Souterraine, dans la Creuse.

Les salariés de l'équipementier automobile GM&S Industry, menacé de liquidation, bloquaient de nouveau leur usine ce mardi à La Souterraine (Creuse) pour faire pression sur la "cellule de crise" mise en place par l'Élysée, dont ils n'acceptent pas les "décisions dévastatrices qui se profilent".

Selon un communiqué diffusé par l'intersyndicale CGT-FO, les salariés ont voté à 85% "pour poursuivre les actions dans le but de faire évoluer les offres et pousser les constructeurs (automobiles Renault et PSA, ndlr) à remettre le chiffre d'affaires nécessaire à une reprise pérenne bien supérieure à 140 emplois". Les salariés bloquent notamment les accès de l'usine avec du matériel, a-t-on précisé de sources syndicales.

Cette décision d'un nouveau blocage, après une première occupation du site du 11 au 23 mai, intervient au lendemain d'une réunion à Bercy entre les représentants des salariés et des membres du cabinet du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

Le président Emmanuel Macron, qui avait rencontré les salariés le 9 juin au cours d'un déplacement en Haute-Vienne, avait annoncé la mise en place d'une "cellule de crise" à l'Élysée pour travailler à organiser les conditions d'une reprise.

"Le saccage de l'industrie continue !"

Or selon les syndicats, "l'État nous expose comme seule solution une reprise à 140 salarié(e)s par le Groupe GMD (leader français de l'emboutissage, ndlr) qui lui refuse la diversification. Pire! M. Martineau, patron de GMD, ne souhaite pas d'augmentation du chiffre d'affaires proposé par Peugeot et Renault", les principaux clients de GM&S.

"L'État va-t-il bâcler et/ou se débarrasser rapidement de ce dossier ? Le rôle de l'État se cantonne-t-il à l'accompagnement des chômeurs ? Le saccage de l'industrie continue !", déplore l'intersyndicale.

Les salariés demandent que l'État "continue opiniâtrement à négocier une augmentation du chiffre d'affaires par Renault et Peugeot" afin d'améliorer les offres de reprise ; "prenne contact avec d'autres repreneurs potentiels du secteur ou non" ; "demande une prolongation de la période d'observation à septembre"; et que le propriétaire actuel paye une prime "extra-légale" pour les salariés qui ne seraient pas repris.

GM&S Industry, deuxième employeur privé de la Creuse avec ses 277 salariés, est en redressement judiciaire depuis décembre - son troisième redressement en huit ans. L'entreprise n'a fait pour l'heure l'objet d'aucune offre ferme de reprise, à dix jours d'une audience, le 23 juin au tribunal de commerce de Poitiers, qui pourrait sceller sa liquidation. bfmtv.com 13.06

Ils n'ont qu'à occuper la préfecture et séquestrer le préfet jusqu'à ce que Macron signe la nationalisation de GM&S Industry et garantisse le maintien des 277 emplois.

Inde

- En Inde, la grève victorieuse des agriculteurs - Liberation.fr

Après onze jours de grève, les paysans de l'Etat de Maharashtra ont décidé d'arrêter le mouvement lundi. Devendra Fadnavis, le chef du gouvernement local, a accordé l'annulation de tous leurs prêts aux centaines de milliers d'agriculteurs surendettés de cet Etat de l'ouest de l'Inde. Obligés de contracter des prêts auprès des banques privées ou d'Etat afin de payer les semences, les engrais et l'accès à l'eau, ils se plaignaient de la baisse du prix de revente de leurs produits. Les paysans du Madhya Pradesh, dans le centre du pays, sont, eux, toujours en grève.

Au moins cinq d'entre eux ont été abattus par la police dans les affrontements à Maudsaur depuis le début du mouvement. Selon la presse locale, des agriculteurs du Rajasthan, Etat voisin du Madhya Pradesh, confrontés aux mêmes problèmes, ont bloqué des livraisons de lait, céréales et légumes dimanche.

Les paysans en colère empêchent les camions de livraison d'atteindre les villes, renversent les cargaisons sur les routes. En quelques jours, les prix des denrées sur les marchés ont explosé : «Le prix de la coriandre a doublé. De 20 roupies, il est passé à 40 roupies. Les prix pourraient atteindre les 100 roupies, s'inquiète Santosh Wagh, un vendeur de légumes, dans une vidéo mise en ligne sur YouTube par The Quint, un média indien. Les gens n'achètent plus de légumes car c'est trop cher. Tout le monde souffre. Le gouvernement devrait abandonner la dette des paysans.» Surendettés, les agriculteurs indiens sont pris à la gorge. Selon le Bureau national de recensement du crime, un paysan se suicide toutes les 41 minutes depuis 1994. Entre 1995 et 2015,

318 528 fermiers se sont officiellement donné la mort, la plupart en avalant des pesticides. La démonétisation surprise de novembre 2016, qui est tombée au moment où les paysans vendaient leurs récoltes et devaient acheter des intrants, a encore compliqué la donne.

En mars, le BJP, parti nationaliste hindou du Premier ministre, Narendra Modi, est arrivé largement en tête aux élections régionales en Uttar Pradesh. A peine investi, Yogi Adityanath, le nouveau ministre en chef de ce grand Etat du Nord, avait annoncé effacer la dette des agriculteurs, qui s'élevait à 5 milliards d'euros. «L'Uttar Pradesh peut le faire, il y a déjà eu des levées de dettes suite à des manifestations», affirme Bruno Dorin, chercheur du Cirad, détaché au Centre de sciences humaines à New Delhi. Une annonce qui a poussé les agriculteurs d'autres Etats à réclamer eux aussi l'effacement de leurs ardoises. Les deux tiers des 1,3 milliard d'Indiens dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour leur subsistance.

«Un suicide économique et écologique»

La semaine dernière, Devendra Fadnavis avait proposé d'annuler les prêts en défaut de paiement à hauteur de 305 milliards de roupies (soit 4,23 milliards d'euros). Mais les manifestants réclamaient l'annulation de tous les prêts. En arrivant au pouvoir, Narendra Modi avait promis de doubler les revenus des agriculteurs «d'ici cinq ans», une mesure qui ne concernait que les propriétaires terriens. Selon le dernier recensement général, effectué en 2011, ces derniers, appelés «cultivateurs» seraient 119 millions. Les ouvriers agricoles, désormais plus nombreux que les propriétaires, représentent 144 millions de personnes, soit plus de 10% de la population.

Pour Bruno Dorin, la situation des agriculteurs indiens est intenable depuis la «révolution verte», comme on appelle l'industrialisation de l'agriculture. La taille des fermes diminue de génération en génération. Pour gagner sa vie, le paysan doit augmenter ses rendements, et acheter des semences qui demandent plus d'engrais, de pesticides et d'eau. Malgré les milliards de roupies de subventions, il est obligé de s'endetter. La culture du coton, très répandue dans le Maharashtra, utilise énormément d'OGM, des semences plus chères qu'il faut racheter tous les ans. «C'est un suicide économique et écologique», dénonce Bruno Dorin. Cette agriculture intensive est en train de polluer les sols, d'épuiser les nappes phréatiques et de participer à l'émission de gaz à effet de serre. Le chercheur poursuit : «On commence à voir l'impact des pesticides ici, les cancers se développent.»

Même si les manifestations paysannes sont courantes en Inde, dans un tel contexte, le risque que le mouvement s'étende à d'autres Etats est réel. «Ce serait explosif», estime Bruno Dorin, qui attribue «en partie» la grave crise financière du pays en 1991 à des levées de dettes faites à très grande échelle. Même si aujourd'hui, l'endettement est moins grave qu'à l'époque, Modi semble être dans une position bien compliquée. D'autant que le conflit est utilisé politiquement. Rahul Gandhi, le numéro 2 du Congrès, principal parti d'opposition, avait tweeté le 6 juin : «Ce gouvernement est en guerre contre les agriculteurs de notre pays.» Il avait été arrêté quelques heures à Mandsaur, jeudi, alors qu'il était venu montrer sa solidarité envers les familles des agriculteurs tués. Un signe «très inquiétant» selon Bruno Dorin. Pour Vandana Shiva, visage du combat écologiste en Inde, les paysans «ont besoin de justice, pas de balles». Et seule une agriculture sans OGM pourrait leur permettre de sortir de la spirale de la dette. liberation.fr 12.06

Pas entendu parler, je ne lis pas les journaux et je n'ai plus de télévision depuis plus de deux ans. Je ne peux pas faire ce boulot de dingue et m'intéresser à ce qui se passe en Inde. Et puis je vis au Tamil Nadu, à Trichitrambalam, donc ici les Indiens se foutent de ce qui se passent ailleurs, y compris dans le village voisin...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 16 juin 2017

## CAUSERIE

J'envisage de mettre un terme à ces causeries après le 2e tour des législatives ou d'ici le 15 juin, pour raison de santé mais pas seulement. Puisque mon travail ne sert à rien, autant arrêter.

● Causerie du 16 juin, 14 pages

[Ils osent tout. Ils ne savent plus quoi inventer pour combattre l'abstention qui mine leur légitimité.](#)

- Législatives: 61% des Français souhaitent rectifier le résultat au 2e tour - AFP 15.06

[Ils osent tout. Quand les médias-oligarques nous prennent pour des cons.](#)

- Liberté de la presse : 23 sociétés de journalistes inquiètes de l'attitude du gouvernement - Le Monde 13.06

Une vingtaine de médias, dont « Le Monde », considèrent que le gouvernement envoie « des signaux extrêmement préoccupants ».

Les signataires : Les sociétés des journalistes de l'AFP, Alternatives économiques, BFM-TV, Les Echos, Europe 1, L'Express, France 2, Rédaction nationale de France 3, Libération, les JT de M6, Mediapart, Le Monde, L'Obs, Le Point, Premières Lignes Télévision, Radio France, RFI, RMC, RTL, Télérama, La Vie et les rédactions de Dream Way Production et LaTeleLibre. Le Monde 13.06

Commentaires d'internautes abonnés au Monde.

1- Toutes les rédactions qui ont servi la soupe à Macron depuis des mois veulent, maintenant que l'affaire est pliée, se refaire une virginité auprès du public avec un simulacre d'indépendance.

2- Pas tout à fait ! Vous remarquerez que BFM, Le Journal du Dimanche et - évidemment - Paris Match ne sont pas signataires de cette tribune !

Faux pour BFM.

3- Pour le dire vulgairement ils ont servi la soupe à Macron ( septième merveille du Monde / en fait l'équivalent d'un Valls, où un Blair attendait son heure, mais en beaucoup plus intelligent ) et ils la trouvent brusquement amère

4- D'accord avec votre conclusion, le 4ème pouvoir (la presse) était devenu le 1er pouvoir avec le "Hollande bashing" systématique de la fin du quinquennat et je rajouterai la "violence médiatique" dans l'affaire Fillon.

5- Les Échos qui signent cet appel, c'est hilarant alors que ses publications "sensibles" sont soumises à l'approbation de l'actionnaire. Et les parutions publi-rédactionnelles du Monde non identifiées comme telles à la demande du client, c'est la liberté de la presse et le respect du lecteur ? La liberté de la presse est essentielle, les rédactions doivent y être attentives mais pas seulement face au pouvoir politique mais aussi face au pouvoir économique, et c'est une libérale qui le dit.

6- La liberté de la presse est certainement bien plus mise à mal par le contrôle des médias par les groupes industriels (voir par exemple le rapport de P. Bloche en 2009). Et quant à ceux qui expliquent que Le Monde aurait "servi la soupe à Macron", on peut se demander en quel sens : une critique de fond de toutes les autres politiques possibles ? Quant à ce qui se passe dans en dehors de France, c'est souvent de la paraphrase tout aussi paresseuse d'articles du NYT ou du Guardian.

7- Les journalistes sont juste après les politiques dans les professions auxquelles les Français font le moins confiance, et détestent le plus. Ils se rendent parfaitement compte que ceux-ci n'ont plus pour fonction que de servir des intérêts particuliers et répandre le mensonge. Leur seule liberté consistant à satisfaire ceux qui les subventionnent et les quelques propriétaires-milliardaires qui profitent de ces subventions pour étendre leur pouvoir d'influence tout en s'enrichissant sur l'Etat

8- Je partage (depuis 2 ans) ces inquiétudes quant à la démocratie et au rôle très important de la presse. Mais je constate que c'est loin d'être le cas et que les médias de masse SUBVENTIONNES, sont largement dépendants de leur annonceurs/patrons. C'est un système bien verrouillé, il n'y a qu'à voir les contenus des éditos des directeurs de rédaction ou la une de Libé à la veille du 1er tour de la présidentielle "...votiez Macron". Maintenant que le jeu est fait vous retrouvez votre éthique?

9- La une de Libé à la veille du premier tour était : "tout sauf eux" avec les photos de Fillon et Le Pen.

10- Démocratiquement, n'est-il pas légitime de connaître les intentions du gouvernement qui ne l'oublions pas est au service de l'intérêt général (sic)? Qu'y a t'il a caché? Que les contreparties sociales et les réunions de concertation ne sont que des leurres? Que leurs projets est de sacrifiés les classes populaires et une partie de la classe moyenne au nom de la croissance mortifère? Cacher que leurs intentions sont de faire les 4 volontés du MEDEF (mdr)?

11- Quels faux culs ! Les adeptes des confidences du soir à l'Elysée, les respectueux du off, les propagandistes fidèle des « source anonyme dans l'entourage de ... » qui s'inquiètent des signaux extrêmement préoccupants : quelle tartufferie ! Ils sont les premiers à faire commerce de la connivence avec leur source et ils s'offusquent quand on menace leur petit gagne pain en osant les remettre à leur place au grand jour. Ce serait drôle si tout le monde le prenait pour ce que c'est : du guignol !

12- Certes, les diverses aides publiques à la presse, l'actionariat composé d'entreprises tirant leur revenu de la commande publique ou de marché régulés ou le poids des annonceurs ne sont pas des signaux préoccupants, certes. La sociologie des journalistes issus de sciences Po et habitant à l'intérieur du périphérique, pas plus. L'essor des « gratuits » ne réalisant aucune investigation non plus. Certes, des signaux préoccupant....

13- On croit rêver. Qui squatte les unes de Paris Match depuis des mois? Manu et Bribri à la plage, au Touquet, à la montagne, dans les salons de l'Elysée,... Évidemment c'est moins drôle de devoir rendre des comptes

14- Macron qui mettrait de la distance avec la presse? Vous voulez rire j'espère: il la veut mais à sa botte, c'est tout.

15- Indépendance des pouvoirs. Donc d'un côté, droit d'enquêter et de commenter des documents que l'on a reçus (dans le respect des dispositions générales du droit civil, pénal et de la presse). D'un autre côté, arrêt des subventions à la presse, suppression des avantages fiscaux des journalistes, disparition des médias publics d'Etat. Ai-je bien compris le sens du mot "indépendance"?

16- Comme des moutons, les moralistes en herbe de la macronie font sonner le tocsin dans les colonnes du Monde. Fort du succès de leur leader, ils ne se sentent plus et rêvent de mettre la presse au pas. Il s'agit avant tout de ne pas ternir la belle image du nouveau locataire élyséen, savamment mis en scène par ses spins doctors. Pour notre bien à tous, il est à espérer que l'illusion ne survive pas à l'été. Enlevez vos oeillères les gars!

17- Aucun dieu de l'envergure de Jupiter n'apprécie que d'humbles mortels osent parler des turpitudes qui risqueraient de ternir son autorité.

18- Oser non pas même critiquer mais s'interroger sur les pratiques du saint homme, quel crime de lèse-majesté. De l'affaire Ferrand peut-être légale mais si peu conforme aux leçons de moralisation claironnées par LREM à la plainte déposée par la ministre (qui se moque bien de ses fonctionnaires!), du choix des journalistes pour les déplacements présidentiels à la saturation du couple Macron dans la presse people, l'instrumentalisation n'est pas loin.

19- Tout à fait, En Marche vers une démocratie aux ordres ! Les réactions hystériques des macronistes de choc sont inquiétantes.

20- Trop drôle : ils ont fait la campagne pour Macron ,parfois grossièrement ,parfois plus subtilement et maintenant ... haro ! C'est vrai que quand on a construit l'idole des foules mondialisées , en lui prêtant à peu près la guérison des écrouelles , le retropédalage est peu aisé.

21- Finalement Macron est le dernier gaullien. En effet l'on y retrouve le après moi le chaos sous la forme sans moi c'est la catastrophe, le rassemblement droite et gauche pour gouverner à droite, maintenant vient la volonté de censurer la presse. Bientôt un ministère de l'information? Il ne manque que Michel droit et l'ORTF. Cette dérive autoritaire est inquiétante. Mais vous savez comment cela a fini! Bien que l'histoire ne repasse pas les plats.

22- Ceux qui ont lancé le produit Macron s'en mordent peut-être déjà les doigts. La place du roi est occupée maintenant et les médias vont se retrouver au piquet ou au cachot.

23- Le Monde nous a vendu du Macron, aujourd'hui il s'étonne. Il était pourtant clair vu ses déclarations publiques depuis trois ans, vu son parcours antérieur, que M. Macron n'a aucune culture démocratique, qu'il considère les institutions démocratiques (Parlement, presse, pluralité des partis...) comme des obstacles à son action. Roi-philosophe détenteur de la vérité, patron dont les citoyens sont les subordonnés, tels sont ses modèles. Sa présidence est lourde de danger pour la démocratie.

24- Vous exagérez... juste un peu. Cette façon de vouloir contrôler la communication, voire la verrouiller en dit beaucoup sur le personnage. Transparence? Vous avez dit transparence?

25- On parlera réellement de liberté de la presse quand elle ne sera plus à 95 % propriété du 1%.

26- Ce nouvel exécutif est tout de même bien ingrat. Quand on analyse le rôle de la presse dans le succès du mouvement!

27- Je me demande si cette tentative de contrôle de la presse ne vient pas de la conception "jupitérienne" du pouvoir de Macron ? Tout le monde devrait lui obéir ? Comme à Louis XIV ?

La presse ou les médias remplissent un rôle politique au service du régime. Mais le mode de gouvernance évolue en fonction d'un ensemble de facteurs, dont le rapport de force entre les différentes classes et leurs représentants.

Observant que la politique d'austérité imposée aux travailleurs au cours des dernières décennies par le parti de l'ordre (LR) dit de droite puis par son supplétif (PS) dit de gauche faisait l'objet d'un rejet massif, et craignant qu'il ne devienne majoritaire et s'exprime lors des élections de 2017 en portant au pouvoir un parti contestant tout du moins en parole ou sur le papier cette politique (La France Insoumise), l'oligarchie a pris les devants en fondant un nouveau parti (En Marche) qui aurait pour fonction de lui barrer la route. Ce rejet du parti de l'ordre et de son supplétif sur fond d'abstention massif devait permettre à son candidat

de l'emporter et de rafler la mise lors des législatives.

Pour que cette opération soit un succès, l'oligarchie mobilisera tous les médias qu'elle contrôlait au service de son candidat qu'ils porteront au pinacle, de sorte que la majorité des électeurs écoeurés par LR et le PS et décidés à participer à ces scrutins votent pratiquement aveuglément pour leur candidat. Les médias devaient donc remplir un rôle déterminant et sans fausses notes pour que leur machination ait une chance de réussir.

Les médias leur appartenant, ils ont joué le jeu à fond avec un zèle inégalé, de sorte que leur plan s'est réalisé, au-delà même de leur espérance puisqu'ils en viennent à s'inquiéter du manque de légitimité de leur président et de son parti pour appliquer leur politique ultra libérale, du fait qu'ils vont obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale dans des proportions écrasantes, au point que le verni démocratique déjà largement élimé de la Ve République et indispensable à la stabilité du régime n'y résiste pas.

Quant aux relations entre Macron et les médias, on vient de voir ce qu'il en avait été durant la période qui a précédé les élections, les médias ont pour ainsi dire propulsé Macron à la présidence.

On doit avoir à l'esprit qu'ils sont tous financés par l'Etat et par les oligarques qui croulent sous des milliards d'euros, donc leur situation financière peut être déficitaire sans que cela ne leur pose un problème. Où par contre ils ont du souci à se faire, c'est du côté de leur crédibilité auprès des téléspectateurs, auditeurs ou lecteurs, or puisqu'ils sont les principaux canaux par lesquels la propagande du gouvernement est diffusée pour conditionner le peuple et le faire adhérer à sa politique ou le dissuader de la contester, toute perte de confiance dans les médias se traduit immédiatement par une perte d'influence de l'idéologie de la classe dominante sur les masses laborieuses au profit de la lutte de classes, du coup, après le matraque hystérique et insensé dont les médias ont fait preuve pour imposer Macron, en vue de la contestation grandissante dont va faire l'objet sa politique dès qu'il va commencer à vouloir l'appliquer, s'ils ne veulent pas se couper du peuple ou s'ils veulent regagner tant soit peu sa confiance, ils vont se retrouver dans la situation périlleuse ou intenable, qui va consister à la fois à devoir prendre leur distance avec Macron ou lui adresser des critiques, tout en donnant la parole à ceux qui s'oppose à sa politique de manière à apparaître impartiaux ou indépendants, le tout enrober de manière à canaliser cette opposition au profit de Macron qu'ils ménageront discrètement ou plus ou moins adroitement.

Or, Macron entend gouverner en souverain absolu, il ne peut souffrir d'opposition, de contestation à sa politique, ainsi le veulent ses parrains oligarques. Les médias sont donc priés de continuer à faire l'apologie de Macron et de son gouvernement, de son parti, et de soutenir sa politique sans condition, au lieu de se faire les relais de ceux qui tentent de les décrédibiliser ou qui la contestent, les intérêts du fragile pouvoir en place ne doit souffrir aucune entorse sous aucun prétexte, qu'ils se débrouillent pour faire passer la pilule auprès de leurs téléspectateurs, auditeurs ou lecteurs, ils ont su faire preuve d'imagination pour le faire élire, et bien qu'ils ne changent rien... Gageons que le message sera reçu 5/5. Mais le problème pourrait bien être ailleurs.

Ce qu'il faut prendre en compte également, c'est que les journalistes de ces médias ne sont pas dupes de l'imposture à laquelle on les a appelés à participer depuis un an. Il faut dire qu'ils ont fait preuve d'une servilité exemplaire durant toute cette période, peut-être comptaient-ils reprendre leurs "libertés" (un grand mot) une fois les élections passées ou avant leur terme, ce à quoi leurs dirigeants auraient eu du mal à s'opposer, d'où leur soutien à cette initiative qui présente l'avantage pour eux d'être épargnés par les critiques de leurs journalistes.

Après que plusieurs journalistes de France Télévision et d'autres chaînes de télévision aient été évincés à peine Macron élu ou durant les mois précédents (Canal +, BFMTV, notamment), cela pourrait préfigurer un coup de balais chez les journalistes signataires de cette pétition, qui ne serait pas imposé par leur direction, mais par leurs actionnaires.

On sait qu'ils osent tout, mais un tel coup de force semble irréalisable au niveau de tant de médias. Peut-être faudrait-il que certains disparaissent ou fusionnent, ce serait plus facile de les contrôler. Les journalistes du Parisien ou du Figaro et bien d'autres encore ne sont pas signataires, sans doute parce qu'ils sont déjà au pas.

C'est une explication rédigée très rapidement. On a pris en compte les acteurs suivants : Macron et son gouvernement, son parti et ses élus, leur politique, les journalistes, les dirigeants de ces médias, leurs actionnaires, les oligarques, et pour finir les téléspectateurs, auditeurs et lecteurs, je pense n'avoir oublié personne.

Macron a voulu faire comprendre aux dirigeants de ces médias qu'ils devaient faire le ménage dans leur boutique, ces dirigeants n'y sont pas opposés évidemment, mais ils ne veulent pas ou ne peuvent pas affronter leurs journalistes, dans ce bras de fer, ils jouent leur tête, car les oligarques peuvent décider du jour au lendemain de les évincer.

Qu'on ne compte pas sur nous pour les plaindre, encore moins pour les soutenir, s'ils incarnaient la démocratie Macron n'aurait jamais été élu, c'est ce qu'on retiendra. Quant à ceux qui relaient cette pétition sans ajouter le moindre commentaire, La Tribune des travailleurs sur Facebook par exemple, disons que c'est une manière comme une autre de participer à cette opération qui a aussi pour objectif de redorer le blason de ces médias.

[C'est Charlie Macron !](#)

- Après RT et Sputnik, au tour de Ruptly d'être dans le viseur de Macron - sputniknews.com

Un journaliste de l'agence de presse Ruptly qui devait filmer la rencontre entre Emmanuel Macron et Theresa May le 13 juin s'est vu refuser l'accès à l'événement. L'interdiction est d'autant plus surprenante qu'il est titulaire depuis quelques temps d'une carte de presse. Le journaliste est revenu sur les faits pour Sputnik.

Si l'on savait que le Président français n'aimait pas RT et l'agence Sputnik, on sait désormais qu'il ne porte pas non plus Ruptly dans son cœur. Après plusieurs échanges entre la rédaction de Ruptly et le service de presse de l'Élysée, le journaliste Ugo Passuello, qui devait couvrir la rencontre entre le Président français Emmanuel Macron et le Premier ministre britannique Theresa May mardi 13 mai, s'est finalement vu refuser l'entrée. C'est la première fois qu'un tel incident lui arrive, et cela fait déjà plusieurs années qu'il travaille pour cette agence de presse, a déclaré l'intéressé à Sputnik.

« Cela fait trois ans que je travaille pour Ruptly et c'est la première fois que cela m'arrive. Il me semble même que c'est la première fois que cela arrive à Ruptly (sous réserve de la direction) de se faire refuser l'entrée à une conférence de presse d'un pays », a indiqué le journaliste.

Il a ajouté que la décision était d'autant plus étonnante qu'il disposait d'une carte de presse délivrée par le ministère français des Affaires étrangères. Selon Ugo Passuello, « c'est une procédure habituelle pour tout ce qui est presse étrangère, c'est une carte officielle qu'on m'a délivrée lundi dernier ».

Le journaliste a présenté cette carte mardi à l'Élysée, mais « quand ils ont regardé la carte, ils ont vu l'agence de presse pour laquelle je travaille. J'ai vu l'air un peu embêté du policier qui s'est redressé et a appelé un de ses collègues pour faire une double vérification ».

Après avoir patienté un peu, deux hommes « assez imposants » sont arrivés, vêtus en costards et équipés d'oreillettes. Ils ont gentiment mais fermement demandé à M. Passuello de quitter les lieux.

Selon le journaliste, un petit détail l'a troublé. Quand il a demandé s'il y avait son nom sur la liste, la personne en charge n'a pas regardé, « alors que tous les médias passaient un par un et ils cherchaient sur la liste où sont indiqués tous les médias accrédités ».

« Il n'a pas pris la peine de chercher sur la liste car je pense qu'au moment où j'ai donné ma carte de presse, il a lu "Ruptly" et il avait dû recevoir certaines directives », a conclu Ugo Passuello. sputniknews.com 14.06

### [La conscience hors la loi.](#)

- Un seul individu conscient est plus dangereux pour le pouvoir que n'importe quelle autre menace! par Jean-Yves Jézéquel  
- Mondialisation.ca, 14 juin 2017

C'est pourquoi, tout individu conscient qui s'informe et qui sait de quoi il parle, faisant preuve d'esprit critique, s'abstenant de relayer la manipulation exécrable pratiquée à grande échelle par les médias de masse au service d'un système de pouvoir verrouillé à tous les niveaux, se voit et se verra répétitivement accusé de « complotisme » par les benêts du journalisme fanatique.

(Pas seulement hélas ! Dans bien des cas cela s'étend aux partis dits ouvriers qui partagent les mêmes objectifs ou procèdent de la sorte pour défendre leurs appareils. Ils recourent aux mêmes méthodes vis-à-vis des militants qui posent trop de questions, qui sont trop curieux, qui osent remuer le passé. Ils font systématiquement l'objet d'une censure ou d'accusations destinées à les salir ou à les discréditer afin qu'ils se taisent, méprisés, ils sont littéralement traités en ennemis, de manière à dissuader leurs militants qui auraient l'audace de partager en partie leurs analyses de s'exprimer publiquement sous peine d'être harcelés, menacés d'excommunication ou d'exclusion, bref, de subir le même sort ou être décrétés infréquentables par cette police politique ou de la pensée.

Pourquoi avoir évoqué cet aspect-là, parce que ce facteur fait partie de la situation et permet de mieux la comprendre. Quand pendant 70 ans vous avez essayé de construire un parti et que vous n'y êtes pas parvenu, cela pose un certain nombre de questions, et quand on observe qu'elles sont systématiquement étouffées ou tournées en ridicule pour ne pas y répondre, on se dit qu'on a sans doute là une partie de l'explication, qui évidemment ne doit pas être portée à la connaissance des militants. Pas besoin de séances d'autocritiques ou de procès, le seul fait de recourir à de tels procédés constitue un aveu de culpabilité de ses auteurs. Et si un grand nombre de militants n'en ont pas forcément conscience, ils perçoivent bien qu'on ne leur dit pas tout ou qu'on leur cache quelque chose parce qu'ils ne sont pas complètement idiots, mon devoir est de les aider à le découvrir, ensuite ils sont libres d'agir à leur guise.

Avec un peu de rigueur et de logique, beaucoup de patience, on arrive à bout de n'importe quelle question, c'est juste une question

de volonté, tout dépend si on sait ce qu'on veut dans la vie en somme. Certains ou la plupart des militants se contentent de lieux communs, de généralités, d'approximations, de citations, de formules, de syllogismes ou sophismes, de slogans, et même de silences, ils ne sont guère avancés, mais cela leur suffit et ils passent à autre chose et ainsi de suite. Au bout de 40 ans de militantisme ils n'auront toujours pas progressé, et s'il n'y avait pas quelqu'un pour leur souffler quelle ligne politique ils doivent adopter, ils se retrouveraient face à un point d'interrogation ou bredouilleraient quelque chose d'incohérent ou d'incompréhensible.

Les certitudes qui reposent sur des dogmes sont les moins fiables et les plus fragiles le temps passant, mais cela ils ne s'en aperçoivent pas, cela donne lieu à des discours grotesques qui ridiculisent leurs auteurs. On ne peut pas tout comparer, c'est aussi simple que cela. Mais cela leur échappe parce qu'ils vivent en dehors du temps et de l'espace. Ils ont été sevrés et nourris à coup de propagande. Ils veulent bien admettre que bien des facteurs et des rapports aient évolué, mais au lieu de les interpréter en tenant compte de l'ensemble des éléments qui composent la situation actuelle, ils se transportent dans un passé révolu qu'ils vont substituer en partie à la réalité, de sorte qu'on aura l'impression de ne pas vivre dans le même monde qu'eux ou sur la même planète.

Le dogme quel qu'il soit sert de filtre déformant de la réalité. Et plus on vieillit, plus on aura tendance à céder à ce penchant parfois profondément ancré en nous inconsciemment. On n'a plus ni le courage ni l'envie ou on ne voit pas l'intérêt de tout repasser au crible de la critique ou de tout reprendre à zéro, c'est plus confortable de s'en tenir à nos idées acquises, mêmes si on a un doute sur leur valeur ou véracité. On se trouve des excuses, on use et abuse de l'autorité que nous confère notre âge pour en imposer aux plus jeunes, sous prétexte qu'on a acquis une certaine expérience de la vie, ce qui ne constitue en aucune manière une garantie, on vient d'en avoir un aperçu lors des dernières élections.

La vieillesse est un naufrage dit-on, qui engloutit jusqu'à la conscience, ce qui n'est pas très digne, en tous cas pas digne d'intérêt ou de respect. On dit aussi que les vieux seraient la mémoire, on se demande bien de quoi puisque la plupart sont passés à côté de tout, y compris leur propre existence à laquelle ils n'ont rien compris, ils étaient déjà vieux à 25 ou 30 ans, parfois plus tôt encore. - LVOG)

Pour faire taire ces « maudits complotistes » qui empêchent le Pouvoir de dire et de faire ce qu'il veut, même après toutes les mesures liberticides qui n'en finissent plus, tous les moyens sont « bons » pour casser, détruire, étouffer, bâillonner, discréditer, anéantir la résistance à la dictature pure et dure dans laquelle nous nous trouvons désormais en Europe et maintenant en France avec les mesures anti constitutionnelles Macron qui arrivent !

(Attention, vous allez effrayer les âmes sensibles ou passer pour un extrémiste ! Même le mouvement ouvrier n'ose pas employer ce genre de rhétorique, même pas les braves révolutionnaires. Comprenez bien que si vous affirmez que nous vivons sous le règne d'une tyrannie, ensuite il sera difficile d'expliquer pourquoi et comment vous pouvez vous en accommoder en participant aux institutions au lieu de les boycotter par exemple. C'était préférable de faire croire pendant plus d'un demi-siècle que nous vivions sous un régime démocratique en prenant la précaution de préciser qu'il s'agissait d'une démocratie étriquée, histoire de justifier une ligne politique opportuniste.

Là encore, c'était confortable puisque cela correspondait au niveau de conscience du peuple. On le confortait ainsi dans son erreur sans se soucier des conséquences ou du prix qu'il devrait en payer un jour ou l'autre. Après cela ces gens-là prétendront avoir joué un rôle progressiste ou avoir servi la cause des travailleurs, en observant la situation on se demande bien en quoi. Ils ne peuvent même pas se prévaloir d'avoir retardé l'échéance inéluctable à laquelle nous sommes parvenus puisque c'est un ensemble de facteurs qui en sont à l'origine, eux ils n'ont joué qu'un rôle marginale ou insignifiant dans cette histoire. Ils prétendront le contraire évidemment, ce qui n'est pas sans risque, car dans ce cas-là on s'étonnera qu'ayant eu autant de pouvoir on en soit arrivé là ! Comme quoi il ne faut jamais écouter ce qu'ils disent d'eux-mêmes. - LVOG)

### Qui a dit ?

- "S'abstenir, c'est voter Macron" (Libération 15.06)

François Ruffin, qui se présente à Amiens à l'élection législative, réalisateur de Merci Patron ! et rédacteur en chef de Fakir, animateur de Nuit Debout, soutenu par La France insoumise, EE-LV et le PCF, et le député sortant PS, Pascale Boistard.

### En monarchie absolue.

Ils sont déjà élus : boycott !

En Marche! largement en tête, l'abstention encore en hausse au second tour - AFP

La formation d'Emmanuel Macron remporterait entre 440 et 470 sièges sur les 577 que compte l'Assemblée nationale, Les Républicains alliés à l'UDI de 70 à 90 sièges, et le Parti socialiste et ses alliés de 20 à 30, selon les projections de l'institut.



La France insoumise et le PCF décrocheraient 5 à 15 sièges, le Front national entre 1 et 5. De 3 à 10 sièges reviendraient à d'autres candidats.

La participation au second tour est évaluée à 46% du corps électoral, en baisse par rapport à celle déjà très faible (48,7%) du premier tour.

Les électeurs interrogés sont partagés sur leur souhait de voir Emmanuel Macron disposer d'une majorité à l'Assemblée : si 48% le souhaitent, 50% sont d'un avis contraire. AFP 15.06

C'est royal !

- Chaleureuse visite d'Emmanuel Macron au roi du Maroc Mohammed VI - AFP

Lobotomie

- Des godillots LREM des pieds à la tête ? - Liberation.fr

Un internaute : *"On ne peut pas demander à des godillots, qui effectivement, soutienne un programme qui n'est qu'ambiguïté (qu'ils ne connaissent donc pas eux memes), d'avoir des valeurs et de la personnalité."*

S'ils sont acquis au néolibéralisme et décérébrés, c'est suffisant.

Macromania en famille

- Législatives 2017 : Tiphaine Auzière, la belle-fille du président, en campagne. - Franceinfo

Les affaires sont les affaires !

- Législatives - Neuilly : le candidat REM a un compte non déclaré à Hong Kong - LePoint.fr

Laurent Zameczkowski, patron de PME, part largement favori au second tour. LePoint.fr

-Toulouse: enquête préliminaire contre une candidate En Marche! - AFP

Une enquête préliminaire sur des soupçons de travail dissimulé dans le cadre d'une activité d'astrologie a été ouverte contre Corinne Vignon, candidate En Marche! en Haute-Garonne, a indiqué jeudi le procureur de Toulouse. AFP

Qu'on se le dise.

- Une large majorité de députés En Marche n'est pas un danger, c'est d'eux que dépend le renouveau de notre République. - Le Huffington Post

Pas un danger ?

- Législatives - Francis Szpiner (LR) : "Une forme de schizophrénie chez les électeurs" - lepoint.fr

Il y a de quoi s'inquiéter. Ils ont recruté les plus médiocres qui feront preuve de servilité, leur seul talent.

- Législatives : la force du "label Macron" - LePoint.fr

"Libération" a enquêté sur ces députés candidats pour la deuxième ou troisième fois et qui ont multiplié leur score de manière spectaculaire grâce à la bannière REM.

- De 2% à 40%, de loser à député : l'effet magique du «label Macron» - Libération.fr

Quelques exemples détaillés.

Sophie Mette (Modem) - en 2007, elle s'était présentée dans la 8e circonscription de Gironde, obtenant 6,86 % au premier

tour : troisième et éliminée. En 2012, elle avait tenté sa chance dans la 9e circonscription : 3,79 %, cinquième, éliminée. Dimanche, elle s'est à nouveau présentée dans la 9e circo girondine et cette fois, elle est largement arrivée en tête, avec 31,21 % des voix.

Patricia Gallerneau, candidate pour le Modem dans la 7e circonscription de Loire-Atlantique en 2007 et 2012 : elle avait obtenu 7,1 % puis 2,28 %. Dimanche, elle a cartonné dans la 2e circonscription de Vendée (36,16 %), toujours sous pavillon Modem.

Cyrille Isaac-Sibille, candidat Modem depuis dix ans dans la 12e circo du Rhône : 13,13 % en 2007, 5,1 % en 2012, et un carton à 41,9 % dimanche dernier.

Claire O'Petit : troisième avec l'étiquette Modem et 6,75 % des suffrages dans la 1e circonscription de Seine-Saint-Denis en 2007, elle avait déménagé dans la 5e circo de l'Eure en 2012, tout ça pour obtenir... 1,63 %. Cinq ans plus tard, toujours dans cette circonscription normande, elle a multiplié son score par vingt : 28,56 %, et un second tour contre un candidat FN qui lui garantit quasiment sa place à l'Assemblée.

Michel Delpon et Philippe Buerch sont arrivés en tête dimanche, respectivement dans la 2e circonscription de Dordogne (34,7%) et dans la 8e des Alpes-Maritimes (31,2 %). Le premier avait été candidat divers gauche au même endroit il y a cinq ans, pour un tout petit 1,07 %, et le second avait obtenu 6,45 % aux départementales 2015 comme divers droite.

Cécile Gallien - En 2007, elle est candidate Modem dans la 1ère circo de Haute-Loire : 7,02 %. En 2014, elle est élue maire de Vorey, sur une liste divers droite. En 2015, elle est élue au conseil départemental de Haute-Loire sous une étiquette... divers gauche. Et dimanche, dans la même circo que dix ans plus tôt, elle a obtenu 31,07 % comme candidate de LREM.

Une liste non-exhaustive.

Cyrille Isaac-Sibille

2007 - 13,13 %

2012 - 5,1 %

2017 - 41,9 %

Patricia Gallerneau

2007 - 7,1 %

2012 - 2,28 %

2017 - 36,2 %

Mohamed Laqhila

2007 - 3,74 %

2012 - 0 %

2017 - 35,2 %

Nadia Essayan

2007 - 6,95 %

2012 - 0 %

2017 - 33,3 %

Michel Fanget

2007 - %

2012 - 4,84 %

2017 - 32,9 %

Sophie Mette

2007 - 6,86 %

2012 - 3,79 %

2017 - 31,2 %

Daphné Ract-Madoux

2007 - 0 %

2012 - 2,17 %

2017 - 29,9 %

Christine Espert

2007 - 0 %

2012 - 1,28 %  
2017 - 29,1 %

Sophie Guérin  
2007 - 4,92 %  
2012 - 0 %  
2017 - 28,6 %

Michel Delpon  
2007 - 0 %  
2012 - 1,07 %  
2017 - 34,7 %

Cécile Gallien  
2007 - 7,02 %  
2012 - 0 %  
2017 - 31,1 %

Claire O'Petit 2007 - 6,75 % 2012 - 1,63 % 2017 - 28,6 %

Billel Ouadah  
2007 - 0 %  
2012 - 0,89 %  
2017 - 28,6 %

(Source : Libération.fr 15.06)

Zéro, une étiquette, et hop sur orbite! C'est fou ce qu'on peut faire avec du fric, même pas besoin d'imagination, comme quoi notre espèce est bien en danger !

En complément.

François Baroin (LR) - "Toutes les clés sont données à Emmanuel Macron, à lui tout seul, pas à la majorité puisque les candidats En marche! vont être élus sur son seul nom", a insisté M. Baroin, selon lequel le président Macron est "seul face à sa responsabilité", "éminente, immense". AFP 14.06

- Moralisation : François Bayrou ébranlé par les révélations du Canard enchaîné - Franceinfo

[Ils s'en foutent et ne s'en cachent pas ! Collaboration de classes assumée. Ouf, l'ennemi des dirigeants de la CGT n'est le gouvernement!](#)

- CGT sur la future loi Travail : "les atteintes au contrat de travail nous inquiètent" - Franceinfo

Sur la réforme du travail: "nous sommes tout à fait favorables aux accords d'entreprises. La CGT signe déjà neuf accords sur dix dans les entreprises."

"Ce qui nous inquiète d'avantage, ce sont les atteintes au contrat de travail. Notamment les motifs de licenciement et le pouvoir unilatéral de l'employeur qui vise à contourner les organisations syndicales." poursuit-il.

Quel est le véritable ennemi de la CGT : le chômage ou le gouvernement ? Mohammed Oussedik répond à la Question qui fâche : "C'est évidemment le chômage !" Franceinfo 14.06

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les agents du capital qui contrôlent la CGT sont comptables de la politique que les gouvernements ont appliquée depuis le milieu des années 80 et qui a conduit au chômage de masse.

[Ils osent tout.](#)

- Elections législatives : Emmanuel Macron déjoue tous les pronostics - Franceinfo

- Castaner met en garde contre "toute tentative d'influence" auprès des médias - L'Express.fr

- Glavany (PS): Macron a "plus incarné la République en un mois" que Hollande "en 5 ans" - AFP

- Brigitte Macron sur son mari : "Personne n'est parfait" - LePoint.fr

- Taubira: il faut aussi parler de "moralisation de la vie économique" - AFP

- La CPI demande l'arrestation immédiate du fils de Kadhafi - AFP

### Leur vieux monde infâme à abattre.

- Le Japon adopte une loi antiterroriste malgré des craintes pour les libertés - AFP

Le Parlement japonais a adopté jeudi une loi contre la préparation en bande organisée d'attentats ou d'autres actes criminels, qui suscite de nombreuses protestations de citoyens et experts sur fond d'inquiétudes pour les libertés individuelles. AFP

- Fusillade près de Washington : un militant anti-trump cible des républicains - Franceinfo

Un tireur a fait feu ce mercredi 14 juin sur des élus républicains rassemblés sur un terrain de sport. Plusieurs personnes ont été blessées, dont un chef de file du parti républicain à la Chambre des représentants. Franceinfo

- Fusillade à San Francisco: trois personnes tuées - AFP

Une fusillade dans un entrepôt de la société de messagerie UPS à San Francisco a fait mercredi trois morts et le tireur, qui a retourné son arme contre lui, est également décédé, a déclaré la police. AFP

- Brentwood, une banlieue de New York terrorisée par le gang MS-13 - AFP

- Un député de l'opposition turc condamné à 25 ans de prison - euronews

Un député de l'opposition sociale-démocrate turque condamné à 25 ans de prison pour "espionnage". C'est la première fois, depuis que le gouvernement a voté l'année dernière la levée de l'immunité parlementaire, qu'un élu est condamné de la sorte. euronews

- Mexique: manifestations prévues un mois après l'assassinat du journaliste Javier Valdez - AFP

Plusieurs manifestations sont prévues jeudi au Mexique, un mois après l'assassinat du journaliste Javier Valdez, spécialiste du narcotrafic, alors que l'enquête semble à l'arrêt. AFP

- Un journaliste tué par balles au Honduras, le 70e depuis 2003 - AFP

- Somalie: au moins six morts dans un attentat-suicide à Mogadiscio - AFP

Au moins six personnes ont été tuées mercredi soir lorsqu'un kamikaze a fait exploser son véhicule piégé contre un restaurant de Mogadiscio, ont annoncé les forces de sécurité somaliennes. AFP

- Attentat-suicide contre une mosquée chiite à Kaboul: 4 morts - AFP

- Glyphosate : les experts européens sont-ils fiables ? - euronews

L'Agence européenne de la sécurité des aliments (EFSA) dans la tourmente depuis qu'elle a donné son feu vert au glyphosate, un herbicide controversé. 46 % de ses experts sont en conflit d'intérêt en raison de leurs liens avec l'industrie agro-alimentaire selon l'ONG Corporate Europe Observatory. euronews

- Dans les hôpitaux grecs, «des malades renoncent à se soigner» - Liberation.fr

Baisse drastique des salaires, pénuries, traitements hors de prix : cinq ans de crise ont mis à terre la santé publique du pays. Liberation.fr

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Etats-Unis

- Le Sénat US vote le durcissement des sanctions contre Moscou - sputniknews.com

Les sénateurs américains ont voté pour un projet de loi sanctionnant l'Iran pour son programme balistique et prévoyant l'élargissement des sanctions contre la Russie.

Le Sénat américain a approuvé mercredi un projet de loi qui propose de durcir les sanctions visant la Russie dans le cadre d'un amendement de Mark Crapo concernant les sanctions contre l'Iran.

Le texte propose de réduire la durée de financement des banques russes, qui sont déjà visées par les sanctions américaines, de 90 à 14 jours, et celle des compagnies pétrogazières russes à 30 jours. En outre, le document interdit au Président américain Donald Trump de lever les restrictions sans le feu vert du Sénat. sputniknews.com 14.06

#### Panama

- Le Panama conforte la présence de Pékin dans la zone d'influence des USA - sputniknews.com

Par sa décision de rompre ses relations diplomatiques avec Taïwan et d'en établir avec la Chine, le Panama entend sans doute contrebalancer l'influence américaine, a supposé dans un entretien avec Sputnik le politologue russe Alexandre Kharlamenko.

La décision du Panama de rompre ses relations diplomatiques avec Taïwan au profit de la Chine continentale est un coup très dur pour l'île et marque un renforcement évident de la présence de Pékin dans la zone d'influence des États-Unis, constatent les analystes internationaux.

« C'est un événement inédit. Même dans la période de ses contradictions politiques les plus aigües avec Washington, le Panama ne s'était pas décidé à établir des relations diplomatiques avec la Chine, tant les positions du lobby taïwanais étaient puissantes aux États-Unis », a rappelé à Sputnik Alexandre Kharlamenko, de l'Institut de l'Amérique latine de l'Académie des Sciences de Russie.

Et de supposer que la volte-face du Panama en direction de Pékin s'expliquait par les scandales financiers que la nouvelle administration américaine avait initiés entre le Brésil, l'Équateur, le Venezuela et certains autres pays de la région avec le Panama.

« Je pense que dans les milieux politiques et d'affaires du Panama, beaucoup ont souffert de ces scandales. Aussi les Panaméens ont-ils décidé de contrebalancer l'influence de Washington en développant les relations avec la Chine », a estimé l'interlocuteur de l'agence.

Selon ce dernier, pour les États-Unis, ce n'est pas tant le Panama qui est important, mais l'utilisation qu'ils en font : Washington s'en sert avant tout pour déstabiliser le Venezuela et d'autres pays de la région où la politique américaine devient de moins en moins populaire.

« L'établissement par le Panama de relations diplomatiques avec la Chine peut renforcer l'influence de Pékin dans la zone du canal de Panama, tout en exacerbant les rivalités entre la Chine et les États-Unis dans cette région stratégique du monde », a relevé M. Kharlamenko.

Un autre interlocuteur de Sputnik, Ren Yuanzhe, de l'Académie diplomatique de Chine, a indiqué pour sa part que le Panama avait donné l'exemple aux autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, d'Afrique et du Pacifique qui entretenaient encore des « liens diplomatiques » avec Taïwan.

Les observateurs constatent que la Chine est le second plus important utilisateur du canal de Panama après les États-Unis. Qui plus est, le poids économique et commercial de la Chine au Panama est devenu si puissant qu'il lui était difficile de résister à la Chine continentale, alors que Taïwan ne pouvait plus lui proposer des investissements et des coopérations aussi importants. Par ailleurs, Pékin a commencé la semaine dernière la construction d'un port de conteneurs, avec des installations de gaz naturel, dans la province de Colon, dans le nord du Panama.

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi et son homologue panaméenne Isabel Saint Malo de Alvarado ont signé mardi 13 juin les documents établissant des relations diplomatiques entre la Chine et le Panama. Cela isole encore plus Taïwan qui ne conserve de relations diplomatiques qu'avec 20 pays dans le monde dont le Saint-Siège. sputniknews.com 14.06

[Haut de page ↗](#)

Le 17 juin 2017

## CAUSERIE

Les causeries du 3 au 16 juin ont été archivées dans un fichier html.

### ● Causerie du 17 juin, 9 pages

Un des traits frappant de notre époque, c'est que la réflexion et la dimension philosophique a totalement disparu du champ politique.

Les méfaits du capitalisme sont si nombreux ou monstrueux et s'étendent à une population toujours plus importante de la planète, qu'il est devenu indécent de lui chercher ou de lui attribuer la moindre vertu ou qualité que l'on pourrait prendre en exemple sur le plan moral ou qui pourrait inspirer un idéal, tant il les a toutes dévoyés ou mis au service de causes injustes ou criminelles, du mal.

Ce qui est bon ou bien à usage universel, qui profite à l'ensemble de l'humanité sans restriction a été banni par le néolibéralisme qui ne tolère pas l'humanisme, la communauté des biens de sorte que le bien-être de chacun soit assuré et que tous les peuples vivent en harmonie et en paix, il le tolère encore moins, il tend donc vers le totalitarisme.

Quand on observe que le totalitarisme repose sur le développement des pires inégalités et injustices qui soient, on en revient à notre premier constat qui trouve ici sa justification. La philosophie ne peut pas germer sur ce tas d'immondices pourries de virus qui en vient à s'attaquer à notre planète, rien ne peut y pousser qui soit profitable à l'humanité, car c'est toujours à cette échelle qu'il faut en venir, ne serait-ce que parce que quotidiennement nous sommes en contact avec le monde entier par le biais d'Internet ou les produits que nous consommons, par exemple.

Frapper un enfant, faire le malheur d'un enfant est injustifiable, lui faire subir la guerre est d'une cruauté sans fond, partant de là il faut éradiquer son origine, le capitalisme, dans tous les autres cas on le cautionne, il faut en avoir conscience. C'est un peu cela utiliser la philosophie à bon escient selon moi.

La différence, c'est la conscience et ce qu'on en fait, car je crois que tous les hommes un jour dans leur vie sont passés par un stade où ils étaient humanistes, ne serait-ce que lorsqu'ils étaient enfants, bien que les enfants puissent être aussi cruels entre eux, puis à ces valeurs ou principes qui avaient émergé de leur subconscient vinrent s'en greffer d'autres qui n'étaient pas vraiment orientés dans la même direction, de sorte que certains d'entre eux les abandonnent au profit de vilénies qui vont pourrir la vie du reste des hommes.

Demander aux peuples de placer leur espoir dans la guerre, car c'est bien cela que les médias nous vendent quotidiennement, c'est toucher le fond, c'est atteindre une limite au-delà de laquelle quelque chose doit se passer, guerre ou révolution.

Il y a tant de gens merveilleux dans le monde qui combattent sincèrement un ou plusieurs aspects du capitalisme, qu'il est navrant qu'ils ne parviennent pas à se rassembler, mais cela s'explique du fait justement qu'ils n'ont conscience que de certains aspects du capitalisme, ils n'en ont pas une vision historique ou ignorent en partie son développement, ils ne vont pas du particulier au général, il leur manque donc une conscience universelle. Cependant on peut concevoir qu'elle soit posée comme un idéal à atteindre, ce qui permet d'admettre différents degrés de conscience parmi les gens qui peuvent se rassembler, à condition que la sincérité et la loyauté soient de mise, c'est-à-dire que lorsqu'on a adopté librement un principe, on s'y tient, on doit s'assumer, ce qui nécessite d'être honnête, sinon la fraternité entre combattants pour la liberté n'aurait pas de sens.

La conscience peut être orientée dans deux directions opposées, donc la question n'est pas de savoir si ces deux états de conscience peuvent être conciliables ou non puisqu'ils ne pourront jamais se rencontrer. On peut oser une autre figure géométrique et les faire se superposer ou se juxtaposer sans jamais se croiser. User d'une arme contre un homme innocent ou sans défense et souhaiter son bonheur semble irrémédiablement incompatible ! Faut-il l'expliquer à la population pour qu'elle cesse de cautionner des guerres à travers le monde ? On en arrive à la bonne conscience qui germe sur le tas d'imondices dont il a été question précédemment, c'est un des virus à combattre, car elle finit par tout permettre, même ce qui précipite le funeste destin de l'humanité.

Soit dit en passant, l'humanité, cela va un peu plus loin que l'humain d'abord qui à défaut d'avoir la volonté de changer la société ou de remettre en cause les rapports sociaux établis entend changer les hommes ou agir sur leur conscience, autant dire ne rien changer du tout.

Jusqu'à quel point ? - Éditorial de Daniel Gluckstein du 15 juin. (La Tribune des travailleurs - POID - <https://latribunedestraitailleurs.fr/category/editoriaux> )

Daniel Gluckstein - "*Répétons-le : la seule force de Macron, c'est de pouvoir s'appuyer sur un très large consensus. Consensus pour reconnaître la légitimité d'un président illégitime. Consensus pour respecter les mécanismes antidémocratiques des institutions de la Ve République.*"

Ce n'est la seule force de Macron. Pourquoi se prétend-il "aussi fort et invulnérable" sinon qu'il incarne la totalité du pouvoir dorénavant détenu par l'oligarchie sans partage.

La classe des capitalistes n'est pas plus homogène que la classe ouvrière, et jusqu'à présent les différents clans qui incarnaient les différents secteurs économiques du capitalisme définissaient la stratégie qui permettait de satisfaire leurs besoins en priorité, or cette période est révolue, l'oligarchie a sonné la fin de la récréation, désormais c'est elle et elle seule qui entend dicter quelle stratégie doit adopter l'ensemble des acteurs qui composent le capitalisme. Tous les capitalistes sont sommés de s'y soumettre sans broncher sous peine d'être brutalement éliminés, certains le seront de toutes manières ou savent qu'ils sont dors et déjà condamnés à disparaître. L'époque où différents partis pouvaient représenter ces différents clans appartient dorénavant au passé, seul le parti de l'oligarchie doit gouverner, tous les autres partis doivent s'effacer ou lui prêter allégeance sous peine d'être broyés.

Au-delà, ce sont toutes les classes et leurs représentants qui sont appelés à les imiter. Les classes moyennes sont divisées, une partie s'y soumet volontiers parce qu'elle a déjà sombré dans la déchéance ou vendue son âme au diable en se ralliant à Hollande puis à son dauphin ou héritier, Macron, tandis que celle qui renâcle à se soumettre au souverain refuse de l'affronter par lâcheté, encouragée en cela pas la servilité du mouvement ouvrier qui ne manifeste pas non plus la velléité de lui résister en mobilisant la classe ouvrière, du coup elle se terre dans un silence coupable qui caractérise sa propre inconsistance ou son indécision légendaire.

En l'absence de conscience de classe et d'issue politique, les membres des classes moyennes et les couches privilégiées du prolétariat qui disposent d'un mode de vie relativement confortable n'ont aucune raison de manifester leur opposition à Macron, tout au plus en cas d'insatisfaction elles feront preuve de neutralité à son égard.

Il ne reste plus pour contester le pouvoir en place que les prolétaires les plus défavorisés, ceux qui ne disposent que d'un seul revenu par foyer, médiocre de préférence, les chômeurs, les ouvriers et les retraités pauvres, les jeunes sans diplôme et promis à la précarité à vie, ce qui doit bien représenter plus de 10 ou 15 millions de travailleurs sans toutefois constituer la majorité.

La majorité des travailleurs baignent dans l'insouciance et s'accommodent de leur condition du moment qu'ils en tirent certaines satisfactions, ce qui explique pourquoi ils sont insensibles à tout discours radical. Et ceux qui devraient être directement concernés sont pour ainsi dire prostrés après avoir subi désillusion après désillusion pendant tant d'années ou de décennies.

On ne pouvait pas conclure sans mentionner que la prise du pouvoir par Macron intervenait au moment où le capitalisme était embourbé dans une crise inextricable, qu'il ne peut affronter autrement qu'en mettant la société au pas pour ensuite s'attaquer à toutes les classes qui doivent abdiquer tous leurs droits. Nous laisserons de côté ici l'aspect mafieux et criminel qu'a pris le capitalisme financier.

C'est donc la combinaison de tout un ensemble de facteurs et de rapports dont ceux rappelés par D. Gluckstein, qui sont à l'origine de l'arrogance de Macron.

On peut s'en tenir à cette ligne politique, à condition de mener une guerre sans merci envers les opportunistes ou les traîtres qui officient au sein du mouvement ouvrier, ceux qui ont appelé à voter Macron, ceux qui acceptent le dialogue social, l'antichambre du corporatisme. Toute collusion avec ces ennemis de la classe ouvrière rejallira sur leurs auteurs.

### [Dans les profondeurs du régime](#)

- « En France, l'atlantisme et le sionisme sont les deux mamelles des néocons » par Michel Raimbaud - Mondialisation.ca, 09 juin 2017

(Les titres sont de LVOG)

Extraits.

Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas.

Dans "l'État profond néoconservateur (...) on chercherait en vain un clivage entre droite et gauche".

J'évoque souvent « l'État profond néoconservateur » pour « expliquer » ce qui, sinon, pourrait paraître inexplicable. À mes yeux, ce concept est d'une importance fondamentale. Devenu populaire, il est une réalité visible, voire très voyante, depuis la fin de la guerre froide. Il se réfère à la doctrine dominante qui crée une symbiose idéologique entre les décideurs, les acteurs, les faiseurs d'opinions dans tous les secteurs de la vie publique et tous les cercles de pouvoir (politiques, diplomates, hiérarchie judiciaire, élites intellectuelles, journalistes, milieux d'affaires, communautés diverses, lobbies, etc.).

Né dans le camp républicain qui est son berceau et ancré sur le double messianisme religieux du judaïsme et des Églises protestantes dites « Églises d'éveil », l'État profond néoconservateur s'est solidement implanté dans les rangs démocrates, avant de trouver des terreaux favorables dans toutes les terres d'Occident et dans les États les plus improbables. La France est loin d'échapper à la règle, tant est grande l'idolâtrie des élites vis-à-vis de tout ce qui vient d'Amérique et le lien de vassalité que celles-ci ont intériorisé durant les décennies passées.

À Paris, les quartiers généraux et/ou les bastions de cet « État profond » sont divers et variés : non seulement au Quai d'Orsay où sévit la « secte » ou la « meute » néocon, mais aussi à Matignon, à l'Élysée et dans les rouages de la société et les arcanes du pouvoir. Les élites parisiennes sont depuis des années cooptées dans le fameux programme des « Young Leaders » de la fondation franco-américaine. On chercherait en vain un clivage entre droite et gauche « de gouvernement ».

Le néoconservatisme, c'est l'exercice décomplexé du pouvoir totalitaire.

Comment avez-vous observé l'évolution de la trajectoire des néoconservateurs français depuis le Quai d'Orsay ? Comment et quand ont-ils essaimé ?

Historiquement, les origines du néoconservatisme remontent à la création des États-Unis, à l'arrivée des « Pilgrim Fathers », ces Pères fondateurs, pour l'essentiel des protestants fuyant l'Europe pour des raisons religieuses et se référant à la Bible plutôt qu'au Nouveau Testament. En vertu du messianisme qui les inspirait, ils pensaient que Dieu les avait guidés vers l'Amérique afin qu'ils deviennent le nouveau peuple élu. Notez le parallèle avec le sionisme... Du reste, les groupes ou lobbies chrétiens sionistes s'inscrivent dans cette tradition. Les premiers migrants en Amérique se référaient à la pensée de Cromwell, imprégnée de mystique sioniste. Mais il faut attendre l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan dans les années 1980 pour que cette mystique trouve sa traduction politique dans le néoconservatisme, une traduction associée à la promotion du néolibéralisme et à la fin de la détente.

C'est sous le mandat de Reagan que l'on assiste au retour de la confrontation contre l'URSS, encouragé par la Britannique Margareth Thatcher et le pape Jean-Paul II. Si l'équilibre de la terreur les empêche alors d'agir en transgressant les règles du jeu, les neocons (on ne les connaît pas encore sous cette appellation) ont les coudées franches à partir des années 1990-1991, après l'implosion de l'URSS et la disparition du « bloc communiste ». À noter que Donald Trump est le produit plus ou moins inavoué de cet establishment (malgré ses affirmations) puisqu'il semble considérer Reagan comme un père spirituel et se réfère volontiers aux Pères fondateurs de l'Amérique.

Vous ne m'avez toujours pas dit à quand remonte la pénétration du néoconservatisme dans les arcanes du pouvoir français.

La première manifestation de leur apparition en France remonte, me semble-t-il, au lendemain de la chute de l'URSS et à la signature du traité de Maastricht en 1992. François Mitterrand n'était pas néoconservateur, mais son entourage l'était en bonne partie, ou faisait du néoconservatisme sans le savoir, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir. (...)

La pénétration du courant néocon s'accompagne d'une opération de casse menée contre les diplomates du Quai d'Orsay, tenu pour pro-arabe : le cadre d'Orient, les arabisants et les islamisants en premier lieu sont ciblés. Cette offensive qui ne dit pas son nom emprunte deux biais : on disperse les experts de la région dans des zones géographiques éloignées du monde arabe, et on recrute pour les postes clés des énarques et technocrates formatés. À cela s'ajoute les saignées budgétaires consécutives et incessantes, le recours à des contractuels, l'ubérisation, autant d'éléments qui ont définitivement sapé notre action diplomatique et notre rayonnement à l'international. Au vu de l'ampleur des missions d'un « Département » (comme on l'appelle), régalién par excellence, le budget du ministère des Affaires étrangères a toujours été relativement modeste, ne dépassant pas 1 % du PIB. Depuis un quart de siècle, on ne parle plus que d'austérité !

Qu'est-ce qui motive les diplomates néocons de la « secte » du Quai d'Orsay à poursuivre cette politique, selon vous ?

Le suivisme, l'atlantisme et le sionisme, qui sont pour ainsi dire synonymes.



La « théorie du chaos » et la « théorie du fou » ou la preuve que nous sommes gouvernés par des psychopathes

S'il a été élu par le « petit peuple » et par « l'Amérique profonde » contre l'establishment, il ne pourra pas résister longtemps aux pulsions de l'État profond. Très isolé face aux élites, il en a bien eu besoin sitôt élu. Au passage, le fait qu'il bombarde la Syrie dès son début de mandat fait de lui un « président normal », et cela deux jours à peine après avoir fait une proposition de reprise de contact à Bachar al-Assad par l'intermédiaire d'une congressiste américaine (démocrate) chargée par Trump lui-même de transmettre un message en ce sens au président syrien. Voilà la théorie du chaos remise en application : elle correspond à dire tout et son contraire.

Il n'est pas évident pour les Américains de gérer cette théorie du chaos, qui paraît très anglo-saxonne, en ce sens qu'elle permet d'associer toutes les ambiguïtés, selon une méthode que l'on retrouve dans le langage des ONG, dans les discours du FMI, dans le style des politiques et diplomates américains : mélanger le passé et le présent, les affaires importantes et les détails, la réalité et la fiction. Cela ouvre beaucoup de possibilités aux prestidigitateurs du droit, aux manipulateurs de valeurs, aux magiciens maîtres de l'Univers. C'est également une illustration de la « théorie du fou » inventée par Kissinger au temps de Nixon : les États-Unis ont vocation à être les maîtres du monde et entendent le rester ; pour effrayer leurs ennemis, ils doivent projeter l'impression que l'Amérique est, en partie du moins, gouvernée par des dirigeants cinglés ou imprévisibles. (...)

En France, l'atlantisme et le sionisme sont désormais les deux mamelles des néocons. Cette adhésion a commencé avec Chirac, puis s'est finalisée avec Sarkozy qui parlait de « retour au bercail » pour justifier la réintégration pleine et entière de nos forces au sein du commandement intégré de l'Otan. Pour ce qui est de Hollande, je ne vous apprends rien en vous disant que les socialistes ont un ADN européiste, sioniste et colonialiste qui remonte au minimum à Guy Mollet (sous la IV<sup>e</sup> République). Ce n'est nullement une légende. Durant son deuxième mandat, Mitterrand aura cette déclaration de fossoyeur : « La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir. » Petit à petit, cette idée a gagné du terrain au Quai d'Orsay et dans « l'État profond », y compris à l'Université, sensible aux sirènes de l'Amérique, de l'Europe, de l'Otan, de la globalisation et de ses succursales diverses.

[La "logique du moindre coût" qui gouverne le monde, sauf quand il s'agit de la guerre ou d'engraisser les oligarques.](#)

- Pourquoi l'incendie de la tour londonienne devient un scandale national - l'express.fr

Propriété de la mairie locale de Kensington et Chelsea, l'un des quartiers les plus riches de Londres, l'immeuble de logements sociaux est géré par un organisme public municipal, la Kensington and Chelsea Tenant Management Organisation (KCTMO). Cette dernière a fait valoir qu'il était trop tôt pour tirer des conclusions sur les circonstances du drame. Sa responsabilité pourrait être engagée. Rydon, l'entreprise qui a procédé à la pose du revêtement, a elle indiqué qu'elle avait respecté les réglementations en vigueur.

Dans le collimateur des critiques: le nouveau revêtement posé en 2016, pour améliorer l'isolation thermique de la façade de cet immeuble de plus de vingt étages, érigé dans les années 1970. Certains s'interrogent sur le fait que ce revêtement puisse expliquer la rapidité avec laquelle le feu s'est propagé. Une vitesse qui a impressionné les pompiers.

Les médias britanniques ont révélé que le revêtement choisi était deux livres moins cher qu'une version plus résistante au feu. Cela aurait occasionné un surcoût de 5000 livres (5700 euros), a calculé The Times. Le Daily Telegraph a lui expliqué que les normes qui imposaient des matériaux non-inflammables pour ce type d'usage ont été abrogées en 1986, alors que Margaret Thatcher était Première ministre. La norme britannique "Class 0" que Rydon dit avoir respecté n'impose pas, en effet, le recours à des matières non-inflammables, détaille le quotidien.

La logique du moindre coût, au mépris de la sécurité, a-t-elle vraiment prévalu? Scandale social autant que drame humain, la tragédie de la tour Grenfell n'en est qu'à ses débuts. l'express.fr 16.06

En direct sur place, Loïc de La Mornais évoque la "colère" qui monte dans le quartier et surtout "un pays qui retient son souffle. Car si rien n'est confirmé, la police, les pompiers, évoquent ce soir un bilan qui pourrait être à trois chiffres, c'est-à-dire dépasser les 100 morts." Francetv info 16.06

La tour Grenfell complètement calcinée a brûlé pendant près de huit heures et ne s'est pas effondrée, sans doute un miracle, à moins que ce ne soit le 11 septembre 2001 qu'il s'en soit produit un lorsque les trois tours (2 WTC et la tour n°7 abritant une partie des archives de la CIA) se sont effondrées sur elles-mêmes en une poignée de secondes, alors que leur construction était autrement plus solide avec des poutres en acier de 10 cms d'épaisseurs, qui, autre miracle fondront par endroit comme du beurre sous l'effet d'un feu de bureau sans que personne ne puisse expliquer ni comment ou pourquoi... Mais personne ou presque ne fera le rapprochement.

[La macronie est un puissant vomitif.](#)

En monarchie absolue et héréditaire, les institutions sont établies pour l'éternité.

Libération - Le monarque doit faire "*un geste rapide*" ...."à la *démocratie*", mais en attendant ce sont les électeurs considérés comme des veaux écerclés qui doivent faire en sorte que "*le débat continue d'exister dans l'arène naturelle du débat démocratique*", l'Assemblée nationale considérée illégitime par la majorité du peuple.

En monarchie absolue, la "**reine**" peut se permettre "**tous les péchés**".

Le grand chelem du petit nouveau est donc probable : La République en marche s'achemine vers une victoire écrasante. A l'Assemblée, comme à l'Elysée et à Matignon, LREM sera reine. Adhésion sans mélange au macronisme ? Non. Plutôt le rejet indistinct de tout ce qui ressemble à la classe politique traditionnelle. Les vieilles étiquettes sont une marque d'infamie ; le label En marche, à lui seul, vaut rédemption de tous les péchés. Ce peuple qu'on dit le plus politique du monde semble motivé avant toute chose par le rejet de la politique. Avec un risque à la clé. Libération 16.06

L'infamie frappe Libération qui s'emploie systématiquement à déformer la réalité, la preuve par Le Point qu'on ne soupçonnera pas de faire partie des ennemis de son excellence Macron.

L'étude publiée cette semaine par le Cevipof dément les bienveillants évangélistes de la geste macronienne. Luc Rouban, l'auteur de cette enquête, révèle en effet que 222 candidats REM ont exercé ou exercent encore un mandat politique, dont 25 députés, 32 conseillers régionaux et 76 maires. Si l'on ajoute ceux qui ont déjà été conseillers, membres de cabinet ou même candidats (battus) à un mandat, seul un gros tiers des impétrants n'a jamais été politisé. Lepoint.fr 16.06

Un ramassis de ratés, de loosers, de nuls, de lobbyistes, d'affairistes, d'usurpateurs, de corrompus, de patrons et de nantis en tous genres, il y même un ex-commissaire de police c'est pour dire... Prenez un indigène qui n'est jamais sorti de sa forêt et placez-le devant un poste de télé, il va croire que dieu existe et qu'il lui parle, et bien là c'est la même chose, à ceci près que le comportement de l'indigène sera bien naturel, alors que celui de ces minables de REM relève du fanatisme, de la démence, de la négation du développement de la civilisation humaine qu'ils condamnent à retourner au stade de la barbarie.

J'avais indiqué dans des causeries que le comportement ignoble et plus ou moins décomplexé de ceux qui nous gouvernaient avait pour objectif final de faire en sorte que la population soit dégoûtée de la politique, de parvenir à ce qu'elle s'en détourne pour les laisser élire les dirigeants de leur choix et gouverner comme ils l'entendaient ensuite dans l'indifférence et la confusion générale savamment entretenu en permanence, de manière à ce que cette déchéance soit sans rémission ou que le pouvoir en place, certes contesté puisqu'il n'est pas possible de l'éviter, demeure inaccessible et indéboulonnable pendant des décennies ou plus encore.

Il suffisait d'observer comment ils avaient procédé aux Etats-Unis pour parvenir à leur fin, pour savoir ce qui nous attendait si nous ne les arrêtons pas avant, ce qui fut impossible hélas, trahis de partout !

On nous rétorquera que les conditions objectives ou les conséquences désastreuses sur les conditions de travail et d'existence des travailleurs de la politique de Macron contribueront à remettre les pendules à l'heure, en effet, dans une certaine mesure, mais cela demeurera inefficace temps que le mouvement ouvrier n'aura pas remis ses pendules à l'heure du socialisme. On en est si éloigné aujourd'hui, qu'on peut prédire sans prendre de grands risques que le pire est à venir et va effectivement se réaliser. Ensuite, quoi, y aura-t-il une suite ?

A qui perd gagne.

- Législatives 2017 : l'abstention pourrait atteindre 53% au second tour - Franceinfo

En plateau, Catherine Demangeat revient sur l'abstention qui pourrait être la grande gagnante ce dimanche. Franceinfo 16.06

Ils osent tout. Ils exultent et ont du mal à se retenir.

- Législatives: vers une majorité écrasante pour La République en Marche - AFP

Le télé-évangéliste et ses "apôtres".

- Dans l'hémicycle, les sept apôtres du macronisme - Liberation.fr

Les hommes et femmes de confiance du Président devraient tous être élus dimanche, et se partager les postes clés de l'Assemblée pour lui servir de relais fiables au Palais-Bourbon. Liberation.fr 16.06

- L'Assemblée se prépare au parti unique - Liberation.fr

Partis pour rafler une majorité inédite au Palais-Bourbon dimanche et ne laisser que des miettes à l'opposition La République en marche se voit déjà accusée d'«absolutisme». D'autant que le Président, vacciné par les frondeurs du PS, s'est assuré d'avoir des députés fidèles. Liberation.fr 16.06

- Grand chelem - Liberation.fr

Faut-il se résigner ? En principe, c'est joué, râpé, plié. La seule question concerne la taille des miettes que Macron, cet ogre maigre, laissera à... Liberation.fr 16.06

- 4 Vérités : les députés LREM vont "remettre de la vie et du débat à l'Assemblée" - Franceinfo

[La déchéance des élites est à la hauteur de leur servilité envers Macron. Normal, elles sont servies.](#)

- Emmanuel Macron fait pire que la déchéance de nationalité mais personne ne s'en indigne - Le Huffington Post

Juin 2017: le projet d'Emmanuel Macron d'insérer dans le droit commun des pouvoirs donnés à l'administration à titre extraordinaire, alors qu'elles relèvent constitutionnellement de la compétence de l'autorité judiciaire (perquisitions, rétentions administratives et assignations à résidence sans juge) suscite l'indifférence. Hormis les professions judiciaires et quelques associations de défense des droits de l'Homme qui parlent quasiment sans écho, cela n'intéresse personne ou presque...

Passons sur le fait qu'Emmanuel Macron avait alors vertement critiqué le projet de déchéance de nationalité au motif notamment que les démocraties ne doivent pas reculer sur leurs valeurs au nom du terrorisme, sauf à perdre leur âme. Il avait raison.

Le problème, c'est qu'il fait aujourd'hui la même chose et même bien pire en fait: contrairement à la déchéance de nationalité, mesure forte mais symbolique ne concernant potentiellement que quelques personnes et encore, les mesures de l'état d'urgence concernent des centaines, voire des milliers de personnes chaque année. Bien plus, elles écorrent un principe fondamental: pas d'atteinte aux libertés qui ne soit décidé par un juge –et pas seulement sous son contrôle a posteriori.

Pourquoi tous ces citoyens, de gauche et de droite, tous ces démocrates sincères, ne s'indignent-ils pas? Pourquoi cette question ne fait-elle pas la "une"? Pas parce que c'est moins grave, mais juste parce que le contexte a changé: on s'en voudrait presque, dans la France de juin 2017, de critiquer le Jupiter qui doit transformer notre pays de la cave au grenier. Le Huffington Post 16.06

[Ils osent tout. En macronie le lobbysme a pris le pouvoir.](#)

- Rendre obligatoires onze vaccins infantiles : un vrai cas de confiance - Liberation.fr

La ministre de la Santé veut étendre la prévention imposée aux enfants. Mais il faudra réussir à persuader les professionnels et les parents, un Français sur deux se disant douter de l'efficacité de ces injections. Liberation.fr 16.06

[Ils osent tout. Un amalgame ordurier destiné à persuader les électeurs de voter pour les candidats de REM.](#)

- Entre un musulman radical, un radical d'extrême gauche et un radical d'extrême droite, qu'y a-t-il de commun? - Le Huffington Post

Avant d'aller aux urnes, interrogeons-nous sur le vote radical.

Tentons un exercice pour vérifier si la structure de leur pensée est similaire, et voir si seuls certains mots diffèrent. Regardons ce texte qu'on imagine prononcé avec virulence par un démagogue type (...)

Cette similarité de rhétorique en dit long sur leur ressemblance réelle, ainsi que sur l'origine de leur rivalité.

On pourrait rétorquer aussi que les extrémistes de droite sont obsédés par leur ascendance illustre, le sentiment d'appartenir au meilleur de la race humaine et l'idée d'être infiniment supérieurs aux autres. Mais les individus d'extrême gauche et les musulmans radicaux s'enorgueillissent aussi d'une ascendance qu'ils considèrent chacune plus illustre que celle de leurs adversaires d'extrême droite. Pour les premiers, ce sont les paysans révoltés, les ouvriers rebelles, les sans-culottes, les communards, le petit peuple résistant et héroïque, fier de sa basse extraction et qui serait cent fois plus noble, grand et glorieux que les puissants, les richards et leurs valets. Pour les seconds, c'est aux grands conquérants de l'islam auxquels ils s'affilient.

Il est dur pour un militant d'extrême gauche d'entendre que son discours haineux sur une minorité (les grands patrons) qui mériterait d'être anéantie, possède la même charpente que celui des fascistes. (...)

Dimanche, nous votons. Certains d'entre nous peuvent être tentés d'ériger la lutte des races, des classes ou des religions, face à ce qu'ils appellent le règne abrasif du métissage, de la bourgeoisie ou de la collaboration. Mais n'oublions pas que les radicaux ont besoin les uns des autres et que leur propos indiquent bien qu'il s'agit de leur guerre. Elle est fratricide et nous pouvons cesser d'en être les victimes. Le Huffington Post 16.06

Retenez le nom de cette ordure : Thomas Bouvatier - Psychanalyste, spécialiste des dérives radicales, auteur de "Petit manuel de contre-radicalisations"

### Ils osent tout

- Etats-Unis : acquittement du policier jugé pour avoir abattu un automobiliste noir en 2016 - Franceinfo

- Mort d'Helmut Kohl : l'Allemagne en deuil - Franceinfo

- Au Canada, les pétroliers veulent augmenter la production de sables bitumineux - Liberation.fr

### La saignée ou la "quatorzième réforme des retraites".

- Dans la douleur, la Grèce évite le défaut de paiement - Liberation.fr

Les capitales européennes se sont à nouveau félicitées après l'accord conclu jeudi soir en deux heures sur le déblocage d'une aide financière à Athènes. «Je crois que l'on peut dire que la Grèce est sortie d'affaire, s'est enthousiasmé le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire. Nous avons trouvé avec nos partenaires de la zone euro un bon accord qui doit permettre au pays de sortir des difficultés économiques.»

A l'issue des discussions, les créanciers (FMI, BCE et Mécanisme européen de stabilité) ont donc consenti un prêt de 8,5 milliards d'euros, prélevé sur l'enveloppe du troisième plan d'aide à la Grèce (86 milliards d'euros), adopté à l'été 2015. Certes, le pays évite ainsi le défaut de paiement. Mais aussitôt encaissée par Athènes, la quasi-intégralité de la somme repartira dans les caisses des créanciers de la Grèce. Athènes est donc en mesure d'honorer les 7 milliards d'euros de la dette qui arrive à échéance en juillet.

La pilule risque cependant d'être amère pour les Grecs, puisqu'en échange de ce déblocage, le Premier ministre, Alexis Tsipras, a accepté une quatorzième réforme des retraites, une révision de l'impôt sur le revenu et des mesures d'austérité budgétaires (5 milliards) imposées par le FMI. Liberation.fr16.06

[Haut de page ↗](#)

---

Le 19 juin 2017

## CAUSERIE

Ce soir je serai seul, j'aurai le temps d'ajouter quelques articles.

● Causerie du 19 juin, 13 pages (format pdf)

### Quelques réflexions politiques

Yahoo a supprimé la page consacrée à l'économie, du coup je ne sais plus où trouver des infos économiques, hormis Les Echos et La Tribune qui les filtrent en fonction de leur ligne éditoriale, c'est bien maigre. A suivre.

1- Ma proposition de manifestation nationale et unitaire à Paris pour exiger le retrait du projet d'ordonnance contre le Code du travail notamment à fait l'objet du mépris de la part de toutes les formations politiques et syndicales auxquelles je l'ai adressée, hormis la Fédération anarchiste et le PRCF que je remercie ici pour leur réponse.

J'en déduis que le régime que va mettre en place Macron ou sa manière de gouverner va parfaitement convenir aux dirigeants

du mouvement ouvrier parce qu'ils l'ont déjà adoptée, ils ne s'opposeront pas à Macron, ils emploieront un discours radical à l'adresse de leurs troupes qui aussi soumises ou bêtes que des marcheurs l'adopteront, ils y mêleront le double discours habituels, ils organiseront ou cautionneront de nouvelles journées d'action destinées à briser la résistance des militants ou à finir de les démoraliser, au mieux ils appelleront les travailleurs à se mobiliser en espérant qu'ils n'en feront rien et ainsi de suite, cela fait plus d'un demi-siècle qu'on y a le droit, donc il n'y a aucune raison pour qu'ils ne continuent pas.

Tous les partis du mouvement ouvrier ayant subi une ou des scissions au cours des dernières décennies et une hémorragie de militants sans qu'ils changent quoi que ce soit, je vois guère quel rôle je pourrais jouer pour infléchir ce cours suicidaire compte tenu de l'état d'esprit de mes lecteurs. Soit.

Ce qui m'intrigue cependant, c'est pourquoi des centaines de militants téléchargent les causeries des années antérieures depuis 2008, c'est quelque chose que je ne m'explique pas. Contrairement aux pages du portail au format html ou aux fichiers pdf qui peuvent être visités par les moteurs de recherche et fausser les statistiques, là il s'agit de fichier pdf téléchargés, ce que ne font que les personnes qui se connectent sur le portail et non des moteurs de recherche qui peuvent à la limite les ouvrir pour en lire le contenu mais ne les téléchargent pas, quand un internaute télécharge un fichier pdf, il se connecte en réalité au serveur qui héberge le portail et ce fichier. Donc ce que j'avance ici est absolument certain. Sans être plus avancé, mais il était peut-être bon que les militants le sachent.

2- Ils osent tout. Que n'auraient-ils pas fait pour tenter de donner un semblant de légitimité aux institutions de la Ve République

Macron et les médias aux ordres ont fait en sorte que REM obtienne moins d'élus que prévu afin de donner un semblant de légitimité à l'Assemblée nationale. Durant toute la semaine qui a précédé le second tour, tous les jours ils ont incité les électeurs du PS, de LR, de FI et du FN à aller voter dimanche, ils leur ont offert des dizaines de tribunes, leur expliquant du danger que représenterait un trop grand nombre d'élus de REM pour le "débat démocratique", ils ont même été jusqu'à fabriquer un sondage dont le résultat faisait ressortir qu'une majorité d'électeurs souhaitaient un "rééquilibrage" au second tour en faveur des partis cités plus haut, plus fort encore, ils ont réussi à dissuader des électeurs qui avaient voté pour les candidats de REM au 1er tour d'aller voter le 18 juin.

Ils ont réussi leur coup, tous vont être représentés à l'Assemblée nationale, champagne en famille en l'honneur de la Ve République ! Mélenchon est comblé, il est élu et il va pouvoir constituer un groupe parlementaire. Quant aux travailleurs qui l'avaient cru sur parole et qui espéraient que FI obtiendraient des centaines d'élus, leur désillusion doit être colossale, à moins qu'ils n'y aient jamais cru.

Le cirque parlementaire va pouvoir commencer. Et qui va être sacrifié dans l'arène parlementaire, devinez. Et on ne peut même pas dire que les choses sérieuses se dérouleront ailleurs, puisque pour le moment c'est le néant absolu. Ils ont tous sous les yeux l'agenda qu'ont adopté et rendu public Macron et son gouvernement, alors qu'est-ce qu'ils attendent pour nous soumettre une proposition d'action pour s'y opposer ? Peut-être que vous soyez partis en vacances !

J'ai proposé mi-juin une manifestation nationale à Paris le 16 septembre en tenant compte de la période des vacances d'été et du temps nécessaire pour l'organiser sérieusement, mais eux ils pourraient attendre le début du mois de septembre pour la sortir à la sauvette ce qui ne permettrait pas vraiment de l'organiser si tel était le cas. A moins qu'ils attendent que les ordonnances aient été adoptées, autant attendre la fin du quinquennat de Macron ! C'est désolant pour les militants, mais qu'ils sachent que c'est fait intentionnellement. Comme quoi quand j'affirme que nous sommes les otages de ces dirigeants, je n'exagère pas.

3- Sarkozy et Hollande ont appliqué le tournant néolibéral dicté par l'oligarchie, mais ils étaient handicapés par leur origine ou celle de leur parti. Il fallait donc un homme nouveau qui n'incarne pas leur parti ou plus précisément, qui incarne la rupture avec ces partis, et ils ont dégoté Macron qu'ils ont mis 10 ans à formater pour achever le sale boulot entamé par Sarkozy et Hollande, ce qui devait se traduire par la marginalisation de leur parti respectif au profit d'un nouveau parti (La République En Marche - REM) fondé spécialement pour l'occasion et assurer une majorité parlementaire à la botte du nouveau président, afin qu'il puisse appliquer son programme ultralibérale sans se soucier des états d'âme des uns et des autres, tel un rouleau compresseur broyant tout sur son passage.

[Décidément, l'intelligence est bien la faculté la moins bien partagée. Ils parlent d'intelligence artificielle, alors que la leur est déficiente, terrifiant !](#)

Leur société "connectée" ou "numérique", c'est bienvenue chez les mutants ou les nouveaux monstres de la préhistoire, car apparemment il n'y aura pas d'histoire, ce qui avait fait un temps office de prélude et laissait augurer que les hommes pourraient passer à l'étape suivante n'aura été qu'un leurre en réalité, car il n'y aura pas de suite puisque le passage à un état conscient se sera avéré irréalisable ou hors de portée des capacités humaines.

La civilisation humaine semble ainsi condamnée à dégénérer jusqu'à ce que mort s'en suive sans un sursaut salutaire qui mettrait fin au capitalisme, mais franchement on ne voit pas très bien d'où il pourrait venir ni comment il pourrait se produire dans l'état actuel de la société.

Hier soir il m'est venu à l'esprit un aspect de la situation que je n'avais pas encore abordé, et qui à mon avis mérite qu'on y réfléchisse, à savoir que pendant qu'on s'évertue à comprendre leur stratégie et leur objectif, ils sont en train de mettre en place ou plutôt d'imposer une multitude d'instruments qui plus tard leur permettront d'arriver à leurs fins, car ils seront tellement ancrés profondément dans la société qu'aucun retour en arrière ne pourra plus être envisagé malgré les conséquences désastreuses qu'ils causeront aux couches de la population les plus faibles qui en seront pour ainsi dire les esclaves et précipiteront leur fin, dans la douleur, mais en douceur, l'air de rien si vous préférez, de la même manière qu'on soudoie quelqu'un pour ensuite pouvoir mieux l'achever tranquillement.

Une population réduite à l'état de zombi, lobotomisée, parfaitement connectée à leur logiciel, mais déconnectée de son passé réduit à néant. On sait déjà qu'ils nous empoisonnent sciemment avec leurs produits chimiques, ils en ont tellement créés qu'ils ne sont même plus capables d'en évaluer le nombre selon leur dire, plus de 18.000. C'est un exemple parmi des centaines d'autres.

C'est la réalité ou leur monde de dégénérés.

Regards Connectés - Data, robots, nanotechnologies, intelligence artificielle, le tsunami technologique est une réalité.

Fondateur et président du Forum Européen de Bioéthique, le Professeur Israël Nisand a une vision passionnante de toutes ces évolutions.

Connectés explore le numérique par les yeux de professionnels d'horizons variés. La transformation de notre société par les réseaux sociaux, la data et l'innovation en général est une réalité, plongeons au coeur de notre avenir commun.

Jusqu'où iront les humains de demain alors que les techniques de réparation permettront d'aller plus loin pour augmenter l'homme ? Comment imaginer une régulation mondiale alors que les pensées éthiques sur ces sujets sont aussi variées qu'il y a de cultures différentes ? Si le TGV technologique est lancé à pleine vitesse sans pilote à bord, comment allons-nous surmonter ces défis ?

Comme le dit très bien le Professeur Nisand : pour la première fois dans l'histoire de l'humanité une espèce, après avoir déchiffré son propre alphabet, va être capable d'en modifier le texte. regards-connectes.fr

<https://www.youtube.com/watch?v=Y7SDD6UHzC4>

Dans cette vidéo aussi terrifiante que celle sur Attali et qui se situe dans la même perspective, monsieur Nisand explique qu'il deviendra possible d'agir sur toutes les fonctions du cerveau, y compris rendre les hommes plus intelligents, ce qui m'a le plus interpellé sachant que ce sont de dangereux psychopathes qui détiennent tous les pouvoirs, car cela n'a jamais été le cas depuis qu'Einstein était parvenu à la conclusion que la survie du capitaliste était la plus grande menace pour l'homme et l'existence de la civilisation humaine, et que la manifestation la plus élevée de l'intelligence humaine devait consister à prendre conscience de la nécessité de l'éradiquer le plus tôt possible de la surface de la terre, ce qui n'est évidemment pas le propos de ce club de réflexion unioneuropéiste-sioniste.

Voici un exemple de l'intelligence dont font preuve les dirigeants du vieux monde de monsieur Nisand :

Le visage humain du capitalisme. Comment le malheur des uns fait le bonheur des autres.

- En Angola, en Centrafrique, au Tchad, au Mali, au Nigéria, au Sierra Leone et en Somalie, plus de 10% des enfants n'atteindront pas leur cinquième anniversaire. C'est 40 fois le taux de mortalité avant 5 ans de la Finlande, du Japon, de la Norvège ou de Singapour. slate.fr 17.06

Au moins là c'est clair, net et précis, sans bavure, on sait qui doit vivre et qui doit crever dans les pires souffrances. C'est ce modèle qu'ils entendent étendre à la population mondiale, mais progressivement, comment, en profitant du niveau de vie supérieur des peuples des pays occidentaux pour mieux leur imposer leurs instruments ou produits qui concourent à leur perte au profit de la seule élite. On leur vante les bienfaits des progrès scientifiques ou technologiques dont ils peuvent profiter qui vont les tuer ou plutôt les consumer à petit feu, et si un jour ils parvenaient à s'en apercevoir il serait trop tard, tout comme le lépreux qui a déjà perdu plusieurs membres qui ne repousseront jamais.

Quand on évoque le cynisme sans fond qui les anime, on ne nous prend pas au sérieux, alors qu'on découvre que la réalité ou les intentions de ces dégénérés sont bien pires encore.

Personnellement j'en tire l'enseignement que rien ne devrait faire obstacle au rassemblement de tous les militants qui souhaitent sincèrement en finir avec le capitalisme, mais apparemment soit leurs dirigeants ignorent dans quel monde nous vivons, soit ils ont décidé de ne pas en tenir compte parce qu'ils poursuivent en réalité un autre objectif, il n'existe pas

50 interprétations possibles à leur comportement.

En complément ou pour illustrer le sujet que nous venons d'évoquer.

La lobotomie commence tout petit.

- Pour 16 millions d'Américains, le lait chocolaté vient de vaches marron - LePoint.fr

Vous n'y auriez pas pensé vous-même, alors les Américains l'ont fait pour vous. Et l'on vous rassure : on ne parle ici que d'adultes...

Dans les années 90, une étude du département de l'Agriculture constatait qu'un adulte sur cinq ne savait pas que leur emblématique hamburger était à base de bœuf... Nombre d'entre eux n'ont jamais vu de nourriture ailleurs qu'au supermarché ou au restaurant, et sont bien en peine de les relier à des animaux ou des plantes vues dans la nature.

Dans une autre étude, une majorité d'adultes déclarait que le légume qu'ils consommaient le plus était... les frites. Et nombre d'entre eux s'étonnaient lorsqu'on leur expliquait que les frites étaient en réalité des pommes de terre. Pour ceux qui se poseraient la question : non, les frites ne comptent pas dans les cinq fruits et légumes par jour recommandés pour une alimentation équilibrée. lepoint.fr 17.06

Il n'empêche que pour Le Point les Etats-Unis doivent servir de modèle à la terre entière... Lire Le Point, c'est forcément s'abêtir !

### Parole d'internaute.

A propos de la coqueluche de Mélenchon. A savourer sans modération.

- "A propos de Sanders, il faut relativiser... extrait : "Sanders est un démocrate en tout point, sauf en titre. Il fait partie du caucus démocrate. Il vote 98% du temps pour les Démocrates. Il soutient régulièrement les guerres impérialistes, l'arnaque corporatiste de l'Obamacare, la surveillance de masse et les budgets de défense colossaux.

Il a fait campagne pour Bill Clinton lors de la course présidentielle de 1992, et lors de celle de 1996 — après que Clinton ait précipitamment fait adopté l'ALENA (Accord de libre échange nord-américain), grandement étendu le système d'incarcération de masse et détruit les aides sociales — et pour John Kerry en 2004. Il a appelé à ce que Ralph Nader abandonne sa campagne présidentielle en 2004.

Les Démocrates reconnaissent sa valeur. Ils récompensent Sanders pour son rôle de gardien du troupeau depuis déjà longtemps. source : <http://fr.sott.net/article/27746-Le-mouvement-illusoire-de-Bernie-Sanders>"

### L'Assemblée nationale est minoritaire et illégitime.

Les mains sales.

- Doté d'une majorité nette, Macron a les mains libres - AFP

Au lendemain d'un second tour des législatives qui lui a donné une des plus larges majorités parlementaires de la Ve République, Emmanuel Macron a désormais les coudées franches pour mettre en oeuvre son programme présidentiel.

Selon les résultats définitifs -même si les 11 sièges pour les Français de l'étranger doivent être officialisés lundi-, la République en marche (REM) et son allié du MoDem s'adjugent 351 sièges, très largement au-delà de la majorité absolue de 289 sièges.

Mais en battant une nouvelle fois un record d'abstention (57% contre 51,3% au premier tour), les électeurs ont refusé de laisser "carte blanche" au nouveau président, relève la presse de lundi.

"Seule l'abstention record vient ternir une victoire qu'aucun commentateur n'a anticipée en début de campagne. Venu de nulle part, Macron est désormais partout", analyse Libération. (De Rothschild et du PS, ce n'est pas nulle part ! - LVOG)

"En deux élections et quatre tours de scrutin, la révolution En marche!, à laquelle personne ne voulait croire, a déferlé sur la France comme un tsunami", commente Le Figaro.

Mais il s'agit pour La Croix d'un "succès terni par l'abstention". "Carton plein et urnes vides pour Macron", titre L'Humanité.

Comme de tradition après un scrutin législatif, Edouard Philippe devrait remettre lundi ou mardi la démission de son gouvernement et en former immédiatement un nouveau, qui ne devrait pas comporter de grands changements.

Les six ministres candidats ont en effet été élus (Christophe Castaner, Richard Ferrand malgré les affaires judiciaires, Bruno Le Maire, Annick Girardin, Mounir Mahjoubi et Marielle de Sarnez).

Sur les 351 sièges de la majorité présidentielle, le MoDem de François Bayrou en obtient 41 et devrait donc former un groupe indépendant.

L'alliance entre Les Républicains (LR) et l'UDI décroche 131 sièges, dont 113 LR.

Le Parti socialiste n'obtient que 29 sièges. Très loin des 284 sièges socialistes de l'Assemblée sortante, mais là aussi moins catastrophique que redouté. Une "déroute incontestable", a toutefois admis son Premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis avant d'annoncer son retrait de la direction du parti, qui obtient deux fois moins de sièges que lors du précédent désastre de 1993 (57 députés PS et apparentés).

Non investi par le PS, mais non concurrencé par la REM, Manuel Valls a annoncé dans une ambiance houleuse sa réélection dans l'Essonne avec 139 voix d'avance sur sa concurrente de la France insoumise (LFI), Farida Amrani. Cette dernière a elle aussi revendiqué la victoire et annoncé un recours.

Au plan national, LFI obtient 17 élus et le Parti communiste, dix. Jean-Luc Mélenchon, élu à Marseille, a annoncé dimanche un "groupe parlementaire" LFI, sans évoquer les communistes.

Le Front national obtient huit sièges et sa présidente Marine Le Pen découvrira le Palais-Bourbon, de même que son compagnon Louis Aliot. Ils y rejoignent Gilbert Collard, réélu dans le Gard. S'il quadruple le nombre de ses députés, le FN échoue cependant à constituer un groupe parlementaire de 15 députés.

Ce scrutin est également marqué par une première en Corse: l'élection de trois députés nationalistes, Michel Catellani, Jean-Félix Acquaviva et Paul-André Colombani.

Plusieurs sortants en difficulté sont finalement élus: le patron du groupe socialiste Olivier Faure, le communiste André Chassaigne, ou encore Eric Woerth et Eric Ciotti à droite et le président de l'UDI Jean-Christophe Lagarde. Protégés par la REM, les anciens ministres Stéphane Le Foll et Sylvia Pinel gardent leurs sièges.

Sont en revanche battus les anciens ministres Marisol Touraine, Jean-Jacques Urvoas, Najat Vallaud-Belkacem et Myriam El Khomri et la députée LR Nathalie Kosciusko-Morizet.

Europe Ecologie Les Verts disparaît pratiquement de l'Assemblée, avec un seul élu (Eric Alauzet, Doubs).

Les grandes manoeuvres se poursuivront cette semaine: bureau national mardi et conseil national samedi pour le PS; bureau national pour Les Républicains mercredi, après l'élection de leur président de groupe et bureau politique du FN mardi.

De son côté, Emmanuel Macron a les mains libres pour appliquer son programme (moralisation de la vie publique, réforme du droit du travail...). Le prochain rendez-vous électoral aura lieu le 24 septembre, avec le renouvellement de la moitié du Sénat, actuellement à droite.

Pour cette XV<sup>e</sup> législature, l'Assemblée sera en tout état de cause profondément renouvelée.

Seuls 222 députés sortants étaient qualifiés pour le deuxième tour et 224 autres sortants ne se représentaient pas, plus du double qu'en 2012. AFP19.06

Une seule bonne nouvelle : la vermine Europe Ecologie Les Verts a disparu.

Revue de presse

- Pour la presse française, l'abstention fragilise la victoire du camp Macron. - presstv.com

Si les éditorialistes reconnaissent la victoire du parti de Macron au premier tour, ils la nuancent toutefois par l'abstention record.

« Les opposants au président Macron se sont, certes, démobilisés ces deux derniers dimanches, mais cela ne signifie pas qu'ils



ont adopté sa vision pour la France ni qu'ils sont prêts à entériner les transformations qu'il envisage », rappelle le rédacteur en chef de La Croix, Jean-Christophe Ploquin dans l'éditorial du quotidien catholique.

Cela fait dire à Patrick Apel-Muller dans L'Humanité qu'« Emmanuel Macron détient les pleins pouvoirs à l'Assemblée, mais le pays ne les lui a pas accordés ». « Carton plein et urnes vides pour Macron », affiche ainsi à la une le journal communiste.

Dans le quotidien régional L'Union, Hervé Chabaud prévient : « les Français n'ont pas donné une carte blanche au nouveau président ». Dès lors, poursuit-il, « le gouvernement ne peut pas faire comme si la victoire était exceptionnelle. Il se doit d'être humble et méthodique pour ne pas être vite bousculé par la rue ».

Dans L'Alsace, Laurent Bodin fait valoir que le niveau de participation, tout comme le sursaut inattendu de la droite, « sonne (...) comme un avertissement » : « Il n'y a pas de blanc-seing accordé ». (Source : différents médias) presstv.com 19.06

Par pitié, pourvu que ce soit une fake news !

- Après la débâcle aux législatives, comment les socialistes peuvent espérer faire renaître le PS de ses cendres - Franceinfo

- Résultats législatives 2017: voici les 29 "survivants" socialistes du PSychodrame - huffingtonpost.fr

Sur ces 29 survivants, 23 sortants qui ont su profiter du reflux macroniste de ce second tour ou profiter de l'absence de rival En marche!, des ex-frondeurs, des légitimistes et quelques rares nouveaux arrivants. huffingtonpost.fr

La plupart des nouveaux députés socialistes ont été élus parce que LREM, qui les a jugés "Macron-compatibles", n'a pas présenté de candidat contre eux... francetvinfo.fr

Donc si on compte bien, il ne reste plus que 6 élus du PS, les 23 autres ayant fait allégeance à Macron.

7 ouvriers sur 10 ont boycotté la monarchie parlementaire

- Législatives : qui sont les Français qui se sont abstenus au second tour ? - francetvinfo.fr

Les Français ont boudé les urnes, dimanche 18 juin, pour le second tour des législatives. L'abstention s'élève à 56,6%, un taux historique sous la Ve République, selon les résultats quasi-définitifs à minuit. Au premier tour, 51,3% des électeurs s'étaient abstenus. Qui sont ceux qui ont choisi de ne pas prendre part au second tour ? Franceinfo dresse leur profil, à partir d'une enquête d'Ipsos/Sopra Steria\* pour France Télévisions et Radio France réalisée avant le scrutin.

Les 18-24 ans ont le moins voté

18-24 ans - 74%  
25-34 ans - 70%  
35- 49 ans - 62%

Plus on est âgé, plus on vote ? Selon cette étude, 61% des électeurs âgés de 70 ans et plus voulaient se rendre aux urnes ce dimanche, contre 26% des 18-24 ans. Pour ce second tour des législatives, ils sont en effet 74% à s'être abstenus, soit onze points de plus qu'au premier tour. Le 11 juin, 63% des électeurs âgés de 18 à 24 ans s'étaient abstenus.

Plus de la moitié des électeurs de Le Pen et Mélenchon se sont abstenus

Même tendance qu'au premier tour. Plus de la moitié des électeurs des deux candidats à l'élection présidentielle Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon se sont abstenus au second tour des élections législatives, selon notre sondage

L'essoufflement est notable parmi les électeurs de Marine Le Pen, abstentionnistes à 66%, et de Jean-Luc Mélenchon, à 61%. Les électeurs de François Fillon durant la présidentielle ont été les plus mobilisés puisque 59% d'entre eux comptaient se déplacer pour voter.

Sept ouvriers sur dix se sont abstenus

Si plus d'un Français sur deux inscrit sur les listes électorales n'est pas allé voter lors de ce second tour, les disparités sont grandes au regard de la profession des sondés. Selon notre enquête Ipsos/Sopra Steria, près de sept ouvriers sur dix comptaient s'abstenir ce dimanche. En revanche, l'égalité est parfaite entre les cadres sondés qui voulaient voter (50%) et ceux qui voulaient

s'abstenir (50%).

Les électeurs se déclarant "ni à gauche, ni à droite", champions de l'abstention

Selon le positionnement politique déclaré par les sondés, 50% des électeurs se déclarant "à gauche" ont voté. Chez les électeurs se déclarant "à droite", 55% ont voté. En revanche, 71% des électeurs se déclarant "ni à gauche, ni à droite" comptaient s'abstenir lors de ce second tour.

Estimation Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France, Le Point, France 24 et LCP-AN. francetvinfo.fr 17.06

Ploutocratie et nantis se sont coalisés pour confisquer le pouvoir à leur profit.

- Vers une nouvelle Assemblée très élitiste qui renforce la « fermeture sociale » - bastamag.net

510 candidats officiels de La République en marche (LREM), le mouvement d'Emmanuel Macron, disputeront le second tour des élections législatives, le 18 juin. Plus de 400 d'entre eux pourraient être élus députés. Une note du Cevipof, le centre de recherches politiques de Sciences-Po, réalisée par le chercheur Luc Rouban, s'est penchée sur le détail de leurs profils. Et confirme que la grande majorité des candidats, loin d'incarner un renouvellement socialement divers, est porteuse de « fermeture sociale » et caractérisée « par son appartenance majoritaire à une bourgeoisie moderniste, diplômée, libérale sur le plan culturel comme sur le plan économique ».

Près de 70 % des candidats sont issus des classes supérieures : cadres du privé (20 %) et industriels (10 %) principalement, mais aussi patrons de très petites entreprises, avocats ou médecins. A l'opposé, les ouvriers, les employés et les professions intermédiaires du privé ne sont que 6,5 % (contre 75 % dans la population française). Ces catégories étaient déjà peu représentées à l'Assemblée – environ un député sur six en était issu. Elles disparaîtront presque totalement du débat politique du nouvel hémicycle. bastamag.net 13.06

[Tyrannie. Les inquisiteurs ou procureur généraux. Surveillance et délation ou quand l'élite servile et corrompue vous juge : Coupables !](#)

Offrons-nous un bref instant de détente.

Ils appellent "manspreading", l'habitude qu'ont certains hommes d'écartier les cuisses quand ils sont assis dans les transports en commun, et donc parfois d'empiéter sur le siège contigu aux leurs, attitude qu'ils doivent avoir ailleurs par commodité mais dont leur persécuteurs ne parleront pas.

- "Les réactions des hommes à la dénonciation du "manspreading" sont pleines d'enseignements" - Le Huffington Post

Il n'y a pas que Mélenchon qui entend prendre la place peu enviable laissée vacante par le PS.

D'autres acteurs vont se bousculer pour illustrer leur servilité envers le régime pourrissant, en échange de reconnaissance sonnante et trébuchante et pour être accrédité par le monarque, et ne pas subir la censure des médias qui lui servent de porte-parole ou plutôt distillent la ligne politique définie par ses parrains, les oligarques, car sans eux dans cette ploutocratie ils seraient relégués aux oubliettes, marginalisés et disparaîtraient, ce qui chacun l'aura compris serait un grand malheur pour une entreprise privée, commerciale, lucrative.

Sans surprise Médiapart a décidé d'en être, de jouer le rôle infâme de chien de garde de ce que certains appellent outre-atlantique la gauche libérale, ajoutons ultra réactionnaire.

Après avoir posté l'image d'un manspreading évident, la journaliste de Médiapart, Lénaïg Bredoux, a révélé avoir reçu des dizaines de messages "d'insultes, des photos de cul et des injures". Et elle est loin d'être la seule. Le Huffington Post 17.06

Commentaires d'internautes

1- On s'assoie comme ça pour pas se casser les couilles mais les féministes n'ont que ça à faire que de casser les kouilles, justement.

2- Nous avons une b:te et des boules que nous sommes désireux de ne point écraser. Ne point confondre l'écartement logique avec l'écartement de prétentieux.

3- On en est arrivé là ? Sérieusement ? Contrôler l'angle d'écartement des hommes dans le métro? Ce féminisme qui ouvre sa

gueule parce que des mecs écartent un peu leurs jambes mais qui la ferme quand des femmes se font violer ou agresser sexuellement pour ne pas stigmatiser des migrants ou des immigrés? Comme à Cologne où on a conseillé aux femmes de ne plus s'habiller comme elles le voulaient ou Caroline de Haas qui elle a pensé à agrandir les trottoirs... Féminisme de pacotille!

4- C'est pour quand l'obligation de s'asseoir sur le WC pour faire pipi comme les femmes?

Durant tout le quinquennat de Hollande, on a assisté à de frénétiques campagnes destinées à instrumentaliser les discriminations que la classe dominante avait inculquées aux masses et qui s'étaient traduites par la culture de préjugés le plus souvent antédiluviens envers différentes couches, minorités ou communautés de la société, son objectif étant à la fois de semer le chaos à l'intérieur de chaque classe de manière à ce que leurs différentes couches s'affrontent, et de détourner leur attention des questions qui les concernaient à titre collectif pendant que l'exécutif se chargeait d'appliquer son programme néolibéral.

On observera qu'une fois de plus cette machination destinée à culpabiliser le comportement de la population a été initié aux Etats-Unis, pays le plus inégalitaire de la planète, belliqueux et raciste, où le puritanisme anglo-saxon a servi à couvrir le développement monstrueux de la pornographie et de la prostitution, vise à rabaisser la moitié de la population (les hommes) suspectée d'être en puissance des obsédés sexuels, pour commettre le crime de ne pas s'asseoir selon les normes définies par ces gendarmes de la pensée et du comportement. En revanche, lorsque les femmes dévoilent publiquement une partie de leur anatomie ou adoptent sciemment des postures provocantes à l'intention des hommes, ils n'y trouveront rien à redire...au nom de la liberté !

Mon propos n'est évidemment pas de dicter aux femmes de quelle manière elles doivent se vêtir ou se comporter en public, mais de mettre en lumière et de dénoncer un procédé dont la nature ou la raison d'être, les intentions inavouables reposent sur le choix délibéré de traiter un sujet sous un angle particulièrement partial ou injuste, dit autrement, l'injustice est leur leitmotiv, l'injustice qui sévit dans leur société doit imprégner tous les rapports, y compris ceux entre les hommes et les femmes, injustice qui existait déjà au détriment des femmes et qu'ils n'entendent pas supprimer puisqu'elle est liée intrinsèquement à l'existence du système d'exploitation, mais à laquelle ils entendent en rajouter cette fois au détriment des hommes, de sorte que l'ensemble de la société soit soumise à un traitement injuste de la part de ceux qui la gouvernent et entendent la formater en fonction uniquement des besoins de l'oligarchie, et qu'aussi bien les hommes que les femmes s'en accommodent sous peine d'être soumis à la vindicte publique par le grand inquisiteur.

Ne mets pas tes doigts dans ton nez, ferme la bouche en mangeant, ne parle pas à table, ne parle pas la bouche pleine, ne mets pas tes mains sous la table, lève ton coude quand tu manges, tiens-toi droit quand tu manges, tu vas finir bossu, ne te tripote pas, ne te gratte pas le cul, laisse ta poitrine tranquille, etc. Injonctions auxquelles il faut ajouter selon les cas : Ne mange pas de viande, ne bois pas d'alcool, ne fume pas, ne t'habille pas comme ça, va chez le coiffeur, etc.

Quand cela nous démange quelque part, cela dépend où, devant qui, dans quelle circonstance, il y a des codes et des interdits à respecter, il faut s'abstenir et endurer cette souffrance stoïquement sous peine d'être accusé de manquer d'éducation ou de se livrer à des gestes obscènes, naturels chez tous les animaux, sauf chez notre espèce maniérée, poudrée, fardée, teintée, crémeuse, vernie, parfumée, épilée, travestie, comme si elle avait honte d'apparaître telle qu'elle est vraiment (Intérieurement cela se comprend, elle est mal dans sa peau.), elle est tellement supérieure aux autres (mais complexée, frustrée.) qu'elle est incapable de s'assumer, il lui faut donc refouler ses faiblesses et infliger des mortifications à ceux de son espèce qui en seraient responsables, les plus faibles ou sans défense de préférence, comme si cela pouvait compenser les maux que les dégénérés de son espèce secrètent, ceux qui trônent à son sommets et ses laquais, ceux qui les envient.

Moralité : Ecarter les cuisses est un geste indécent chez les hommes, mais montrer son cul quand on est une femme est recommandé. Bref, l'intelligence n'a pas encore atteint le cerveau des féministes. Ni de Médiapart.

### Ils osent tout.

- De retour à Mossoul, des habitants cherchent désespérément leur voiture - AFP
- Sous la chaleur, plusieurs gardes de la reine d'Angleterre s'évanouissent en pleine cérémonie - Le Huffington Post
- Pour gérer le logement social à New York, Trump nomme l'organisatrice de mariage de son fils - Slate.fr

Cette organisatrice d'événements de luxe va désormais gérer des milliards de dollars de fonds publics pour le logement social. Slate.fr

- Afghanistan : 4000 soldats américains de plus - euronews.com

Quatre mille soldats américains sont venus grossir le contingent des quelque 14 000 soldats américains et étrangers qui se trouvent actuellement sur le sol afghan dans le cadre de l'opération de l'Otan, Resolute Support. euronews.com

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Brésil

- Brésil: Temer accusé de commander la "plus dangereuse organisation criminelle du pays" - AFP

Le président brésilien Michel Temer commande la "plus dangereuse organisation criminelle du pays", a accusé le magnat de l'agro-alimentaire Joesley Batista dans un long entretien d'une virulence inédite publié samedi par l'hebdomadaire Época.

Patron du géant de la viande JBS, le chef d'entreprise avait déclenché un séisme politique à la mi-mai en remettant aux autorités un enregistrement sonore dans lequel M. Temer semblait donner son accord pour acheter le silence d'un ex-député aujourd'hui en prison.

Les révélations de M. Batista peuvent être fatales pour le président : elles ont poussé la Cour suprême à donner son feu vert pour l'ouverture d'une enquête contre le chef de l'Etat pour corruption passive et entrave à la justice.

"C'est la plus grande et plus dangereuse organisation criminelle du pays. Commandée par le président", a souligné Joesley Batista.

"Ceux qui ne sont pas en prison sont aujourd'hui au palais présidentiel du Planalto, a-t-il ajouté. Ces gens sont très dangereux. Je n'ai jamais eu le courage de les affronter", a affirmé M. Batista à l'hebdomadaire Época, dans son premier entretien depuis qu'il a noué un accord avec la justice en échange de remises de peine.

Visé par plusieurs volets de l'opération "Lavage-express", l'enquête tentaculaire qui a révélé le méga-scandale de corruption qui secoue le Brésil, il a accepté de collaborer avec les autorités à mesure que l'étau se resserrait sur ses affaires.

Ses confessions explosives font état du versement de dizaines de millions de dollars de pots-de-vin pour alimenter les caisses noires de partis politiques de tous bords, y compris le PMDB (centre droit) de M. Temer.

"Dès que j'ai connu Temer, il a commencé à me demander de l'argent pour financer ses campagnes. Il n'a pas beaucoup de pudeur quand il s'agit de parler d'argent", a expliqué M. Batista dans l'entretien à Época.

"Il me voyait comme un chef d'entreprise qui pourrait financer ses campagnes et organiser des combines qui donneraient lieu à des pots-de-vin", a-t-il ajouté.

Le contenu de cet entretien a été qualifié de "tissu de mensonges" dans un communiqué de la Présidence, qui a assuré que M. Temer allait assigner M. Batista en justice dès lundi.

"Joesley Batista est le bandit notoire qui a obtenu le plus de succès de l'histoire du Brésil", accuse le texte.

"Dans l'entretien, il dit que le président lui demandait toujours quelque chose. (...) Mais le président n'a jamais eu ce comportement de mendiant. Au contraire, c'est lui qui cherchait à résoudre ses problèmes avec le gouvernement".

En exil forcé depuis que le scandale a éclaté, M. Batista est rentré au Brésil dimanche et a réitéré vendredi dans une déposition devant la police fédérale les accusations portées dans son témoignage.

De nombreuses rumeurs le disaient à New York avec sa famille, mais son service de presse a expliqué dans un communiqué qu'il se trouvait en réalité en Chine "pour protéger l'intégrité de sa famille, qui a été menacée à plusieurs reprises depuis qu'il a décidé de collaborer avec les autorités". AFP 17.06

#### Syrie

- Syrie: les tensions internationales montent d'un cran - AFP

Chasseur syrien abattu par l'aviation américaine, affrontements inédits entre troupes gouvernementales et rebelles soutenus par les Etats-Unis, tir de missiles iraniens sur Deir Ezzor: les tensions sont montées d'un cran dans le conflit syrien en l'espace

de quelques heures.

L'avion syrien a été abattu dimanche par la coalition internationale dirigée par Washington dans la province de Raqa (nord), où des affrontements inédits ont opposé l'armée aux Forces démocratiques syriennes (FDS, antijihadistes) soutenues par les Etats-Unis.

L'incident constitue une escalade, alors que les troupes syriennes se trouvent à la lisière de zones contrôlées par des forces soutenues par les Américains dans le nord et le sud de la Syrie.

Après avoir largement avancé dans le Nord, notamment avec la conquête d'Alep, le régime syrien progresse depuis mai dans le Centre et le Sud, et se dirige dorénavant vers l'Est.

Il a chassé le groupe jihadiste Etat islamique (EI) de plusieurs zones dans la Badiya (désert) et atteint le 9 juin la frontière irakienne, encerclant quasiment des rebelles soutenus par Washington et basés au poste-frontière d'Al-Tanaf. Inquiets, les Etats-Unis ont déployé dans la foulée des batteries de lance-roquettes multiples.

La tension est encore montée d'un cran avec l'annonce dimanche par l'Iran de tirs de missiles de moyenne portée contre "des bases terroristes" dans la région de Deir Ezzor (est), essentiellement contrôlée par l'EI. Il s'agit selon les médias iraniens des premiers tirs en 30 ans - depuis la guerre Iran-Irak (1980-88) - de missiles de l'Iran hors de son territoire.

"L'aviation de la coalition internationale a visé cet après-midi un de nos avions de combat dans la région de Resafa, dans le sud de la province de Raqa, alors qu'il menait une mission contre le groupe terroriste Etat islamique", a indiqué l'armée syrienne, précisant que "l'avion a été abattu et le pilote est porté disparu" et parlant d'"agression flagrante".

Washington a confirmé avoir abattu un avion syrien. "A 18H43 (17H43 GMT), un avion syrien de type SU-22 a largué des bombes près de combattants soutenus par la coalition au sud de Tabqa, et en vertu de nos règles d'engagement et de la légitime défense qui prévaut au sein de la coalition (anti-EI), il a été immédiatement abattu par un avion américain F/A-18E Super Hornet", a affirmé le commandement de la coalition dans un communiqué.

L'armée syrienne avait progressé ces dernières heures dans cette région et était arrivée aux portes de Resafa, à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest de la ville de Raqa, principal fief de l'EI en Syrie.

Mais l'objectif du régime n'est pas Raqa, que tentent de capturer les FDS, alliance de combattants kurdes et arabes anti-EI.

"Le régime veut à travers la province de Raqa parvenir à la province pétrolière de Deir Ezzor", plus à l'est, explique Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Le régime (...) ne veut pas que les forces soutenues par les Américains avancent plus au sud de Raqa", a-t-il ajouté, faisant état d'affrontements dans la nuit entre l'armée et les FDS dans deux villages, Chouwayhane et Jaaydine, à une quarantaine de kilomètres au sud de Raqa.

C'est la première fois que les deux forces rivales s'affrontent.

Les FDS, entrées le 6 juin à Raqa, se sont depuis emparées d'une poignée de quartiers et s'appêtent à lancer la bataille cruciale du centre-ville.

La guerre en Syrie, qui a fait plus de 320.000 morts et ravagé le pays en six ans, s'est transformée en un conflit complexe avec la montée des jihadistes et l'implication de puissances régionales et internationales.

Engagé aux côtés du régime, l'Iran a annoncé des tirs de missiles de moyenne portée contre des "terroristes" en Syrie.

Selon les Gardiens de la révolution, armée d'élite du régime iranien, les missiles ont décollé dimanche de l'ouest de l'Iran pour frapper "des bases de terroristes" dans la région de Deir Ezzor, en représailles au double attentat (parlement et mausolée de l'imam Khomeyni, 17 morts) du 7 juin à Téhéran, qui a été revendiqué par l'EI.

Les médias iraniens ont évoqué six missiles.

Après le double attentat, les Gardiens avaient affirmé qu'ils "vengeraient le sang versé des innocents".

Dans un communiqué, ils ont mis en garde dimanche les "terroristes et leurs protecteurs dans la région et hors de la région". "En cas de répétition de ces attaques sataniques contre le peuple iranien, ils devront s'attendre à la colère révolutionnaire et aux

flammes de la vengeance", préviennent-ils.

Les autorités iraniennes ont accusé l'Arabie saoudite, mais aussi les Etats-Unis, de soutenir les groupes jihadistes agissant contre l'Iran. AFP 19.06

Yémen

- Yémen : un déluge de bombes saoudienne sur Saada, Hajja et Dhamar - presstv.com

Selon la chaîne d'information yéménite, Al Massira, les avions de chasse saoudiens ont bombardé à dix-huit reprises le dimanche 18 juin les villes de Harad et Midi, situées dans la province de Hajjah.

À Saada, dans le nord du Yémen, les appareils de la coalition pro-Riyad ont réduit à un tas de cendre un centre commercial faisant 25 morts et blessés.

Les chasseurs-bombardiers saoudiens ont également pris pour cible la ville de Dhamar située à 100 kilomètres du sud de Sanaa faisant des morts et des blessés uniquement civils. presstv.com 19.06

Quel média français a évoqué ce nouveau massacre ? Aucun.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 20 juin 2017

## CAUSERIE

J'ai réalisé cette causerie rapidement car je dois encore cuisiner, balayer, nettoyer le jardin et l'arroser, et d'autres tâches m'attendent déjà pour demain. On a refait l'enclos des chèvres dimanche, mais le boulot n'est pas terminé. Bref, on n'arrête pas une minute !

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne de nouveaux articles, hier soir j'ai regardé et écouté un des deux concerts que Prince avait donné en 2013 au festival de jazz de Montreux, grandiose, quel talent, quel génie ! Et dire que je l'avais ignoré jusqu'à sa mort, j'en étais resté à l'idée fausse qu'il n'était qu'une pâle imitation de M. Jackson. J'ai bien le droit de me détendre un peu, non ?

● [Causerie du 20 juin, 10 pages \(format pdf\)](#)

## [Le chiffre du jour. 61,57%](#)

C'est le nombre de travailleurs et jeunes qui en s'abstenant, en votant blanc ou nul, auxquels il faut ajouter entre 6 et 9% de non-inscrits, soit entre 67 et 70% ont boycotté le 2e tour des élections législatives, 29 920 481 électeurs sur 47 293 035 refusent par avance de se reconnaître dans la futur Assemblée nationale qui du coup est frappée d'illégitimité.

Avec seulement 16,55% des voix des électeurs inscrits, moins encore en ajoutant les votes nuls et blancs, donc aux alentours de 12,5 ou 13%, le parti de Macron rafle 308 sièges à l'Assemblée nationale, c'est digne d'un coup d'Etat.

Ce sont les faits. Et ils sont cruels.

Qui demandait récemment qu'est-ce qui permettrait cependant à Macron de gouverner ?

Autre fait, aucun parti dit ouvrier n'avait appelé à boycotter cette élection, hormis à ma connaissance le ParDem, il faut donc en déduire qu'ils n'ont pas davantage de légitimité. Aucun militant de ces partis n'a de légitimité pour parler en notre nom. On leur conseillera de demander des comptes à leurs dirigeants ou de revoir leur copie, mais à mon avis il y a peu de chance qu'ils le fassent ou qu'ils soient entendus.

Mélenchon parade, il a été élu avec 12,83% des voix des électeurs inscrits, moins encore si on soustrait les votes blancs et nuls qui n'étaient pas disponibles ce matin.

On comprendra dès lors pourquoi il n'emploiera pas l'argument de l'illégitimité de Macron et de l'Assemblée nationale pour s'opposer aux ordonnances du gouvernement, dont d'ailleurs il n'a pas exigé le retrait.

Sachant qu'ils osent tout, il pourra le sortir dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale et personne ne le contredira par crainte qu'il se retourne contre son auteur, puisque tous les élus sont logés à la même enseigne antidémocratique.

Numéro d'illusionnisme.

- Mélenchon, Le Pen, Ruffin... le retour des tribuns à l'Assemblée - AFP

### [Les chiffres officiels du ministère de l'Intérieur pour le second tour des législatives.](#)

La République en Marche (LREM) 308 sièges (43,06% des suffrages exprimés) (16,55% des inscrits)  
Modem gagne 42 sièges (6,06%) (2,33% des inscrits)  
Les Républicains (LR) 113 sièges (22,23%) (8,54% des inscrits)  
UDI 18 (3,04%) (1,17% des inscrits)  
Debout la France 1 (0,10%) (0,04% des inscrits)  
Divers droite 6 (1,68%) (0,65% des inscrits)  
Front national 8 députés (8,75%) (3,36 % des inscrits)  
Extrême-droite 1 (0,10%) (0,04% des inscrits)  
Partis régionalistes rassemblent 5 députés (0,76%) (0,29% des inscrits)  
Parti socialiste (PS) 29 députés (5,68%) (2,18% des inscrits)  
Ecologistes 1 député (0,10%) (0,05% des inscrits)  
Parti radical de gauche 3 (0,36%) (0,14% des inscrits)  
La France Insoumise (LFI) a 17 députés (4,86% des suffrages au second tour) (1,87% des inscrits)  
Parti communiste français (PCF) 10 (1,20%) (0,46% des inscrits)

Votants : 20 167 436, soit 42,64%

Abstentions : 27 125 599, soit 57,36%

Blancs 1 397 441, 2,95% des inscrits - 6,93% des votants

Nuls 593 207, 1,25% des votants - 2,94% des votants

Exprimés 18 176 788, 38,43% - 90,13% des votants

### [En oligarchie. L'assemblée censitaire ou l'Ancien Régime est de retour.](#)

Jérôme Sainte-Marie : Une élection sans le peuple ? - lefigaro.fr

Le décryptage de ces élections de Jérôme Sainte-Marie.

Diplômé de Sciences Po Paris et d'une licence d'histoire, Jérôme Sainte-Marie a travaillé au Service d'Information du Gouvernement et à l'Institut Louis Harris. Il a ensuite dirigé BVA Opinion de 1998 à 2008 puis CSA Opinion de 2010 à 2013. Il a fondé en parallèle l'institut iSAMA en 2008.

Extraits de l'interview.

- Après le vote de classe du premier tour, nous observons en effet une abstention de classe. (...) Entre les Macron-compatibles et les autres, il n'y a pas qu'une différence d'opinions, mais aussi un profond fossé social.

- Il est piquant de voir le côté 19e siècle de la situation. On a une participation qui rappelle les grandes heures du suffrage censitaire, et une assemblée qui évoque un peu, mutatis mutandis, les assemblées de notables. Il ne manque même pas les Saint-Simoniens.

- La réunification des élites de gauche et de droite, sur un fond de convergence idéologique et d'homogénéité sociale, est pour le moment une réussite éclatante. On sent même, dans certains milieux aisés, une forme d'euphorie. On se croirait le 14 juillet 1790. C'est la Fête de la Fédération de la bourgeoisie contemporaine.

- Face au bloc élitaire, qui agrège dans sa représentation politique le parti du Président mais aussi le Modem, les UMP dits «constructifs» et les PS dits «compatibles», le bloc populaire demeure virtuel. Face à la politique prônée par Emmanuel Macron et Édouard Philippe, il n'y a pas un «Front du refus», mais un «archipel du refus». C'est là un déséquilibre stratégique majeur. On en voit les effets au second tour des législatives, où dans chaque circonscription, le candidat qui affronte celui de LREM est issu le plus souvent d'une des quatre forces d'opposition, sans alliance possible, et avec en conséquence de très mauvais reports de voix. Cette situation est durable. Elle constitue une chance historique pour l'achèvement des réformes libérales annoncées. Dans

la mesure où l'opposition au nouveau pouvoir prendra nécessairement une forme aussi sociale que politique, la position de la France Insoumise est assez favorable, tandis que le Front national sera handicapé par ses ambiguïtés idéologiques sur le libéralisme économique. La situation de l'UMP est certes moins grave que celle du PS, mais leur espérance commune d'une reconstitution du clivage gauche-droite pourrait bien être durablement déçue. Cet ordre politique n'a pas seulement été affaibli, il a été remplacé. lefigaro.fr 18.06

### Ils ont dit.

Quel "souhait des électeurs" qui majoritairement ne se reconnaissent pas dans l'Assemblée nationale ?

- "Voir plus de jeunes et de femmes cela correspond à un souhait" des électeurs - Franceinfo

Olivier Rouquan, politologue, est l'invité de Julien Benedetto sur Franceinfo.

Quand on pense que les jeunes se sont abstenus à hauteur de 65 à 70% et que les vieux n'ont été que 39% à s'abstenir... Il fallait oser le dire.

LREM : les intérêts des gens de droite.

- Eric Halphen, candidat LREM battu dimanche soir alors qu'il comptait près de 14 points d'avance :

- "Je pense qu'il y a eu une volonté de protéger les gens de gauche." francetvinfo.fr 19.06

Il évoquait des électeurs de LR ou de l'UDI qui auraient voté pour son adversaire.

Parodie ou caricature grotesque de la démocratie cautionnée par ceux qui y participent.

- Un proche du président : "Franchement, ce sont des problèmes de riches. On a les moyens de travailler et on peut faire vivre le débat à l'Assemblée nationale. Les Français sont attachés à une certaine diversité et ils l'ont montré dimanche, c'est sain pour la démocratie." francetvinfo.fr 19.06

Oxymore décomplexé. Le "macronisme est un humanisme de marché"

- Laurent Joffrin (Libération) - Nous étions sous le règne de l'ENA. Nous passons sous celui de l'Essec. L'aphorisme, on en conviendra, est caricatural. Il exprime pourtant une réalité : la « société civile » dont est issu le massif contingent de La République en marche nouvellement élu, ne reflète guère la réalité statistique de la société française. Peu d'ouvriers et d'employés, peu de paysans, beaucoup de (très) diplômés et une majorité relative de cadres issus du secteur privé. L'esprit managérial, ce mélange de pragmatisme libéral et d'optimisme tolérant, attaché d'abord aux résultats concrets, fait une entrée en force à l'Assemblée. Le macronisme est un humanisme de marché, fasciné par la réussite mais aussi ouvert sur le monde et plein de bonnes intentions. Libération 19.06

Ils osent tout. Ils sont prêts à tout justifier ou l'art des faussaires.

- Libération - Au second tour des législatives, elle (l'abstention) a frôlé les 65 %. Un député élu avec 15 % des inscrits, c'est moyen. Libération 19.06

C'est légal sous une dictature, illégal en démocratie, un rapport qui n'a jamais existé sous la Ve République.

Comment Mélenchon et ses acolytes s'apprêtent à gérer la faillite du capitalisme.

- En Seine-Saint-Denis, les nouveaux députés FI parlent « d'espoir » (...) ils souhaitent que les habitants du département s'immiscent dans la vie locale, associative, « qu'ils prennent le pouvoir », dit un député fraîchement élu.

Eric Coquerel : « On doit en finir avec les promesses de logements ou de travail, surtout lorsqu'on sait que ce n'est pas possible de les tenir. On doit dire aux habitants des quartiers : "Venez changer les choses avec nous, au même niveau que nous." » Libération 19.06

### Parole d'internaute

- Attendue par les instituts de sondages ! Ils se sont plantés dans leur projection (90 à 120 députés d'erreur) et une bonne partie de



la presse les a relayés. Un peu de calculs et une bonne calculatrice montraient que ce n'était pas possible. De l'intox qui a entraîné l'abstention record. Tout était joué pardi !

Alors faire les gros titres en parlant de raz-de-marée prévu qui n'est pas arrivé. C'est se moquer du monde. En résumé : on a prévu n'importe quoi qui n'est pas arrivé, donc c'est un recul de Macron et personne ne dit que ce sont les sondeurs qui ont dit de grosses bêtises.

- Abstention, vote blanc et gros dédagisme sur PS/LR : ça veut bien dire que les Français cherchent autre chose.

Les jeunes en particulier, qui ont bien compris que le système qu'on leur impose est une arnaque.

- Pour Macron, on constate que si on soumettait à référendum demain son maintien à l'Elysée, les presque 40 millions d'électeurs qui n'ont pas choisi ses députés godillots (47 293 035 inscrits moins les 7 826 432 voix portées sur ses candidats) le désavoueraient illico. Mathématiquement, hors abstention. Et on parle de légitimité ?

- 70% de cadres sup à l'A-N (Contre 40% dans la précédente).

57% de boycott des urnes, donc de la représentation qu'elles engendrent.

En voilà une belle représentation et une belle légitimité !

- Si on rajoute aux abstentionnistes les 10% de votes blancs et nuls et le pourcentage de non-inscrits, on doit bien avoisiner 77% de la population qui ne s'est pas exprimée...

- 38.43% de suffrages exprimés (57.43 d'abs + 2.95 blancs + 1.25 nul)

Donc 61.57% des inscrits.

- Voici enfin, pour terminer une schéma global, montrant que notre vie démocratique est bien malade...

J'ai envie de demander, quand n'a t'elle pas été malade ?

Quand il y avait plus de PS et plus de RPR, bah bof, si cela avait si bien réussi, en serait-on ici aujourd'hui ?

- L'abstention, qui se manifeste plus chez les ouvriers et les jeunes, n'est pas un désintéressement ou un blanc seing, mais plutôt l'expression d'un défaut d'espoir. Une forme de fatalisme, de "quoi bon", de "rien ne peut changer".

La vague LREM de 14 %, montée en épingle par les commentateurs et médias, est, à peu de choses près, équivalente au 13 ou 14 % de FI, FN et proches réunis. Elle ne fait qu'accroître le sentiment d'être floué pour beaucoup. Cette situation de non choix correspond à un manque d'espoir plutôt qu'à l'indifférence.

La France souffre des faux espoirs, des faux discours, des fausses espérances, avec le sentiment frustrant que rien ne semble pouvoir changer. Le transfert des pouvoirs vers une gouvernance mondialiste des financiers apatrides, indifférents aux peuples, semble inexorable, elle mène à l'abstention, mais pas à l'indifférence.

Rien n'est plus grave pour un peuple que l'absence d'espoirs.

- Avec une assemblée élue par environ 35% des citoyens en âge de voter, où les dominants sont sur-représentés, d'où les ouvriers sont absents et son allure d'assemblée de notables contents d'eux, qui vont voter sous la dictée d'une Europe prédatrice des lois liberticides et néfastes socialement, dont ils auront peu à souffrir, nous sommes bien en marche. Mais c'est vers le monde du XIX<sup>e</sup> siècle que nous nous dirigeons. Un XIX<sup>e</sup> siècle ubérisé, hyper technologique et déshumanisé.

C'est gens-là veulent nous faire passer le goût du bonheur.

- Personnellement, ayant constaté l'absence de proposition cohérente et l'inutilité du vote blanc jamais évoqué, l'abstention est un choix logique renforcé par ce souhait de délégitimer un pouvoir qui organise son maintien à l'aide de stratégies cyniques.

[Qui participe à la déstabilisation du Venezuela ?](#)

- Oubliant le chaos, les riches Vénézuéliens sirotent leurs cocktails - AFP

AFP - Temple du luxe dans différents endroits du monde, le Buddha-Bar a fait un choix étonnant quand il a débarqué en Amérique du Sud: Caracas, où une élite oublie entre deux cocktails la violente crise politique et économique qui frappe le Venezuela.

Dans ce pays pétrolier ruiné par la chute des cours du brut, des aliments basiques comme la farine ou le sucre sont quasi-introuvables. La population, qui rend le président socialiste Nicolas Maduro responsable de ce naufrage, manifeste presque tous les jours depuis deux mois et demi. Le pays est pratiquement à l'arrêt et les violences autour des rassemblements ont déjà fait plus d'une soixantaine de morts.

Alors que défilent des plats alléchants comme le thon "Bouddha roi", des côtes de porc grillées aux douze épices ou des tacos de mérrou aux trois piments, on a du mal à imaginer qu'au dehors, le Venezuela vit l'une de ses pires crises depuis des décennies.

LVOG - Il y en a pourtant qui n'ont apparemment pas de problèmes d'approvisionnement ou peuvent continuer de se nourrir normalement, de se gaver serait plus juste. Et ce sont ceux qui manifestent depuis 80 jours pour exiger le départ de Maduro. Ce n'est pas moi l'invente, ils le disent eux-mêmes, lisez.

AFP - Les Vénézuéliens les plus aisés souffrent eux aussi des pénuries et de l'inflation galopante mais reconnaissent que ce n'est "rien" comparé au calvaire quotidien des autres habitants. Car ils ont le privilège d'avoir accès aux dollars, qui leur permettent de vivre dans l'autre Venezuela, celui des restaurants et bars à la mode, toujours pleins malgré la crise.

"Nous, la journée, on lance des pierres. Et la nuit, on vient ici", commente Ahisquel, une cliente du Buddha-Bar qui avec son mari, directeur de production d'une compagnie pétrolière internationale, sort une soirée par semaine.

"Après avoir participé aux manifestations, c'est bien d'avoir un petit moment de détente, même si la vraie détente, on ne l'aura pas tant que ce gouvernement ne s'en ira pas", ajoute cette femme qui ne travaille pas et vit dans un quartier de l'est de Caracas, "là où sont les putschistes", rit-elle, en référence au surnom que leur donne le président Maduro.

"It's very difficult", ajoute son mari, utilisant un anglais parfait pour illustrer un phénomène crucial au Venezuela: "dans ce pays, si tu n'es pas payé en monnaie étrangère, c'est impossible de vivre", le bolivar perdant constamment de sa valeur.

Pour la très grande majorité des habitants, les prix des restaurants sont tout simplement prohibitifs. Au Buddha-Bar, huit sushis de saumon et langoustine coûtent 55.700 bolivars, soit plus du quart du salaire minimum mensuel -- qui est de 200.000 bolivars, soit 91 dollars au taux officiel le plus élevé et 24 au marché noir.

Et à la tombée de la nuit, la simple perspective de sortir dans la rue fait peur: Caracas devient une ville quasi-déserte, dans ce pays au taux d'homicides parmi les plus élevés au monde (70,1 pour 100.000 habitants en 2016).

Mais "la classe aisée ne renonce pas à sortir", assure Cristhian Estephan.

S'il reconnaît un coup de frein à la vie nocturne depuis le début de la vague de manifestations le 1er avril, il est sûr que bientôt, cela reviendra à la normale: "C'est dans les pires moments que les gens se rencontrent ou se marient. Les gens mangent, le show doit continuer!" AFP 19.06

### [Assassinat ordinaire.](#)

- Etats-Unis : enquête ouverte à Seattle après que des policiers ont abattu une femme enceinte - Franceinfo

Alertés pour un cambriolage, les forces de l'ordre ont été accueillis par une femme armée d'un couteau. Ils ont riposté.

La police a diffusé un enregistrement audio de l'incident. On entend les agents demander s'ils peuvent entrer puis quelques instants après crier "Reculez ! Reculez !" avant de tirer à plusieurs reprises. "Il n'y avait aucune raison de lui tirer dessus devant ses bébés", "ils pouvaient la maîtriser. Même moi j'aurais pu la maîtriser", a crié Monika Williams, la sœur de Charleena Lyles, sur la chaîne de télévision locale Kiro7. "Pourquoi ne pouvaient-ils pas utiliser un Taser contre elle ?", a-t-elle demandé. Franceinfo 19.06

### [Leur vieux monde hideux à abattre.](#)

- Incendie de la tour Grenfell à Londres : la police annonce un bilan de "79 personnes mortes ou disparues" - Franceinfo

Dimanche, le commandant de police Stuart Cundy avait prévenu que plusieurs victimes pourraient ne jamais être retrouvées

"en raison de l'intensité de l'incendie". Franceinfo

- Incendie au Portugal : comment un feu de forêt a-t-il pu devenir aussi meurtrier ? - Franceinfo

Alors que le sinistre, qui a fait au moins 63 morts, ravage toujours la région de Leiria, dans le centre du pays, de nombreux journaux portugais pointent du doigt la responsabilité de l'Etat dans ce drame. Franceinfo

- Italie : un demandeur d'asile qui préparait un attentat arrêté - LeParisien.fr

- Un attentat échoue sur les Champs-Élysées - euronews

- Londres : un attentat contre des musulmans fait un mort et dix blessés - Franceinfo

- Nigeria: au moins 16 morts dans des attentats de Boko Haram - AFP

- Mali: quatre civils et un militaire malien tués dans l'attaque - AFP

- Gaza: Israël commence à réduire les livraisons d'électricité - AFP

- Ukraine: l'UE maintient ses sanctions contre la Russie - AFP

- Trump et l'Arabie saoudite intensifient la confrontation face à l'Iran en Syrie - Le Huffington Post

- Méditerranée: au moins 126 migrants disparus après un naufrage - Liberation.fr

Quelque 1 828 personnes ont trouvé la mort depuis janvier 2017 en cherchant à traverser la Méditerranée. Liberation.fr

- Au Vietnam, le passage à tabac, arme antidissident - AFP

- Etats-Unis : enquête ouverte à Seattle après que des policiers ont abattu une femme enceinte - Franceinfo

- Venezuela : 80e jour de manifestations anti-Maduro - AFP

- Procès des «biens mal acquis» : Teodoro Obiang jugé en son absence - Liberation.fr

### [Il ne va se faire que des amis.](#)

- La Corée du Sud opère son «grand revirement» nucléaire - Liberation.fr

Cinq semaines après son arrivée à la présidence, Moon Jae-in a annoncé lundi l'arrêt de tous les projets de construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Il s'est aussi engagé à ne pas prolonger l'exploitation de ceux approchant de leur fin de cycle initial, compris entre trente et quarante ans, selon les unités. Liberation.fr19.06

### [Le risque de guerre mondiale existe.](#)

J'ai toujours minoré cet aspect de la situation que certains s'emploient à monter en épingle pour effaroucher les peuples, ce qui a le don de les souder autour du chef suprême qui les gouverne... Depuis des années ils nous prédisent une troisième mondiale, la chute du dollar, de Wall Street, la fin du monde ou je ne sais quoi encore. On sait cependant qu'au Pentagone et ailleurs il y a des cinglés qui sont favorables à cette option. Du coup on est obligé de prendre au sérieux ou de tenir compte de tout fait réel pouvant servir de détonateur à cette déflagration générale. Il ne faut pas prendre autrement l'épisode décrit

Disons qu'un homme averti en vaut deux, et qu'il est toujours préférable de savoir dans quel monde nous vivons plutôt que l'ignorer pour faire face à toute situation en toute circonstance un jour ou l'autre...

- Moscou suspend la communication militaire avec Washington en Syrie - AFP

La Russie a annoncé lundi son intention de pointer ses missiles vers tout avion de la coalition internationale survolant la Syrie et suspendu son canal de communication militaire avec Washington après la destruction d'un chasseur syrien par un avion américain.

La Russie est impliquée militairement au côté du régime de Bachar al-Assad dans la guerre en Syrie, alors que les Etats-Unis soutiennent et arment une alliance arabo-kurde rivale et des rebelles syriens.

Ces développements marquent une nouvelle escalade dans le conflit impliquant différents acteurs régionaux et internationaux ainsi que des groupes jihadistes sur un territoire morcelé, et éloignent la perspective d'une solution négociée.

En plus de l'incident américano-syrien, l'Iran, autre allié du régime Assad, a tiré pour la première fois dimanche des missiles contre des cibles du groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie.

Avec ses annonces, la Russie fait un pas de plus dans la confrontation avec les Etats-Unis. Son entrée en force en 2015 sur le champ de bataille en Syrie laissait déjà présager d'une "guerre par procuration" entre les deux grandes puissances. Et le bombardement américain en avril d'un aéroport militaire syrien avait accentué cette rivalité.

Le ministère de la Défense a ainsi indiqué que les "avions et les drones de la coalition internationale repérés à l'ouest de l'Euphrate seront suivis et considérés comme des cibles par les moyens terrestres de défense antiaérienne et par les moyens aériens".

La Russie ne participe pas à la coalition internationale dirigée par Washington, dont les avions ciblent principalement le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie depuis 2014.

Elle dispose de systèmes de défense anti-aérienne S-300 et S-400 déployés en Syrie, ainsi que de dizaines de chasseurs et de bombardiers opérant en soutien au régime.

Le ministère russe de la Défense a en outre annoncé la suspension des canaux de communication existants avec les Etats-Unis dans le cadre du mémorandum sur la prévention des incidents aériens en Syrie. Moscou considère les actions de Washington comme un "non-respect délibéré" de cet accord signé en 2015.

Moscou accuse Washington de n'avoir pas "prévenu" l'armée russe qu'elle allait abattre l'avion, et exige une "enquête" sur cet incident.

Le ciel syrien est encombré par les avions du régime, ceux de la Russie, ceux de la coalition internationale et parfois ceux de la Turquie voisine.

Dimanche Damas et Washington se sont accusés mutuellement de provocation dans l'incident aérien.

L'armée syrienne a annoncé qu'un avion de la coalition internationale avait abattu un de ses avions de combat alors "qu'il menait une mission contre l'EI" dans la province de Raqa (nord).

La coalition a dit qu'il s'agissait d'une riposte à des frappes aériennes sur les Forces démocratiques syriennes (FDS- alliance arabo-kurde) soutenues par les Etats-Unis.

L'incident s'est déroulé à une quarantaine de km au sud-ouest de la ville de Raqa, chef-lieu de la province du même nom et principal fief de l'EI en Syrie que les FDS tentent de capturer depuis des mois.

Dans cette même zone, des affrontements ont opposé pour la première fois des troupes prorégime et les FDS, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Il n'y avait plus de combats lundi.

Cette escalade survient au moment où les troupes syriennes se trouvent dangereusement proches de zones contrôlées par des forces soutenues par les Etats-Unis, aussi bien dans le nord que dans le sud-est syrien.

L'armée progresse sur trois fronts -nord, centre, sud- et se dirige vers la province de Deir Ezzor (est), qu'elle espère reprendre à l'EI.

Bien qu'elles luttent toutes les deux contre l'EI, les troupes du régime et les FDS sont des forces rivales.

D'après Sam Heller, un expert de la Syrie auprès de The Century Foundation, ces incidents doivent être considérés comme isolés.

"C'est le régime qui s'est engagé dans une provocation et puis un commandant américain a réagi par autodéfense. Le régime s'est approché trop près et s'est brûlé les doigts", dit-il.

"Aucune partie ne veut délibérément provoquer une escalade, mais quand il y a ce genre de heurts, cela peut aboutir à une escalade accidentelle", selon lui.

Dans la province de Raqa, le régime ne participe pas à l'offensive menée par les FDS pour s'emparer de la ville éponyme mais veut à travers cette région parvenir à la province pétrolière de Deir Ezzor.

Pour gagner cette province, son armée progresse également sur deux autres fronts: dans le désert syrien (centre), où il a chassé l'EI de plusieurs localités, et à la frontière irakienne dans le sud-est. AFP 19.06

Le lendemain.

- Washington veut rétablir la communication militaire avec Moscou en Syrie - AFP

Les Forces d'élite syriennes d'Ahmad Jarba qui combattent auprès des Forces démocratiques syriennes (FDS- alliance de combattants antijihadistes arabes et kurdes), à Raqa en Syrie le 14 juin 2017

Beyrouth (AFP) - Les Etats-Unis, à la tête de la coalition antijihadiste, ont affirmé vouloir rétablir avec la Russie le canal de communication militaire sur la Syrie, dont Moscou a annoncé la suspension après la destruction d'un chasseur syrien par un avion américain.

Ce canal "a très bien fonctionné sur les huit derniers mois", et "nous allons travailler dans les prochaines heures sur le plan diplomatique et militaire pour rétablir" ces communications entre les quartiers généraux russe et américain au Moyen-Orient, a affirmé lundi le chef d'état-major inter-armées américain, le général Joe Dunford. AFP 20.06

[Haut de page ↗](#)

---

Le 27 juin 2017

## CAUSERIE

Je confirme que j'ai mis fin aux causeries telles qu'elles existaient depuis août 2008, je ne reviendrai pas sur cette décision qui est définitive. En revanche je continuerai à m'exprimer dans ce portail, soit par écrit, soit par vidéo. Pourquoi ?

Parce que, par exemple, je suis en désaccord avec l'interprétation qui a été donné par absolument tous les partis dits ouvriers des résultats des dernières élections en France, qui, comme ils en ont pris la fâcheuse habitude depuis des lustres n'ont pris en compte qu'un aspect de la réalité, celui qui les arrangeait, consistant à se réjouir du taux record d'abstention alors qu'absolument aucun parti ouvrier n'avait appelé à boycotter les élections législatives, ce qui signifie au passage qu'ils n'avaient rien vu venir, comme d'habitude une fois de plus, ils font donc dans la récupération politique, pour un peu ils seraient pour quelque chose dans ce taux d'abstention qu'ils sont incapables d'analyser sérieusement ou d'en tirer le moindre enseignement politique, comme d'habitude, mais là vous vous en doutez certainement. La preuve en est qu'ils n'ont rien changé à leur discours, et pour cause ils auraient préféré que le PS reste en scelle, ils le disent plus ou moins ouvertement, ils en ont même la larme à l'oeil, autrement dit, ils auraient préféré que les travailleurs aillent voter, autant avouer qu'ils en sont totalement coupés et qu'ils ignoraient leur état d'esprit, comme quoi ils ne les écoutent pas contrairement à ce qu'ils affirment, non, ils débitent en boucle leur propagande insipide, leur vérité, tels des croyants sourds et aveugles à la réalité telle que la vivent quotidiennement les travailleurs... avec son lot de conditionnements qui ravagent leurs esprits...

Au contraire, je considère que ce fut la plus formidable défaite de la classe ouvrière depuis l'avènement de la Ve République en 1958. Ce que je retiens, c'est qu'un gigolo nommé Macron a été élu président de la République et que son parti a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale. C'est l'équivalent de l'arrivée au pouvoir de Thatcher ou de Reagan, de Blair ou de Schröder, cela vous dit quelque chose n'est-ce pas ?

Comment a-t-on pu en arriver là ? Voilà la question que les uns et les autres occulteront soigneusement, pas seulement parce qu'ils n'ont rien vu venir, mais parce qu'ils ne veulent pas qu'on aborde ce sujet trop compromettant et pour cause, il pose une multitude de questions qu'ils ont tout aussi sciemment escamotées pendant des décennies et des décennies, parce que les réponses qui auraient jailli auraient remis en cause l'ensemble de leur stratégie politique ou mis en lumière leur opportunisme, l'incurie politique ou la corruption des dirigeants de ces partis.

Maintenant, ils n'ont rien trouvé de mieux que de nous gratifier de discours aux relents radicaux que personne n'écouterait ou qui ne fera illusion qu'auprès de leurs troupes. Ils sont tous satisfaits des résultats qu'ils ont obtenus, je ne plaisante pas, hélas ! La palme ou la caricature revient au Pardem qui avec moins de 0,10% des suffrages exprimés là où il présentait des candidats, a trouvé le moyen d'affirmer que ce résultat était encourageant pour la suite. Le mouvement ouvrier peut-il encore tomber plus bas ?

Vous savez qu'aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne notamment, il ne s'en est jamais remis, vous pouvez remonter plus loin et ajouter ceux d'Espagne, d'Italie, de Grèce et de bien d'autres pays que la social-démocratie dégénérée et le stalinisme ont pourri littéralement sans qu'émerge un autre courant politique, un nouveau parti ouvrier digne de ce nom, donc basé sur le marxisme ou le socialisme. Mais le trotskysme ? Il n'a manifestement pas survécu à la disparition de son fondateur en 1940, on doit être bien peu à le penser, hélas!

On poursuivra un autre jour en abordant d'autres sujets de fond.

Vous vous demandez sans doute ce que je pense de la situation, on vient de s'éloigner un peu plus du socialisme, cela vous va ? Notre combat est-il perdu d'avance ? Dans l'état actuel des choses, assurément, il faudrait être fou pour penser le contraire. N'y a-t-il rien à faire ? Cela se discute, si c'est pour reproduire sans cesse les mêmes erreurs qui nous ont conduits où nous en sommes, ne comptez pas sur moi pour en être. Quoi que je dise, quoi que je propose, cela ne vous convient pas apparemment, soit, c'est votre droit, dans ces conditions je m'efface voilà tout, j'ai mieux à faire que me sacrifier pour rien. Peut-être que vous serez mieux disposés quand des jours meilleurs viendront, de mon côté avec mes imperfections j'ai fait le maximum et je ne peux pas en faire plus.

Je ne me suis jamais pris pour ce que je n'étais pas et je ne vais pas commencer maintenant. Je vais essayer de continuer à progresser, vous pouvez faire de même de votre côté, les anciennes causeries pourraient vous y aider sans que vous vous sentiez obligés de partager mes idées, je pense que c'est un bon outil pédagogique pour élever son niveau de conscience une fois débarrassé de tout a priori, mais cela n'engage que moi.

Un dernier mot.

Ce n'est pas seulement un nouveau parti ouvrier qu'il faut construire, mais un nouveau courant politique qu'il faut concevoir. Macron n'incarne pas un nouveau courant politique, par contre son parti se caractérise en cela qu'il est entièrement consacré à un seul et unique courant politique, le néolibéralisme. Et qu'a-t-il de si particulier ? Il correspond au stade où en est rendu le capitalisme, bon d'accord, cela tout le monde pouvait le deviner, mais surtout il intègre le stade où en est rendue la société, c'est-à-dire qu'il intègre toutes les transformations qu'elle a subi au cours des dernières décennies et même depuis plus longtemps encore, ce qu'aucun courant du mouvement ouvrier n'a été capable de faire jusqu'à présent.

C'est cela que j'ai essayé de faire comprendre ou de transmettre dans mes causeries, en vain. Il faut ajouter que ces deux facteurs n'ont pas évolué indépendamment l'un de l'autre, bien au contraire, mieux encore, ils faisaient partie d'une même et unique stratégie ou ils l'ont servie, ce dont personne ou presque se doutera ou ne percevra au sein du mouvement ouvrier, bref, ceci explique cela...

[Haut de page ↗](#)